Please
handle this volume
with care.

The University of Connecticut
Libraries, Storrs

ROSS LIBRARY
The University of Connecticut

947.0841
R994e

BOOK 947.0841.R994E c. 1
RYSS # L'EXPERIENCE RUSSE
TRADUCTION FRANCAISE ET PREFACE D
3 9153 00227411 8

PIERRE RYSS

L'EXPÉRIENCE RUSSE

TRADUCTION FRANÇAISE ET PRÉFACE
DE
RAOUL LABRY
AGRÉGÉ DES LETTRES, ANCIEN MEMBRE DE L'INSTITUT
FRANÇAIS DE PÉTROGRAD

PAYOT, PARIS

L'EXPÉRIENCE RUSSE

Revue Bibliographique
5 juillet 1922

Une législation communiste, par Raoul Labry
1 fort volume in-8° (Payot) 25.- Fr.

Nous signalons ce recueil documentaire dont l'importance et l'utilité n'échapperont à personne: on y a rassemblé et classé tous les textes législatifs et administratifs émanés du gouvernement des Soviets russes. Ces textes, que bien des travailleurs divers seront heureux de pouvoir consulter et qui permettent bien des réflexions d'ordre général, sont précédés d'une *remarquable* introduction; avec une intelligence nette et déliée, en historien et en philosophe qui veut être impartial et dire seulement ce qu'il croit juste, l'auteur dégage l'esprit, les causes et la signification d'une législation dont on parle trop souvent sans la connaître.

Correspondant
(Février 1920).

PIERRE RYSS

L'EXPÉRIENCE RUSSE

TRADUCTION FRANÇAISE ET PRÉFACE
DE
RAOUL LABRY
AGRÉGÉ DES LETTRES, ANCIEN MEMBRE DE L'INSTITUT
FRANÇAIS DE PÉTROGRAD

PAYOT & CIE, PARIS
106, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

1922

Tous droits réservés.

947.0841
R994e

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation
réservés pour tous pays.

6555-5

INTRODUCTION.

M. Pierre RYSS, auteur de ce livre si plein de choses, est le collaborateur étroit de Milioukof dans la direction du journal russe : *Les Dernières Nouvelles*, qui paraît à Paris depuis 1920. Avant la Révolution, il écrivait dans les grandes revues : *La Richesse russe* et *La Pensée Russe*. D'Italie, de France et d'Allemagne, où il passa de longues années d'exil, il envoyait des correspondances remarquées à la *Retch*. Il appartenait à l'extrême-gauche du parti cadet que les événements successifs de la Révolution ont transformé dans son programme sinon dans toutes ses aspirations. Ce parti, qui s'apparente désormais de très près au radical-socialisme français, est celui des libéraux-démocrates. Ses doctrines sont les suivantes : Plus d'intervention armée en Russie — Ni bolchevisme, ni tsarisme — La terre aux paysans qui l'ont prise pendant la Révolution — Le peuple russe est seul maître de ses destinées : c'est lui qui dans une Constituante, élue au suffrage universel, décidera de la forme de son gouvernement et de ses lois sociales — La Russie doit ressusciter, forte et unie, sous la forme d'un Etat fédéral, mais vigoureusement centralisé, qui rassemblera toutes les terres impéria-

les, moins la Pologne et la Finlande définitivement indépendantes. Dans cette dernière partie du programme survit l'esprit nationaliste de l'ancien parti cadet, méfiant des allogènes, ambitieux d'une grande Russie, maîtresse de la Baltique, de la Mer Noire et de Constantinople aussi, au nom de ses intérêts économiques et de son histoire. C'est l'héritage du passé : il pèse plus ou moins consciemment sur la pensée de P. Ryss. Nous le retrouverons dans ce livre tout pénétré des aspirations du libéralisme russe, que l'auteur tend en somme à fonder en doctrine. Il nous le montre naissant des raisons profondes qui ont animé la Révolution russe dans son développement et l'ont poussée, à travers les douleurs d'un enfantement tragique, vers une démocratie paysanne, dont le bolchevisme, tyrannie d'un parti, retarde l'avènement.

Je regrette que la modestie de P. Ryss ne me permette pas de conter tout au long les aventures de sa vie révolutionnaire. Il me suffira de dire qu'il a pris une part active à la Révolution dont il a connu, dans sa vie de proscrit sous le tsar, les protagonistes et les « *dii minores* », suivant son expression. Son livre est donc d'un précieux connaisseur.

Il veut être surtout celui, non pas d'un annaliste qui se mêle à la réalité journalière des hommes et des choses, pour les décrire et les juger, mais d'un psychologue qui, s'élevant au-dessus des faits, cherche à en pénétrer les lois. Comme le dit P. Ryss dans sa préface, l'impartialité est difficile à un homme que le temps n'a pas encore disposé à l'oubli et au pardon. Il a été trop mêlé à la lutte pour avoir atteint l'apaisement nécessaire. Le polémiste et le pamphlétaire apparaissent parfois chez lui. Mais ils s'effacent rapidement pour ne pas troubler le philosophe

dans la recherche des raisons qui ont guidé le chaos apparent des phénomènes. Son « *Expérience russe* » est un essai de psychologie des masses et de la Révolution.

C'est ce qui donne au livre de P. Ryss une place bien déterminée parmi tous ceux écrits par ses compatriotes en exil. Ce sont ou de simples mémoires, dont l'unique ambition est de servir de matériaux pour les historiens futurs, ou des plaidoyers personnels, ou des études, plus ou moins tendancieuses, tirées des statistiques fournies par les journaux soviétiques, des thèses sociales contre le bolchevisme, des synthèses hégéliennes et messianiques à la Merejkovski. Toute cette littérature, souvent excellente et toujours très intéressante, oscille entre la simple documentation et la pure métaphysique sociale ou philosophique. Elle est ou trop fragmentaire ou trop synthétique, trop personnelle ou trop doctrinaire. Elle est trop pénétrée du souvenir des souffrances de hier, des haines légitimes contre les nouveaux tyrans de la Russie, des impatiences de lendemains sauveurs pour ne pas se plonger dans la lutte présente, ou s'échapper de la réalité par la pure spéculation. Dans son ensemble, elle ignore encore le juste milieu. P. Ryss est un des rares auteurs russes qui me paraissent l'atteindre, par son souci de nous donner une vue générale des faits, tout en les suivant pas à pas dans son étude, dont ils restent la trame solide et toujours apparente.

Aussi, au milieu de l'abondante production russe qui m'arrive de Paris, de Berlin, de Prague ou de Sofia et que je m'efforce d'étudier, son livre m'a frappé dès son apparition et s'est imposé à ma particulière attention. Il m'est devenu d'autant plus cher, je dois l'avouer, que j'y ai trouvé une pensée tout près de la mienne, et des idées

que j'ai modestement mais obstinément exprimées, depuis quatre ans, dans la presse et dans quelques livres. J'ai toujours essayé de montrer que la révolution de mars 1917 était politique seulement d'apparence, et qu'elle mettait en branle toutes les forces de destruction de l'ordre social latentes chez le peuple russe, accumulées par son histoire, décuplées par les conséquences de la guerre. Un double drame se jouait en Russie, l'un sur la scène de Pétrograd entre les partis, l'autre à travers le pays dont le peuple en capotes grises était l'acteur chaque jour plus forcené. Pendant que les partis menaient leur jeu pour s'assurer la victoire, les masses faisaient leur révolution elles-mêmes en cessant une guerre qu'elles ne comprenaient pas, en pillant les terres, objet de leurs convoitises séculaires. Elles seules étaient maîtresses, traînant les partis à la remorque, et portant peu à peu au pouvoir celui dont l'extrémisme logique correspondait à leur extrémisme élémentaire déchaîné. Les bolcheviks et le peuple se rencontraient au même carrefour : la doctrine des uns s'accordait avec les instincts de l'autre. De là le succès du bolchevisme. Mais leurs deux routes, qui s'unissaient un moment, divergeraient bientôt dès que les bolcheviks voudraient plier les masses à un système économique incompréhensible et hostile pour elles. Le divorce se produirait de lui-même inéluctablement. Il fallait l'attendre. En attaquant la Russie bolcheviste de l'extérieur, en jetant contre elle des généraux de l'ancien régime mal déguisés en démocrates, on rapprochait les moujiks des bolcheviks en donnant à ces derniers une vague figure de gouvernement national, en leur facilitant la formation d'armées qui consolideraient leur tyrannie. Cette doctrine que j'ai soutenue et que les faits ont confirmée, m'a valu

bien des attaques et des déboires. Je tire quelque vanité de l'avoir prêchée dans le désert, dès mon retour de Russie en 1918, et dans le silence trop prudent de l'Université française slavisante. Il m'était précieux de la trouver exposée, avec une force de pensée et une connaissance de la Russie que je n'ai pas, dans un livre écrit par un Russe peu suspect de tendances bolchevistes et appartenant à un parti connu pour son patriotisme parfois ombrageux. Il n'est pas sans intérêt non plus pour le public français de suivre avec P. Ryss les événements de la Révolution pour en mieux connaître la dynamique, au moment où notre politique à l'égard de la Russie s'engage dans une voie nouvelle et où l'Europe occidentale s'apprête à conclure avec la Russie rouge une manière de mariage de raison ou de déraison.

Dans la première partie de son « *Expérience Russe* », P. Ryss décrit en traits rapides mais vigoureux l'état social de la Russie. Celle-ci était constituée par une masse paysanne inculte, n'ayant ni sentiment de la patrie, ni idée de l'Etat, passive et misérable, portant le désir toujours inassouvi de posséder la terre, soulevée périodiquement par des émeutes et des jacqueries — une classe d'intellectuels, libéraux ou socialistes, enfiévrée des rêves d'une société meilleure, ignorante du paysan et incomprise par lui — une poignée de dirigeants, hauts dignitaires de l'Empire, gros propriétaires fonciers, ennemis acharnés de toute concession libérale, serviteurs d'un tsar persuadé de l'origine divine de son pouvoir, contre lequel toute atteinte était sacrilège. C'était une société moyennageuse et déséquilibrée, par le manque de cette forte classe intermédiaire qui assure la stabilité des nations occidentales. La Révolution russe a ses origines dans le plus lointain

passé de la Russie et dans toute son histoire. Elle ne pouvait être que sociale, en faisant écrouler sous la poussée des masses populaires une structure féodale et primitive. Elle était à l'état latent. Un sourd esprit de révolte travaillait perpétuellement l'organisme tout entier, menaçant non seulement l'autocratie, seule contre tous, mais encore l'existence de l'Etat et de la Russie elle-même. A tout moment le pays était à la veille d'une révolte à la Pougatchef.

La guerre sembla un moment écarter tout danger en rapprochant du tsar les divers éléments de la société russe contre l'attaque étrangère. Personne ne la voulait, cette guerre, affirme P. Ryss, sauf un petit groupe de militaires, ou d'intrigants avides de mettre la main sur la Galicie autrichienne. Et je crois ceci juste. Ce qui l'est moins, c'est de laisser entendre que la Russie s'engagea à fond dans le conflit seulement pour soutenir la France et rester fidèle à sa parole d'alliée. La France ne peut certes oublier les sacrifices supportés par la Russie à ses côtés, et l'aide qu'elle lui prodigua, au moment de la Marne, en Prusse orientale et dans les Carpathes. Mais la Russie était aussi menacée que la France par l'Allemagne. La guerre fut aussi *sa* guerre, dans laquelle elle avait des intérêts propres à défendre et dont elle voulut, une fois déclanchée, tirer son profit personnel pour réaliser ses visées et celles du parti cadet sur Constantinople et l'Europe centrale dans une liquidation des empires ottoman et autrichien. P. Ryss, dans son amertume légitime d'exilé, a tort de soupçonner la France, non pas celle qui trafique mais celle qui pense, la vraie, d'ingratitude à l'égard de la Russie.

Quoi qu'il en soit, la lutte contre les puissances cen-

trales fut au début populaire en Russie. Elle pouvait porter remède aux troubles intérieurs, en faisant naître dans les masses, avec le sentiment de la patrie et de l'unité nationale, la confiance dans l'autocratie. Mais il aurait fallu que celle-ci sut donner les libertés nécessaires au développement des forces du pays, dans la volonté commune de la victoire. Par un malheur irréparable, les ressources du pays furent gaspillées, la guerre fut menée par des ministres incapables d'assurer à l'armée des approvisionnements réguliers. Les défaites survinrent. L'opinion s'émut et le pouvoir essaya de la contenir par des mesures de répression violente. Le divorce recommençait, plus profond et plus haineux, entre le tsarisme et la nation. Nicolas II, mené par l'impératrice autoritaire et mystique, mit la Russie entre les mains d'un Raspoutine. P. Ryss nous donne ici un portrait de ces trois personnages : je dois en louer la mesure et le sentiment de pitié qui les pénètre au souvenir de la fin tragique de la famille impériale. Cela nous change de toutes les ignominies jetées sur cette famille, dont le chef restera toujours à nos yeux, malgré ses erreurs et ses fautes, un allié et un ami fidèle qui sut mourir, s'il ne sut pas agir.

Les défaites, la ruine grandissante de l'appareil économique, l'aveuglement obstiné du pouvoir, les scandales de la cour, eurent rapidement fait disparaître la concorde intérieure du début de la guerre. Il apparut nettement à tous les yeux que le tsarisme était incapable de mener la Russie à la victoire. Les intellectuels, la Douma, le peuple mobilisé ou resté dans les usines et au village, tous souhaitaient un changement de régime. La Révolution était faite dans les esprits. Elle se réalisait tous les jours par l'affaissement moral de l'armée qui perdait des milliers de

déserteurs, par l'appauvrissement des échanges entre les villes et les campagnes d'où naissaient entre elles, avec les difficultés de la vie, la haine qui sera un des phénomènes essentiels de la Révolution. Pour que cette dernière éclatât, il suffisait d'une circonstance imprévue qui fit apparaître l'unanimité des adversaires du tsarisme. Celui-ci tomberait comme une feuille morte. Et il tomba ainsi, subitement vermoulu et désuet, dans les journées de mars 1917, lorsque l'armée, son unique soutien, montra qu'elle faisait cause commune avec le peuple. Désormais la soldatesque, la masse des moujiks, en capotes grises, tenait dans ses mains le sort de la Russie.

C'est alors que vers Pétrograd et Moscou accoururent en flots pressés tous les émigrés, tous les aigris et tous les doctrinaires, tous ceux qui dans l'exil ou dans la relégation en Sibérie s'étaient créé un plan sauveur de la Russie. Chaque parti arrivait avec son programme de transformation politique et sociale, dans le cadre rigide duquel il voulait faire entrer le réel, grossière traduction du rationnel. Mais toutes ces constructions logiques n'avaient aucune prise sur le peuple russe. Elles n'étaient comprises de lui que dans les formules qui flattaient ses passions élémentaires. Le peuple allait non pas aux partis, mais aux hommes qui lui promettaient la terre et la fin de la guerre. Et les hommes, pour gagner sa faveur, lui jetaient en pâture de mirifiques promesses, sans songer aux moyens de les tenir. Aussi lorsque portés au pouvoir et mis face à face avec les réalités, ils en retardaient l'exécution, les masses les abandonnaient, allaient aux palabreurs plus impatients et plus extrémistes, et réalisaient elles-mêmes à travers l'immensité du pays toutes

leurs convoitises. Dès les premiers jours de mars un double courant se dessina : un courant de surface emportant, sur la scène de politique de Pétrograd, les partis en lutte pour le pouvoir vers les surenchères de la parole et l'extrémisme des doctrines — un courant profond, roulant dans ses flots bourbeux les déserteurs, les bas-fonds des villes, l'écume des prisons, les soldats du front et de l'arrière, les paysans des campagnes, les poussant peu à peu à l'assaut de l'ordre ancien, à la démolition de tout ce qui leur rappelait le servage et le passé, au pillage des propriétés et des exploitations agricoles. L'histoire de la Révolution de Mars à Octobre 1917, comme l'a très bien montré P. Ryss, est toute dans l'action et dans la réaction de ces deux courants l'un sur l'autre. C'était une erreur capitale de penser, que la révolution était faite au nom d'une conduite plus vigoureuse de la guerre jusqu'à la victoire et qu'elle devait simplement amener un changement de la façade politique. Elle était faite par la soldatesque et le peuple qui sous le nom de liberté comprenaient la licence de tout oser, de s'emparer de la terre convoitée et de terminer la guerre cause de tous les maux. Aussi les masses abandonnèrent tout de suite le Gouvernement Provisoire, sorti de la Douma, qui voulait continuer la lutte. Ce gouvernement, élu par une Assemblée qui n'avait jamais rien eu de populaire, et par un cénacle d'hommes politiques, se trouva submergé dès les premiers jours. P. Ryss pense que, s'il avait réuni la Douma, pour s'appuyer sur un organisme élu par la nation, et s'il avait montré quelque énergie, il aurait pu se maintenir. Je ne le crois pas. Le peuple alla tout de suite au Soviet, création spontanée de la rue, et avec quelle ardeur ! J'en fus témoin, ayant assisté à ses premières

séances tumultueuses. Le Soviet lui parut être sa chose, sa véritable représentation. Et de jour en jour il le crut davantage, car les socialistes, qui en avaient pris la direction, traduisaient en formules simplistes ses désirs les plus chers : paix sans annexion ni contribution ! La terre aux moujiks ! Mais comme ces promesses tardaient à se réaliser, le peuple allait aux orateurs qui proclamaient la nécessité de la paix tout court, à n'importe quelle condition, et du partage immédiat des terres. De là au sein des partis une marche vers les extrêmes. De là chez le peuple une haine grandissante contre les bourgeois d'abord, qui faisaient obstacle à ses revendications, contre les socialistes ensuite, qui la trahissaient en pactisant successivement avec les bourgeois, après les avoir attaqués. De là l'accord rapide de la doctrine la plus logique et la plus extrémiste, le bolchevisme, avec les masses exaspérées par l'attente enfiévrée du paradis entrevu dont elles commençaient à briser elles-mêmes les portes.

Lénine et ses fidèles devenaient, au moins pour un moment, les interprètes des volontés populaires : ils n'étaient ni de vulgaires traîtres à la solde de l'Allemagne, ni une poignée d'usurpateurs éphémères du pouvoir. Ils étaient toute la Russie paysanne et ouvrière déchaînée. P. Ryss montre avec justesse que la psychologie du bolchevisme répondait parfaitement à celle des masses russes. Il était animé du même esprit de négation et de destruction, de la même haine contre la civilisation qu'elles ignorent et regardent comme hostile, de la même foi au miracle qui fera sortir, des décombres du passé, un monde meilleur et une Russie destinée à régénérer les peuples aveugles et sourds à la vérité. Par là P. Ryss a raison de dire que le bolchevisme est foncièrement russe.

Mais il est aussi occidental et international par sa doctrine. Et cette doctrine, il voudra de gré ou de force l'imposer à la Russie, comme un carcan rigide. C'est par là qu'il perdra son caractère spécifique. Partant il ne sera plus compris. L'œuvre constructrice d'importation étrangère, qu'il prétendra réaliser, se heurtera alors aux tendances profondes des masses. Elle perdra leur appui et restera en l'air, forme vide et vacillante.

Tant que le bolchevisme dit au peuple : « Pille ce qui a été pillé ! Prends la terre, elle est à toi ! Deviens le maître à ton tour et fais subir à tes nouveaux esclaves les traitements qu'ils t'ont infligés ! Exerce librement ta cruauté justicière ! » ce langage est accessible à tous et accueilli avec des hurlements de joie. Mais lorsqu'il ajoute : « Ta terre et ses produits sont à l'Etat ! Ton travail appartient à tous ! Tu dois ton blé à la communauté, tu n'as le droit ni de le garder ni de le vendre ! » le moujik ne saisit plus et il crie qu'on le dépouille à nouveau. A la place du représentant du tsar d'autrefois, il voit arriver des jeunes gens qui, se disant gardes rouges, lui arrachent son blé, le frappent, l'enrôlent avec plus de brutalité et même le fusillent à l'occasion. Alors il se révolte.

La partie négative seule du bolchevisme a été comprise par les Russes. Mais sa création à l'occidentale d'un régime communiste lui a valu l'hostilité de tous. C'est parce que le régime n'était pas russe et ne répondait en rien aux aspirations des moujiks qu'il a dû l'abandonner, sous peine de disparaître. De là ses concessions successives à la rigidité première de son système économique, son institution de l'impôt en nature qui postule le droit pour le paysan de garder sa récolte, c'est-à-dire le droit

de propriété privée, de là rétablissement de la liberté des transactions, la réouverture des banques, etc. Pour rester russe, le bolchevisme était dans l'obligation d'amender sa doctrine marxiste qui ne l'était pas. Peut-être P. Ryss en faisant porter son étude surtout sur la psychologie négative du bolchevisme n'a-t-il pas assez mis ce phénomène en lumière. Mais par contre, dans le domaine de sa politique extérieure, il a parfaitement montré comment, devant la carence de la révolution mondiale, le bolchevisme avait dû réduire ses ambitions à une révolution russe, et comment son internationalisme s'était mué en un nationalisme conquérant, fort peu différent de celui des Tsars.

Il avait proclamé qu'avec la fin de la guerre, à Brest-Litovsk, après la disparition de la bourgeoisie et le partage des terres, la richesse et la vie facile reviendraient dans les campagnes et dans les villes. Le peuple commençait à ne plus croire. Il fallait lui prouver que la faute en était non plus au nouveau pouvoir, mais à l'Entente qui continuait la tuerie mondiale, aux allogènes qui barraient l'accès à la mer, aux contre-révolutionnaires qui le privaient des blés et des charbons du Donetz et des pétroles du Caucase. Par là on lui ferait oublier les problèmes intérieurs et on ranimerait son ardeur guerrière. Cette propagande bolcheviste ne fut malheureusement que trop servie par les attaques venues de l'extérieur, par les aventures de Koltchak, de Denikine et de Wrangel, par les empiètements de la Pologne sur la Russie Blanche ou l'Ukraine. Les bolcheviks surent montrer la révolution menacée par ce cortège de généraux d'ancien régime et les agissements des nationalités soutenues par l'Entente. Ils réveillèrent chez les masses, avec la peur de perdre le gain des pilleries, un sentiment de solidarité devant le

danger commun, qui était une manière de sentiment patriotique, et ils apparurent comme les défenseurs des conquêtes de la Révolution. Parmi leurs ennemis restés en Russie, un certain nombre se rallièrent à eux, parce qu'ils défendaient la terre russe contre les démembrements. Des officiers de l'ancienne armée entrèrent dans l'armée rouge pour défendre non le bolchevisme mais la Russie. Et ce faisant ils aidaient Trotzki à se constituer une forte armée, capable de résister à la fois aux assauts du dehors et du dedans. P. Ryss a écrit là-dessus des pages très pénétrantes.

Ainsi, le bolchevisme, sous la poussée des réalités, reprenait la politique unificatrice des tsars par le fer et par le feu et, comme les tsars, consolidait par la guerre sa tyrannie plus despotique encore que la leur. Si dans le domaine économique et dans celui de la politique extérieure il se transformait, pour durer, et s'adaptait aux conditions de la Russie, il gardait cependant intacte sa dictature appuyée sur la Terreur. Il est à la fois un mélange de souplesse allant jusqu'aux concessions les plus capitales et de logique inébranlable. Cette logique, il l'a appliquée dans son action politique. Pourquoi dans ce domaine a-t-il gardé sa rigidité ? P. Ryss, à mon sens, ne répond pas assez nettement à cette question. Comme il le dit, les bolcheviks, en chassant la Constituante, niaient l'idée même de la démocratie. Mais ils ne pouvaient pas ne pas la nier : cette négation est l'essence même de leur doctrine. Ils ont dispersé l'Assemblée présidée par Tchernof non pas seulement parce qu'elle était composée d'une majorité ennemie, mais encore et surtout parce qu'elle voulait être une représentation de la population tout entière. Or, le bolchevisme nie l'évolution, la possi-

bilité pour le prolétariat d'atteindre par son effort continu le paradis socialiste. Les masses, dans leur ignorance, ont des tendances bourgeoises. A la première conquête, elles perdent l'esprit révolutionnaire et s'arrêtent en chemin. Seule une minorité consciente est capable de leur faire sauter le pas entre le régime bourgeois et le régime communiste, expression dernière du socialisme. Par conséquent cette minorité seule doit logiquement tenir le pouvoir, contre le prolétariat lui-même aussi bien que contre les classes dirigeantes. De là la négation de toute représentation élue au suffrage universel, la suppression de toute liberté dans les élections, l'écrasement de toute opposition, le maintien d'une dictature consolidée par des moyens terroristes. Le bolchevisme ne peut admettre de concession dans sa forme politique sans renier son principe même. La réunion d'une Constituante ou même le rétablissement de la liberté des élections dans les Soviets implique l'aveu que le bolchevisme a terminé sa tâche. Voilà pourquoi ses adversaires, quel que soit leur but, restauration monarchique ou établissement d'un régime démocratique, s'unissent sur une même revendication : convocation d'une Constituante. Cette unité trouve sa raison profonde dans cette antithèse entre l'idée de la souveraineté du peuple et l'idée bolcheviste. P. Ryss, à mon avis, ne l'a pas assez vigoureusement marquée, pour la gouverne de ceux qui croient à une évolution politique des bolcheviks vers un socialisme d'Etat appuyé sur une représentation élue au suffrage universel.

Mais le bolchevisme, quoi qu'il fasse, sera bien obligé de céder et de disparaître sous la poussée des revendications du peuple. Car celui-ci a subi de profondes transformations dans sa mentalité. Ce sont ces transformations que

P. Ryss étudie dans la dernière partie de son livre. Je regrette seulement qu'il ait traité un peu succintement ce sujet capital. Le moujik s'est emparé de la terre, il veut la garder. Il a besoin d'un gouvernement qui consolide sa propriété nouvelle et le légitime. Tout retour en arrière est désormais impossible : la révolution complète l'acte d'émancipation de 1861, et résoud la question agraire pendante depuis des siècles. Pour que cet état de fait devienne un état de droit, il faut au paysan un gouvernement qui soit bien le sien, choisi par lui et exprimant sa volonté. Or il sait que tous ces attamans, ces commissaires, ces généraux qui passent et repassent dans son village avec leurs gardes-rouges ou blancs, ne sont pas ses représentants. Il ne les a pas élus. Ce sont des intrus qui viennent confisquer son blé, son avoine, son bétail et contester son droit sur la terre. Il se méfie et il attend, s'il ne se révolte pas. Tous les paysans ses frères épandus sur la terre russe pensent de même. Tant qu'ils n'auront pas leur gouvernement, ils garderont leurs récoltes et laisseront les villes périr d'inanition. Et ils ont pris conscience de leur force, car ils savent que sans eux les gens des villes, prétendant les diriger, ne peuvent pas subsister. Aussi les exigences de la vie économique s'ajoutent au désir du moujik de voir légitimer sa prise de possession des terres pour conduire la Russie vers une démocratie paysanne.

Et de cette démocratie, seul régime que l'Europe puisse logiquement et légitimement reconnaître, sortira une Russie entièrement rénovée par la disparition du système communautaire. La révolution a brisé le cadre économique du mir, comme elle a brisé le cadre politique du tsarisme. Elle a définitivement fait passer la Russie de la pro-

priété collective à la propriété individuelle. Ce nouveau mode de tenure des terres aura pour conséquence une culture intensive, source de richesse, de stabilité et de paix, à la place de cette culture extensive, en largeur et en surface, qui a poussé le peuple russe à étendre toujours son domaine par la conquête, et lui a donné ses principaux caractères : manque de volonté suivie, instabilité, déséquilibre, indétermination et indécision.

Cette étude de P. Ryss demanderait un long examen. Je signalerai seulement au lecteur qu'il en trouvera un excellent commentaire, dans un livre trop peu connu, dont je n'aime ni la tendance anti-russe ni la langue difficile, mais dont je loue la pénétration et la vigueur de la pensée : *Le dilemme russo-polonais* de Z. L. Zalewski (Payot, 1920). L'auteur, dans ses premiers chapitres, recherche dans le régime politique et social l'origine des différents caractères de l'âme et de l'histoire russes. L'autocratie et par suite le manque de tradition libérale ont créé cette discontinuité, cette dissociation de la vie qui faisaient dire à Herzen : « Quel est le point de départ de notre histoire moderne sinon l'entière négation de la tradition ? Nous sommes indépendants parce que nous ne possédons rien, rien que nous puissions aimer ». Tchadaiev disait de même : « Nous suivons le chemin du temps d'une manière si étrange, que chaque pas accompli s'efface pour nous sans retour. Nous grandissons sans pouvoir mûrir ». M. Zalewski a écrit des pages très suggestives sur l'éducation morale du paysan et l'influence sur lui du régime du mir. La répartition périodique des terres et la responsabilité fiscale collective lui ont enlevé le sentiment de la nécessité de l'effort continu, ont effacé dans son esprit la notion d'une mesure commune entre le travail

et le bien acquis, et créé en lui « une véritable obsession de l'étendue ». « Ses attaches à la vie deviennent plus flottantes et plus indécises ». Avec l'établissement de la propriété personnelle, il prendra une conscience plus nette de son moi, il s'attachera davantage à la terre qui deviendra le prolongement de lui-même, le lien commun et visible entre ceux qui l'auront précédé et ceux qui le suivront. La vieille Russie orientale du fatalisme, de la paresse, des révoltes périodiques, du discontinu et de l'indéterminé disparaîtra pour faire place à une Russie démocratique se créant peu à peu une tradition politique et morale. La conclusion de M. Zalewski est identique à celle de P. Ryss.

Cette Russie nouvelle, en perdant sa culture extensive qui la poussait à la conquête, deviendra respectueuse du droit des autres et perdra ses tendances impérialistes, que les bolcheviks ravivent artificiellement pour durer. J'ai déjà dit que dans les pages, où P. Ryss parle des allogènes et de leur séparation avec la Russie, je croyais sentir la survivance de l'esprit nationaliste des Cadets. En tous cas l'irritation de l'auteur se contient difficilement au spectacle de la Pologne, de la Lithuanie, de l'Ukraine cherchant à mettre la main sur des terres russes à la faveur de la décomposition des débuts du bolchevisme. Aussi aurions-nous désiré le voir davantage insister sur l'attitude que le peuple russe semble devoir adopter à l'égard des nationalités devenues indépendantes. Ma doctrine est très ferme là-dessus. Je pense que la Lettonie, l'Esthonie, le Caucase, comme la Pologne d'ailleurs, (et je mets à part l'Ukraine, simple province dialectale de la Grande-Russie), ne peuvent pas vivre sans la Russie, de même que la Russie ne peut se passer de leurs ports

ou des pétroles de Bakou. Mais cette interdépendance économique ne postule pas des relations de souverain à sujet. Les allogènes se sont éveillés à la conscience de leur nationalité, qui n'est pas une création factice de l'Entente ; chez eux est né non seulement le goût, mais la volonté forte de l'indépendance. Il ne peut désormais, sans menace de guerres désastreuses, être question entre la Russie et eux que d'un contrat bilatéral et non unilatéral. Pourquoi serait-il plus illogique que cette dépendance des allogènes vis-à-vis de l'Angleterre et de l'Allemagne, dont parle P. Ryss, et qui ne me paraît pas sortir de la nature des choses ? Elle ne pourrait être que le contre-coup d'une menace de la Russie et une défense contre celle-ci. P. Ryss a trop étudié l'importance des facteurs psychologiques dans l'histoire pour ne pas voir combien, chez les Etats Baltiques surtout, la volonté unanime de l'indépendance empêche tout retour de leur sujétion à la Russie. Je ne dois pas oublier, pour être juste, qu'il a écrit son livre au début de 1920 à un moment où la politique aventureuse de Pildsuski menaçait la Volhynie, la Podolie et la Russie blanche. Aussi suis-je persuadé qu'aujourd'hui, devant une Pologne assagie, il doit concevoir la Russie de demain sous la forme d'une fédération dont chaque membre conservera ses droits souverains. Cela me paraît devoir être le salut de tous, dans une collaboration confiante et féconde entre égaux.

J'aurais souhaité aussi que P. Ryss nous donnât, à sa manière, une étude poussée sur le caractère du sentiment religieux chez le paysan russe, sur son réveil dont tous les voyageurs dans la Russie des Soviets nous entretiennent, sur son rôle possible dans la Russie de demain. La foi dans le miracle, n'épuise pas toute la nature de la

religiosité du moujik. Dans ce pays tourmenté depuis des siècles par des aspirations religieuses, par des hérésies jaillissant du terroir comme une végétation luxuriante, par une recherche douloureuse de la vérité morale, l'individualisme naissant et la démocratie elle-même ne seront-ils pas menacés par la croyance en des forces obscures qui nous entourent et contre lesquelles toute volonté est chimérique ? Car ce n'est pas seulement la tenure collective des terres qui a fait germer chez les Russes la soumission résignée au destin, et leur évangélisme à la Tolstoï.

Il y a là tout un ensemble de questions sur lesquelles, au moins pour ma part, j'aurais attendu quelques lumières. Sur un autre point de même, dont l'importance est presque aussi grande, P. Ryss ne répond point à mes curiosités. Comment le peuple russe conçoit-il la forme politique de ce régime démocratique qu'il désire et vers lequel le poussent les événements eux-mêmes ? Il sait sans doute ce qu'est une Constituante, au moins depuis la dissolution par les bolcheviks de celle présidée par Tchernof. Cette assemblée, pour assurer définitivement l'établissement d'une majorité désireuse d'ordre et de légalité. choisira-t-elle le parlementarisme occidental ou le Soviétisme avec sa hiérarchie de Soviets locaux, gouvernementaux, régionaux, dominée par le Soviet pan-russe ? Le Soviétisme est-il une forme vivante pour les moujiks, ou simplement un souvenir odieux de la tyrannie communiste ? Car le Soviétisme n'est pas le bolchevisme. Les bolcheviks se sont annexés les Soviets, en les peuplant uniquement de leurs fidèles, mais ils ne les ont pas créés. Les premiers soviets sont sortis spontanément des masses. Ils ont été une véritable création et représentation populaires.

Il me semble logique que le programme vraiment paysan soit la liberté des élections dans les Soviets, et que la formule magique capable de soulever l'unanimité soit celle des révoltés de Cronstadt : *Tout le pouvoir aux Soviets libres !* En tous cas il y a là encore un problème de psychologie qui entrait dans le domaine exploré par P. Ryss.

Il nous doit un nouveau livre sur ces différentes questions. Il ajoutera ainsi de nouvelles leçons à celles que nous donne son « *Expérience Russe* », sur la nécessité pour les nations occidentales de faire de larges réformes sociales afin d'éviter le bolchevisme, explosion destructrice des masses acculées au désespoir, sur le danger que présentent les promesses démagogiques des partis se disputant le pouvoir, sur l'illusion des doctrines du coup de force pour forger subitement une société meilleure. De cette « *Expérience Russe* » je tire une autre leçon que P. Ryss n'a pas nettement formulée mais qui y est contenue. A force de répéter aux paysans et aux ouvriers qu'ils étaient les victimes des classes bourgeoises, les partis socialistes les ont poussés inconsciemment à la vengeance, à la haine et à la ruine. On peut avoir l'opinion qu'on voudra sur les différents systèmes socialistes. Sur le terrain logique, ils sont tous plus ou moins soutenables. Mais leurs méthodes sont contradictoires avec leur idéal. En refusant tout autre moyen que la lutte de classes ou en dénigrant toute collaboration avec la bourgeoisie, ils suscitent l'indiscipline, le sabotage, la minimisation de la production, et tendent à créer, avec des habitudes, des états d'âme, qui au lendemain du triomphe des prolétaires rendent impossible le fonctionnement du régime nouveau exigeant plus de discipline, de solidarité, de sacrifice des

intérêts individuels à l'intérêt collectif. Après l'arrivée des bolcheviks au pouvoir, les âmes des paysans et des ouvriers russes se sont retrouvées telles que les avaient façonnées la propagande de haine contre le Gouvernement Provisoire, le ministère de coalition, et les prétendues trahisons des partis modérés. La désagrégation du grand corps russe, déjà commencée sous l'ancien régime, a été précipitée par les surenchères des partis de Mars à Octobre : les bolcheviks n'en sont pas les seuls responsables. Et cela éclate à chaque page de P. Ryss après les premières journées de la Révolution.

On peut discuter les thèses diverses de son livre, on peut juger différemment les hommes dont il trace au passage le portrait avec un mordant de polémiste. On ne peut pas ne pas être amené à réfléchir. C'est le but modeste que P. Ryss se proposait dans sa préface. Il l'a pleinement atteint. Je veux espérer que je ne l'ai pas trop desservi par ma traduction.

J'ai suivi son texte pas à pas en m'efforçant de rendre scrupuleusement la pensée dans ses nuances, sans travestir un style très personnel, rapide, incisif, passionné souvent, parfois embarrassé par de difficiles abstractions, ou quelques rares métaphores un peu usagées dans notre langue politique. Si les bolcheviks ne m'avaient pas dépouillé de ma bibliothèque, et si je n'étais pas tenu éloigné de tout centre d'études slaves, j'aurais eu à ma disposition des instruments de travail qui m'auraient permis une traduction plus scientifique. J'aurais taillé à ce livre, suivant mon désir, un plus bel habit à la française : je n'ai pu mieux faire. En tout cas j'ai eu un vif plaisir à m'entretenir au long de ces pages avec un Russe très intelligent dont je partage la foi dans une

Russie démocratique et paysanne de demain. J'ai eu aussi celui de me mettre au service d'un de ces « intellectuels » qui m'ont tant appris autrefois et prodigué tant d'amitiés à Moscou, à Pétrograd ou à Kief. C'était une façon de payer ma dette à leur égard, dans leur dur exil, dont je souhaite la fin rapide avec la fin de la dictature du parti communiste.

Raoul LABRY.

La Roche-sur-Yon, janvier 1922

PRÉFACE DE L'ÉDITION FRANÇAISE.

Voilà bientôt deux ans que ce livre a été écrit. Depuis, bien des événements se sont passés en Russie qui demanderaient à être étudiés à part, ou dans un appendice au présent livre. Mais, en préparant une édition française, je n'ai voulu apporter à mon « *Expérience Russe* » ni complément ni retouche. Si les faits avaient été son unique sujet, elle présenterait de graves lacunes. Mais mon but a été non pas d'exposer les faits, mais de rechercher leur psychologie. Voilà pourquoi je n'ai rien changé à ce que j'écrivais il y a deux ans. Je voudrais seulement ajouter que les événements de ces deux dernières années ont confirmé quelques-unes de mes thèses, encore a priori en 1920 :

Le peuple russe est seul et sera seul l'ouvrier de sa propre histoire.

Le peuple russe lui-même renversera les bolcheviks, lorsque ceux-ci auront accompli leur mission historique.

Le peuple russe a brisé tout mouvement « blanc » parce que les généraux s'entouraient de groupes et de classes qui rêvaient d'une restauration politique et sociale.

Le peuple russe s'est mûri politiquement et forme actuellement une nation.

Enfin le bolchevisme est un phénomène organique, purement russe, dans toute la force de son esprit religieux.

En tant que phénomène organique, le bolchevisme, après avoir pris le pouvoir, a été contraint, inconsciemment, de suivre les voies qu'avait tracées l'ancien régime. C'est ce qui explique son mouvement *spontané* vers le Caucase, la Pologne, la Lithuanie, son effort pour absorber les Etats, taillés dans la chair russe, et faire rentrer ainsi le pays dans ses frontières naturelles. Le vieil impérialisme de la Russie tsariste et le nouvel impérialisme de la Russie communiste s'expliquent l'un et l'autre par la nature du développement de l'état russe et par les lois inéluctables de l'histoire, si diverse pour chaque peuple.

J'offre mon livre à l'attention des lecteurs français qui s'intéressent aux destinées de la Russie et ne voient pas seulement dans l'histoire un enchaînement mécanique d'événements. En rapprochant les faits particuliers, on découvre en eux âme et raison. Quelle que soit la tristesse présente des événements russes, ceux-ci ont leur raison impérieuse et leur âme puissante. Je souhaiterais que mon modeste travail apportât à l'esprit méthodique et raisonneur des Français quelques lumières, si faibles fussent-elles, sur la logique interne de la révolution russe.

Je suis heureux qu'un des meilleurs connaisseurs de la Russie, M. Raoul Labry, ait bien voulu se charger du soin de rédiger le texte français et d'écrire une préface. Sa haute compréhension des choses russes et son amour pour elles apparaissent dans chacune des pages que mon distingué confrère a écrites sur ma patrie. Son aide précieuse me laisse espérer que mon livre permettra au lecteur français de s'orienter dans le chaos des événements de la Révolution et de pénétrer leur nature.

P. R.

PRÉFACE DE L'ÉDITION RUSSE.

La Révolution russe est, dans la vie de l'humanité, l'événement le plus important de ces trente dernières années depuis la grande Révolution française. Elle dépasse celle-ci, car la Révolution française ne s'était point posé les formidables problèmes que la Révolution russe décidait de résoudre. La France en effet donnait vie aux principes de la souveraineté politique du peuple tandis que la révolution russe s'efforce de transformer l'ordre social, en substituant au régime bourgeois le régime collectiviste. Si l'utopie prêchée par les bolcheviks pouvait se réaliser, nous aurions devant nous une époque analogue à celle où les peuples d'Europe, après des siècles de luttes, remplacèrent le régime patriarcal par le régime féodal et bourgeois. Dans ce cas, la grandeur de la Révolution française serait éclipsée par les événements grandioses qui se déroulent actuellement en Russie. Mais je suis loin de prétendre prédire l'avenir et je ne voudrais pas faire appel à des analogies historiques. Elles permettent certes parfois de mieux comprendre le présent ; toute analogie cependant reste un peu forcée pour les besoins de la cause, et d'ordinaire ne fait qu'obscurcir l'essence de la question traitée. Le but que je me suis proposé est autre.

Après avoir suivi, avec une attention toujours en éveil, les événements de la vie russe, et participé directement à quelques-uns d'entre eux, après avoir observé la genèse, le développement et le déclin de certains phénomènes isolés de la Révolution, j'ai voulu faire part de ce que je sais et des conclusions qui me paraissent justes, à ceux qu'intéressent la Russie et les choses russes. Je ne puis certes rester impartial dans ce livre. L'impartialité est-elle compréhensible chez un homme activement mêlé à la lutte ? L'objectivité en général est chose étrangère à l'homme, surtout en pleine bataille. Aussi, tout en restant objectif dans la mesure de mes forces, je ne saurais cependant me dépouiller à mon insu de toute subjectivité.

Quant au sujet du présent livre, je dois dire d'abord qu'à côté des faits et des phénomènes, cette mathématique de l'histoire, existe la psychologie des événements. La genèse invisible de ceux-ci, la spontanéité de leur apparition, le caractère inexplicable de certains, dus en apparence au seul hasard sans rien qui semble les justifier, voilà la matière de cette psychologie dont je parle. C'est en rappelant tout ce qu'a d'inexplicable, de fortuit, de spontané un phénomène de psychologie historique, qu'on peut en déterminer les traits. Le génie puissant et malade de Dostoievski dans les « *Possédés* » nous a donné un tableau prophétique de la future révolution russe dans ses déviations morbides, avec le sadisme de sa cruauté, le déchaînement d'une volonté indisciplinée et en même temps sa foi fanatique dans l'avènement du royaume de Dieu sur la terre, avec ses rêveries messianiques. Dans quels replis mystérieux de l'âme est née cette psychologie ? Pourquoi les événements dont elle a été le moteur ont-ils si souvent donné des résultats contraires à ceux qu'on désirait ? Voilà ce à quoi je voudrais donner une réponse, même approximative. Mes forces sont trop faibles pour la donner définitive. Mais si les questions sont posées, si elles obli-

gent le lecteur à envisager plus sérieusement ce qui se passe en Russie, je considérerai ma tâche comme accomplie. Malheureusement, tous les matériaux rassemblés par moi pour une histoire de la révolution russe, et parmi eux beaucoup que la presse n'a jamais publiés, ont été laissés en Russie. Ils sont sans doute perdus. Je suis donc obligé de me confier à ma mémoire. Aussi ne faut-il pas chercher dans ce livre des faits nouveaux : les faits n'y jouent pas d'ailleurs un rôle prépondérant. Ce n'est pas une histoire, ce ne sont pas des « Mémoires », mais une étude de psychologie historique.

P. R.

Mai 1920.

L'EXPÉRIENCE RUSSE

CHAPITRE I

AU TOURNANT.

La Russie était un pays de maîtres et d'esclaves, de la plus haute culture morale et de la plus primitive grossièreté, de la plus grande noblesse et d'une bassesse bestiale. Il y avait dans cette Russie un peuple immense que personne en réalité ne dirigeait, mais que tous ceux qui voulaient s'en donner la peine exploitaient, peuple humble et enténébré. Il y avait un gouvernement criminel, sans conscience, écrasant et ruinant le pays. Il y avait aussi une poignée « d'intellectuels » nourris des idées de Bakounine, de Lavrof et de Mikhailovski, de celles de Marx, d'Engels et de Kautski, ou de Kirievski, des Aksakof, de Danilevski, ou enfin de Herzen, Stankevitch, Tchitcherine et des encyclopédistes français. La Révolution était préparée par tous à la fois : par le pouvoir suprême qui méprisait le peuple ; par les agents de ce pouvoir en province, qui pillaient la population, enfin par les intellectuels de toutes tendances politiques.

Mais elle l'était surtout par la dynastie, qui organisait sa vie avec un mépris scandaleux de tout et de tous, sans aucune contrainte.

La situation matérielle du peuple ne s'était pas améliorée depuis l'abolition du servage. Pendant le dernier demi-siècle, la terre appartenant aux paysans s'était fractionnée entre les mains d'une population toujours en vigoureuse croissance. Le mode de tenure du mir retenait à la terre le paysan qui ne savait, loin d'elle, où aller. Le projet de Stolypine avait une portée immense, car il donnait au moujik le droit de sortir du mir et de s'assurer la propriété personnelle de la terre. Mais le nouveau propriétaire n'avait ni ressources, ni instruments agricoles, ni crédit. En abandonnant le mir, le paysan rompait avec l'ancien système de responsabilité collective sans avoir la possibilité de développer ses capacités individuelles. Stolypine avait voulu créer une classe de petits propriétaires, bourgeoisie moyenne contre laquelle se seraient brisées les vagues de la Révolution future. Son dessein était politique, mais il n'a pas su lui prêter les formes économiques indispensables. Le résultat fut que les paysans les plus forts moralement, après avoir quitté le mir, furent privés des moyens de cultiver leurs champs en toute indépendance. Le plus grand nombre d'entre eux liquida ses terres et s'en alla dans les villes ou erra dans les villages à la recherche des travaux de louage. Ce fut un coup mortel porté à l'idée, juste en elle-même, de créer une petite bourgeoisie aux dépens du mir, qui avait vécu. Cependant l'espoir séculaire du paysan d'entrer en possession des terres seigneuriales se heurta à une résistance violente de la part du pouvoir. Le projet même si modéré de M. Hertzenstein, député à la Ière Douma, sur le rachat des grosses propriétés fut regardé comme révolutionnaire. C'étaient ces grosses propriétés qui exas-

péraient les paysans et les maintenaient dans un perpétuel état d'irritation et de fermentation.

Dans les villes la situation n'était pas meilleure. L'industrie naissante s'était, pendant les vingt dernières années, développée assez rapidement. La grosse industrie seule comptait déjà en 1917 près de deux millions et demi d'ouvriers. Mais ce n'était pas encore un véritable prolétariat, car un nombre important d'ouvriers retournait, au printemps, dans les villages pour les travaux des champs. A ce prolétariat manquaient la mentalité prolétarienne dont l'un des principaux traits est la dicipline du travail et, ce qui est bien plus important, le souci de maintenir intactes les sources de son existence, usines, mines, warfs, etc.... Le paysan sait que la terre le nourrit ; l'ouvrier, qu'il doit son existence à l'usine. L'absence d'un véritable prolétariat et d'une véritable mentalité prolétarienne se fit sentir dès le début de la Révolution, mais nous en parlerons en temps et lieu. De plus, les ouvriers étaient mal payés : un serrurier gagnait à Pétrograd, en 1913, de 60 à 70 roubles par mois, et un ouvrier non qualifié tout au plus 40. La législation ouvrière se trouvait dans un état primitif, l'inspection du travail était sans force et mal organisée ; dans l'industrie minière même la protection du travail des enfants était en fait plus qu'insuffisante.

Il n'y avait pas de bourgeoisie commerçante dans les villes ; elle y naissait à peine. Quant aux professeurs, aux médecins, aux ingénieurs, aux avocats, étrangers à la vie réelle, professant, dès les bancs de l'Université, à l'égard de la bourgeoisie, le mépris enseigné par les commentateurs de Marx, Bakounine et Lavrof, ils se considéraient comme les « *prolétaires intellectuels* », même s'ils gagnaient cent mille roubles par an et possédaient un hôtel particulier. Le prolé-

tariat intellectuel était défini par la profession et non par la situation de fortune. Cet état d'esprit était renforcé et approfondi par la politique à courte vue du gouvernement. Ce dernier ne voulait pas comprendre que le pays était sorti de la période économique patriarcale, que le développement des forces productives exigeait la liberté de l'individu, c'est-à-dire la liberté des organisations politiques et professionnelles, de la parole, de la presse, etc. ; et avant toute autre, la liberté que donne le régime représentatif de défendre les intérêts politiques et économiques. Pour le gouvernement un libéral parlant de la Constitution et un anarchiste rêvant de faire sauter la planète jusqu'à Sirius au moyen d'une machine infernale, étaient des ennemis identiques. Bien mieux, un libéral était plus dangereux qu'un anarchiste, car il parlait de choses positives et par là devenait plus insupportable qu'un rêveur. Ainsi le pouvoir, loin de comprendre les principes élémentaires du gouvernement, défendait son existence et ses prérogatives de droit divin en détruisant l'idée et le fait même de l'Etat.

La thèse crée l'antithèse. De même le pouvoir en détruisant l'état élevait le peuple dans la haine du pouvoir. Les terribles répressions exercées par le gouvernement qui jetait dans les prisons des milliers d'hommes et exploitait le peuple sans pitié, poussaient ce dernier entre les bras des prêcheurs de révolte. Plus le gouvernement était noir, plus devenaient rouges et la société cultivée et le peuple inculte. Privé du centre politique et social qu'est la bourgeoisie, le pays était noir ou rouge. D'un côté se tenaient le pouvoir et un très petit groupe de gros propriétaires, de hauts fonctionnaires, de rois de l'industrie. De l'autre la Russie, immense. Il faut ajouter qu'une partie importante des « intellectuels » (peu nombreux en Russie) et des « demi-intellec-

tuels » (dont le nombre est considérable) subissaient l'influence des tendances socialistes et anarchistes. En d'autres termes, ou ils niaient absolument l'Etat, comme une source de violence et de mal, ou bien l'acceptaient non sans regret comme l'échafaudage de la société bourgeoise vouée à un écroulement inéluctable. Si telles étaient les raisons théoriques de la lutte contre l'Etat, les conclusions pratiques qu'on en tirait présentaient des dangers incomparablement plus grands pour la Russie. Car même les libéraux, que n'attirait pas le socialisme, nourrissaient une haine profonde contre le gouvernement. Mais celui-ci s'identifiait à l'Etat, aussi la plupart des coups portaient non pas contre le gouvernement, mais contre l'Etat. C'est ainsi qu'au temps de la guerre contre les Turcs, la société russe libérale désirait la défaite de la Russie. De même dans la guerre contre le Japon, en 1904-1905, la Russie cultivée applaudissait à nos défaites de Liao-Yang, de Moukden, de Tsoushima. On pensait que le pouvoir battu donnerait une constitution et on ne comprenait pas que la défaite était non pas la sienne mais celle de l'Etat. Si dans la société cultivée une telle confusion durait entre les concepts gouvernement et Etat, que devait-il se passer dans les têtes des cent soixante dix millions de moujiks harassés, apeurés, ignorants, exaspérés, souvent ivres. Pour eux, l'Etat c'était le mauvais gouvernement. Habitués à voir leur volonté étouffée, ils croyaient naïvement que la destruction seule de l'Etat-gouvernement les délivrerait de l'esclavage. Aussi paysans et ouvriers écoutaient avec ferveur les agitateurs de gauche et plus les paroles de ceux-ci étaient extrémistes, plus elles rencontraient de sympathie. Des événements terribles se préparaient pour la Russie. Le pouvoir ne le comprenait pas. La société cultivée ne le comprenait pas davantage. Elle

ne voyait pas que la haine formidable des masses, statique pour le moment, si elle devenait une fois dynamique, anéantirait l'Etat, c'est-à-dire non seulement les institutions et leur cadre, mais aussi les hommes éloignés du peuple par leur origine et leur culture. Telle sera la logique inévitable des événements.

Si tel était le tableau de la Russie pré-révolutionnaire en son centre, il était pire encore à la périphérie. Aux vexations que le gouvernement infligeait à *tous* les citoyens russes s'ajoutaient les vexations contre les peuples isolés : c'était un double garrot. La Pologne et la Finlande, qui prétendaient à l'indépendance, étaient inondées de troupes russes et ressemblaient à des camps. Les Esthoniens, les Lettons, les Géorgiens, qui n'élevaient aucune revendication séparatiste, étaient jalousement surveillés par le gouvernement. Celui-ci jugeait trahison leur désir d'écrire dans leur langue. La Petite-Russie, appelée aujourd'hui Ukraine, était encore la Russie, mais parlant un dialecte très peu différent du grand russe. Le désir de quelques Petits-Russiens d'introduire ce dialecte dans l'enseignement scolaire fut de la même façon considéré comme une trahison. Cela suffit pour que quelques agitateurs, émigrés en Galicie et en Autriche, entreprissent une campagne heureuse en faveur de l'indépendance de l'Ukraine. Dans la suite, pendant la guerre, l'Autriche et l'Allemagne utilisèrent ces hommes pour leurs desseins et créèrent le mouvement ukrainien sans aucune racine dans le peuple de la Petite-Russie.

Pire que tout encore était la situation des Juifs. Privés du droit de vivre dans les campagnes et sur 90% de la terre russe, entassés en Pologne, en Lithuanie, dans la région du Sud-Ouest et dans la nouvelle Russie, les Juifs ne pouvaient par conséquent exercer que des professions libérales ou le commerce. Sans

protection aucune de la part des autorités, massacrés sur un ordre du premier officier de police venu, ils avaient forcément acquis des habitudes de citadins. Ils étaient naturellement opposés au gouvernement et décuplaient la force créatrice des révolutions.

Telles étaient en 1917 en Russie les forces centrifuges qui prirent corps et se mirent en branle dès le début de la Révolution. Ainsi le refus du pouvoir de compter avec les revendications légales des peuples de Russie, le refus d'accorder aux provinces frontières une autonomie locale, en un mot, la centralisation brutale fit naître le séparatisme.

Ce n'est pas seulement pour les Géorgiens, pour les Esthoniens et pour les autres allogènes que la Russie n'était pas une patrie. Elle ne l'était pas pour les Russes eux-mêmes. Car la masse ignorante connaissait *son* village, quelquefois *son* district, très rarement *son* gouvernement, mais elle n'avait aucune représentation de la patrie commune. La Russie était un pays avec une population de deux cent millions d'habitants, mais il n'y avait pas de nation russe. Les Juifs, que les Polonais persécutaient chez eux comme russificateurs et comme l'avant-garde de la civilisation russe (ce qui était vrai d'ailleurs), les Juifs même étaient chassés de Russie par le gouvernement. De véritables crimes, monstrueux, étaient perpétrés contre le pays. Le pouvoir dépouillait le peuple de sa patrie, l'élevait hors de tout sentiment national. Privée de ce sentiment dans le peuple, faible économiquement, déchirée par les haines politiques, menacée par les tendances centrifuges, voilà comment la Russie entra dans la guerre.

La désirions-nous cette guerre ? Je ne me tromperai pas en disant que la Russie entière ne la voulait pas et la redoutait. Les masses n'ont aucune de ces inclina-

tions guerrières que possèdent d'autres races conquérantes par nature. Le peuple ne comprenait nullement les problèmes de la politique mondiale : illettré, il ne savait ni l'histoire, ni la géographie de son propre pays, et par là il était d'autant plus étranger à ces problèmes. Sa pensée éternelle était que les guerres sont faites par les gouvernements, pour des raisons incompréhensibles pour lui. Mais, par contre, il savait fort bien que la guerre exige de grandes dépenses, qu'après vient une période où les impôts s'alourdissent, que les levées emmènent des millions d'hommes et qu'à la guerre on tue.... Voilà pourquoi le peuple ne voulait pas de guerre. Il se souvenait enfin de l'expérience d'il y avait dix ans, de la guerre contre le Japon : quel tragique souvenir !

Les intellectuels aussi ne souhaitaient pas la guerre, et tous les socialistes, pacifistes en théorie, la repoussaient comme le plus grand mal du régime bourgeois. Ce sont les gouvernements qui, au nom des intérêts égoïstes de la bourgeoisie, poussent les peuples à la guerre où les masses, perdant tout, renforcent la domination de la bourgeoisie abhorrée. Les prolétaires n'ont aucun intérêt dans les conflits entre bourgeois : telle était la laconique formule des socialistes.

Les libéraux, eux, ne voulaient pas la guerre pour d'autres raisons. Ils savaient que la Russie n'était pas préparée à une lutte militaire mondiale. Nos chemins de fer stratégiques vers les frontières de l'Allemagne n'étaient pas terminés. Notre artillerie était en pleine transformation et réorganisation ; l'ancienne ne répondait pas aux exigences de la guerre moderne, et ne disposait que d'une quantité limitée de munitions. Quant à l'Intendance, elle était au-dessous de toute critique, car elle n'avait pas renoncé aux traditions de rapine de l'époque de Nicolas Ier, d'Alexandre II et

d'Alexandre III. L'organisation économique du pays était pire encore. Etant donnée la faiblesse de l'industrie, la Russie, dès les premiers jours, devait se trouver sans produits manufacturés et sans matériel de guerre. La Turquie, alliée de l'Allemagne, fermait la Mer Noire et notre seule ligne de communication avec les Alliés était la Baltique, menacée à son tour par l'Allemagne. Restait le mince ruban d'acier qui à travers la Finlande et la Suède nous reliait à l'Angleterre, et l'immense Transibérien, route du Japon et des Etats-Unis, d'un rendement faible et très onéreux. Nous ne pouvions compter que sur l'aide technique des Alliés au moment où nous étions isolés économiquement, isolement gros de désastres. Les libéraux savaient aussi, et c'était le point capital, que le gouvernement despotique ne saurait pas conduire une véritable guerre patriotique, et que le peuple n'irait que contraint. D'ailleurs quel serait le bénéfice de la Russie ? La main-mise sur les détroits était hypothétique, car la Grande-Bretagne n'était pas d'humeur à voir les Russes sur le Bosphore et encore moins dans les Dardanelles. Quant à l'annexion de la Galicie, pour laquelle militaient quelques milieux de la droite, pouvait-elle justifier la lourdeur de la guerre et ses sacrifices matériels ?

Le monde des hauts fonctionnaires et des propriétaires réactionnaires était aussi contre la guerre. Pour ces milieux, qui d'instinct vivaient encore des idées de la Sainte-Alliance, la lutte entre deux Etats monarchiques, comme l'Allemagne et la Russie, était avant tout un affaiblissement de l'idée monarchique. L'Allemagne, gardienne de l'ordre, avait été un des facteurs de la répression de la Révolution en 1905. La correspondance entre Guillaume II et Nicolas II, dont une partie a été publiée en 1917-1918, confirmait pleine-

ment la volonté de l'Allemagne de prêter main-forte au gouvernement russe, si les événements de 1905 avaient menacé la dynastie des Romanof. Cela aurait été folie de la part de l'extrême-droite de désirer un conflit avec l'Allemagne, qui était si près de son cœur, et qui seule, en Europe, pouvait sauver la réaction russe d'une révolution.

Moins que tout autre encore, l'empereur ne voulait pas la guerre. La mort tragique de l'ancien souverain de la Russie atténue naturellement les sentiments que lui portait autrefois le pays. Mais l'histoire sera implacable pour un homme qui tant de fois repoussa le destin offert de passer pour un sage et grand empereur. De taille petite, mais bien prise, les cheveux châtain-clair, avec de beaux yeux rêveurs, charmeur dans ses manières, Nicolas avait une intelligence moyenne mais un goût sûr. Il était connaisseur en peinture, en musique, aimait la littérature et jugeait parfaitement des hommes. Avec ces qualités, il aurait pu diriger son peuple dans la gloire. Mais il n'avait pas foi dans les hommes et se méfiait de lui-même. L'ancien ministre de l'Intérieur, A. D. Protopopof, fusillé plus tard par les bolcheviks, et le colonel d'un des régiments de la garde du palais, qui avait eu souvent des conversations familières avec l'empereur, m'ont donné de nombreux détails sur le caractère de Nicolas II. C'était un homme moyennement doué, mais que son éducation avait gâté dès sa plus tendre enfance. Un père despotique et une mère hypocrite avaient comprimé en lui toute individualité. Tremblant devant son père, Nicolas s'était habitué à la rêverie et à la méfiance. Il lui semblait que de serviles courtisans allaient rapporter chacune de ses paroles à son père, qui le traitait durement et n'hésitait pas à le frapper. Ainsi dès son jeune âge, il redoutait et il méprisait les gens de son

entourage, et il n'avait aucune confiance en eux sachant qu'ils étaient les serviles exécuteurs de n'importe quels ordres de n'importe quel tsar. Les rivalités de la cour, le jeu des ambitions, l'absence de scrupules dans l'emploi des moyens et l'oubli absolu du devoir, tout cela ne faisait que renforcer l'opinion de Nicolas II sur les hommes. Il connaissait le cercle fermé où il vivait, et jugeait chacun d'après lui. Si son jugement sur les hommes était sûr, il faisait le contraire de ce qu'il lui dictait. C'est pourquoi il ne nommait jamais ministre les gens de talent, persuadé qu'ils sauraient mieux le tromper que des nullités. Aussi n'aimait-il pas Witte, Stolypine, se méfiait de Krivochéine, haïssait Milioukof et Goutchkof.

Avait-il quelque force de caractère ? Oui, mais une force particulière, négative et non positive. Il lui semblait que tous étaient contre lui. Et lorsqu'on lui proposait de réaliser une réforme insignifiante, de confirmer une loi sans importance, il hésitait et sa nature le poussait à conclure qu'il devait les rejeter. Il faisait une promesse, puis ruminait ce qu'il avait dit et promis, hésitait et en fin de compte ne tenait rien. Cette dualité morale le déchirait et le mettait dans des situations fausses dans la vie de tous les jours, dans la politique et dans sa propre vie intérieure. Il mentait aux autres, mais non à lui-même. Il se connaissait, savait se critiquer ainsi que ses actes, mais la peur d'affirmer l'amenait à nier. Telle était la maladie dont, pendant les dernières années, il chercha souvent l'oubli dans le vin.

En même temps il était convaincu de la divinité de son pouvoir. Nourri dans les idées de Pobiedonostsef, il croyait de bonne foi qu'il tenait ce pouvoir du Très-Haut et qu'il avait l'obligation de transmettre intact à son héritier ce dépôt dont toute diminution serait

un crime devant Dieu. Voilà pourquoi Nicolas II consentit avec tant de douleur à cette constitution de 1905 qu'il rejeta dans la suite et voilà pourquoi il signa avec une telle facilité, relativement, son acte d'abdication au trône en 1917. Dans le permier cas, il portait atteinte à son droit divin, ce qu'il jugeait inadmissible, dans le second il renonçait au trône en transmettant à son successeur ses droits d'empereur dans *leur entier*. Si telle était la conception que se faisait Nicolas II de la nature et de l'étendue de son pouvoir, tout ce qui l'entourait ne pouvait que la fortifier.

Devant lui s'étendait un immense pays avec deux cents millions d'esclaves. Souverain absolu du peuple, il était en même temps arbitre dans les affaires de l'Eglise, destituant et nommant ses plus hauts dignitaires, les forçant à se soumettre à lui. Dans ses voyages on lui préparait des réceptions où les magnificences mondaines s'unissaient aux pompes ecclésiastiques. Les foules agenouillées, les cloches sonnant à toute volée, les discours serviles, tout cela était pour cette âme malade la manifestation sensible du caractère véritablement mystique inhérent à son pouvoir. Peu à peu il arriva à cette idée que son système de gouvernement était le seul système acceptable, et pas seulement pour la Russie. Il ne remarquait pas l'approche de la tourmente révolutionnaire, il n'entendait pas les avertissements. Renfermé en lui-même, toute sa volonté tendue vers la négation, plein de méfiance pour tout le monde, il marchait à sa perte avec sa dynastie.

Sa vie privée était-elle heureuse ? Qui pourrait le savoir ? Il est sûr seulement que l'impératrice, princesse d'une minuscule principauté allemande, devenue souveraine du plus grand état du monde, fit sienne

l'idée de la divinité du pouvoir du tsar russe, et que, grâce à sa force de caractère, à son esprit méthodique, qualités propres parfois aux natures hystériques, elle eut une grande influence sur son mari, et le fortifia dans ses sentiments mystiques et ses idées absolutistes. Ce couple était uni par un fils, d'une belle apparence, mais malade de corps et déjà perverti d'esprit par son éducation. C'était l'héritier du pouvoir divin, malheureux enfant, qui invectivait les ministres, frappait au visage ses compagnons de jeux et disposait de tous, en maître, à son gré. Sa fin tragique a prévenu une vie tragique.

Nicolas pouvait-il donc vouloir la guerre avec l'Allemagne ? Avec cette Allemagne qui, seule en Europe, croyait à la divinité du pouvoir ; avec cette Allemagne qui, en 1905, était prête à secourir la dynastie contre la révolution ; avec cette Allemagne qu'aimait, comme sa patrie, l'impératrice de Russie ? Evidemment non. La cour, le gouvernement, les libéraux et les réactionnaires, les socialistes et les bourgeois, l'armée et le peuple, tous en Russie le savaient. Ceux qui voulaient la guerre c'étaient uniquement le grand-duc Nicolas Nicolaïevitch, un petit groupe de gens de son entourage, militaires pour la plupart, et une poignée de droitiers, qui aggravaient la tension entre la Russie et l'Autriche pour les questions de Galicie et de Ruthénie. Entre Nicolas II et Nicolas Nicolaïevitch il y eut parfois de vives altercations au sujet de la guerre contre l'Allemagne et l'Autriche. Je crois bon à ce propos de rapporter un récit du fameux Grégoire Efimovitch Raspoutine (1).

(1) Une grande partie de ce récit de Raspoutine fut publiée par moi en 1914 dans le « Dien » sous le pseudonyme de : Un voyageur. La partie reproduite ici est inédite.

Dans l'été de 1914, j'allais à Irkoustsk. Dans le même wagon que moi se trouvait le tout puissant Grégoire Raspoutine, accompagné de sa suite composée d'un secrétaire et de 13 femmes de tout âge. Il se rendait à Tioumen. Dans le compartiment, où j'avais pris place, j'avais pour voisins un membre connu du zemstvo de Tver, A. I. Bakounine et un gros propriétaire de Novgorod. Vers dix heures du soir, Raspoutine entra chez nous sous prétexte que le conducteur faisait son lit et qu'en attendant « il ne savait où se fourrer ». C'était un homme de 40 à 45 ans environ, dont les beaux yeux gris très vifs semblaient vous palper. Il parlait comme parlent les moujiks sibériens. En somme, nous avions devant nous un paysan ignorant et effronté, mais sûrement très intelligent et encore plus rusé. Il s'étala sur la banquette et il parla près de trois heures sans qu'aucun de nous l'interrompit. Il parlait de l'empereur, de l'impératrice, de l'héritier du trône, de la cour, des ministres, de son influence et de bien d'autres choses encore. Il en vint aux grands-ducs. Raspoutine les définit en bloc « des propre-à-rien », donnant une place à part à Nicolas Nicolaïevitch qui de plus était «un goujat ». Au printemps de 1914 Raspoutine était venu au palais et selon son habitude, sans se faire annoncer, entra dans le cabinet de l'empereur. Celui-ci était à ce moment en conversation avec le grand-duc Nicolas Nicolaïevitch. A la vue de Raspoutine le grand-duc rejeta violemment sa chaise et, sans donner la main au « révérend », lui demanda d'un ton aggressif pourquoi il venait se mêler à leur entretien. Raspoutine lui répondit qu'il était dans le cabinet du tsar et que, si sa présence déplaisait au grand-duc, celui-ci n'avait qu'à s'en aller. Après cet échange de propos, Nicolas Nicolaïevitch, reprenant l'entretien interrompu, demanda au tsar s'il consentait à mobiliser l'armée, car, la guerre avec l'Al-

lemagne étant inévitable, il fallait en presser le déclanchement. L'empereur se taisait et, regardant de côté, tambourinait des doigts sur la table. Raspoutine intervint alors dans la discussion et déclara que l'Allemagne était l'amie de la Russie, et que c'était l'avis de l'impératrice. D'ailleurs on ne pouvait faire la guerre à l'Allemagne puisqu'on n'avait pas de « petits bateaux » (1) c'est-à-dire de flotte. Nicolas Nicolaïevitch insistait sur la nécessité de la guerre, affirmant que l'armée voulait prendre sa revanche de la campagne contre le Japon et rêvait d'une victoire sur les Allemands. Comme le tsar continuait à se taire et que Raspoutine se mettait de nouveau à riposter, le grand-duc prit congé du tsar et partit en claquant la porte. Et à lui, Raspoutine, le tsar donna « sa parole ferme » de ne pas faire la guerre à l'Allemagne.

Le témoignage de Raspoutine est assez autorisé pour qu'on ne mette pas en doute les dispositions d'esprit de la cour. Ni le tsar ni une cour à moitié allemande ne voulaient cette guerre. Elle éclata cependant. La Russie avait cherché le moyen de l'éviter. Nous comprenions qu'en réalité c'était une nouvelle guerre pour l'héritage turc et une lutte décisive entre l'Allemagne et l'Angleterre pour l'hégémonie mondiale. Mais nous voulions être loyaux, nous voulions remplir nos obligations à l'égard de la France, de la Serbie. Et surtout

(1) *Note du traducteur.* — Il est très difficile ici de rendre l'expression employée par Raspoutine. Il parle, comme tous les paysans russes, une langue émaillée de diminutifs qui ont presque perdu leur valeur diminutive au profit d'une idée accessoire de tendresse ou de mépris. Ces diminutifs sont la caractéristique savoureuse du parler populaire. On y sent, suivant les cas, l'humilité voulue ou feinte du moujik, son respect, son dédain des nouveautés, son ironie, en un mot son âme tendre ou narquoise. Ils sont riches d'une infinité de nuances.

nous comprenions qu'une Allemagne victorieuse rejetterait la Russie vers le XVe siècle et que notre patrie redeviendrait une Moscovie. Le peuple de toute condition, tous les libéraux acceptèrent la guerre comme une croix. Nous prévoyions à très brève échéance de lourdes commotions sociales. Mais, nous ne pouvions pas ne pas nous charger de cette croix et nous l'avons portée...

CHAPITRE II

SUR LES DEUX FRONTS.

L'un était le front militaire, théâtre de la lutte contre les armées de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Turquie. Sur ce front le sang des soldats russes coulait à larges flots. Nous sommes en droit de demander à toutes les puissances belligérantes : Y en a-t-il une seule parmi vous qui ait subi autant de sacrifices que la Russie ? Y en a-t-il une seule qui, dans des tombes anonymes, ait enseveli autant de jeunes hommes que notre malheureuse Russie aujourd'hui méprisée et démembrée ?

Mais trêve aux sentiments !

Nous avons jeté une armée en Prusse Orientale pour sauver Paris. Nous l'avons sauvé, nous avons attiré les forces allemandes vers nous, nous avons enterré nos fils et nos frères dans les lacs de Prusse et dans les marais de Soldau. Plus tard de la même façon nous jetions nos armées en Galicie et dans l'Ouest pour sauver l'Italie et la France. En Russie, le sentiment a toujours joué un rôle agissant. Et pendant les premiers mois de la guerre il a dominé la politique et la stratégie. Une fois la guerre acceptée, nous avons voulu tenir toutes nos obligations de la conduire en gens loyaux. Nos intellectuels libéraux cherchaient à créer la *volonté de la victoire*. On disait à l'armée

qu'elle luttait au nom du droit et de la justice, non seulement pour la patrie, mais aussi pour la Belgique dévastée, la France menacée, la lointaine Italie. Et les soldats marchaient, sans objections, et faisaient leur devoir: ils mouraient en héros.

Mais vivre longtemps en héros, ils ne le pouvaient pas et ce n'était pas de leur faute. Dès les premiers trois mois de la guerre les réserves d'obus, de bombes et de mines furent épuisées. La production des munitions ne s'élevait pas à 10 pour cent de la consommation. L'armée restait sans obus, sans cartouches et les victoires se changeaient en désastres épouvantables. Après avoir épuisé ses munitions dans les combats, l'armée ne pouvait fortifier ses positions et était menacée d'anéantissement. Les organisations sociales commencèrent alors à travailler fièvreusement. Les Comités des industries de guerre, des ligues des Zemstvos et des Villes ouvrirent des ateliers ; des fabriques de chocolat furent transformées pour pouvoir produire des gaînes d'obus. Pendant ce temps, les transports par voie ferrées se désorganisaient. Ils étaient impuissants à fournir en même temps le matériel de guerre, les équipements, les vivres d'une armée comptant à certaines périodes jusqu'à cinq millions d'hommes sur les différents fronts, autant à l'arrière-front et deux ou trois millions à l'arrière. Au même moment, sur le front et à l'arrière, les rapines et les pillages allaient leur train. Connaissant les dangers des premières lignes, officiers et soldats cherchèrent à s'embusquer à l'arrière. Celui-ci devint rapidement un camp immense de désœuvrés, dont la seule occupation, s'ils en avaient une, était de spéculer et de voler. L'intendance était un repaire de voleurs. Les fabriques et les usines travaillant pour la défense nationale fournissaient du mauvais matériel que l'intendance acceptait

moyennant pots de vin et parce que tout matériel, même le plus mauvais, était indispensable.

Mais le fait le plus grave était que rien ne limitait pour la population civile la consommation des produits, des étoffes, etc... La Russie, semblait-il, était si riche en blé, en cuirs, en charbon qu'il était inutile de réduire la consommation, mesure dont l'effet ordinaire est de semer le mécontentement. Aussi pendant toute une année refusa-t-on d'imiter en cela l'exemple de l'Allemagne et de l'Autriche. Pendant ce temps la Russie consomma beaucoup et produisit peu. Sur quoi était donc fondée la conviction que les richesses naturelles de la Russie étaient inépuisables ? Sur ce fait avant tout que notre pays exportait en Allemagne de l'avoine, du seigle, des peaux, des soies de porc, en Angleterre et en Italie du froment, en Finlande de la farine. La production dépassait donc la consommation. Mais on oubliait que plus de 10 millions de paysans, les meilleurs, avaient été arrachés à la terre et que la surface ensemencée avait été du même coup réduite de 25 à 30 pour cent. Etant donné l'immensité de la Russie et le caractère extensif d'une culture faite surtout à bras d'homme, la réduction des emblavures s'accroissait encore davantage. La faillite économique de la Russie, il faut le dire, avait pour cause la mobilisation d'un trop grand nombre de moujiks. Il fallut bien le reconnaître en 1915 et, si je suis bien informé, on forma le projet de ramener l'armée à environ 8 millions d'hommes. Mais les Alliés insistaient pour que l'armée russe fut renforcée jusqu'au maximum. C'était exiger, à cause des pertes énormes subies par la Russie, la mobilisation de toute la population adulte des campagnes et la ruine économique définitive. Clémenceau fut informé : on lui expli-

qua l'impossibilité pour l'immense Russie de raréfier sa main d'œuvre.

La campagne russe, avec son genre de vie patriarcale, était encore fortement attachée au système primitif des échanges. Il lui fallait des étoffes, des objets manufacturés en acier, en cuir, etc.... Or la ville n'en produisait plus, car les usines existantes (et leur nombre était insignifiant) travaillaient seulement pour la guerre. Aussi, dès la fin de 1915, la campagne fournissait à contre-cœur des produits alimentaires à la ville et à l'armée. Le rouble commença à baisser et le gouvernement fut obligé de recourir à la taxation des prix des céréales d'abord, puis des autres objets de consommation. Les paysans mirent plus de résistance encore à fournir l'armée et les villes. Il fallut en venir aux réquisitions, ce moyen extrême et très dangereux de l'immixtion de l'Etat dans la vie économique actuelle. Au début de 1916 il était plus que difficile de se procurer du blé : il fallait l'acheter à des intermédiaires et à très hauts prix, sans tenir compte de la taxe. Les trains de vivres, malgré l'urgence, étaient arrêtés par les employés de chemins de fer. Et, chose inouïe ! toujours et partout il arrivait que les agents du gouvernement étaient obligés pour faire parvenir les marchandises à destination, de payer les chefs de gare, leurs sous-chefs, les mécaniciens, etc.... Le mécanisme gouvernemental fonctionnait de plus en plus mal, la corruption s'érigeait en système légal, la vie économique de la nation retombait dans un état primitif. Tel était le front de la guerre.

Le front intérieur était pire encore. Les revers, l'incapacité des chefs militaires, le ravitaillement irrégulier de l'armée, la corruption morale de la coterie dirigeante, tout cela préparait un terrain particulièrement propice à l'agitation dans l'armée et à l'arrière. La formule : *plus*

ça va mal et mieux ça va commençait à gagner des partisans et non plus seulement parmi les intellectuels et les demi-intellectuels. Les théoriciens adversaires de la guerre devenaient des défaitistes : cette évolution était dans la logique du socialisme élémentaire et dans la logique des événements de la vie russe. La propagande dans l'armée et à l'arrière n'avait besoin ni de grands talents ni d'arguments subtils. Il lui suffisait des preuves tirées du spectacle de la réalité journalière pour convaincre le soldat ou l'ouvrier de l'imperfection totale du régime. Et peu à peu le mécontentement contre l'ordre politique, définitivement condamné, obscurcit l'idée de la patrie. Si Lénine, Tchernof, Trotski faisaient à l'étranger une propagande défaitiste, ce défaitisme était prêché en Russie par les intellectuels socialistes, à l'exception de ceux du groupe Plékhanof. Ce qui aggravait le danger, c'était que les libéraux, plus que jamais persécutés par le gouvernement, mais remplissant avec honneur leur devoir envers la patrie, étaient privés de la possibilité de lutter véritablement contre le défaitisme. Car nos discussions devaient rester dans le domaine des théories. Que pouvait-on objecter devant les faits qui prouvaient l'incapacité totale du régime politique ? Les faits, implacables, étaient du côté des défaitistes. Ceux-ci tiraient leurs arguments de la vie présente et journalière et c'était là leur force.

A cette époque (au début de 1916) le gouvernement était à la veille de la banqueroute totale. La dynastie et la cour, ne comprenant pas les événements, faisaient preuve d'une folle insouciance. Raspoutine, ce paysan voleur de chevaux, mais fin psychologue, cette espèce « d'innocent » du XVIe siècle transporté au XXe et costumé en riche marchand de bestiaux, devenait omnipotent. Il dictait des ordres, nommait et destituait

ministres et gouverneurs, entourait le tsar de ses agents et tenait dans ses mains les fils de la politique intérieure et extérieure. Le peuple qui continuait, comme auparavant, à tout ignorer ; l'armée qui subissait des défaites, à cause seulement de sa faim, de son manque de matériel, de l'incapacité de ses chefs ; la population des villes, et en particulier celle de Pétrograd, qui assistait au spectacle des débauches des dirigeants et de la folie orgiaque de la cour, la Russie tout entière se mit à vivre au milieu de sombres rumeurs et de sinistres chuchotements. La nomination de Sturmer, germanophile avéré, étranger surtout à la plus élémentaire probité, fut un défi porté à la Russie, qui pliait sous le fardeau de la guerre et avait avant tout besoin d'honnêtes gens. Partout se glissèrent des bruits de trahison, de présence à la cour d'officiers allemands, d'une « vente » de la Russie.

Que faisait la Douma ? Elle avait assez d'intelligence et de patriotisme pour s'unir en un tel moment. Le « bloc des progressistes » excluait seulement de son sein l'extrême-droite et l'extrême-gauche. On avait créé un « centre » mais qui ne travaillait pas : il était obligé de diriger toutes ses forces contre un gouvernement poussant le pays à sa perte. Ainsi le bloc progressiste créé pour collaborer avec le pouvoir qui conduisait la guerre, devait lutter contre lui, en épuisant ses propres forces avec les siennes. Il était impossible qu'il en fût autrement : seul un autre gouvernement pouvait sauver la Russie, et il était inadmissible de soutenir celui qui perdait la guerre en jetant le pays à l'abîme. En fait la Douma était devenue le facteur agissant de la Révolution. Le discours historique de Milioukof, âpre dans sa forme, fondé seulement sur des bruits dans certaines parties, fut l'étincelle jetée dans la poudrière. Dirigé contre le tsar, la tsarine, Sturmer et les

auteurs de la défaite de la Russie, ce discours fut répandu à des millions d'exemplaires sur le front et à travers le pays. La « trahison » et la sottise du pouvoir cessèrent d'être de simples commérages : le nom de Milioukof avait trop d'autorité pour qu'on ne crût pas ses paroles. Chercher d'abord les coupables de la défaite, telle est la psychologie d'une nation vaincue ; l'objectif est sacrifié au subjectif, le phénomène sociologique au fait non vérifié. La Révolution, en tant que phénomène existait déjà dès l'automne de 1916. En tant que fait tangible, elle éclata cinq ou six mois plus tard.

La cour pressentait-elle, le tsar voyait-il l'incendie révolutionnaire : Je répondrai : oui. Quelques semaines avant la Révolution, l'ambassadeur anglais à Pétrograd, sir Bukanan, mettait en garde le tsar contre la possibilité d'une révolution : l'avertissement était prudent et donné sous une forme délicate. Le tsar fit semblant de ne pas comprendre et changea de conversation. Mais les événements suivaient leurs cours : la Pologne, la Lithuanie, les provinces baltiques étaient occupées ou en train de l'être par les armées allemandes. La désorganisation de la vie économique était extrême, car les réserves étaient épuisées et la surface ensemencée en blé avait diminué de 60 % dans certains gouvernements.

Entre temps, un événement important s'était produit pendant ces trois années. Le paysan, qui n'avait presque jamais mangé de viande, deux kilos par an tout au plus, qui consommait le minimum de sucre, de thé, de laitage, etc. . . ., ce paysan devenu soldat s'était habitué à une autre nourriture. A peine 10 à 12 millions d'hommes eurent-ils commencé à se nourrir normalement, il apparut que la Russie pouvait produire tout juste pour sa consommation. Elle exportait, non par excès d'abon-

dance, mais par pauvreté. Désormais les réserves étaient mangées, et la production ne suffisait pas à assurer à la population des rations normales. Le besoin de produits manufacturés, d'acier, de cuirs se fit pressant. Les prix augmentèrent sur tout et le pouvoir d'achat du rouble tomba. En outre, le vol, les concussions, les pilleries, les actes d'arbitraire contre la population de la part des agents du pouvoir surpassaient tout ce qu'on avait pu voir auparavant. De la Pologne et des Provinces baltiques, des gouvernements du Sud-Ouest, se déversèrent en flots sur les villes de la Russie des millions de réfugiés, fuyant l'ennemi. Ils envahirent les villes, grossirent les rangs des spéculateurs et des parasites, menant grand train.

Mais le paysan, ne recevant rien de la ville, ne lui donnait rien à son tour. La lutte entre la ville et la campagne, qu'on rencontre à chaque page de l'histoire de la révolution, battait déjà son plein au milieu de 1916. Elle prouvait que la révolution était en marche : on en découvrait les éléments essentiels. Et malgré tout, le gouvernement se refusait à voir l'orage, se refusait à voir l'horizon : il semblait attendre la tempête et les coups de tonnerre.

L'ambassadeur de France, M. Paléologue, après une conférence de quelques ambassadeurs, se rendit au palais et montra à l'empereur, en des termes fort nets cette fois, que le pays était à la veille d'une révolution. Le tsar se taisait, comme toujours, en regardant quelque part de côté, et en tirant des bouffées de sa cigarette. A quoi rêvait cet homme condamné, qui s'était voué lui-même à la honte et aux souffrances ? La mort tragique de Raspoutine l'avait bouleversé. Depuis sa disparition, l'angoisse régnait au palais. L'empereur et l'impératrice se rappelaient les prédictions de Raspoutine : sa mort entraînerait la perte de la dynastie

Et dans les fatales minutes de l'agonie, la dynastie et son représentant restaient inertes, s'abandonnant à la mystique attente de l'inéluctable. Tous étaient au pouvoir de la fatalité. C'était l'Orient qui vivait ses derniers jours.

Pétrograd aussi se préparait à l'inévitable. Il faisait un froid rigoureux, qui pendant un mois entier atteignit 17 et 20 degrés. Le combustible était rare, coûtait cher, et le prix du bois augmentait chaque jour.Dès novembre les arrivages de farine et de grains étaient insignifiants ; et cependant le pain est la nourriture principale des classes pauvres. Il fallut réduire les rations journalières jusqu'à 600 grammes. Il n'y avait plus de viande. Le lait et ses produits avaient complètement disparu, les pommes de terre étaient chères, les choux même rares et hors de prix.

La ville fourmillait de déserteurs. D'après un calcul approximatif, on en comptait jusqu'à 200.000. Combien étaient-ils à travers toute la Russie ? Il est difficile de le préciser, mais les gens compétents estimaient leur nombre à trois millions. L'effectif de certaines unités était réduit au tiers par suite des désertions et des maladies simulées. C'était le pays qui, à bout de forces, ne voulait plus se battre. Sans conscience du devoir, dépourvu de patriotisme, il ne savait pas souffrir au nom d'une patrie qu'il ne concevait pas. L'ordre d'arrêter les déserteurs restait lettre morte, car la police ne pouvait se saisir de centaines de milliers de soldats, par crainte d'une résistance armée. L'idéologie de la désertion (car il y en avait une) justifiait les fuyards. La population traitait ces « malheureux » avec la même sympathie qu'elle porte aux détenus. Car pour le peuple russe, et c'est une des caractéristiques de sa psychologie, il n'y a pas de criminels, il n'y a que des malheureux. Cette cohue de gaillards solides qui se ca-

chaient, errant à travers les rues de la capitale, sans travail, sans un morceau de pain assuré, étaient une menace en cas de troubles dont le caractère leur était indifférent. Il était évident que la Russie était menacée par sa propre armée. Celle-ci, peu désireuse de se battre, accusant le gouvernement de crimes réels ou imaginaires, était en puissance une armée de déserteurs. Au premier choc, cette foule en armes pouvait se tourner non plus contre l'ennemi extérieur, mais contre l'ennemi intérieur.

Il y avait encore un danger : l'ennemi intérieur, dans la conscience obscure des masses, n'était pas seulement le gouvernement. Muré à l'écart des villes et des intellectuels, ne connaissant pas les classes cultivées que le pouvoir ne laissait pas pénétrer dans les campagnes, le peuple regardait comme ses ennemis tous ceux dont la langue n'était pas paysanne, qui portaient faux-cols, cravates et vestons. Les différences extérieures dans le train de vie, qui duraient depuis plus de deux siècles, avaient façonné chez le paysan une âme méfiante à l'égard de ceux dont l'extérieur ne ressemblait pas au sien. En écoutant un homme vêtu à la manière des villes, le paysan se taisait, approuvait toujours d'un hochement de tête, mais jamais ne croyait celui qui lui parlait, aurait-il développé devant lui un programme répondant à tous ses besoins. Aussi la propagande faite auprès de lui par la société cultivée ne pouvait jamais avoir de succès. Grâce à leur connaissance de cette psychologie, les premiers révolutionnaires, depuis la fin des années 60, avaient attaché une importance énorme à la tenue extérieure des agitateurs. Voilà pourquoi, en allant dans les campagnes, ceux-ci s'habillaient à la paysanne, chaussaient de hautes bottes ou des souliers de tille et s'efforçaient d'imiter la façon de parler des moujiks. Les brochures

même et les proclamations des années 60 et 80 du siècle dernier étaient écrites pour eux dans leur langue simple, avec une logique primitive et des raisonnements appropriés à leur mentalité. Les générations suivantes de révolutionnaires, jusqu'en 1917, conservèrent l'ancienne manière simpliste de parler et de raisonner, adaptée au paysan, lorsqu'il leur était nécessaire de s'adresser à lui. Léon Tolstoï donna une sorte de fondement psychologique à cette adaptation, à cette simplification des exigences intellectuelles et des moyens d'expression. Mais Tolstoï, dans les multiples arguments qu'il donnait de ses idées, était autant l'adepte de Jean-Jacques Rousseau que le disciple des classiques « amis du peuple » en Russie. Je traiterai ce sujet dans un chapitre spécial. Pour le moment je veux seulement tirer de ce que j'ai dit cette conclusion qu'une haine sourde couvait chez les moujiks contre les gens vêtus à la manière des villes, « à l'allemande », parlant une langue littéraire, en un mot, contre les gens inintelligibles et étrangers.

Certes en Russie il n'y a jamais eu d'ordre politique et social horizontal, c'est-à-dire d'abîme infranchissable entre les classes comme en Prusse ou en Angleterre. Ceci a déjà été remorqué par un sociologue perspicace, Lowel. La Russie était un pays à structure verticale dans l'ordre politique et social. Chez nous il n'y avait même pas de classe noble distincte et fermée. Tout homme d'origine paysanne, en entrant au service de l'Etat, pouvait s'élever au rang de « Conseiller d'Etat effectif » ou obtenir l'ordre de St Vladimir, quatrième degré, et par là devenir noble. Le passage d'une catégorie dans une autre était facile, car, en payant une somme déterminée pour opérations commerciales, le paysan ou le petit bourgeois pouvaient entrer dans la catégorie des marchands. Et mal-

gré cela, une profonde différence de mentalité séparait ces catégories diverses. C'est que l'éducation creusait un abîme entre la masse énorme des paysans sans culture et le nombre infime des intellectuels cultivés. Ceux-ci, élevés dans les idées avancées de l'Occident, forts de leur intelligence et de leur désintéressement absolu, ignoraient tout de la vie et du peuple. Planant dans l'empyrée des théories, niant radicalement les biens matériels, faute de les comprendre, ils donnaient naissance à d'audacieux projets de reconstruction sociale. Ils n'avaient rien à perdre, aussi pouvaient-ils pousser leur radicalisme et leur logique jusqu'à l'extrême.

Mais cependant le peuple ne songeait qu'à sa situation matérielle si lourde. Il n'avait pas besoin de théorie, mais d'action pratique et ce qu'il puisait à son usage dans les théories c'était le maximum d'avantages matériels. On lui offrait des projets d'avenir lointain, lorsque la société aurait été reconstruite sur des bases nouvelles et idéales, mais de ces projets il prenait pour lui et s'appropriait ce qui était pratiquement utile, persuadé qu'il pouvait le réaliser dans le délai le plus court. C'est ce peuple qui constituait maintenant l'armée, pitoyablement commandée, mécontente, fatiguée d'une guerre désastreuse, en proie au défaitisme et à la désertion. Il était évident que cette armée de plusieurs millions d'hommes était capable de tout. Elle pouvait amener un changement de régime, elle pouvait organiser une formidable révolte. Si c'était le régime qui était renversé qu'en résulterait-il, une émeute ou une révolution ? Et, en général, une révolution est-elle un phénomène constructeur, ou bien se développe-t-elle à mesure que se décompose l'ordre politique social et est-elle le dernier stade de cette décomposition ? Où et comment naissent ces bouleversements et que donnent-ils ?

Nous ne pouvions qu'attendre et faire des hypothèses. Les événements suivaient leurs cours ; les éclairs précurseurs d'un bouleversement sillonnaient déjà le ciel gris de l'immense Russie.

CHAPITRE III

ÉMEUTE OU RÉVOLUTION ?

Quiconque veut savoir ce que veut dire « faire la queue » n'a qu'à relire dans Carlyle la description des « queues » aux temps de la grande révolution française. Le génie du grand écrivain, dans son immortel pamphlet historique, nous a donné l'envers de cette splendeur avec laquelle l'époque de cette révolution est entrée dans l'histoire. Ma plume est trop faible pour décrire l'horreur des heures d'attente pour un morceau de pain, cent grammes de viande de cheval, et cinquante grammes de beurre par semaine. La foule s'agitait, criait, maudissait le pouvoir de ceux qui possèdent et ne font évidemment pas la queue, puisque leurs domestiques les remplacent. Ce mécontentement croissant se manifesta par des troubles dès le 22 février (1). A ce moment la ration de pain commença à être réduite : elle fut fixée à six cents grammes par jour. Les femmes qui constituaient les neuf dixièmes des «queues» maudissaient le gouvernement, criaient qu'on voulait les faire mourir de faim elles et leurs enfants, pendant que leurs maris se battaient et tombaient sur le front. Le lendemain les troubles prirent un caractère mena-

(1) Les dates sont données d'après le calendrier orthodoxe, en retard de treize jours. *(Note de l'auteur.)*

çant. Des faubourgs ouvriers, du quartier de Viborg, de la barrière de Narva, de la gare de la Baltique déferlèrent vers le centre de la ville des foules de femmes et d'enfants qui criaient, sifflaient, brandissaient des gourdins et pillaient les magasins qu'on fermait. La police, même renforcée par des réserves, était débordée. Elle dispersait les manifestants sur un point, pour les revoir encore plus nombreux devant elle à quelques centaines de pas. Ordre fut donné aux Cosaques et à la police montée de faire usage de leurs armes, et en même temps la cavalerie de la garde fut appelée du front Nord.

Mais les Cosaques, qui toujours réprimèrent les troubles populaires, ne voulurent pas cette fois se servir de leurs armes. Arrachés à leurs familles, ayant subi toutes les horreurs de la guerre, épuisés eux aussi par elle, les cosaques pouvaient être des unités sinon révolutionnaires, tout au moins favorables à la révolution. Déjà dans la journée du 24 février, la ville savait que les Cosaques refusaient de mâter la foule. Cet événement capital remit sur pied les hésitants qui redoutaient une lutte active. Le 25 février au matin la marée révolutionnaire bouillonnait à travers toute la ville. Les tramways s'arrêtèrent, les magasins se fermèrent ainsi que les écoles. Les usines chômaient déjà depuis plusieurs jours. Des coups de feu retentissaient et parfois des mitrailleuses crépitaient : c'était la police qui accomplissait son devoir jusqu'au bout. Dans les rues passaient des foules excitées qui s'attroupaient devant les commissariats de police pour s'en emparer.

Par une cause entièrement inexpliquée, le 20 février, les matelots de Cronstadt avaient apparu dans la Capitale, au lieu de la cavalerie de la garde. Or Cronstadt était le dépôt des pires unités de la flotte, le lieu de détention des matelots condamnés pour fautes di-

verses. Le Ministre de l'Intérieur, Protopopof, affirma dans la suite que les matelots avaient été envoyés à Pétrograd par le général Gourko, affilié au « bloc progressiste » de la Douma. En fut-il ainsi; il est impossible à présent de le vérifier. En tous cas, l'apparition des marins dans la ville fit croître les troubles qui prenaient tournure d'une révolution. Le sens des événements se précisa au moment où, drapeau rouge en tête, le régiment de Volhynie, régiment de la garde, après avoir massacré une partie de ses officiers se joignit aux manifestants. Alors les régiments, les uns après les autres, les unités les unes après les autres firent cause commune avec la révolution. Où s'écoulait la foule ? Où allaient les troupes ? Vers le Palais de Tauride où siégeait la Douma. Cela signifiait que par le fait de ses douze années d'existence la Douma avait acquis une influence sur le peuple, malgré toutes les imperfections de la loi électorale, qui refusait aux basses classes un nombre de représentants dans l'Assemblée correspondant au chiffre de la population. Cela signifiait que le peuple accordait sa confiance à l'institution qui, pendant les derniers mois, avait énergiquement lutté contre le gouvernement. Cela signifiait enfin que la Douma attirait les masses vers elle, comme vers l'unique organisation existante.

Pendant ce temps, le tsar qui se trouvait au quartier général, près de l'armée, s'abandonnait à l'inaction. La Douma, après avoir élu dans son sein un « Comité », espérait apaiser la révolution, en contraignant l'empereur à faire don au peuple d'une constitution largement libérale. Rodzianko, président de la Douma, télégraphia au tsar, en le suppliant de ne pas perdre de temps, en l'instruisant de la catastrophe inévitable qui entraînerait sa perte et celle de la dynastie. Le tsar resta deux jours sans répondre. Alors Rodzianko lui

télégraphia que la révolution battait son plein et qu'il devait, au nom de la patrie, renoncer au trône. A cette minute seulement l'empereur comprit combien les événements étaient graves, et que le moment décisif approchait. Il se précipite du grand quartier à Pétrograd, et s'efforce de trouver des troupes fidèles. Le général Ivanof, avec des forces insignifiantes, cherche à son tour à gagner la capitale. Mais à la station de Dno le train impérial reste en panne, car la grève des employés de chemins de fer suspend tout mouvement. Le tsar veut retourner au grand quartier, se rendre au front sous la protection des troupes dont la fidélité ne lui inspire aucun doute. Mais la voie est détériorée, la route barrée. Il se démène dans les étroits couloirs de quelque station, et c'est là que le rencontre la délégation de la Douma. Choulguine, monarchiste ardent, mais bon patriote, lui propose d'abdiquer en faveur de son fils. Et sans réfléchir longtemps, ne trouvant en lui aucune force de résistance, ne comprenant pas qu'il faut dans un moment semblable savoir mourir en héros, le tsar corrige tranquillement le texte de l'abdication, renonçant au trône même pour son fils, et signe ce document si terrible pour lui. Il disparaît ainsi avec la monarchie dont l'essence divine ne l'a ni aidé ni sauvé d'une fin aussi triste. Cet homme, marqué par le destin, n'eut pas la force nécessaire pour accomplir un acte positif, même au moment où la mort étendait ses ailes sur sa tête et sur sa famille. Le tsar était aussi lent que les événements révolutionnaires étaient rapides. Désormais, avec la même lenteur qu'il portait dans tous ses actes, Nicolas va aller vers cette mort tragique, qu'on voyait inéluctable.

Qu'aurait-il pu faire au dernier moment ? Une seule chose : réunir quelques centaines d'officiers et de soldats fidèles et périr en combattant pour son pouvoir.

Mais peut-être Nicolas II eût-il raison de s'en remettre honteusement à la miséricorde de la révolution. Pouvait-il trouver même quelques centaines de fidèles ? Il avait contre lui le peuple *tout entier, l'armée toute entière*. Mais ceux qui avaient vécu de ses faveurs, qui avaient rempli ses palais, où étaient-ils alors ? Ils trahirent leur maître. Et ce fut un spectacle répugnant. Généraux et dignitaires civils, les hauts fonctionnaires et la valetaille de la cour, tous, à tous les rangs, se détournèrent du tsar. Ils avaient été comblés de bienfaits et d'honneurs par leur souverain aussi longtemps que celui-ci put les combler. Mais le jour où le trône fut en danger mortel, ils se travestirent, arborèrent des emblèmes rouges à leurs casquettes et à leurs chapeaux, sur leurs uniformes et leurs vestons, et se muèrent en partisans de la révolution. Prisonnier du peuple révolté, abandonné de tous, le tsar à cette heure avait toute raison de penser qu'il ne s'était pas trompé en se méfiant des hommes, car, lâché par ses séides même, il était seul contre la Russie tout entière. La police seule, abhorrée par le peuple, défendait la cause qu'elle avait servie. Peut-être savait-elle que la fureur révolutionnaire ne lui ferait pas grâce, peut-être aussi était-elle réellement dévouée à la monarchie. Qui sait ? Toujours est-il qu'une seule poignée de policiers se battit jusqu'au 1er mars et chercha à défendre encore une cause perdue. Oui, il faut le noter, c'est seulement parmi cette police russe si méprisée qu'il s'est trouvé des hommes qui tombèrent à leur poste, fidèles jusqu'au bout au maître dont ils avaient reçu les faveurs.

Le 2 mars la monarchie cessa formellement d'exister. L'empereur et le prince héritier avaient renoncé au trône, le Grand-duc Michel Alexandrovitch y renonça à son tour. Cet homme, doux et sans volonté, s'était depuis longtemps retiré de la vie publique et ne son-

geait qu'à sa tranquillité personnelle. Le peuple, dont le regard était habitué à un pouvoir représenté par *une personne,* se trouvait soudain face à l'idée du pouvoir, dans toute son abstraction. C'était une situation absolument nouvelle, immensément difficile pour un peuple, qui n'avait pas encore pris forme de nation et était encore dépourvu de patriotisme. Le premier conseil des Ministres de l'époque révolutionnaire, le Gouvernement provisoire, lui adressa une déclaration qu'il ne comprit pas. En annonçant à la foule, massée devant le Palais de Tauride, la formation du gouvernement, Milioukof, exprimant une idée toute personnelle, se prononça pour la nécessité de faire monter sur le trône Michel Alexandrovitch. C'était l'opinion non pas de Milioukof seul, mais de tous ceux qui comprenaient le danger de laisser la Russie enténébrée sans un pouvoir personnifié. Mais Michel Alexandrovitch ne voulut ni risquer ni sacrifier sa tranquillité d'homme privé et les événements suivirent leur cours.

Quel cours, demandera le lecteur ? Celui qui pour la Russie était fatal et allait la pousser vers un abîme de malheurs. Ecartons d'avance l'idée que certains hommes, pris en particulier, furent coupables. Non, tout le monde fut coupable et personne ne le fut. Le peuple interpréta ce qui s'était passé comme la délivrance prochaine des terribles défaites militaires et de ses dures conditions d'existence. Cette délivrance pouvait venir, dans sa pensée, de la liquidation de la cause de tous ses maux et cette cause tangible était la guerre. En d'autres termes, la conséquence des événements était la fin immédiate de la guerre. Dès le 25 et le 26 février on n'entendait dans les rues de Pétrograd que les propos suivants : « Grâce à Dieu la guerre va bientôt finir ». Telle était la pensée du peuple, tel était le rêve du front.

Entièrement différent était le point de vue des cercles libéraux et de la majorité des officiers. La Révolution, pour eux, avait renversé le régime qui n'avait pas su diriger la guerre et l'avait menée parfois sans conscience. C'est pour la victoire que le peuple avait anéanti un gouvernement qui ne pouvait donner que la défaite. Aussi fallait-il continuer la guerre jusqu'à la victoire, redonner l'enthousiasme à l'armée, faire naître en elle le sentiment du patriotisme. Nombreux étaient ceux qui pensaient ainsi, en toute conscience. D'autres comprenaient qu'il était impossible en si peu de temps de créer ce sentiment de patriotisme inexistant pendant des siècles, ils comprenaient que l'armée était épuisée et ne voulait pas se battre, mais que les conditions du moment enlevaient toute possibilité de conclure la paix avec l'Allemagne. Que pouvait gagner la Russie à cette paix ? L'Allemagne victorieuse nous aurait fait évidemment des conditions avantageuses, mais la Russie aurait été obligée de la ravitailler. Par conséquent nous aurions continué une guerre déguisée, et cette fois contre l'Angleterre et la France. Il était de plus insensé de conclure la paix parce que visiblement l'Allemagne faiblissait toujours davantage. On possédait, à Pétrograd, des renseignements précis sur la situation économique de l'ennemi, dont les ressources tiraient rapidement à leur fin. Un seul coup porté par les armées russes qui commençèrent (alors seulement !) à recevoir des Alliés du matériel en quantité suffisante, aurait hâté la fin de la guerre.

Quant à une paix générale, il ne pouvait en être question. Le Gouvernement Provisoire était informé que ni la France, ni l'Italie, ni l'Angleterre surtout, ne voulaient songer à la paix avant la défaite de l'Allemagne. Aussi fallait-il continuer l'œuvre commencée. Comme le Gouvernement Provisoire était composé des

représentants des libéraux de diverses nuances, il décida de continuer la guerre. Quelle fut la réponse du front ? Il accueillit les propagandistes envoyés par le nouveau gouvernement à bras ouverts, il les écoutait attentivement, applaudissait à leurs discours et agissait... à sa façon. L'armée commençait peu à peu à se disperser dans ses foyers. Les soldats, abandonnant leurs fusils, ou plus fréquemment les emportant avec eux, quittaient leurs régiments et s'en allaient de tous côtés. Des unités entières réclamaient leur transfert à l'arrière, d'autres, sous prétexte « de défendre la Révolution » gagnaient Pétrograd, Moscou, les villes les plus proches du front. Rien ne pouvait les arrêter. Toute mesure de force était dangereuse, ne fût-ce que par la difficulté de trouver des régiments assez patriotes pour maîtriser ceux qui ne l'étaient pas. Les mesures de persuasion restaient inefficaces. L'armée était exténuée et décomposée. Mais cette armée immense, qui avait perdu sa discipline, était le facteur essentiel de la révolution. Elle avait renversé le despotisme et elle pouvait renverser tout pouvoir indésirable. Le peuple en armes, semblable aux légions de César, d'Octave, de Néron, de Dioclétien, était le maître de l'histoire du pays. La destinée de la Russie dépendait de la volonté confuse des soldats, des aspirations inconscientes de ces fils de la glèbe, des instincts de la masse ignorante, mais formidable par son nombre, des paysans en capotes. Si on avait pu connaître les désirs positifs du peuple, il n'aurait peut-être pas été difficile de le diriger. Mais c'était un sphinx. Les intellectuels n'avaient aucun lien avec lui. Le mystère de l'avenir et du peuple se dressait devant tous les yeux. Seule la démagogie, seule l'excitation des instincts de la foule pouvait ranger le peuple, et pour un temps seulement, autour de tels ou tels

démagogues. Mais, en attendant, c'était le soldat qui gouvernait la Russie. Arraché depuis deux ans et demi à son village, ayant beaucoup perdu de la pureté de ses mœurs et de la simplicité de la vie des champs, rendu cruel par l'habitude de tuer sans savoir pourquoi, corrompu par la ville, par la caserne et par les mœurs de guerre, le paysan-soldat était une menace pour l'Etat. Il n'avait pris aucune part (formelle bien entendu) à la création de cet Etat, car l'ancien pouvoir s'y était toujours opposé. Aussi dans sa haine contre le pouvoir, contre la ville, contre ses officiers ne pouvait-il manifester qu'une force de destruction. Au nom de la justice, il pouvait réaliser l'injuste et l'absurde. C'est un phénomène ordinaire à toutes les époques et chez tous les peuples qui ont vécu des événements semblables aux événements russes. Mais aucun peuple, comme le peuple russe, en mars 1917, n'a dépendu dans pareille mesure de son armée de nombreux millions d'hommes.

Si toutes les classes de la population avaient pris part à la révolution, si tous les cercles sociaux avaient salué avec joie l'effondrement de la monarchie despotique, aucune de ces classes ni aucun de ces cercles n'était capable de créer l'histoire de la Russie : c'était l'armée qui la faisait. La révolution, préparée pendant un demi-siècle, au prix de tant de sacrifices de la part des intellectuels, après avoir esquissé le plan de l'avenir, et créé une série de possibilités théoriques, cette révolution se retira à l'écart en inclinant la tête devant une révolte sans précédent dans le monde de la soldatesque. Le soulèvement des femmes à la suite de la diminution de la ration de pain fut le signal du bouleversement du régime déjà entré dans l'histoire sous le nom de révolution. Et cependant, trois jours même avant le 1er mars, lorsque la lutte était indécise, per-

sonne n'aurait pu dire ce qui se produirait : une émeute ou une révolution. Le 24 février, je me souviens, je rencontrai dans le tramway Skobelef, le futur ministre du gouvernement révolutionnaire et l'un des dirigeants du Soviet des députés ouvriers et soldats. Ce social-démocrate, membre de la Douma, et l'un des leaders du mouvement, me dit que les désordres tournaient au pillage et qu'il fallait les réprimer. Cela n'empêcha pas Skobelef d'affirmer un mois après que ses amis et lui avaient fait la révolution. Je cite cet exemple pour montrer dans quelle mesure l'origine et le développement des événements étaient incertains et obscurs. Pouvait-on compter sur le concours de l'armée ? Personne n'aurait pu donner une réponse affirmative. On pouvait seulement dire que l'armée était épuisée, désorganisée, peu désireuse de se battre. On était en présence d'un processus de décomposition. Et dans cette décomposition, il n'y avait encore rien de créateur.

Ce n'était pas au nom d'un idéal quelconque, pas même de l'idéal de la Révolution en particulier, ni au nom de la satisfaction de ses besoins que l'armée paysanne réalisa le changement de régime. Non, elle n'avait plus de forces ; elle se refusait à la guerre, elle était d'accord avec tous ceux qui, à n'importe quel prix, y mettraient fin. Et en les approuvant, elle exigeait d'eux des actes efficaces. Quiconque voulait gouverner devait être gouverné lui-même. Quiconque voulait être à la tête du peuple était obligé de se traîner à la remorque de l'armée. Et on voyait des preuves de cette nécessité. Si, pour résumer, on se pose cette question : Que s'est-il passé en Russie à la fin de février et au début de mars, nous sommes forcés de dire en toute sincérité, qu'il n'y eut pas de révolution, que celle-ci eut lieu plus tard, lorsque les rapports po-

litiques et sociaux commencèrent à se transformer, lorsqu'à la place de ce qui avait été détruit on chercha à établir un ordre nouveau. A la fin de février, ce n'est pas une révolution qui éclata, mais une émeute formidable de la soldatesque, unique dans l'histoire par le nombre de ses acteurs. Ce n'est pas diminuer les événements, mais donner au phénomène son exacte définition, son sens sociologique.

CHAPITRE IV

LA RUSSIE SE MET A PALABRER.

Les futurs historiens de la Révolution disposeront d'une telle abondance de documents qu'ils seront obligés d'appeler la première phase de cette révolution : « la période des palabres ». La Russie, de mars à juillet, parlait, s'abreuvait de mots, s'enivrait de discours, montant comme une marée. Ils n'avaient rien de personnel ni d'original. Mais la Russie avait besoin de paroles, elle avait soif de parler tout son saoûl. Ainsi un aveugle, privé de toute impression visuelle durant de longues années, regarde avec avidité les premiers objets qu'il revoit. Ainsi un sourd, guéri de son infirmité, tend une oreille attentive au bruit d'une télègue. De même la Russie, plongée dans un silence séculaire, dès qu'elle en eut liberté, se mit à pérorer. Le pays voulait tout d'abord entendre sa voix. Ce qui lui importait c'était parler, et non dire quelque chose. Aussi chacun palabrait à sa guise et à sa fantaisie, sans aucun sentiment de responsabilité pour ce qu'il disait, simplement pour le plaisir d'exprimer ce qu'il avait entassé au fond du cœur depuis des années, et de lui donner une issue. Le pouvoir lui aussi était dans l'obligation de parler, pour noyer dans un flot de paroles l'incendie des passions, ou au contraire pour les allumer au feu des paroles. C'est ce qui se passa : mais il n'y eut pas de *véritable*

pouvoir. En même temps que le Gouvernement Provisoire, un second gouvernement s'était formé, sur le modèle de celui de 1905, parallèle au premier : le Soviet des députés ouvriers, paysans et soldats. Par méfiance du gouvernement bourgeois, les députés socialistes de la Douma, Tchkeïdze, Kérenski et Skobelef convoquèrent les représentants des ouvriers des partis de gauche, des représentants des paysans et des intellectuels affiliés à ces partis. Puis ils formèrent le bureau de ce Soviet, c'est-à-dire s'élirent eux-mêmes, Tchkeïdze président, Kérenski et Skobelef vice-présidents, et le second gouvernement se mit à fonctionner.

A mesure que les événements se développaient, la puissance du Soviet grandissait. Et cela pour deux raisons. D'abord le Soviet se compléta par de véritables représentants des paysans, des ouvriers et de l'armée ; il devint ainsi l'expression de la volonté populaire. Ensuite, dans son désir de gouverner le pays, le Soviet fit au peuple une série d'importantes promesses, sans comprendre la responsabilité qu'il assumait par là. Le gouvernement libéral, c'est-à-dire bourgeois, dirigé par le prince Lvof, noble cœur mais volonté faible, ne pouvait avoir qu'un programme d'action, sur un terrain bien délimité, et non un programme de promesses verbales. Mais tout pouvoir doit modeler ses actes sur les conditions de la vie. De plus toutes les réformes nécessaires exigeaient un immense travail préparatoire. On pouvait proclamer la réforme agraire, mais pour la réaliser, étant données la diversité des conditions de la propriété en Russie et l'absence de cadastre, des années étaient nécessaires. Le gouvernement libéral voulait bien tout faire, d'après toutes les règles de l'économie politique, mais il ne voyait pas que la révolution ne pouvait attendre, qu'elle exigeait de la décision et de la rapidité, au détriment de la perfection et de la

logique objective. Ce fut un gouvernement de doctrinaires. Quel gouvernement échappe à ce défaut ?

Mais le désir le plus immédiat du peuple était la liquidation de la guerre. Le Gouvernement Provisoire, pour les raisons que j'ai exposées dans le précédent chapitre, ne pouvait les réaliser. Pour faire comprendre au peuple au nom de quoi luttait la Russie, Milioukof lui montra l'importance capitale de la possession des Détroits, c'est-à-dire d'une sortie libre dans la Méditerranée. Mais cette conception, profondément patriotique et raisonnable, pouvait-elle satisfaire une armée qui ignorait totalement le Bosphore et les Dardanelles, et bornait sa patrie aux limites du village natal ? La déclaration de Milioukof fut suffisante pour le faire accuser, avec tout le gouvernement, d'impérialisme bourgeois, et pour convaincre les masses ignorantes que le nouveau pouvoir continuait la politique tsariste, hostile aux intérêts du peuple. Le Soviet commença la lutte. Dès les premiers jours de son existence, il proposa par un radio adressé « à tous, tous, tous » de terminer la guerre. Mais « tous, tous, tous » accueillirent par des rires cette proposition. Nous avons toutes raisons de croire que l'appel du Soviet s'adressait moins aux gouvernements et aux peuples d'Europe, d'Asie et d'Amérique qu'à la Russie. Le Soviet désirait lui montrer son désir sincère de conclure la paix. Il ne reçut réponse de personne. Alors il envoya une délégation en Europe, dans sa conviction naïve qu'elle pouvait persuader l'Europe de la nécessité d'une paix « sans annexions ni contributions sur la base de l'autonomie des peuples ». Ce principe théorique, développé par une délégation composée de doctrinaires et d'illuminés, qui ignoraient tout de la politique internationale, ne pouvait avoir aucune vertu.

Mais la déclaration avait été faite devant la Russie :

le Soviet voulait la fin de la guerre. Cette obligation, il devait la remplir. Pour cela le Soviet pouvait et devait choisir l'unique voie menant au but : renverser le gouvernement provisoire et réaliser sa promesse. Au lieu de cela il eut recours à un moyen plus simple, et comportant moins de responsabilité : il accabla de reproches ce Gouvernement Provisoire qui refusait de conclure la paix. Kérenski, membre du Cabinet, où il était entré comme représentant du Soviet, accusait le gouvernement et surtout Milioukof d'impérialisme, désorganisant ainsi les travaux d'un pouvoir appelé à remettre de l'ordre dans l'immense chaos de la Russie. Il était évident que la coalition des partis libéraux et socialistes ne pouvait durer et que l'Assemblée des bavards irresponsables (le Soviet) finirait par dévorer le gouvernement des silencieux et des doctrinaires. Il y avait encore une issue : amener dans la capitale les troupes formant encore un tout et, au nom de la Douma, qui avait encore de l'autorité en mars et en avril, chasser la foule turbulente des palabreurs. Mais le Gouvernement Provisoire était faible et sans énergie; il respectait au nom de ses doctrines les droits de l'homme et du peuple. Enfin, en ne convoquant jamais la Douma, sous prétexte qu'elle était un organisme bourgeois sans influence sur les masses, il laissait le pays sans Chambre souveraine, sans institution qui aurait sanctionné ses actes. Ce fut une faute lourde. Car à la place de la Douma se substitua de lui-même un autre organe législatif et ce fut le Soviet. Il mena campagne contre le Gouvernement Provisoire et renversa Milioukof.

Un rôle important fut joué dans ce dernier événement par Albert Thomas, socialiste et ministre français, qui déjà avait visité la Russie sous le Tsar et avait été bien reçu à la Cour. Dans la situation nouvelle, Thomas

sentit renaître en lui le socialiste. Il cherchait à persuader le Soviet que la France était contre les traités secrets et n'élèverait aucune objection à l'éloignement de leur partisan, Milioukof. Et au même moment Thomas feignait d'ignorer les traités secrets conclus par la France. Comme Milioukof les lui rappelait, Thomas lui répondait que Clémenceau lui avait donné sa parole de n'en plus conclure désormais. Aussi le traité de ce genre, signé alors par Clémenceau au sujet de l'Asie-Mineure, apparaît comme une tromperie de Clémenceau à l'égard de Thomas ou de Thomas à l'égard de Clémenceau.

J'ai dû soulever un coin du voile seulement pour montrer qu'au sein du Soviet agissaient parfois des gens venus d'Europe, qui ne comprenaient pas ce qu'ils faisaient. Par la main de Thomas, représentant de la France, la France poussait la Russie hors du groupe des belligérants.

Un travail de six semaines porta ses fruits. Après une série de manifestations dans les rues aux cris de : *A bas Milioukof ! A bas les traités secrets* ! Milioukof fut obligé de se retirer. On peut lui reprocher de n'avoir pas eu recours, en cet Avril fatal, aux moyens chirurgicaux. Malgré le gouvernement, il avait des chances, à la tête de quelques régiments encore fidèles, d'arrêter le Soviet et au prix d'une minime effusion de sang, d'éviter peut-être une mer de sang. Mais, abandonné par ses collègues du Cabinet, mal soutenu par son parti lui-même, Milioukof craignit le risque. C'était cependant le plus énergique et le plus clairvoyant des libéraux. A partir de ce moment, le Gouvernement Provisoire se soumet entièrement à la volonté du Soviet et devient un jouet dans ses mains. Que fait celui-ci ? Il continue à parler, et il met en avant le plus infatigable parleur de ses membres, A. Kérenski.

Avocat insignifiant, aux nerfs faibles, inintelligent parfois, Kérenski ne possédait ni l'éloquence divine d'un Danton ni la pensée vigoureuse et pédante de Robespierre. Non, c'était un avocat ordinaire de province, désireux d'entendre les applaudissements et d'attirer à ses plaidoiries un public nombreux. Il était avocat non seulement de profession mais encore de *mentalité,* toujours loquace, toujours pathétique, cachant toujours sous des mots l'insuffisance de la pensée, prêt à défendre les thèses les moins vraisemblables. Il entra à la Douma comme « travailliste », membre du parti à demi socialiste fondé sur les débris de l'idéologie des « narodniks ». A la Douma, sa fraction en fit son orateur sur toutes les questions. Et sur toutes il prononça de brûlants discours, peu substantiels, mais toujours terminés par un appel à la lutte contre le pouvoir. En général, une renommée d'homme et d'orateur politique dans la Russie tsariste était, hélas ! souvent acquise par des gens qui n'avaient d'autre mérite que leur haine pour le régime.

Tel était Kerenski. Le sort a voulu qu'en mars 1917, il fut membre de la Douma, et comme tel, connu du pays. Il fut un des organisateurs du Soviet : ce dernier le délégua au gouvernement. L'influence du jeune ministre grandit à la mesure de celle du Soviet. C'était l'homme des palabres dont on avait besoin. La Russie parlait, elle était inondée de paroles : soldats, paysans, ouvriers, potards et potaches, bourgeois et prolétaires, civils et militaires, tout le monde palabrait. Tous sentaient, avec une surprise joyeuse, qu'ils avaient obtenu le droit de parler et qu'ils pouvaient le faire sur les places publiques, même au théâtre. Ce fut une folie verbale, mais pouvait-il en être autrement dans un pays qui s'était tu pendant des siècles ?

Plus encore, la Russie croyait aux mots. L'obscure

conscience du peuple avait du respect pour la parole écrite ou parlée. Or celle-ci n'avait été donnée qu'à quelques-uns que leur éloignement de la campagne rendaient étrangers à ce peuple. La parole était regardée comme chose sainte, privilège des élus. On croyait en elle, car elle apparaissait comme le prélude de l'action, qui devait immédiatement suivre. On écoutait les orateurs et l'on pensait qu'après leurs discours la réalisation viendrait, entière. Mieux que tout autre, Kerenski remplit cette fonction d'orateur de la première période de la Révolution. Il parlait de l'aurore à la nuit, dans les réunions du Cabinet, dans les séances du Soviet, dans les théâtres et les cirques, dans les meetings, dans les ministères. Il lui arrivait de prononcer en un jour six ou sept discours, et sa journée se passait à les prononcer. Ignorant de ce que pouvait être le travail d'un homme d'Etat, il ne pouvait pas travailler. Mais, par habitude de palabrer sur tout, il s'attelait facilement à n'importe quelle affaire, sans avoir la force de la mener à bonne fin. Voilà pourquoi il fut tour à tour ministre de la Justice, de la Guerre, généralissime et ministre-président.

Sans fin aussi étaient les palabres de Tchkeïdze, ancien député devenu président du Soviet. Homme d'intelligence moyenne, doué d'un tempérament et d'un esprit qui plaisaient au public peu difficile des meetings, il jouissait de la faveur de la foule et l'entraînait par ses promesses. Skobelef à son tour palabrait, jeune socialiste démocrate ignorant, futur ministre. Les leaders de tous les partis palabraient, ceux surtout des partis socialistes. Palabraient encore les orateurs sortis de la foule, que personne ne mandatait, en leur propre nom. Il en fut ainsi non seulement à Pétrograd, mais encore à travers la Russie tout entière. Et plus la ville

était petite, plus les discours y étaient nombreux et extrémistes. La capitale ignorait ce que faisait la province, la province ignorait ce que faisait la capitale et les discours étaient divers comme les lieux. On palabrait aussi sur le front où dès le mois de mai il y eut partout des comités : comités de compagnie, de bataillon, de régiment, de division, de corps d'armée, d'armée et de front. Les soldats étaient convoqués au meeting comme à l'exercice, abandonnaient les tranchées et écoutaient des discours. Sur quoi ? Toujours sur le même sujet : il faut donner toute la terre au peuple, l'âge d'or de l'humanité approche ; la guerre dure par la faute des impérialistes de tous les pays, la Russie comprise ; il faut créer un état démocratique. Et, en effet, le gouvernement de Kerenski proclamait « la république démocratique », et cette expression de droit politique, équivoque et sans aucun sens, fut acceptée en Russie. C'était pour dire quelque chose, et donner quelque promesse au peuple. Mais on fit trop de promesses et de trop belles. La bourgeoisie et le gouvernement bourgeois furent si longtemps et si souvent dénigrés que le peuple n'en attendait plus rien. La place était désormais aux partis socialistes et au socialisme : c'était au moins ce qui ressortait des paroles des orateurs. La masse du peuple attendait que d'un trait de plume la terre tout entière lui soit donnée en pleine propriété. Les ouvriers attendaient que les recettes des usines passent entre leurs mains, comme on le leur promettait journellement. L'armée, à son tour, silencieuse mais impatiente attendait que la guerre finit du jour au lendemain. Ce Milioukof, qu'on représentait comme la source de tous les maux et la cause de tous les malheurs, n'était plus. Le premier rôle dans le gouvernement passait à Kerenski et tout le pouvoir au Soviet. Pourquoi donc la paix n'était-elle pas conclue ?

On voulait expliquer au peuple que l'obstacle n'était plus Milioukof et quelques autres bourgeois, mais la bourgeoisie entière de la Russie et de l'Europe. Le peuple, ne comprenant pas ce que pouvait être la bourgeoisie, commençait à voir en elle, non pas des gens au-dessus de lui, mais des assassins qui prolongeaient la guerre et suçaient son sang ; et sa haine croissait. On voulait assoupir la masse des soldats à l'aide de phrases sur les impérialistes, les exploiteurs, etc. Quoique le sens de ces mots fut inintelligible au peuple, ils lui faisaient haïr tous ceux qui ne se trouvaient pas sur le front, tous ceux qui ne portaient pas l'uniforme. C'étaient déjà auparavant des ennemis à ses yeux : les discours des orateurs confirmaient le peuple dans l'opinion qu'il avait eu raison de leur être hostile.

Ainsi les masses se préparaient à accueillir de plein gré le bolchevisme. Le flot de paroles des orateurs pendant la première époque de la Révolution préparait le terrain aux bolcheviks, et la propagande des Soviets contre la bourgeoisie fut la fin sans gloire du Soviet lui-même. Les discours inconscients de Kerenski et de milliers d'autres ne pouvaient rester sans résultats. Après les avoir entendus pendant trois ou quatre mois, le peuple exigea que les paroles fissent place aux actes. Comme ceux-ci ne se produisaient pas, il était en droit de penser que Kerenski et les autres leaders socialistes le trompaient, que tous ces bavards étaient aussi des bourgeois déguisés, de petits bourgeois mais bourgeois tout de même ; que d'autres, les extrémistes dans leurs discours, tiendraient les promesses faites, c'est-à-dire les bolcheviks qui venaient d'apparaître sur la scène.

« Avant de donner ta parole, retiens-la, après l'avoir donnée, tiens-la » dit la sagesse populaire. Faire des promesses sans les tenir, c'était ouvrir la porte aux bolcheviks, aux gens d'action. Les chefs des partis

socialistes comprenaient-ils la vanité de leurs promesses ? Savaient-ils que la réalité ne correspondait ni à leurs théories ni à leurs bonnes intentions ? J'en doute. Etrangers à la vie réelle, à la psychologie du peuple qu'ils avaient idéalisé, ils ne possédaient pas ce sens du réel qui détermine l'action politique. Le seul qui ait eu conscience des possibilités prochaines, ce fut Tseretelli, leader des mencheviks. Intelligent, plein de talent, mais aigri par de longues années de souffrances en prison et dans l'exil sibérien, il arriva à Pétrograd au moment où discours et promesses coulaient à flots. Mais à lui seul il ne pouvait arrêter la marche des événements qui l'entraînerent à son tour. Ces luttes de paroles, cette époque de promesses durèrent près de trois mois. Les partis qui avaient rapidement pris corps jouaient une comédie politique dans une lutte tragicomique où il n'y avait ni véritable politique ni véritable parti. Tout n'était qu'abstractions, quantités irréelles, comptées comme positives. Etait-ce réellement des partis ? De qui étaient-ils composés et quel but poursuivaient-ils ?

CHAPITRE V

LE CLINQUANT DES PARTIS.

En Russie tout était à l'état d'embryon : l'organisation capitaliste, la vie politique, la bourgeoisie et le prolétariat. Les partis politiques par conséquent étaient dans le même état. Ils avaient des programmes, élaborés parfois pendant de longues années ; ils avaient une tactique, mais ils étaient loin de la vie réelle, car ils n'avaient aucun contact avec le peuple. Ainsi le voulait le gouvernement. Aussi s'occupaient-ils surtout de l'élaboration de leurs dogmes, et c'était autour de ceux-ci que dans leur sein se livraient des luttes ardentes. Plus ils étaient pourchassés, plus ils étaient rejetés loin du peuple, plus leurs programmes devenaient théoriques et leurs moyens d'action extrémistes.

A la fin de février 1917, la Russie connaissait une multitude de partis qu'il faut diviser en trois groupes. Le premier était composé des partis de droite : l'extrême-droite, la droite modérée, les nationalistes et des groupes indistincts, hésitant entre le libéralisme conservateur (tels les Octobristes) et la réaction libérale. C'étaient des partis peu nombreux, mais très influents par leurs membres qui appartenaient à la noblesse terrienne, à la haute administration et aux hautes sphères militaires. Une partie d'entre eux croyait sincèrement que la forme historique du gouvernement, répon-

dant le mieux à la mentalité du peuple, était la monarchie absolue. En incarnant la sagesse suprême du peuple, en ajoutant à son pouvoir la direction de la vie spirituelle, la monarchie absolue unissait à son caractère divin l'expression de la justice suprême vers laquelle aspire toute collectivité formant une nation. C'est pourquoi toute restriction des droits de la monarchie était aussi contraire au bon sens du peuple que criminelle devant Dieu. On aperçoit ici quelques lambeaux de la philosophie de l'histoire de Hégel. Et il en est en effet ainsi. La pensée politique de l'extrême-droite russe se nourrissait des restes des idées slavophiles qui, en fin de compte, n'avaient rien d'original. Elles avaient été en leur temps transportées sur le sol russe par I. Kirievski, Komiakof et Aksakof des salles de conférences de Hégel, Schelling et Schlegel. Transformées peu à peu, ces idées, dont le caractère avait été national et démocratique chez les slavophiles, furent dénaturées dans la suite par Katkof et Pobiedonotsef et apliquées à la réalité politique. Si les slavophiles défendaient dans le mir la sage expression de la volonté collective du peuple, la plus haute manifestation de la solidarité sociale ; s'ils soumettaient le pouvoir absolu à la nécessité de son union harmonique avec le peuple ; s'ils parlaient de l'influence néfaste de la bureaucratie, cette barrière entre le pouvoir et le peuple ; si enfin ils avaient une foi ardente dans la mission particulière du peuple russe apportant au monde l'Evangile de la vie et la vérité absolue et triomphant par des moyens propres du mal social qui s'empare de l'Europe entière — les fractions de la droite, dans la pratique, étaient loin de ces conceptions idéalistes des slavophiles. Elles défendaient la monarchie absolue parce qu'elle sauvegardait leurs droits et leurs privilèges. Elles défendaient, dans le mir, une

forme de vie économique qui empêchait le peuple de développer ses forces intimes. Profondément athées, elles voyaient seulement dans l'Eglise une arme au service de l'Etat. Le large humanisme des slavophiles, leur aristocratique amour du peuple se transformèrent rapidement en une réaction intellectuelle et un conservatisme stagnant. La droite, sans lieu aucun avec le peuple, le considérait comme un troupeau confié à sa direction, et ayant toujours besoin du fouet du berger. Pour elle toute expression de l'opinion populaire était tenue pour artificielle, et inspirée par les révolutionnaires. Et tous ceux qui n'appartenaient pas à la droite, étaient rangés parmi ces derniers.

Le deuxième groupe des partis constituait le centre, encore en formation. C'étaient « les progressistes », « les octobristes de gauche », et « les constitutionnels-démocrates » (K. D.). Contrairement à l'idéologie qui proclamait la sainteté du peuple russe et sa mission de sauver le monde par l'Evangile de sa vie, c'étaient des partis élevés dans l'étude de la philosophie, du droit et des phénomènes sociaux de l'Occident. C'étaient les héritiers de la pensée et de l'action des « Occidentaux » qui combattaient les slavophiles il y a 70 ou 80 ans. En tête de ce groupe de partis se trouvait celui des K. D. Il comprenait la fleur des intellectuels russes : professeurs, écrivains, médecins, juristes, ingénieurs, propriétaires moyens cultivés, fonctionnaires libéraux et industriels élevés à l'européenne et persuadés que seul un régime parlementaire rendrait possible le développement des forces productives de la nation. A sa tête étaient I. Pourichkevitch, le professeur P. Milioukof, le professeur Kokochkine et M. Vinaver. Ce parti peu nombreux était fort par son savoir et son influence intellectuelle. Mais il avait peu de liens avec les milieux paysans et ouvriers. Il con-

naissait mal le peuple et sa psychologie. Il guidait la Russie dans le chemin suivi par l'Europe occidentale. Par comparaison, il envisageait de larges réformes sociales, le transfert de la terre aux paysans par voie de rachat, et un régime parlementaire. En libéraux élevés dans les idées classiques du libéralisme, ses membres pensaient que les forces d'une société s'épanouissaient dans leur ampleur par un développement organique et par l'évolution. Tout en sauvegardant la civilisation nationale, ils niaient une mission spéciale dévolue à la Russie et par conséquent identifiaient l'histoire de son développement à celui de l'Europe. C'est l'expérience de l'Occident qui doit profiter à la Russie, pensaient-ils, et non pas l'Occident qui doit être sauvé par l'exemple de la Russie. Comme cette expérience de l'Occident était vaste et multiple, le programme des K. D. était radical, et voisin du programme socialiste dans les questions de réformes sociales. C'était à la fois la force et la faiblesse du parti ; sa force, parce qu'il attirait à lui tous les intellectuels, sa faiblesse, parce qu'il éloignait les éléments de la bourgeoisie naissante et par conséquent extrêmement égoïste, par peur du radicalisme politique et social. Le parti était foncièrement intellectuel, riche en valeurs, mais sa mentalité n'était point préparée aux bouleversements révolutionnaires. En luttant contre l'autocratie, les K. D. auraient voulu transformer le régime par voie d'évolution. Pendant les cinq dernières années avant la révolution, leur tactique était celle de l'opposition légale. Ils étaient influents à la Douma, et quelquefois ils en furent les maîtres. Mais une révolution devait les balayer : on le voyait clairement bien avant les événements de 1917. Comme tous les partis du centre, le parti K. D. n'avait pas en lui les éléments

de cette volonté qui est indispensable à la maîtrise d'une révolution.

Plus loin à gauche se trouvaient les partis socialistes. Il faut les diviser en deux groupes, non pas d'après leur programme ou ses fondements philosophiques, mais d'après leur psychologie et la nature de leurs origines. L'historien futur, pour expliquer les phénomènes de la Révolution russe sera obligé de soumettre à une minutieuse analyse l'histoire de la formation et du développement de ces partis au milieu des éléments complexes de la vie russe, de la littérature et des traditions littéraires. Car les partis socialistes ont été et restent jusqu'à aujourd'hui avant tout des tendances littéraires ; ce n'est qu'en second lieu qu'ils expriment les besoins politiques et sociaux de tels ou tels groupes de la population.

En se transplantant sur le terrain russe, le marxisme avait entièrement transformé son *idéologie*. Le parti social-démocrate s'est fondé sur le programme ordinaire de tous les partis semblables, qui se constituèrent en Europe vers le milieu et la fin des années 90 du siècle dernier. Son chef et son théoricien en Russie fut Plékhanof, homme d'une forte intelligence et riche de connaissances diverses. Après avoir longtemps professé la doctrine des « narodniks » (1) Plékhanof, par le travail de sa pensée, arriva à cette conclusion que le processus de l'histoire est uniforme. De

(1) La doctrine fondamentale des *narodniks* (populistes) était que la Russie avait des destinées socialistes différentes de celles de l'Europe capitaliste. Grâce à son système de tenure collective des terres, le mir, la Russie allait vers le socialisme sans passer par le capitalisme. Par là les narodniks se rapprochaient des slavophiles qui soutenaient que la Russie avait reçu la mission divine de régénérer l'Occident matérialiste et marchait dans des voies toutes différentes des siennes. Les *Zapadniks*,

là son adhésion au marxisme classique qui soutient la conception du développement mécanique de l'histoire. Les longues années que Plékhanof avait passées en Europe, avaient fait de lui un *Européen,* et le parti qu'il dirigeait était devenu par conséquent un parti « d'Occidentaux ». Il estimait que, suivant les paroles du maître Karl Marx, la Russie, mi-patriarcale et mi-féodale, devait vivre les périodes successives de la formation, du développement et de la décadence du capitalisme, puis, par une antithèse naturelle, créer l'état socialiste. Mais dès 1890 se manifestèrent dans le parti des tendances purement russes. Vigoureuses d'abord, prédominantes ensuite, qu'on peut appeler tendances de slavophiles et de narodniks. Elles prirent corps en 1903 et aboutirent à un schisme dans le parti. Sa majorité se réclama des narodniks et se donna le nom de « bolcheviks » (du mot bolchinstvo, majorité). La minorité, qui représentait le courant « occidental », se donna le nom de « mencheviks » (du mot menchistvo, minorité). A la tête des bolcheviks était Lénine.

Pour mieux mettre en lumière l'idéologie et la psychologie du bolchevisme, il est nécessaire d'abord de s'arrêter sur le programme des socialistes révolutionnaires. Ils apparurent dans l'histoire russe à la fin des années 90 du siècle dernier, mais l'idéologie de ce parti remontait à cinquante ans plus tôt. Dès les années 80 une partie des intellectuels russes, comprenant de

(occidentaux), leurs adversaires, affirmaient au contraire que la Russie, pour sortir de sa barbarie moyenâgeuse, devait se mettre à l'école de la civilisation occidentale. L'esprit de ces derniers anime les social-démocrates pour lesquels la Russie doit passer par toutes les phases du capitalisme occidental avant de réaliser le socialisme. Voir dans le chapitre 3 de mon livre : *L'industrie russe et la Révolution* (Payot 1919) une rapide esquisse du développement des partis socialistes russes. *(Note du traducteur.)*

jeunes propriétaires fonciers instruits et pénétrés d'idées humanitaires, et des gens sortis du peuple, se mit, sous l'influence des idées de Proudhon et de Fourier surtout, à étudier la vie des paysans russes. Ceux-ci, vivant une vie primitive, subissant une oppression politique et sociale, ne pouvaient pas ne pas soulever les compassions de gens élevés dans le sentimentalisme finissant. Mais le sentimentalisme, transporté dans une théorie politique, avait besoin de se donner des bases solides : or, celles-ci existaient : elles avaient un caractère individualiste. Le parti des narodniks des années 70 était animé d'une tendance libérale et non collectiviste. Il voyait en effet le moteur de l'histoire dans le libre arbitre de l'individu et non dans les lois mécaniques d'une cinématique sociale. Plus tard, Lavrof et Mikhaïlovski cherchèrent à fonder philosophiquement leur socialisme libéral, en créant une école sociologique scientifique russe avec sa « méthode subjective ». Certes tous les narodniks se réclamaient d'un programme socialiste, ils voulaient la socialisation des moyens de production et repoussaient par conséquent le régime bourgeois. Ils luttaient contre le pouvoir de la bourgeoisie et empruntaient à Marx sa théorie de la plus-value. Mais ils niaient le caractère évolutionniste du développement des formes économiques et des lois de la dynamique, et laissaient à la volonté son libre arbitre. C'est pourquoi ils employèrent le terrorisme comme moyen de lutte contre l'ordre politique et pensèrent que leur but socialiste serait atteint par « bonds ». Cependant en accordant la liberté à la volonté, ils ne pouvaient pas ne pas entrer dans la voie de l'anarchisme, expression dernière de la liberté absolue de l'individu. Dans son évolution définitive, qui est la négation de l'Etat comme

principe d'ordre, le libéralisme aboutit fatalement à la logique de l'anarchisme.

Mais ce qui caractérisait surtout les narodniks, c'était leur attitude à l'égard du peuple, c'est-à-dire des paysans. Ils attribuaient à ces derniers une sagesse et un sentiment de la justice qu'ils conservaient contrairement aux autres groupes de la population. Le peuple enténébré et primitif devait apprendre l'alphabet, mais c'est de lui qu'il fallait apprendre qui était le maître de la vraie vie. Il ne fallait pas l'élever jusqu'à soi mais descendre jusqu'à lui. Telle était l'idée des slavophiles et la pensée de Léon Tolstoï. Mais la vérité *religieuse* qui, pour les slavophiles et Tolstoï vivait dans le peuple, était pour les narodniks une vérité *sociale*. Ils estimaient que le mir, avec sa responsabilité solidaire économique et juridique, n'était pas un vestige d'un ordre social primitif. Non, comme Tchernichevski cinquante ans auparavant, ils le regardaient comme une cellule du régime socialiste, conservée par miracle. Ils prêtaient au peuple des instincts socialistes et par conséquent jugeaient nécessaire de défendre le mir à tout prix. Tel avait été aussi le point de vue des slavophiles. Pour les uns comme pour les autres, le peuple portait en lui du divin. Et les deux extrêmes de la société russe l'idéalisaient surtout au nom de raisons théoriques.

Le parti socialiste-révolutionnaire fondé sur l'idéologie des narodniks, accommodée à la sauce marxiste, combinait de la sorte des éléments socialistes, libéraux, anarchistes, et traditionnalistes. Les libéraux-radicaux rêvant du renversement le plus rapide possible de l'autocratie, et partisans du libre développement de la volonté individuelle, adhéraient aux socialistes révolutionnaires, parce qu'ils approuvaient les méthodes terroristes de ceux-ci. Les défenseurs du mir, en tant que

forme traditionnelle de la propriété rurale, étaient de même socialistes-révolutionnaires. Les collectivistes marxistes, qui ne rejetaient de la social-démocratie que son programme agraire, l'étaient aussi. Ce parti, peu nombreux, vivotait à l'étranger et clandestinement en Russie. Il réunissait dans son sein des éléments des plus hétérogènes qui se désagrégèrent plus tard après la révolution de 1905. La fraction modérée, qui ne voulait pas continuer le terrorisme, et d'autre part se prononçait pour la *nationalisation* de la terre, forma le parti des socialistes populistes. Dès 1904 s'était formé le groupe des maximalistes qui poussa le terrorisme jusqu'à son extrême logique. Cette fraction estimant que la *socialisation* de la terre (d'après le programme des socialistes-révolutionnaires) était possible sous le régime capitaliste, proposait la socialisation immédiate des fabriques, des usines, des mines et en général de toutes les exploitations qui donnaient une plus-value au profit de la bourgeoisie. Telles sont les brèves indications dont il faut s'inspirer pour déterminer tout ce qu'il y avait et tout ce qu'il y a de commun entre les bolcheviks et les narodniks.

Il ne s'agit pas ici des programmes ni de leurs principes, mais de la psychologie des partis socialistes. Les mencheviks, qui s'étaient séparés de Plékhanof et de ses disciples à la suite de leur attitude face à la guerre, étaient des *occidentaux* par leur mentalité, comme les K. D. A leurs yeux, la Russie n'est pas une exception au milieu des autres puissances. Les narodniks de toutes nuances et les bolcheviks étaient des émeutiers russes croyant que notre peuple était appelé à donner l'exemple au monde, en sautant d'un bond du régime patriarcal au régime socialiste. Dès 1903 les bolcheviks proposaient la nationalisation de la terre. Les mencheviks s'y étaient opposés en affirmant que la Russie

devait préalablement passer par une période de petite propriété après la disparition du mir. Mais les bolcheviks avaient foi dans une évolution toute particulière de l'histoire russe. Dès les élections de 1917, ils se présentèrent avec un projet qui ne comportait même pas la nationalisation de la terre, c'est-à-dire la propriété de l'Etat sur la terre, mais sa socialisation, c'est-à-dire sa possession et sa jouissance par le mir. C'était un retour à la doctrine des narodniks. L'idée que la Russie a une place spécifique dans l'histoire de l'humanité apparaissait dans ce programme sous sa forme définitive. La slavophilie, le Tolstoïsme, la doctrine des narodniks et le marxisme russe avaient acquis un caractère commun : la foi en une mission particulière du peuple russe dans le monde. L'Occident, soumis à la mécanique générale de l'histoire, tournait tout entier dans une sorte de cercle vicieux, en passant par le capitalisme. l'asservissement des classes par une d'entre elles. La Russie suivait son chemin propre. Par la sainteté du pardon et de la résignation, elle réalisait le royaume de Dieu sur la terre. Par l'idéale égalité sociale elle réduisait à néant les injustices sociales. Le slavophilisme, et la doctrine des narodniks, comme le bolchevisme, étaient pénétrés d'une force religieuse intense. C'était un messianisme primitif. A travers le clinquant des doctrines, à travers la phraséologie du socialisme avec ses termes économiques et philosophiques, se dessinaient les traits d'une foi profonde et puissante dans la sainteté de la Russie, dans sa mission de rédemption du monde souillé de péchés. Sainteté de la religion ou sainteté de la justice sociale, n'est-ce pas la même chose ? La justice selon Kirievski, selon Tolstoï, Mikhaïlovski ou Lénine — peu importait sa définition pour les conséquences inéluctables des efforts de ses champions. Ce qui importait c'était que la foi

immuable dans l'élection du peuple russe (vieille idée religieuse passée de la Bible dans le protestantisme, puis dans la philosophie protestante de Hegel, dans la philosophie matérialiste de l'hégelien Marx, dans la philosophie idéaliste des Hégéliens-slavophiles), c'était que cette vieille idée religieuse cessait d'être une abstraction et devenait une réalité vivante.

Les partis avaient leur clinquant, mais les tendances philosophico-littéraires tourbillonnaient en préparant la tourmente des événements d'octobre 1917.

CHAPITRE VI

LA RÉALITÉ DES HOMMES.

Lorsque dans un pays la vie politique est peu développée, le peuple inculte et encore dans l'enfance, lorsque la littérature, la philosophie, l'art y donnent le ton à la vie, c'est alors que les *hommes* commencent à jouer un rôle prépondérant. Il en était ainsi en Russie avant 1917. Les partis et leurs programmes se trouvaient dans un état embryonnaire. Le peuple ne les connaissait pas. Le mot de « parti » n'avait pour lui aucun sens. Il jugeait des partis d'après tel ou tel de ses représentants : voilà pourquoi ces derniers étaient naturellement influents. C'était leur personne qui donnait du poids à la tendance qu'ils représentaient : ainsi l'illusionnisme des partis et de la politique se rattachait à la réalité des hommes. Aussi dois-je brièvement caractériser ceux-ci.

Depuis longtemps, depuis Raditchef, la Russie possédait une « intelliguentsia ». Ce groupe, peu nombreux, renfermé sur lui-même, avait une vie intellectuelle intense. Rejeté loin de la vie réelle, mal informé des besoins du peuple, il s'adonnait à des spéculations abstraites, et dans son imagination ardente bâtissait des plans et des doctrines aussi grandioses que chimériques. Peu à peu ces plans, revêtus de formules théoriques, furent appliqués à la réalité politique, et ainsi

apparut ce maximalisme, trait commun de toute politique russe, qui, ignorant la vie, sort de principes et de théories. Cette tension intellectuelle, pratiquement stérile, donna à l'intelliguentsia russe un *tempérament cérébral,* froid, implacable et logique jusqu'à l'extrême. C'est avec ce tempérament qu'elle se trouva en présence de la Révolution. La connaissance de la vie ne pouvait modérer d'aucune sagesse les doctrines implacables. Il ne pouvait y avoir ni entente, ni conciliation. C'était une lutte de théories et de cérébraux. Les hommes étaient destinés à agir au nom de principes, sans tenir compte des phénomènes réels. Aussi, dès que la révolution eut ouvert le champ aux nouveaux constructeurs, ce fut une série d'expériences qui commencèrent pour réaliser théories et principes.

De Londres, de Paris, de New-York, des villes de Suisse, un flot d'émigrés se précipita en Russie. Les portes des bagnes s'ouvrirent, tous les obstacles tombèrent qui entravaient la liberté des relégués de Sibérie. Des milliers d'émigrés, de forçats, d'exilés prirent le chemin de la Russie. Comme un tourbillon de poussière, chassé par le vent, ils se précipitèrent vers Pétrograd, vers Moscou, Kief, Odessa, les grandes villes, mais surtout vers les deux capitales. Là était leur place, dans les centres, dans ces chaudières politiques où la vie était en ébullition, où s'élaboraient les destinées de la patrie. Ils le jugeaient ainsi et leur point de vue était juste.

Vous souvenez-vous ? Une rue lointaine d'un faubourg parisien, une mansarde basse sous les toits d'une maison à six étages : c'est là que vit l'émigré. Arraché à sa patrie, ne recevant d'elle aucun subside, ignorant de la langue, sans relations, sans habitude de discipline d'esprit et de vie, il est seul, misérable et abandonné. Il hait le gouvernement qui l'a condamné à

cette triste existence de meurt-de-faim, et il n'aspire qu'à se venger de lui. Il haït aussi ce pays étranger, ces Français étrangers, et tout le train de leur vie laborieuse, mesurée et satisfaite, que des siècles ont créée. Devant lui, il a le prototype de la société bourgeoise, dont il n'a qu'une conception *visuelle,* sans comprendre sa réalité profonde ni sa force réelle. Si le grand Herzen haïssait l'Europe bourgeoise pour son extérieur, qu'attendre d'un émigré d'esprit moyen et peu cultivé ? Peu importait que ce fut Paris, Londres, Berlin, Bruxelles, ou New-York, toute ville, tout pays était détesté et méprisé par lui. Il vivait avec ses pensées et ses sentiments, renfermé en lui-même, rejeté par tous et rejetant tout le monde. S'il était cultivé, il passait ses jours au milieu des livres, lisant et méditant. S'il sortait dans la rue, il voyait, au hasard des promenades, le hasard des apparences, et c'est d'après elles qu'il se formait une opinion sur la réalité. Mais il vivait d'une vie intérieure fermée, et il jugeait de la vie réelle d'après ses seules lectures. Les théories naissaient et se déroulaient dans sa cervelle, et c'était le plus souvent de vieilles théories, déjà usées, nouvelles pour lui seul. C'est pourquoi chacun de ces émigrés avait sa doctrine *à lui,* son secret *à lui* pour le salut de l'humanité. Donnez-lui en seulement le moyen, et lui, ce rêveur, sauvera le monde en assurant son bonheur.

Il y en avait d'autres aussi, et des milliers qui, n'étant doués d'aucune habitude de dilettantisme intellectuel, passaient les longues années d'exil dans une oisiveté absolue, vivant d'emprunts, battant le pavé, colportant cancans et intrigues, menant une vie démoralisante qui les formait pour l'inaction. En niant pratiquement le travail et la propriété, ils étaient loin des théories dont ils ne retenaient que des fragments et ils sentaient confusément que leur genre de vie faisait d'eux

nécessairement des extrémistes. Parmi eux, il y avait des malheureux qui avaient perdu, avec la patrie, le sentiment de la vie réelle ; il y avait des déclassés, honteux de leur déchéance, de vulgaires fainéants aussi qui cachaient sous des phrases ronflantes leur néant de parasites. Et lorsque la révolution eut éclaté, lorsque furent tombées les barrières qui les séparaient de la patrie, ils se précipitèrent en Russie.

C'est vers la Russie aussi que se dirigèrent les centaines de malheureux qu'avaient épuisés les prisons ou l'exil de Sibérie. Des années de souffrances physiques, d'abaissement moral, de privations de tout ce qui fait la vie civilisée, leur avaient façonné un caractère dur et un esprit rigide. Dans les casemates des prisons, à la faible lueur des lampes à pétrole ou électriques, ces hommes ne parlaient qu'à eux-mêmes, et leurs pensées et leurs plans prenaient des proportions démesurées. Plongés dans des méditations forcées, ils étaient possédés de la folie des théories et par suite implacables dans le développement logique de leurs idées souvent absurdes. Dans leurs âmes malades bouillonnait une haine profonde contre le gouvernement qui les avait privés de lumière, d'air, de leurs familles, de leurs amis. Ils haïssaient l'ordre social tout entier qui avait pu tolérer si longtemps les horreurs subies par eux. Ainsi les théories sans pitié s'unissaient en eux à la haine de la réalité. Ainsi, inconsciemment, ils rattachaient leurs douleurs personnelles à l'imperfection de l'ordre social tout entier.

Il y avait enfin des gens auxquels, pendant la guerre, leur haine du gouvernement avait procuré le droit et les moyens matériels de combattre ce gouvernement et, derrière lui, en réalité, la Russie. Peu importait qui était leur allié dans cette lutte contre l'autocratie, pourvu qu'ils pussent la jeter bas. Pour atteindre au

but, ils ne regardaient pas aux moyens, se berçant de mots sur la lutte contre la bourgeoisie mondiale, lutte qui leur permettait d'accepter les services de la bourgeoisie d'un pays contre celle d'un autre. Avec le consentement des autorités austro-allemandes, ils faisaient de la propagande dans les camps de prisonniers russes, et se préparaient des partisans non pas contre la bourgeoisie d'Allemagne, ce qui ne leur était point permis, ni contre l'empire des Hohenzollern et des Habsbourg, mais contre la Russie.

Tels étaient les gens qui de tous côtés affluèrent en Russie : maniaques friands de pâtures intellectuelles, parasites, jésuites du socialisme, malades d'esprit, martyrs et traîtres à la patrie. S'il y avait parmi eux de hautes personnalités morales, il y avait aussi des criminels, échappés aux prisons. Dans ce mélange se dissolvaient les idées, les programmes, les dogmes inébranlables. La seule réalité qui surnageait c'étaient les hommes, leur caractère, leur passé, leur avenir. Conspirateurs habitués aux complots, terroristes faits pour lancer des bombes, théoriciens social-démocrates, batteurs de pavés et palabreurs, égoïstes farouches et héros — on trouvait de tout parmi les émigrés. A travers l'Allemagne et l'Autriche, dans un train que l'ennemi avait laissé passer à dessein, arriva en Russie un groupe de révolutionnaires, ayant à leur tête Lénine et Martof. Rejetant l'idée de parti, ils avaient jugé possible pour reconstruire la Russie de profiter de la complaisance de l'ennemi, qui luttait contre cette Russie ; ils se figuraient détruire les conventions et les préjugés de la société bourgeoise.

Malade et déjà sur le déclin, Plékhanof, théoricien du parti social-démocrate, arriva. Il représentait en sa personne le marxisme classique des années 90. Le socialisme évolutionniste prêché par lui perdait de plus en

plus son influence en Russie comme en Europe d'ailleurs. A part quelques amis, Plékhanof n'avait en Russie presque aucun partisan. Sa brillante intelligence, sa large érudition, son grand talent littéraire et ses dons d'orateur de premier ordre, ne pouvaient lui être d'aucun secours dans la lutte contre l'extrémisme de ses anciens disciples. Il vint à Pétrograd, reçut un accueil glacial du Soviet, prononça deux mois après un brillant discours à la conférence démocratique de Moscou, puis disparut de la scène, comme un homme sans aucune utilité. Malade, crachant le sang, il s'alita et après le coup d'état bolcheviste fut soumis à une humiliante perquisition des gardes-rouges. Il prit froid, et dans cette cruelle Russie, si ingrate pour les meilleurs de ses fils, on l'enterra au bruit de discours enflammés, mais désormais inutiles.

Le parti de Plékhanof cessa d'exister comme parti. Mais en revanche il y avait des social-démocrates de tendances différentes. A la tête des mencheviks-internationalistes, dont la tactique était presque celle des bolcheviks, se trouvait Martof, type de l'émigré par sa psychologie, plein de rancœur, impitoyable dans sa logique. Journaliste de facultés moyennes, il avait passé sa vie entière à commenter les paroles et les écrits du maître Karl Marx. Habitué aux discussions de partis et aux mesquines polémiques, il ne se faisait aucune idée nette des événements qui se déroulaient, dans son entière conviction que les discussions de cénacles socialistes sortaient désormais du cercle étroit des exilés pour s'épandre sur la vaste arène de la Russie. A côté de Martof, à qui il empruntait quelques maigres idées, marchait Dan, l'homme d'affaires du parti social-démocrate menchevik, dirigeant de toute petite envergure, mais qui savait habilement s'adapter aux conditions du parti. Beau parleur, rédacteur spécialiste des réso-

lutions les plus diverses, il se fit remarquer au Soviet comme le plus expérimenté des auteurs d'ordres du jour. Il était secondé par Liber, chef du *Bound,* (1) rédacteur comme lui d'ordres du jour, théoricien marxiste, militant expert, couronné de lauriers pour ses victoires dans les interminables controverses des tavernes.

A la tête du parti socialiste-révolutionnaire était Tchernof, vieux palabreur, qui n'avait jamais inspiré confiance à personne. Journaliste, très versé dans la polémique, émigré qui pendant des dizaines d'années avait végété dans les colonies russes d'Europe, Tchernof représentait peut-être le type le plus parfait de la première période de la Révolution. Il confondait la Russie avec son parti, traduisait en affaire personnelle toute question générale, et jugeait des événements d'après leur seule conformité avec le programme du parti. En introduisant ainsi partout des éléments d'ordre personnel, il rapetissait les grandes choses et amplifiait les petites. Personne n'avait confiance en lui, ni ses coreligionnaires, ni ses adversaires, ni même les gens étrangers à toute politique. Lorsqu'il était dans l'opposition contre le Gouvernement Provisoire, il intriguait contre celui-ci. Lorsqu'il fut dans ce gouvernement, il intriguait de même contre ses collègues du cabinet. Il intriguait contre les social-démocrates, contre les K. D., contre les bolcheviks, contre ses camarades même du parti. Il était rongé d'ambition, voulant

(1) Ligue générale des ouvriers juifs de Lithuanie, de Pologne et de Poméranie, constituée en 1897, avec à sa tête un comité central et, comme organe, le journal *Rabotchi Golos* (La Voix ouvrière). A la suite du Congrès général de la social-démocratie russe, tenu à Stockholm, en 1906, le Bound entra dans le parti social-démocrate tout en gardant son caractère propre d'organisation socialiste du prolétariat juif dans tout l'empire russe. *(Note du traducteur.)*

être le premier. Dans les minutes les plus décisives, lorsque la voix de son parti aurait dû résonner très nette à ses oreilles, il s'abstenait de voter jetant le discrédit non seulement sur lui-même, mais encore sur un parti dirigé par un si piètre leader.

Venaient ensuite de petits militants, véritables jouets dans la main de Tchernof, qui les remontait à sa guise. C'étaient Gotz, militant expérimenté, sincère mais trop bavard — Avksentief, noble cœur mais caractère faible — Minor, vieux révolutionnaire, qui avait beaucoup souffert, naïf et aigri, type de l'ancien narodnik — Savinkof enfin, homme d'une volonté forte, mais vaniteux, porté aux aventures, mal équilibré, et désireux partout du premier rôle : arriviste pendant la révolution, il resta arriviste après elle et son parti se sépara de lui sans grande peine et sans regret.

L'extrême gauche social-révolutionnaire était dirigée par des gens sans notoriété, apparus seulement sur la scène depuis la révolution de 1917. Seule, Maria Spiridovna était connue par son activité terroriste. Après les événements de 1905, pour se venger des cruautés du gouverneur Loujénovski, elle avait tiré sur lui. Arrêtée, elle fut soumise à d'affreuses tortures et condamnée aux travaux forcés à perpétuité. Les événements de 1917 la libérèrent du bagne. Epuisée, hystérique, les travaux forcés avaient fait d'elle un paquet de nerfs. Elle tombait dans de longues crises d'hystérie où elle perdait connaissance. Ce dont elle avait besoin avant tout c'était de médecines. Elle rapporta du bagne une volonté malade, une raison assombrie, une haine implacable contre le monde cruel qui l'avait torturée et qu'elle allait commencer à torturer. C'était le sadisme de la haine, la volupté de la vengeance, la logique et l'instinct de la destruction. Les femmes sont effrayantes lorsqu'elles sont possédées de la folie de la ven-

geance et de la destruction ! Celle-ci, par la volonté du sort, lia partie avec le bolchevisme, devint prisonnière de faux amis et finit à l'asile d'aliénés.

J'ai laissé de côté à dessin la figure de Tseretelli, social-démocrate modéré, qui joua un rôle prépondérant jusqu'en octobre 1917. Géorgien de naissance, doué d'un grand talent d'orateur et d'une solide intelligence de paysan, il avait été député à la seconde Douma et condamné pour complot aux travaux forcés. Après avoir purgé sa peine, il fut relégué en Sibérie, d'où la révolution vint le libérer. C'était sans aucun doute l'homme le plus intelligent de son parti. Il se rendait très bien compte que la révolution était une révolution bourgeoise faisant passer le pouvoir politique à de nouveaux groupes sociaux, alors que le régime économique, tout en changeant de forme, restait en réalité le régime ancien, fondé sur la domination de la bourgeoisie. Il comprenait parfaitement que le sens de la révolution était la création en Russie de la petite propriété et la disparition du mir. Mais par manque de courage, par ruse, par crainte d'une pensée sincère et de paroles franches, sa grande intelligence ne lui servait qu'à esquiver la vérité. Entraîné par le courant extrémiste, Tseretelli, comme tous ses amis politiques, attaqua la bourgeoisie au nom de l'internationalisme. Il n'eut pas le courage de marcher la main dans la main avec la bourgeoisie démocratique. Il défendit, avec quelques réserves seulement, les tendances extrémistes et, lorsqu'il devint ministre, il fut forcé de lutter contre elles. Homme d'état, il dénigrait l'Etat, comme tous les allogènes, au nom de sa doctrine. Nationaliste, il affaiblissait la Russie, au nom de l'internationalisme. Dans la première et dernière séance de l'Assemblée Constituante, il attaqua les bolcheviks avec toute la chaleur de son éloquence orientale et disparut de l'his-

toire russe avec des centaines d'autres. Quelques semaines après il réapparut en Géorgie, dans le rôle de constructeur de sa patrie, et il y établit un état *national,* en réprimant l'internationalisme dont l'essence était si contraire à sa nature. Dans cette même Géorgie se retrouvèrent Tchkeïdze et Tchkenkelli, tous deux bons patriotes géorgiens après s'être convaincus, par l'exemple de la Russie, de l'impossibilité pratique de l'internationalisme dont ils avaient été les apôtres.

Je cherche à retrouver dans ma mémoire d'autres figures caractéristiques de cette période de mars-octobre 1917. Un grand nombre se présentent à moi, mais vaut-il la peine de les rappeler et de les caractériser ? Dans les dures journées de la Révolution. rapides comme un ouragan, elles ont surgi par hasard à la surface des flots révolutionnaires et ont été entraînées, comme des fétus, sur leurs crêtes écumantes. Elles passaient, puis disparaissaient et on les oubliait comme une chose accidentelle qui doit être oubliée. Les voix étaient sonores parfois, les paroles âpres, les actes terribles, mais tout cela ne durait qu'un instant, sans aucun intérêt pour l'histoire. Pourquoi charger la mémoire du lecteur de noms bons pour les archives ? D'autant plus que ces apparitions éphémères furent seulement de mauvaises copies des portraits déjà donnés ou que nous dessinerons. Fous, héros, ambitieux, parasites, intelligents et sots, cultivés et incultes, tous furent là copiant les modèles de la Révolution Française et cherchant à être originaux. Et tous s'en sont allés. Il n'est rien resté d'eux. Ils ont seulement laissé la triste preuve de leur existence. C'est ainsi que lorsqu'un fauve a quitté la cage, son odeur persiste encore longtemps.

Et les bolcheviks ? Où sont leurs actes, leurs hommes ? Patientons un peu, nous parlerons d'eux lors-

qu'ils paraîtront devant nous dans leur rôle de protagonistes, dans l'éclat de cette vérité éternelle qu'ils promettaient à la Russie et au monde entier. Les chapitres précédents avaient pour but de montrer qu'au milieu des événements de 1917 il n'y avait pas de véritables partis politiques, de programmes bien délimités et fixés, qu'il y avait seulement une littérature philosophique et une philosophie littéraire, et que la seule réalité était les hommes avec leur psychologie de fanatiques, et d'exaspérés. Les événements qui allaient suivre se préparaient, dans leur sombre grandeur qu'on pressentait. C'est à eux que nous devons arriver.

CHAPITRE VII

LE JEU POLITIQUE.

Ainsi donc, la Russie, guidée par de nouveaux maîtres, entrait dans une vie nouvelle. Pendant que le Gouvernement Provisoire traçait les voies et élaborait des projets de loi d'après toutes les règles de l'art politique et l'expérience de l'Europe occidentale, les masses, saisies d'impatience, les fanatiques et démagogues qui les guidaient, accusaient ce gouvernement de tous les crimes contre le peuple. C'était lui qui prolongeait la guerre, qui ne donnait pas de réformes, qui agissait contre la volonté générale. « *Toute la terre au peuple ! tout le pouvoir au peuple ! Paix immédiate ! Etablissement immédiat du régime démocratique !* » Tels étaient les mots d'ordre lancés aux masses. Quant aux moyens de réaliser ces formules, aucun de leurs auteurs n'y songeait et ne les connaissait. Le gouvernement était faible, mais il constituait une cible, excellente pour tous ceux qui voulaient conquérir la popularité. Par leurs accusations répétées contre le pouvoir, les chefs des partis socialistes ne comprenaient pas que le moment viendrait où il leur faudrait réaliser leurs promesses. Sinon, ils seraient des démagogues et des suborneurs. Et cependant, sans aucune intuition de l'avenir, ils continuaient avec une fureur redoublée à discréditer le gouvernement bourgeois. Le Soviet proposa

au monde entier de conclure la paix, mais nulle part il ne trouva d'écho. Et ce même Soviet accusa de l'insuccès de ses tentatives le Gouvernement Provisoire et son inspirateur, P. N. Milioukof. C'était ce dernier qui exigeait les Détroits pour la Russie, c'était lui qui menait une politique impérialiste, c'était lui par conséquent qu'il fallait tout d'abord renverser. Mais Milioukof avait derrière lui toute la bourgeoisie et tous les ministres bourgeois. Aussi le Soviet était-il dans l'obligation de faire une agitation contre tous les « ministres-capitalistes ». L'armée se décomposait rapidement, elle accusait les « ministres-capitalistes » de prolonger la guerre et ainsi se préparait une mentalité de coup d'Etat. A la fin d'avril, un jeune volontaire nommé Lindé, avec l'approbation du Soviet, conduisit à travers les rues de Pétrograd une manifestation de quelques centaines de soldats, réclamant l'éloignement de Milioukof. Comme la soldatesque ne rencontra aucune résistance, et que Milioukof ne fut même pas soutenu par ses partisans, celui-ci quitta la scène. Cet homme, d'une science encyclopédique, l'un des plus grands historiens d'Europe, avait exactement jugé des événements et de leurs conséquences. Il lui arriva souvent de commettre des erreurs, mais c'étaient des erreurs *dans le temps*. Il appréciait justement les conjonctures historiques et prévoyait *l'avenir*. Mais ses pensées et ses actes, justes pour l'avenir, devançaient parfois le présent : de là ses erreurs de tactique.

Milioukof partit, mais les autres ministres bourgeois restèrent, et ce fut une grave faute, qu'explique l'incapacité de la bourgeoisie à juger du moment. Il aurait fallu laisser le champ libre à l'activité des socialistes. leur donner l'occasion de tenir leurs promesses et faire éclater dès le début l'incapacité de leur démagogie. Cela ne fut pas fait et les « ministres-capitalistes » de-

meurés au pouvoir continuèrent à servir de cible au Soviet, à lui fournir les mêmes prétextes de luttes contre le néant pour sa justification personnelle. Tout le pouvoir appartenait au Soviet qui désignait les ministres et régentait en réalité le gouvernement, soumis à sa volonté. Mais en devenant en fait le maître de la Russie, il s'aperçut soudain qu'il lui était impossible de prendre sur lui la responsabilité extérieure des événements. Tout en discréditant les ministres bourgeois, il craignait de les éloigner du ministère, pour ne pas rester, dans ce cas, face à face avec le peuple, auquel il avait tant promis. Aussi empêche-t-il les ministres bourgeois de démissionner, il en introduit d'autres dans le gouvernement, et, tout en les combattant en paroles, les soutient en secret de toutes ses forces. Et lorsque les ministres bourgeois s'efforcent de se retirer, les partis de gauche et leurs leaders commencent à crier au sabotage, au refus de collaborer avec des socialistes. C'était une double tromperie à l'égard de la bourgeoisie et à l'égard du peuple. Elle ne pouvait durer longtemps.

Effectivement une agitation sourde commençait dans l'armée et dans les masses. Pourquoi ne termine-t-on pas la guerre ? Pourquoi ne donne-t-on pas au peuple toute la terre et immédiatement ? Pourquoi n'éloigne-t-on pas du gouvernement ces bourgeois qui entravent tout ? Pourquoi le Soviet, appuyé sur le peuple, ne prend-il pas le pouvoir dans ses mains ? Telles étaient les questions qui venaient tout naturellement à l'esprit du plus ignorant des paysans auquel on avait mis dans la cervelle l'idée que la bourgeoisie était funeste, dans l'âme duquel on avait versé à fortes doses le poison de la haine contre les classes supérieures. Le moment approchait où les socialistes de toutes nuances, les politiciens des tavernes génevoises et parisiennes, devraient passer des paroles aux actes. Déjà la propagande des

bolcheviks se répandait dans toutes les villes, dans toutes les armées du front, où des hommes nouveaux accusaient les socialistes et le Soviet de trahir le prolétariat. C'est alors que Kerenski eut la malheureuse inspiration de tenter une offensive. Lui qui avait fulminé contre la bourgeoisie et ses ministres, qui avait désiré arrêter la guerre, lui, le représentant du Soviet, se muait en partisan de la guerre jusqu'à la victoire. Quelle contradiction flagrante, quelle hypocrisie meurtrière ! L'Angleterre et la France exigeaient l'offensive, disait-il, pour se justifier. Mais cette exigence devait-elle être satisfaite par le Soviet ? Enfin, je le sais d'une façon certaine, les spécialistes militaires s'étaient prononcés contre une offensive. Je me souviens que le 15 juin 1917 vint chez moi l'attaché militaire italien. C'était un parfait connaisseur de l'armée russe. Il venait de parcourir le front. Tout agité, il me confia que l'offensive allait se déclancher au point de jonction des armées austro-allemandes. Elle aurait pu donner de brillants résultats, mais l'armée russe était en décomposition et incapable de la soutenir. « Tant qu'elle reste immobile, elle continue à exister, attirant les forces ennemies. Mais au premier mouvement, elle se désagrégera et alors tout sera perdu. La Russie sera mise hors de combat. » Je fis part de cette conversation aux gens qui étaient responsables des destinées de la patrie, et je mis l'attaché italien en rapport avec nos dirigeants... Trois jours après l'offensive commençait et quelques jours plus tard, l'armée jetant ses armes, détruisant les villes et les villages, prise d'une véritable folie, s'enfuyait de toutes parts, entraînant avec elle les unités de l'arrière. Elle avait cessé d'exister. Si auparavant, suivant le précepte bolcheviste, l'armée avait fraternisé avec l'ennemi, maintenant elle se dispersait tout simplement dans ses foyers. Les cris des

femmes violées et la fumée des incendies prouvaient que les armées de la Russie avaient elles-mêmes terminé la guerre.

En ce moment fatal pour notre patrie, le Soviet qui avait préparé l'offensive du 18 juin, ou tout au moins ne s'y était pas opposé, se mit à affirmer, afin de se réhabiliter, que Kerenski avait entrepris l'offensive à ses propres risques et périls. Kerenski se trouva sans appui, il devint la victime expiatoire et sa popularité commença à sombrer. Mais l'affaire avait été déclanchée, il était nécessaire de parer aux conséquences. L'armée s'était transformée en un ramassis de déserteurs, de pillards, de voleurs et de brigands de grand chemin. Comment arrêter cette débandade ? Par des mots ? Personne n'y croyait ; le besoin en était passé. Les ministres socialistes, Kerenski et Tseretelli, oubliant les phrases et mis en présence des faits, furent obligés de recourir au rétablissement de la peine de mort. Cela n'effraya pas un seul déserteur, d'autant plus que Kerenski lui-même déclara qu'il ne signerait aucune condamnation à mort. Mais les masses accusaient les ministres socialistes d'être des traîtres et des transfuges dans le camp de la bourgeoisie. La mesure était trop tardive, on n'aurait trouvé personne pour fusiller les coupables ; l'armée toute entière était composée de déserteurs passibles de la peine de mort. Prise trop tard, cette mesure ne donna aucun résultat positif ; elle ne fit qu'exciter davantage contre le pouvoir cette armée en décomposition.

Les dernières semaines de la période des palabres achevaient de s'écouler. Le Soviet, empêtré dans ses intrigues et ses mirifiques promesses, le gouvernement impuissant et Kerenski plus impuissant encore, s'éloignaient de la scène. Mais ils se cramponnaient au pouvoir, ne voulant pas le laisser échapper de leurs mains.

Ils n'avaient d'ailleurs personne à qui le remettre : la bourgeoisie se récusait, les bolcheviks formaient encore leurs rangs en cherchant à attirer des partisans. En attendant c'était une émeute qui gagnait en profondeur, mais sans chefs et sans but. C'est ce qui apparut dans les journées du 3 et du 4 juillet, lorsque des groupes de soldats et d'ouvriers, électrisés par les discours de Lénine, tentèrent de renverser le gouvernement. Après s'être emparées d'autos blindées et de mitrailleuses, des masses inorganisées se répandirent dans les rues de la capitale en criant : « *Tout le pouvoir aux Soviets ! A bas la guerre !* » Le gouvernement trouva encore des forces à son service, et, bien qu'avec peine, il réprima cette brutale sédition d'hommes qui ne savaient pas où ils allaient. Mais cette tentative était un signe avant-coureur. Elle précisait l'avenir, menaçait la Russie d'anarchie et de désagrégation. Les bolcheviks avaient passé la première revue de leurs forces : elles n'étaient pas sans importance et le résultat dépassait leur attente.

Le Soviet, pendant ce temps, s'était complété par des éléments d'extrême-gauche. Leur majorité était des soldats venus du front et délégués par leurs comités. Elle comprenait aussi des ouvriers. Tous étaient aussi mécontents de l'action du Soviet qui ne tenait pas ses promesses et ne montrait aucune énergie. Ce mécontentement spontané était mis à profit par les bolcheviks, et peu à peu le Soviet perdait de son influence. Il devenait évident que son action ne répondait plus aux désirs de l'armée et des travailleurs. Malgré cela, pour s'agripper au pouvoir, il continuait à attaquer le gouvernement et en particulier Kerenski. Aussi celui-ci perdit avec tout appui toute autorité, pendant que le Soviet à son tour perdait la sienne, abandonné des ouvriers, des soldats et des paysans au nom desquels il

continuait à parler et à agir. Ainsi au milieu de juillet il ne restait en Russie ni gouvernement, ni organes dirigeants, ni rien qui pût créer un pouvoir : la Douma seule pouvait le faire et elle s'était dissoute elle-même !

A ce moment, le parti bolcheviste avait rallié ses forces. Il se mit à réclamer la convocation d'un congrès des Soviets pour élire un nouveau Comité Central à la place de l'ancien, manifestement sans autorité. Et de nouveau, pour s'accrocher au pouvoir, les leaders des Soviets s'opposèrent à ce congrès et Dan, par un flot de paroles, essaya d'arrêter le nouvement bolcheviste grandissant. Se souvenant alors de l'expérience de l'Occident, les chefs du Soviet, pour retarder leur fin, copient la France et l'Allemagne des temps révolutionnaires. Ils appellent à leur secours cette même bourgeoisie qu'ils ont discréditée, ils lui proposent une collaboration loyale et, pour s'entendre, convoquent la conférence de Moscou. Mais à Moscou la rupture est définitive. Les socialistes, afin de souligner une fois de plus aux yeux du peuple la malfaisance de la bourgeoisie, profèrent contre celle-ci leurs anathèmes, tandis que la bourgeoisie se défend et par moments passe aussi à l'attaque. Le modeste général Kornilof, célèbre par sa bravoure personnelle, se montre pour la première fois homme politique, et fait appel à l'union de tous au nom de l'amour de la patrie. Ces appels furent vains ! Plekhanof prend la parole ; dans un discours ardent il prie chacun d'oublier les querelles des partis, et de se souvenir que ces querelles sont la perte de la Russie. Il rappelle le vieux conte irlandais des chats qui se battent et dont il ne reste que la queue. On l'écoute, on l'applaudit et... chacun garde son opinion.

Pendant ce temps, la propagande bolcheviste va son train à l'armée et dans les usines. Lénine, qui s'est enfui de Pétrograd, écrit à ses fidèles demeurés dans la

capitale, et les invite à commencer les opérations actives. Le gouvernement affaibli et déchiré par des discordes intestines n'a pas la force de maîtriser le mouvement qui s'étend. Des élections au Soviet deviennent inévitables, malgré l'opposition des leaders. Et ceux-ci voient leur impuissance entière : ils ont conscience d'avoir trop promis et de n'avoir rien fait. Ils se mettent à parler de la Russie, des intérêts de l'Etat ; ils s'efforcent de faire entendre raison aux masses indisciplinées, menaçent les bolcheviks et l'armée débandée et emprisonnent Trotski avec quelques bolcheviks.

Un intermède vient pendant une semaine interrompre la ténébreuse série des intrigues et des comédies politiques. Kornilof a réuni quelques unités de cavalerie tatare, ingouche et ossète et marche sur Pétrograd. En sa qualité de généralissime, il décide de chasser le Soviet, d'éloigner Kerenski et son faible gouvernement et de redonner santé à la patrie. Cet homme au cœur de lion et à la cervelle d'agneau, comme le définissait Alexéief, n'agissait pas à ses seuls risques et périls. Le second de Kerenski, le socialiste-révolutionnaire Savinkof, était venu le trouver au Quartier général. Le plan de Kornilof avait été élaboré d'accord avec le commissaire aux armées, le socialiste-révolutionnaire Philonenko. Le rôle étrange de Vladimir Lvof, ancien procureur du St Synode, sous le Gouvernement Provisoire, rôle d'intermédiaire entre Kerenski et Kornilof, reste jusqu'à aujourd'hui inexpliqué. Une seule chose est évidente : Savinkof, qui rêvait d'écraser ses adversaires grâce à la poigne de Kornilof, est saisi de peur à la dernière minute, et par manque de courage trahit Kornilof en le déclarant traître. Et c'est Kerenski qui proclame cette traîtrise. Entre temps l'armée de Kornilof avance toujours. Ses avant-gardes sont déjà sous les murs de Pétrograd. La Révolution est déclarée en dan-

ger, le Soviet organise la défense, et envoie des agitateurs pour débander les troupes de Kornilof. Et, comme celles-ci attendent sous les murs de la capitale l'arrivée du gros de l'armée, elles se dissolvent effectivement en quelques jours et passent à la révolution menacée. La campagne est finie, le projet de Kornilof s'est effondré, le général lui-même est jeté en prison. Il pourra s'en échapper plus tard, par miracle, pour aller dans les steppes du Kouban jeter les bases de l'armée qu'on a appelée « l'armée volontaire ».

Il faut s'entendre avec les bolcheviks, il faut créer une coalition de tous les groupes socialistes — voilà le mot d'ordre du moment. Et en effet, bolcheviks, socialistes-révolutionnaires de gauche, mencheviks internationalistes ne se sont-ils pas serrés autour du Soviet pour combattre Kornilof. Il semble donc facile de les rallier. Pour cela on rompt avec la bourgeoisie, on tire de prison les bolcheviks, on fait venir de Cronstadt des matelots pour garder la capitale, et on embosse sur la Néva le croiseur *Aurore*. En fait Pétrograd est aux mains des bolcheviks en armes et de leurs troupes. C'était la fin août, le dernier automne de la Russie qui se désagrégeait. L'énorme machine craquait, il était presque impossible de la réparer. Il aurait fallu des héros et des moyens héroïques, mais il n'y avait ni héros ni moyens héroïques. La politique devenait de plus en plus un jeu de hasard, elle se transformait en une suite ininterrompue d'intrigues et en une lutte répugnante d'ambitions.

Une conférence démocratique est réunie à Pétrograd. Mais les bolcheviks y repoussent définitivement toute entente cordiale avec les socialistes modérés, exigeant que tout le pouvoir passe au Soviet. Les socialistes, alors, convoquent, sur le modèle allemand, un « Préparlement », où entrent des délégués des partis et du So-

viet. Cette assemblée devient une sorte de conférence entre les partis, où l'on règle des comptes, où l'on parle des heures entières de questions personnelles, et où l'on oublie la Russie pour des triomphes oratoires sur des adversaires. « Ce Conseil de la République » achève d'ébranler le frêle échafaudage sur lequel s'appuie encore le pouvoir, car dans la lutte des ambitions, dans la chaleur des polémiques de partis, la nation tout entière découvre qu'aucun parti ne soutient le gouvernement, que Kerenski n'a aucune espèce d'autorité et ne peut plus rester à la tête du pouvoir. Une autre chose aussi éclate à tous les yeux : c'est que, en somme, il n'y a pas de parti qui puisse diriger la Russie, car le parti au pouvoir aurait contre lui la coalition de tous les autres. On était déjà au mois de septembre ; depuis six mois la Révolution tournait dans le vide, sans avoir créé un pouvoir même éphémère.

Les élections aux conseils municipaux et aux zemstvos venaient d'avoir lieu. Partout la victoire était du côté du parti socialiste révolutionnaire. Sa devise « *Terre et liberté* » était interprétée comme le transfert immédiat de toute la terre au peuple, et l'énorme masse paysanne, qui continuait à vivre en dehors de tout contact avec la ville, votait avec joie pour un parti dont la liste portait en tête le nom de Kerenski. Car si celui-ci avait perdu toute influence dans les capitales, il jouissait encore dans les campagnes d'une renommée qui s'y était répercutée. Dans les villes, le parti socialiste-révolutionnaire avait eu les voix des petits bourgeois et des artisans, rêvant de liberté et convaincus qu'ils l'obtiendraient non pas du Soviet mais d'un parti qui toujours avait lutté pour elle. Enfin il avait promis la réunion la plus rapide possible de l'Assemblée Constituante : on l'attendait impatiemment comme le remède à l'anarchie qui gagnait toujours avec plus de

violence la Russie, comme la garantie de la légalité et de l'ordre. En votant pour les socialistes-révolutionnaires, des millions de gens étaient guidés par les considérations les plus diverses, souvent contradictoires. Les chefs eux-mêmes du parti avaient parfaitement conscience que leur succès n'était qu'apparent et les affaiblissait en les mettant dans la nécessité de réaliser les promesses faites, si difficiles à tenir. En gagnant des sympathies et des voix, le parti jouait un jeu politique, semblable à ces parlementaires qui font tort à leur cause pour conquérir une majorité.

Car comment réaliser les promesses ? Après avoir envahi les conseils municipaux et les zemstvos, les socialistes-révolutionnaires se montrèrent impuissants à allèger les difficultés de la vie. La population souffrait de la désorganisation, de la cherté des vivres, qui croissait dans des proportions terrifiantes, du manque de produits, des pillages, des actes de violence. Comme il n'y avait ni pain ni charbon et que la productivité du travail baissait de jour en jour, un immense mécontentement s'accumulait dans l'âme de la population qui maudissait les partis dont les paroles étaient si abondantes et si belles, mais les actes si peu nombreux et si mauvais. Le jeu politique tirait à sa fin ; tous le voyaient, qui n'étaient pas encore aveugles. Qui donc était en état de s'atteler à la besogne nécessaire pour réaliser les promesses ? Six mois avaient déjà passé, déjà l'hiver approchait et la guerre ne s'achevait pas. Bien plus, le socialiste Kerenski et ses amis, qui accusaient la bourgeoisie de tout le mal, s'efforçaient de poursuivre une guerre offensive. Après avoir dénigré les impérialistes de France, d'Angleterre, des Etats-Unis, d'Italie, ils continuaient à demeurer leurs alliés. L'Assemblée Constituante n'était pas convoquée et on ne savait pas quand elle le serait. La terre, dont rêvait

le peuple depuis tant d'années, restait encore toute aux mains des gros propriétaires.

Le peuple ne savait pas et ne voulait pas savoir qu'il était impossible de songer à terminer la guerre. Il ne voulait pas savoir que la commission pour la convocation de la Constituante travaillait fièvreusement à mettre sur pied la loi électorale. Surtout il ne voulait absolument pas savoir que pour le transfert de la terre un gigantesque travail préparatoire était indispensable, qu'il fallait une loi ratifiée par la Constituante. Non, la psychologie des masses illettrées était toute différente ; elles attendaient le miracle promis. Plus on le leur avait promis, plus leur attente était impatiente. Mais les jours se succédaient... et de miracle point !

CHAPITRE VIII

LES BOLCHEVIKS : LÉNINE, TROTSKI.

Parmi les palabreurs, prometteurs de tant de miracles au peuple, il n'y avait pas de gens énergiques et conséquents jusqu'au bout. Il y en avait davantage parmi les bolcheviks, et ce n'était pas un simple hasard. L'idéologie du bolchevisme, dont j'ai dit déjà quelques mots, était un composé d'éléments du marxisme poussés jusqu'à l'absurde logique, d'éléments de la doctrine des narodniks et des slavophiles, d'éléments anarchistes. La psychologie du bolchevisme était essentiellement russe avec sa répudiation de l'Occident et son hostilité foncière contre la civilisation. L'Europe, pendant des siècles, lentement et par degrés, avait créé sa science, sa religion, sa civilisation, en consolidant fortement chacune de ses étapes en avant. Voilà pourquoi elle est conservatrice pour sauvegarder cette civilisation si péniblement gagnée, voilà pourquoi dans le socialisme et l'individualisme elle conserve l'esprit d'évolution, l'esprit de survivance du passé. Tout cela est étranger à la psychologie russe. Pour de multiples raisons, la Russie, dans son état de contemplation statique, a été privée, pendant des siècles, de ce qui forme la raison, la connaissance scientifique, la volonté. Dans sa structure sociale primitive, dans l'imperfection de ses formes politiques, le peuple voyait non pas un malheur,

mais le doigt de la Providence qui lui montrait son chemin, différent de celui de tous les autres. Cette psychologie donnait naissance à un large mouvement religieux, dont le sens profond était le renoncement à la terre, aux imperfections de la vie, et la recherche de la foi véritable, réalisation des lois divines. Cette psychologie donnait naissance aussi à des doctrines politico-sociales, comme celles des slavophiles, des narodniks, des bolcheviks. La Russie luttait contre l'Occident et sa civilisation. Un peuple enténébré, ayant reçu en partage une âme religieuse, renversait l'antique civilisation du monde gréco-romain, étrangère et hostile à un Kirievski, un Herzen, un Lavrof, un Lénine. Peu importait que le bolchevisme eut emprunté au marxisme quelques-uns de ses principes et toute sa phraséologie. L'essentiel était que le bolchevisme, retrempé à la flamme de l'âme russe, répondait on ne peut mieux à l'état de développement et aux aspirations du peuple.

Dans son effort pour détruire une civilisation étrangère à lui-même, le peuple ne pouvait pas compter avec elle, car il ne la connaissait pas, bien qu'il la répudiât instinctivement. Voilà pourquoi comme un enfant et un barbare, comme un rude ascète et un fou possédé de l'esprit de destruction, il détruisait tout avec tant de facilité, avec la volupté d'une vengeance longtemps attendue : l'Etat, l'armée, les institutions, la civilisation matérielle, les hommes. En lui ne vivait pas encore le sentiment de la responsabilité pour lui-même, pour ses actes, pour son bien, car il vivait dans le mir, dans ce communisme des époques primitives où la collectivité étouffe la volonté, et le sentiment élémentaire de la propriété. Le peuple éprouvait le besoin de détruire, et ce besoin était invincible. Une fois sortie de l'état de repos, son énergie accumulée devait nécessairement suivre la voie de la destruction, idéalisée par Bakou-

nine, ce type si expressif de l'essence du caractère russe. Qu'avait-il à perdre le peuple dans ce processus de destruction ? Sa misère et son abaissement ? Ou bien l'Etat dont il ne comprenait pas l'idée, mais auquel il s'opposait d'instinct comme à une forme d'un ordre social civilisé ? Le peuple ne savait pas et dans son ignorance ne pouvait pas savoir ce qu'étaient l'internationale et le collectivisme, au nom desquels on en appelait à lui ; il ne savait pas ce qu'étaient l'impérialisme, le nationalisme, le régime bourgeois dont on lui faisait un épouvantail. C'étaient des mots étrangers privés de tout contenu intelligible pour un paysan russe. Mais derrière leur énigme se cachait une vérité de haine et de destruction ou d'amour et d'espérance. Arraché par la révolution aux entraves de l'histoire, le peuple voulait *tout* obtenir. Et ce qu'était ce tout, on le lui répétait au long des jours, sans trêve, sur le front et à l'arrière, sur les places publiques, dans les rues, dans les salles de théâtre, dans les casernes.

Qui étaient-ils, ces bolcheviks ? Ce serait une grave erreur de penser, comme le font beaucoup, que nous avons devant nous une bande de malfaiteurs, envoyés en Russie par l'Allemagne ennemie pour désorganiser notre vie. Cette conception simpliste est dangereuse, car la lutte contre le bolchevisme et sa nature sociale se transforme alors en une lutte contre des individus, contre les bolcheviks. Non, ce ne sont ni des malfaiteurs, ni des criminels heureux, qui ont causé un mal immense, mais de vrais Russes par leur psychologie ; ils sont allés jusqu'à l'extrême négation de ce qui leur était étranger. Ce sont des fils de la Russie, destructeurs de la civilisation étrangère de l'Occident, convaincus que la lumière vient de l'Orient, que la Russie a pour destinée de donner au monde le modèle de la raison suprême et de réaliser la justice sociale. Réor-

ganisation de la société, destruction de la bourgeoisie, révolution sociale, fin immédiate de la guerre n'étaient pour eux ni mots vides ni phrases creuses. S'ils avaient emprunté à l'Occident le schéma économique de Marx, ils lui étaient étrangers psychologiquement. Attendre patiemment la lente évolution de la société était inadmissible pour leur nature d'émeutiers, pour leur caractère impatient, pour leur esprit enflammé. En détruisant la société contemporaine, ils ne perdaient rien, car ils étaient loin de la civilisation de l'Occident. Ils lui avaient pris des formules, quelques idées, autant d'armes dans leur lutte, mais *l'essence* de leurs actes, leurs mobiles inconscients naissaient de leur foi dans le miracle qu'il était donné à la Russie de réaliser. Il n'y avait pour eux ni détours, ni chemins de traverse. En fanatiques, possédés par le concept de la ligne droite, ils allaient droit au but sans regarder à côté. Le paradis socialiste est en avant de nous, c'est à lui qu'il faut arriver sans tenir compte d'aucun obstacle, et ce qui barre la route il faut l'anéantir coûte que coûte. C'était une arithmétique, comprenant l'addition et la soustraction, la multiplication et la division, mais qui n'était pas encore parvenue à l'idée des nombres négatifs, à la théorie des grands et des petits nombres. Foi primitive, logique inflexible de primitifs, idéologie primitive et instincts primitifs, mépris et méfiance absolue pour la civilisation, l'expérience et la sagesse de la vieille Europe, voilà les traits distinctifs du bolchevisme. Telle était la psychologie du paysan russe et voilà pourquoi les bolcheviks n'étaient pas un produit d'importation, mais un phénomène russe, purement russe.

Ils formaient une poignée d'intellectuels, qui avaient passé de longues années d'exil à l'étranger. A leur tête était Lénine. Noble il avait été dès sa première jeunesse entraîné dans l'orbite de la révolution. Son

frère fut exécuté pour complot, et Vladimir Ilitch Oulianof lui-même, véritable nom de Lénine, vécut dès les bancs du collège au milieu des révolutionnaires. (1) Il ne réussit pas dans la carrière scientifique, d'abord parce qu'il consacrait à la science les seuls loisirs laissés par la politique, ensuite parce qu'il fut obligé de quitter la Russie et de vivre dans l'exil. Trapu, les cheveux d'un blond clair, avec un crâne et des yeux bridés à la tartare, Lénine n'exerçait ni attrait ni répulsion, ce qu'affirment les uns et ce que confirment les autres. On rencontre un très grand nombre de visages semblables dans les gouvernements de la Volga, dans l'Oural, et dans le Nord-Est de la Russie : ce sont visages ordinaires dans la classe moyenne, type caractéristique du mélange des races russe et mongole. C'est seulement en regardant de plus près l'expression de ses yeux qu'on devine un homme de volonté forte. Il est tel en effet. Mais cette qualité naturelle n'est pas le

(1) Le numéro 2 de la « *Révolution Prolétarienne* » donne quelques détails, utiles à signaler, sur Lenine élève au gymnase de Simbirsk. Le directeur de ce gymnase était le père de Kérinski. Voici le jugement qu'il porta sur Vladimir Ilitch Oulianof : « Elève plein de talent, d'ardeur au travail et de ponctualité, toujours premier. Sa conduite à l'intérieur comme à l'extérieur n'a jamais donné lieu à la moindre observation. Il a été élevé par sa mère depuis 1886, date de la mort de son père. Caractère très fermé et peu communicatif. » D'après la même revue, Oulianofeut la note maximum pour chacune des matières à son examen de sortie et reçut la médaille d'or.

Si l'on en croit le journal « *Dielo* », son père Ilia Nicolaïevitch Oulianof était fils d'un bourgeois d'Astrakhan, où il fit ses études au gymnase. Puis il entra à l'Université de Kazan et en sortit en 1854 avec le grade de licencié en mathématiques. Trois ans après il passa avec succès devant cette Université l'examen du degré supérieur pour l'enseignement des mathématiques et de la physique dans les gymnases. *(Note du traducteur.)*

trait distinctif de Lénine. Ce qui le caractérise peut-être le mieux, c'est son esprit schématique : de là sa négligence en toutes choses.

Lénine est l'homme des schémas : il esquisse des contours, trace des limites, mais à l'intérieur de celles-ci un vide immense reste que chacun peut remplir à sa fantaisie. Ses raisonnements sont schématiques et par conséquent peu probants, mais un grand don de logique lui permet de défendre avec succès ses schémas, au point de vue formel, de sorte qu'ils peuvent paraître logiquement impeccables, quoique inopérants en réalité. Ensuite, comme je l'ai dit, Lénine est négligé. Il l'est dans ses écrits, dans ses discours, dans sa mise, dans sa façon de manger et de traiter les gens. Il ne s'aperçoit et ne peut s'apercevoir de rien, car en égocentriste qu'il est, il n'essaie même pas d'accorder un peu de temps et d'attention aux hommes et aux choses. Comme la plupart de ses pareils, il est hautain, renfermé en lui-même, plein de mépris pour tout le monde. Les hommes n'existent pas à ses yeux dans leur réalité. Ils ne sont que des abstractions, un des éléments dont il doit tenir compte pour l'exécution de son schéma. Ce qui importe avant tout, c'est l'idée et sa mise en pratique. Si des millions d'hommes en meurent, si la Russie et le monde s'écroulent, ce n'est là qu'un phénomène secondaire, sans intérêt pour lui. Bien plus, il est le type achevé de cet homme simplifié dont rêvait Tolstoï. Non pas par principe, mais par sa nature, Lénine est la simplification même. Avec sa forte intelligence logique, il est simpliste par instinct dans la vie de tous les jours. La vie cultivée lui est étrangère. Sans s'en apercevoir, il vit dans la saleté et ne sent pas le besoin de vivre dans la propreté, comme tout Européen même de condition inférieure. Instinctivement il se passe de

ce qui représente la civilisation. Ses besoins sont d'un primitif : il mange n'importe quoi, seulement pour apaiser sa faim, il s'habille n'importe comment, seulement pour couvrir son corps, il dort n'importe où, sur n'importe quel lit, seulement pour prendre le repos nécessaire, etc., etc., De là naît une indifférence morale et physique entière. Lénine rentre en Russie avec l'autorisation du gouvernement allemand. Il le fait, non pas au nom de théories abstraites lui donnant le droit de mépriser la morale conventionnelle, non, car il ignore toute morale ; s'il a besoin d'une chose il la fait, sans éprouver le besoin intérieur de se demander dans quelle mesure elle est moralement et politiquement nécessaire. Ce n'est pas jésuitisme, justifiant les moyens par la fin, c'est tout simplement un primitivisme moral, la nature d'un homme étranger à la civilisation. Lénine n'est pas immoral, il est amoral, comme tout primitif, sans phrases, sans justifications pour lui-même, sans avoir conscience ni d'une grandeur ni d'une déchéance.

Comme tous les schématiques, comme tous les sauvages cultivés, il est cruel et despotique. Logique jusqu'au bout, il ne voit ni les souffrances, ni la faim, ni la mort. Ce qui existe, c'est la logique de son schéma, c'est en elle qu'est la vérité, en dehors d'elle il n'y a rien. Et ainsi, au nom de la révolution sociale, il est prêt à noyer le monde dans le sang. Que des millions d'hommes meurent de maladies et de privations, est-ce que cela importe ? Que la Russie périsse, est-ce qu'il s'agit d'elle ? Il faut tenter quelque part l'expérience, la Russie s'est offerte, c'est sur son dos qu'il l'a faite, comme il l'aurait faite sur le dos de n'importe quel pays. Un pays n'est pas pour lui un ensemble de millions d'individus, non, c'est une matière inerte à expériences. Son prolétaire est abstrait et il ne voit pas en lui un homme qui souffre. Son bourgeois est aussi

abstrait, sans enveloppe humaine. Le monde pour Lénine est le théâtre d'une lutte entre deux abstractions, et lui, Lénine, a été créé pour la diriger en combattant pour l'une de ces abstractions contre l'autre. Il n'aime ni ne comprend les mots : homme, vérité, noblesse, etc. Il comprend seulement les schémas : classe, bourgeoisie, prolétariat, etc. Et il ne connaît par conséquent ni juste milieu, ni conceptions, ni propositions intermédiaires : le vrai est ce qui entre dans son schéma. Ce qui n'y entre pas est ennemi et doit être anéanti. Il n'y a pour lui que deux couleurs : le rouge de la révolution jusqu'au bout, et le blanc de la contre-révolution à laquelle appartiennent tous ceux qui ne sont pas bolcheviks. C'est ainsi que l'homme borné conçoit toujours la vie sans nuances, sans degrés de transition, c'est ainsi que le sauvage ne connaît que deux énigmes : la naissance et la mort.

Telle est la psychologie du chef du bolchevisme, psychologie d'un homme sans culture, adversaire par instinct de l'Occident, schématique et despote. Si Lénine est le chef du bolchevisme, Trotski devint rapidement le chef des bolcheviks. Il a toujours été menchevik et lutta avec obstination contre le bolchevisme. Mais les événements de la révolution russe le firent passer dans le camp de ses ennemis depuis de longues années. Il est entièrement l'opposé de Lénine, loin de son esprit schématique et rigide. C'est un sémite très caractérisé, chez lequel les traits positifs et négatifs de la race apparaissent avec une rare perfection. De taille moyenne, voûté, avec un grand nez crochu, des lèvres épaisses et rouges, et des cheveux noirs crêpus, Trotski semble la caricature du Juif dessinée par un peintre antisémite. Son grand et vigoureux tempérament de méridional est maîtrisé par une volonté puissante et concentrée. C'est un orateur remarquable, plein de

verve caustique, mais dénué de pathétique véritable. C'est aussi un journaliste de premier ordre, dont la plume peut se changer en une épée effilée. Avec un égal talent, il défend le marxisme contre les narodniks, attaque Milioukof, décrit l'Espagne et caractérise la roulette de Monte-Carlo, à laquelle il a consacré une série d'excellents articles en pleine guerre dans la « Kievskaïa Mysl ». Mais ses écrits, ses discours qui portent la marque extérieure du talent, manquent de ce contenu qui émeut, fait penser et suggère des idées. Trotski est un pamphlétaire, et il le reste toujours, la polémique et la lutte sont ses éléments. Il vécut longtemps en Europe comme émigré et, avec la facilité d'un homme bien doué, il a emprunté à l'Europe beaucoup de qualités extérieures : il a complété son éducation en causant avec des gens, il a puisé dans les livres ce dont il avait besoin. Avec ses dons, son intelligence, sa facilité à saisir au vol toutes les idées, il peut donner l'impression d'un homme sérieux, habile à s'affubler du déguisement qui convient aux circonstances. Il n'a ni le fanatisme, ni l'esprit schématique, ni l'impitoyable rigueur logique de Lénine. C'est un pratique, un réaliste, un calculateur politique. Il connaît la psychologie de la foule, devine l'état d'esprit des masses et en tire habilement parti. L'énorme culture historique qu'il a dans le sang l'entraîne invariablement vers l'Occident, plus proche pour lui et plus compréhensible que l'Occident et la Russie. Il copie souvent les hommes de la Révolution française et dans ses ordres du jour à l'armée on croit entendre la voix de Carnot et le ton solennel des discours de Robespierre. Oh ! certes Trotski regarde froidement les événements : il voit le sang, la faim et la mort. Mais dans son âme l'emportent l'obstination de l'effort, l'activité combattive, une ambition sans limites et

dévorante. Cette ambition a dévoré l'homme, elle devait dévorer la Russie.

Trotski n'est pas slavophile, il n'a aucune foi dans le miracle que créera la Russie en montrant à l'humanité la voie du salut. C'est un homme de réalisations pratiques, un organisateur, mécanicien de cette machine qui tourne avec une rapidité vertigineuse. Il sait que sans discipline aucune société ne peut exister, que l'obéissance y est nécessaire, que la première qualité exigée d'un gouvernement est de savoir commander et punir. C'est à ses yeux non pas une vérité doctrinaire, mais une nécessité pratique, pour le parti d'abord, puis pour la Russie que le parti gouverne. Dans Lénine, il y a le despotisme de la Russie déchaînée. Lénine est une variété du despote foncièrement russe, le plus proche héritier d'Ivan le Terrible, de Pierre Ier, de Paul Ier, émeutier et tyran, jacobin et autocrate à la fois. Trotski, lui, incarne le despotisme de l'Etat centralisé, qui tient le peuple dans l'obéissance. Chez Lénine, le despotisme est inconscient, chez Trotski il est délibéré, exactement calculé. Trotski n'a jamais été bolchevik, il ne l'est pas davantage maintenant (en théorie, bien entendu), mais il s'est fait l'organisateur de l'état bolchevik, par désir de donner carrière à son immense ambition, d'étancher la soif du pouvoir, d'exercer sa force de caractère.

Lénine et Trotski sont-ils honnêtes ? On se le demande si souvent, et on a écrit sur eux tant de mensonges, que beaucoup se les représentent comme des scélérats. Certes, ils ont causé tant de mal à la Russie, qu'on a pu les juger ainsi. Mais en combattant ses adversaires il ne faut pas les représenter sous les traits de bandits. C'est la pire méthode de lutte, car elle est mensongère. Non, Lénine a sa vérité *à lui*. Il est homme d'honneur à sa manière, car tout en se déshonorant il

croit à la justice de ses actes. Il met ses idées en pratique avec l'exceptionnelle probité des fous, avec l'esprit de suite d'un logicien. Trotski agit autrement. Il lui suffit d'admettre seulement la première hypothèse : la révolution sociale est proche. Alors sa voie est tracée. Cette hypothèse elle-même renfermait un mensonge, car Trotski n'a jamais cru et ne croit pas à la révolution sociale. Mais ses forces devaient se développer, son ambition se montrer à n'importe quelles conditions. En même temps il portait au cœur la haine du régime tsariste et de cette classe dirigeante qui, si longtemps et avec un tel égoïsme, l'avait bafoué lui et ses rêves. C'était là aussi un irrésistible élément de destruction. Il passa donc du côté des bolcheviks, anciens adversaires de doctrine, et se mit à organiser les masses et à les diriger. Dans l'immense processus qui est encore loin d'être achevé, deux hommes personnifiant deux tendances fondamentales différentes et souvent hostiles, se sont rencontrés pour accomplir une même œuvre. Ainsi les secousses souterraines qui jettent bas les villes sont suivies d'éruptions volcaniques et de raz de marées. Le feu et l'eau, éléments ennemis, s'unissent et de concert créent l'œuvre de destruction.

CHAPITRE IX

LES BOLCHEVIKS : DII MINORES.

Le parti bolcheviste comptait peu d'hommes, comme tous les autres partis russes. Leur nombre était insignifiant. Mais si le parti K. D. (parti de la liberté du peuple) comprenait la quintessence de la classe intellectuelle, si dans le parti menchevik dominaient les intellectuels moyens et les demi-intellectuels, le parti bolchevik n'avait, en dehors de Lénine, ni figures marquantes, ni représentants de conditions sociales bien déterminées. Parmi ceux qui ont acquis depuis quelque lustre, la plupart sont sortis du néant, et bien peu jouissaient auparavant de quelque notoriété, et encore dans le cercle étroit de leurs coreligionnaires, comme militants. Le plus doué et le plus cultivé était Boukharine, révolutionnaire sincère, fanatique pur de la révolution sociale, combinant le marxisme théorique avec l'esprit russe d'insurrection. Peu de temps après les événements d'Octobre 1917, il rédigea le programme du parti communiste, qui remplaça celui des bolcheviks. Théoricien, Boukharine est loin de toute réalité, dont il ne s'occupe même pas. Zinovief est tout l'opposé de Boukharine. Extrêmement ignorant, ne possédant que des connaissances superficielles, il fut pendant 15 ans l'exécuteur des ordres de Lénine auquel il obéissait aveuglément. Orateur de meetings et journaliste sans

scrupules, Zinovief se compromit maintes fois dans des affaires qui n'avaient rien de commun avec le dogme du parti. Lénine connaissait la valeur de son factotum et le méprisait ouvertement, mais il le gardait auprès de lui, car personne n'aurait pu le remplacer pour exécuter n'importe quelle mission, par n'importe quel moyen.

Madame Kollontaï appartenait aussi depuis longtemps au parti, femme de bonne famille et d'éducation mondaine, devenue bolcheviste par son déséquilibre moral. Sa grande beauté d'autrefois lui avait valu de grands succès dans le monde, et ses aventures romanesques avaient souvent défrayé les conversations dans les milieux d'émigrants russes en Europe. Hystérique et fanatique, comme beaucoup de femmes révolutionnaires, Madame Kollontaï vint s'installer à Pétrograd dans la même maison que Lénine. Elle électrisait la foule par ses discours passionnés, et ses chimériques promesses. C'était le type des propagandistes d'avant la Révolution, du temps où discours et promesses n'entraînaient aucune responsabilité juridique ou morale.

Krylenko, le futur généralissime bolcheviste, faisait le pendant à Mme Kollontaï. Noble du gouvernement de Poltava, Krylenko, encore étudiant, se montrait en 1905 dans les réunions politiques de Pétrograd et y parlait au nom des bolcheviks. Les événements de 1917 le trouvèrent déjà homme mûr, et professeur de gymnase : mais l'âge n'avait pas accru son sérieux. Il était toujours le même, beau parleur, orateur hystérique de meetings, se gargarisant de ses propres paroles.

Un peu différente avait été la carrière de Kamenef-Rosenfeld, homme d'une cinquantaine d'années, vieilli dans la social-démocratie, qui avait débuté par le menchevisme et était arrivé par toutes les étapes du

du marxisme au bolchevisme. Ancien étudiant, il avait beaucoup lu et écrit plus encore, au détriment de la qualité de ses écrits. Il fut impliqué dans le procès de la fraction démocrate de la 2me Douma, jugé et déporté en Sibérie. De là, cet homme au cœur faible, peu scrupuleux sur le choix des moyens, adressa des suppliques pour obtenir l'adoucissement de sa peine, alléguant que *jamais* il n'avait été partisan de la violence contre le gouvernement. Son attitude au tribunal, pendant les débats, fut telle qu'elle lui aliéna beaucoup de ses amis. Mais au lendemain de la révolution, tout fut oublié et il apparut dans la capitale paré de l'auréole du martyre, désireux de jouer un grand rôle, et assoiffé de vengeance contre le régime tombé.

Un autre vieux militant du parti, Bontch-Brouievitch, devint secrétaire général du gouvernement soviétique. Journaliste, spécialiste des questions du schisme, éditeur et libraire, il unissait en lui l'inconciliable. Extrémiste en doctrine, il fut un réaliste brutal, ce qui est rare chez les intellectuels russes. Tout en écrivant des livres sur le schisme, en idéalisant le peuple et ses aspirations religieuses, Bontch-Brouievitch savait, comme pas un autre éditeur, exploiter les écrivains ses confrères, et comme pas un aussi exploiter les ouvriers typographes. Entièrement occupé à gagner de l'argent et à s'enrichir, cet homme était bolchevik par habitude. Plus tard, il joua dans l'état bolcheviste un rôle très important, effacé en apparences, mais d'autant plus important qu'il mettait en forme les discours et les déclarations, et organisait l'œuvre pratique du gouvernement.

Le parti comptait un autre réalisateur en Krassine, ingénieur par ses études et par métier. Forcé d'émigrer à l'étranger, il entra à Berlin au service de la Société Simens-Shoukkert, et s'y fit rapidement remarquer

comme spécialiste de premier ordre. Revenu en Russie avant la guerre, il devint directeur des usines russes de la société et les administra d'une main de fer. Il joignait à son bolchevisme théorique une véritable science pour exploiter les ouvriers à l'usine, et tout en luttant contre le capitalisme, il procurait aux capitalistes de gros bénéfices et s'enrichissait en même temps lui-même. Habile et prudent, il n'entra pas dans le gouvernement bolcheviste à ses débuts ; persuadé de sa chute prochaine, il attendit. Mais après un an et demi, lorsque le nouveau pouvoir se fut consolidé, Krassine y prit place comme homme d'affaires, capable de tenir dans l'obéissance les masses ouvrières.

Si à cette liste on ajoute Sverdlof, militant incolore, émigré de profession, nous en aurons fini avec les bolcheviks de vieille date, du moins les plus connus.

Il en restait encore cependant : Lounatcharski par exemple, qui depuis longtemps adhérait au parti, par suite d'un malentendu, semble-t-il. Type d'intellectuel russe, veule et mou, Lounatcharski, toute sa vie, s'était occupé de tout et de rien. Il avait fait de l'économie politique sans être économiste ; il avait écrit sur la philosophie sans savoir la philosophie ; sur l'art sans avoir aucune connaissance d'art ; sur les questions religieuses sans rien connaître ni du dogme, ni de l'histoire des religions. Pareil à des centaines de ratés russes, il avait toute sa vie « cherché la vérité » en gaspillant les années, en ne comprenant pas l'inutilité de sa recherche. Doux et faible, il obéissait en politique au despotique Lénine en qui il découvrait le porteur de la vérité sociale. Il avait horreur de la violence et il prêchait la violence. Il ne commença à protester qu'à la nouvelle de la destruction des trésors d'art de Moscou. Avec sa mentalité de noble débilité, Lounatcharski fut

entraîné par le courant de la révolution russe, devint son esclave et son prophète, — pitoyable destinée !

Et maintenant passent devant nous, comme sur un film ininterrompu, de nouveaux personnages, dont certains ont un passé déjà vieux, mais déjà oublié et parfois pardonné. Voici le matelot Dybenko, être effronté et dépravé, ivrogne, vandale débauché et cruel. Ce matelot à demi illettré, dont les traits rappelaient ceux de Pougatchof, fit trembler la Crimée. Il commandait de fortes bandes et, tel un barbare, détruisait tout sur son chemin.

Dans ce chaos d'hommes et d'événements emportés en tourbillon, se glisse la figure chafouine de Radek, incarnation de la corruption et du mensonge. Tout jeune encore, Radek-Sobelsohn fréquentait les cercles de la social-démocratie polonaise et plus tard allemande. Mais les deux partis l'exclurent parce qu'il ignorait la distinction du tien et du mien. Intelligence rapide et souple, doué d'une grande faculté d'adaptation, Radek est un journaliste non sans talent, capable de prévoir. Il connait l'Europe et les hommes. Aussi, joua-t-il chez les bolcheviks le rôle, occulte d'abord, officiel ensuite de diplomate, ne méprisant aucun moyen, ce qui correspondait parfaitement à sa moralité.

Voici encore Stiéklof, devenu bolchevik à la veille du coup d'état d'Octobre. Il a longtemps vécu en Europe, beaucoup vu et beaucoup retenu, beaucoup écrit aussi. Mais partout et toujours, il fut avant tout un vulgaire arriviste, préoccupé de son seul intérêt personnel. Pendant la guerre il travailla dans le Comité de Pétrograd de la Ligue des villes, à côté de bourgeois, au nom de la victoire sur l'Allemagne. Prévoyant l'inévitable, Stiéklof se mua en bolchevik et au lendemain du coup d'Etat devint rédacteur en chef des « Izviestia », orientant la presse du nouveau pouvoir vers

les mesures extrêmes, idéalisant la terreur, conduisant la propagande de la haine et de la vengeance.

Voici Stoutchka dont le sombre passé fait pendant au sombre présent. Il détruit l'appareil judiciaire, anéantit la justice, érige en loi le pillage et la violence. Autour de lui surgissent des profondeurs de l'inconnu les ténébreuses figures des bourreaux, chefs de la « Commission extraordinaire », exécuteurs de milliers de condamnations à mort. L'un d'eux est le Polonais Dzerjinski, l'autre le Letton Peters. La cruauté raffinée du Polonais et la féroce brutalité du Letton font trembler la Russie entière, et soulèvent des protestations même parmi les bolcheviks. Ces hommes, étrangers à la Russie, la haïssent, méprisent le peuple et massacrent les gens comme des bêtes à l'abattoir. Si on sait peu de chose de Dzerjinski et de son passé, nous sommes mieux renseignés sur Peters : il fut de la police secrète à Riga sous le tsar, et attaché à ce « Musée des horreurs » où on torturait et tuait les détenus, et qui fut l'objet d'une interpellation dans la 3me Douma. C'est entre les mains de ces bourreaux que tomba la Russie : leur terreur fut incomparablement plus féroce et plus sanglante que celle d'Ivan le Terrible.

La Russie vit encore, comme chef du terrorisme, à Pétrograd, cet Ouritski, qu'un socialiste révolutionnaire assassina pour sa cruauté. Ancien émigré, capon à l'âme débile, il fut, comme beaucoup de gens faibles physiquement, implacable dans la haine ; il inonda la capitale de sang, riant de tout son cœur et se délectant des souffrances des mourants dans un sadisme sanguinaire.

Je citerai encore Volodarski, jeune ouvrier, arrivé de New-York après les événements de février-mars 1917. Sans aucune culture, sans aucune des manières

que donne la culture, cet homme se montra peut-être un des plus doués non seulement de son parti, mais même de la Russie révolutionnaire. Il avait une éloquence étincelante, un pathétique véritable, un esprit vigoureux quoique sans connaissances, une compréhension juste du présent, une vision nette de l'avenir et une volonté de fer qu'on ne pouvait plier mais seulement briser. Il enflammait les ouvriers par ses discours passionnés et savait commander à la foule qu'il entraînait après lui. Quoique à moitié illettré, il écrivait dans les journaux bolchevistes de talentueuses proclamations — et c'étaient les articles les plus brillants dans la presse incolore du nouveau gouvernement. Entraîné sur la voie de l'extrémisme démagogique, il devint un des plus irréductibles et des plus sanguinaires bolcheviks. Il tomba sous les coups d'une main vengeresse. Que de choses aurait pu réaliser ce jeune homme, s'il avait été élevé dans les conditions normales d'un Etat libre !

J'arrête ici ces esquisses de personnages isolés. Ils sont trop et le plus grand nombre d'entre eux n'apparut qu'après le succés de l'émeute d'octobre. J'aurai encore l'occasion de parler de quelques-uns à propos de leur œuvre. D'autre part je doute qu'il y ait eu et qu'il y ait dans le camp bolchevik beaucoup de gens dont il vaudrait la peine de parler spécialement. Des esprits médiocres, des caractères insignifiants furent les exécuteurs des ordres de l'Histoire, lui obéissant aveuglément, sans chercher à s'opposer à l'inévitable et, par conséquent, sans manifester leur personnalité. Ces foules grises de paysans et de soldats, qui dictaient leur volonté aux bolcheviks, n'avaient nul besoin à leur tour de gens aux talents éclatants, aux connaissances profondes, à la forte intelligence. Au contraire, la méfiance invétérée du peuple à l'égard des « seigneurs »,

possesseurs de connaissances, d'une culture, de talents qui lui étaient totalement étrangers, cette méfiance n'aurait pas permis à de fortes individualités de se pousser sur l'avant-scène. A la Russie des paysans, des déserteurs et des ouvriers, il fallait des gens qui lui fussent soumis, humbles serviteurs de sa volonté. La remarque la plus vraie et la plus profonde sociologiquement que j'ai entendu faire pendant toute la révolution, est celle d'un paysan illettré. Il voyait que les bolcheviks étaient dénués de tout talent d'homme d'Etat, mais il les soutenait avec chaleur, « *car, disait-il, il est ridicule assurément que Krylenko, un gamin, un aspirant, soit tout d'un coup généralissime. Mais pendant longtemps nous avons été dirigés par des gens intelligents et instruits : le résultat a été piètre. Laissons donc les imbéciles et les ignorants essayer de gouverner la Russie : les choses en iront peut-être mieux* ». Telle était la psychologie du peuple, hostile à toute culture qu'il ne comprenait ni ne respectait, ni n'appréciait. A cette psychologie convenaient on ne peut mieux les bolcheviks, avec leurs qualités au-dessous du médiocre. Point n'était besoin de gens « intelligents et instruits » pour satisfaire les aspirations primitives du peuple et pour réaliser l'effort élémentaire qui le pousserait sur le chemin d'un nouveau régime économique. Les socialistes du type Plekhanof furent également balayés : c'étaient des Occidentaux qui ne répondaient pas aux conditions de l'Orient. Il suffit de dire qu'un des pères de l'anarchisme contemporain, revenu en Russie après un long exil, fut rejeté loin de la scène par les événements. En tant qu'Européen, nourri de la culture occidentale, Kropotkine ne pouvait approuver l'émeute sauvage et aveugle d'êtres élémentaires. Aussi fut-il rangé parmi les bourgeois et baptisé du nom « d'anarchiste-patriotard ». La Russie, au milieu et à

la fin de 1917, n'avait nullement besoin de gens de cette envergure. Sa volonté et ses vagues désirs ne pouvaient être réalisés que par des gens d'une volonté rigide jusqu'au bout, ou malléable comme un invertébré, par des esclaves de la foule.

Et ils apparurent dans les capitales, dans les villes de province, dans les villages. Si j'ai seulement noté ceux qui furent les plus célèbres dans la suite ou simplement accaparèrent les regards, c'est qu'il aurait fallu des centaines de pages pour seulement énumérer dans l'ordre alphabétique les noms des bolcheviks qui ont joué un rôle dans leur province. Ils firent leur apparition en masse sur le front, au milieu des troupes, dans les rangs de l'armée, entièrement décomposée, mais encore innombrable, puisque, malgré les désertions, elle comptait en octobre près de six millions d'hommes. C'est là que se poursuivait la propagande de la destruction. « *L'Okopnaïa Pravda* » (la Vérité des tranchées), organe principal des bolcheviks à l'usage des soldats, ignorait le gouvernement, les chefs et le fait même de la guerre : elle conviait les soldats à jeter leurs armes, à se disperser dans leurs foyers, et, s'il fallait combattre, à le faire non plus contre l'Allemagne, mais contre les officiers et la bourgeoisie de Russie. Le lieutenant Dzevaltovski, futur commandant des écoles militaires bolchevistes, officier polonais malchanceux et aigri, principal organisateur de la désorganisation de l'armée, était en dehors de la loi, au-dessus de la loi, et le gouvernement impuissant, décomposé à son tour, regardait courir un grand pays vers un bouleversement inévitable.

Dans la province, qui vit de bruits et de suppositions, la situation était pire que dans les capitales, surtout parce qu'il n'y avait aucun pouvoir, même formel. Les soviets locaux ne trouvaient aucune résistance

dans les agents du gouvernement et menaient leur politique à eux : mais c'était une politique d'action et non plus de paroles, car plus la ville ou le village étaient petits, plus les affaires locales paraissaient importantes et plus grande était la hâte à résoudre les questions pressantes. Ce phénomène était assez significatif en soi, car il démontrait la possibilité d'une transformation de la Russie en une infinité de régions, de villes et de villages indépendants. Déjà parvenaient les premières nouvelles annonçant que dans les villages du nord-est des inconnus avaient établis des « républiques », des « communes » qui élaboraient, chacune pour elles, leur régime politique. La forteresse maritime de Pétrograd, Cronstadt, avait sa république qui menaçait la capitale et le gouvernement, avec à sa tête un étudiant de 1ère année, malheureux jeune homme de vingt ans, reconnu pour fou, comme on pouvait le penser d'après ses actes. Aux portes même de Pétrograd, dans le district de Schlusselbourg, d'anciens forçats politiques avaient formé la république indépendante de Schlusselbourg.

C'étaient des plaisanteries, parfois criminelles, de jeunes esprits audacieux. Des gamins ignorants faisaient des expériences de reconstruction sociale d'après Fourier, Bakounine, Marx, Tchernichevski. Mais il y avait autre chose de plus inquiétant pour l'avenir de la Russie. D'abord la faiblesse extraordinaire du pouvoir, qui ne disposait plus d'aucune force, d'aucune autorité et qui nonobstant continuait un jeu politique acharné. Ensuite la facilité avec laquelle le peuple acceptait toute doctrine de gauche, quelle qu'en fut la sottise. Après des siècles d'esclavage intellectuel et économique, le peuple, après avoir flairé la liberté, cherchait à la réaliser sans limites. L'antithèse s'opposa à la thèse, le blanc fit place au rouge vif. Et la psychologie primitive du peuple-enfant, du peuple-barbare

pouvait être exploitée dans n'importe quel but, par le premier venu doué d'une énergie suffisante.

C'est ce qui arriva. L'heure des actes, l'heure des énergies avait sonné !

CHAPITRE X

LE COUP D'ÉTAT.

Soyons en persuadés, les soulèvements et les coups d'Etat sont le phénomène le plus insignifiant, le moins intéressant dans le mouvement général d'une révolution. Ce qui est important c'est la genèse, le développement des événements en marche, leur essence historique et leur vérité psychologique. Ce ne sont ni les fusillades ni les cris de la foule en délire, ni le sang qui coule, ni la joie des vainqueurs, ni la douleur des vaincus, car tout cela est seulement la manifestation vulgaire de la nature des événements, la caricature de l'histoire. La peinture des batailles a-t-elle donné des génies qui égalent San Beato Angelico, Raphael, Michel Ange, Léonard de Vinci, Rembrandt et Van Dyck ? Les soulèvements et les coups d'Etat, c'est de la sociologie de batailles, une informe dynamique du mouvement, du futurisme en peinture et en art. Aussi dirai-je peu de chose, et seulement le strict nécessaire, du coup d'Etat lui-même et des journées du 25-27 octobre.

Un congrès des Soviets, après leur réélection générale, avait été fixé pour le 25 octobre à Pétrograd. Dans ce congrès les bolcheviks avaient une majorité écrasante, et on savait d'avance qu'ils exigeraient la remise du pouvoir aux Soviets et la dissolution du gouvernement. Que pouvait faire ce dernier pour as-

surer son propre salut et arracher la Russie aux malheurs qui la menaçaient ? Il devait agir, évidemment. Mais pour agir il fallait avoir des forces, et, surtout, opposer au bloc bolcheviste le bloc des social-démocrates modérés, des socialistes-révolutionnaires et des libéraux. Alors peut-être n'aurait-il pas été difficile de trouver la force armée nécessaire. Mais au lieu de travailler, au lieu de chercher à s'entendre contre l'ennemi commun, les partis menèrent le jeu politique. Social-démocrates et social-révolutionnaires, qui avaient perdu tout crédit auprès du peuple, continuaient à déblatérer contre la « bourgeoisie », à la repousser loin d'eux, afin d'étaler aux yeux du pays incrédule l'extrémisme de leurs principes. La bourgeoisie, de plus en plus vilipendée, s'éloignait à son tour des partis socialistes, qui, sans aucun scrupule, faisaient au peuple la promesse démagogique de la dépouiller, de la chasser par le monde et de distribuer ses biens au peuple.

Dans le « Conseil de la République », cette copie du fameux Préparlement allemand, continuaient les tournois d'éloquence sans fin et sans but, dont tout le monde avait assez, sauf les membres du Conseil. Parmi eux prédominaient les socialistes-révolutionnaires palabreurs, et le président du Préparlement Avksentief se formait à la présidence de la future Assemblée Constituante. Kerenski, comme à l'ordinaire, discourait, menaçait dans le vide, cherchait à persuader tout le monde, et surtout lui-même, qu'il fallait sauver la Russie. Les orateurs attitrés des tavernes bon marché, devenus « hommes d'Etat », criaient l'un après l'autre à qui mieux que la Révolution était en danger, que l'heure fatale approchait, que le temps des paroles était passé, et, à l'appui de ces assertions incontestables, ils gaspillaient les semaines et les jours en de vains

discours. Quant à agir, ils ne le voulaient pas et, ce qui est pire que tout, ne savaient pas comment agir.

La loi électorale pour l'Assemblée Constituante fut enfin achevée, d'après toutes les règles démocratiques. L'armée obtenait le droit de vote, ainsi que les personnes des deux sexes au-dessus de 18 ans ; la représentation proportionnelle était établie d'après le système belge d'Hondt. Que pouvait-il y avoir de plus démocratique ? Il restait à fixer le jour des élections. On le fixa. Mais l'Assemblée Constituante était discréditée d'avance par les bolcheviks, qui affirmaient partout, par la parole et par la plume, que la bourgeoisie tromperait le peuple et qu'après avoir créé la Constituante, elle saurait par des moyens légaux retarder la réalisation de toutes les réformes, surtout de la réforme agraire. Quant à la paix, la petite bourgeoisie démocratique russe, d'accord avec la bourgeoisie de l'Europe, ne la concluerait pas. Est-ce que jamais d'ailleurs les ouvriers et les paysans avaient obtenu quelque chose d'assemblées représentatives ? Et, en falsifiant l'histoire, les bolcheviks prouvaient que les insurrections seules assurent aux peuples la conquête de leurs droits et de leur bien-être, que les réformes sont un mensonge, que dans l'histoire la force et l'émeute seules sont créatrices. Cette propagande tombait sur un terrain favorable : elle répondait à la mentalité du peuple, à sa soif d'un miracle social instantané, à son impatience, à sa répulsion foncière pour l'Orient. Le dénouement approchait, désiré par les uns, pour les autres dangereux et tragique.

Parmi la garnison de la capitale, dans les faubourgs, parmi les masses affamées et épuisées par la guerre, parmi les milliers de femmes dont les maris mouraient de misère dans les camps de prisonniers d'Allemagne et d'Autriche, l'idée de la révolte avait chassé toute

autre idée. Au moindre choc les désirs et les idées se traduiraient en actes et le volcan ferait éruption. Le Comité militaire révolutionnaire organisé par les bolcheviks était en contact étroit avec les troupes ; il savait que le gouvernement ne trouverait aucune force à opposer à un coup d'Etat. Aussi, le 25 octobre, Pétrograd entendit des coups de feu et apprit que la chute du Gouvernement Provisoire commençait. De nouveau, comme le 26-27 février, des camions automobiles et des autos légères parcouraient les rues de la ville ; une fusillade désordonnée crépitait, et de temps en temps le tonnerre des canons déchirait l'air. Les marins de Cronstadt et l'équipage du croiseur « *Aurora* » appelés par Kerenski pour « défendre la révolution » contre le général Kornilof, passèrent les premiers aux bolcheviks. Ils s'emparèrent sans résistance de la ville. Dans le château des Ingénieurs, ancien palais de l'empereur Paul, s'étaient retranchés des élèves-officiers et des officiers. Ce n'était pas le gouvernement qu'ils défendaient, car ils n'avaient ni respect ni confiance à son égard, mais c'était contre les bolcheviks qu'ils essayaient de lutter pour les empêcher de ruiner la patrie. Abandonnés à leur sort, sans cartouches, sans ravitaillement, canonnés par l'*Aurora* et la forteresse Pierre et Paul, ils furent contraints de cesser la lutte. En même temps, un autre groupe de braves défendait le Palais d'Hiver, où, en d'ultimes séances, le Gouvernement Provisoire passait ses dernières heures. Quelques dizaines d'élèves des écoles militaires et un bataillon de choc formé par des femmes qui, après l'offensive du 18 juin, avaient volontairement pris les armes, telles étaient les forces qui restaient au gouvernement. C'était de leur part désir non pas de défendre ce gouvernement, que détestaient les cercles militaires à cause de Kerenski, mais de sauver la Russie de la honte

et de la ruine. La lutte ne pouvait durer longtemps : entourés de toutes parts par une foule de soldats forcenés, les défenseurs du Palais d'Hiver furent forcés de se rendre, et en même temps qu'eux le gouvernement tomba entre les mains des bolcheviks. Le dernier acte de la période de palabres était terminé, le temps de l'action commençait. L'unique membre du gouvernement, qui eut échappé à la prison par la fuite, fut Kerenski.

Dépourvu de tout courage, et, par suite, se cachant invariablement à l'heure du danger, Kerenski à ce moment tragique pour la Russie, ne trouva pas en lui assez de force d'âme pour périr avec honneur. Cet homme, responsable du pays, dont il était le chef nominal, lui qui se mettait toujours en avant en privant les autres ministres de toute influence, était totalement incapable, par la nature de son caractère et de son esprit, de se sacrifier et de tomber héroïquement pour une cause, dont l'histoire aussi bien que les hommes portaient la responsabilité pour ses tristes résultats. Par crainte de tomber entre les mains des bolcheviks, il fuit la capitale, en abandonnant au hasard ses collègues et l'avenir de la patrie. Et il fuit sous prétexte d'organiser l'armée à l'arrière pour écraser l'insurrection. La Révolution, hélas ! ne donnait pas de héros : elle ne savait que parler, promettre, faire des serments, oisive et névrosée ! Sous le crépitement de la fusillade et le grondement des canons, au milieu des cris de triomphe de la foule, la révolution de février, moribonde, parlait toujours et faisait de beaux serments.

Pendant cette journée de combats, on parlait encore et toujours à l'Hôtel de Ville. La séance de l'après-midi du Conseil municipal se passait en communications sur la situation. Le maire, Schreider, vieillard haineux, ac-

coutumé aux palabres par une longue vie d'émigré, annonçait chaque demi-heure toutes les absurdités possibles, aussitôt démenties. Et le Conseil, dont les socialistes formaient l'écrasante majorité, nommait des députations, des commissions pour aller aux nouvelles ou au secours des blessés. C'était la preuve de la parfaite insuffisance et de l'inactivité de ce Conseil ! Tandis qu'il se répandait en paroles dans la salle des séances, les sentinelles bolchevistes montaient leur garde aux portes et dans les couloirs, écoutant avec mépris ce flot de discours de la « petite-bourgeoisie » abhorrée et des « traîtres-socialistes ». Ainsi les heures passaient après les heures et l'Assemblée se proclamait solennellement tantôt le « centre » de la défense de la patrie et de la révolution, tantôt l'organe du pouvoir suprême, en l'absence d'un gouvernement, tantôt l'arbitre entre les adversaires en lutte.

Vers le soir, l'ancien Soviet avait cessé d'exister. Un nouveau prit sa place, entièrement bolcheviste, qui ratifia le coup d'Etat et le passage du pouvoir des mains de la bourgeoisie dans celles du prolétariat. Et tous ces gens qui, pendant près de huit mois, avaient dirigé le pays et traité la bourgeoisie du haut de leur grandeur, qui s'étaient mêlés de haute politique et des problèmes mondiaux, tous vinrent au Conseil municipal chercher du secours et essayer de faire de la municipalité un organe de résistance contre les bolcheviks. L'un après l'autre, ils montaient à la tribune, frappaient du poing sur le pupitre, commençaient par une phrase unique et toujours identique : « le temps des paroles est passé, la période des actes commence », puis parlaient chacun de trente à quarante minutes, accusaient les bolcheviks de trahison, de violence, d'usurpation du pouvoir, de coup de poignard porté dans le dos de la Révolution. Mais de proposition pratique, au-

cune ! Ces gens ne comprenait toujours pas le rôle qu'ils avaient joué, ils ne comprenaient pas que toute révolution est une violence et une usurpation, et que la victoire y appartient au plus audacieux, au mieux adapté aux circonstances. Ils en appelaient aux sentiments de leurs partisans, ce qui était superflu, et ils n'avaient pas le courage de descendre dans la rue et de vaincre les armes à la main ou de mourir. Sept heures, huit heures, dix heures, onze heures... les derniers coups de feu s'éteignaient, un vent humide et froid apportait un brouillard de la mer, la ville s'endormait après les angoisses de la journée. Le Conseil Municipal parlait toujours. C'est seulement pendant la nuit qu'il décida d'aller en corps au Palais d'Hiver pour montrer sa solidarité avec le gouvernement de Kerenski, « exiger » la mise en liberté des ministres et, au besoin, mourir. Des orateurs, semblables aux héros de l'épopée grecque, prononcèrent sur ce thème des discours grandiloquents, comme s'ils s'immolaient d'avance sur l'autel de la patrie, de la révolution et du socialisme. Dans la nuit, une procession de cent cinquante à deux cents personnes, sortit de l'Hôtel de Ville, mais parmi eux manquaient beaucoup de ceux qui s'étaient auparavant voués au sacrifice et au martyre. La procession tourna sur la Perspective Newski, s'avança d'une centaine de pas jusqu'à la cathédrale de Kazan, et fut arrêtée par une patrouille de quelques matelots. Le chef leur demanda qui ils étaient et où ils allaient. Ils le lui expliquèrent. Il leur enjoignit de déguerpir, car la route vers le Palais d'Hiver et l'Amirauté était barrée. Au nom de la patrie et de la révolution, ils commencèrent à lui exposer le sens de la révolution et du coup d'Etat d'octobre. Mais le matelot en eut bientôt assez de ces discours, il leur ordonna de se disperser, sous menace de faire feu. Et la procession

revint silencieusement sur ces pas et... se dispersa. C'était la nuit, les discours avaient fatigué tout le monde, la « tentative » avait été faite, en fin de compte chacun avait sommeil. Ainsi « toutes les mesures avaient été épuisées » et le coup d'Etat du 25 octobre eut lieu presque sans effusion de sang et sans résistance.

Certes «toutes les mesures» verbales avaient été épuisées : elles ne réussirent pas à convaincre les bolcheviks. Il restait encore un moyen : écraser l'émeute par les armes. C'est pour cela que Kerenski s'était éclipsé de la capitale : il avait le dessein de réunir des troupes et de marcher sur Pétrograd. Les historiens futurs, vraisemblablement, ne seront pas peu étonnés en lisant la description de la campagne de Kerenski contre la capitale, car cet épisode caractérise le mieux les événements de février-octobre 1917 et leur principal acteur. On a conservé des documents qui constituent un véritable exposé officiel de cette affaire : ce sont les dépositions du général Krasnof. Kerenski s'était adressé à lui en le priant de mettre en marche ses troupes, un corps de cavalerie, composé principalement de Cosaques. En quarante-huit heures celui-ci aurait pu être à Pétrograd et réprimer rapidement l'insurrection. Mais le nom de Kerenski était si impopulaire dans l'armée que le général Krasnof jugea nécessaire d'en informer le chef du gouvernement, sans refuser, cependant, de commencer l'offensive. C'est alors que Kerenski lui demanda ce qu'il devait faire. Il reçut de Krasnof cette réponse catégorique : « Si vous êtes patriote, votre devoir est de vous mettre à la tête des troupes et de marcher hardiment sur la capitale, car il vaut mieux mourir avec honneur, que traîner une vie déshonorée. » Kerenski demanda en outre s'il était vrai que le matelot Dybenko était à la tête de l'armée bolcheviste. Cette question étonna le général à qui le

chef du gouvernement expliqua que Dybenko était une brute sauvage et son ennemi personnel à lui, Kerenski. D'ailleurs, Kerenski lui promit de réflechir. Enfin le général déclara pouvoir lui fournir une escorte sûre pour le conduire où il voudrait. Et après avoir réfléchi, Kerenski pria Krasnof de lui donner cette escorte, formée en quelques minutes. Dix minutes après Kerenski s'en allait dans la direction de Louga.

Le si rapide et si facile coup d'Etat de Pétrograd prouvait avec quelle facilité et quelle rapidité la Russie se soumettrait aux bolcheviks. Le spectacle fut partout le même. Des groupes de soldats et d'ouvriers s'emparaient des établissement gouvernementaux et, seules, quelques poignées d'officiers et d'élèves-officiers leur offraient une faible résistance. Le seul endroit où il y eut une véritable bataille fut Moscou. Là un détachement important d'officiers, d'élèves-officiers et de cadets, retranché dans le Kremlin, fit une sortie et livra un combat acharné aux bolcheviks et à la masse des soldats qui les soutenaient. Pendant deux jours la canonnade gronda à Moscou et une lutte sauvage se déchaîna dans les rues, dans les maisons et au Kremlin. Le feu de l'artillerie incendiait les maisons et des torches immenses illuminaient des scènes de carnage, véritable prélude d'une ère de guerres civiles longues et sanglantes. Mais une poignée d'officiers ne pouvait tenir tête à une armée de soldats dont le nombre grossissait toujours, d'autant plus qu'en fait il n'y avait plus personne à défendre. Le gouvernement, jeté bas, était en prison, Kerenski en fuite, les bolcheviks restaient maîtres de la situation. Ce qui s'était passé en février 1917 recommençait. Il y avait cependant une différence : le tsar, à la recherche d'une armée fidèle, avait essayé au dernier moment de résister à la révolution. Il n'avait pas pris la fuite, lorsqu'il eut perdu

la partie, mais, plein de mépris pour les hommes, conscient de l'inéluctable fatalité, il avait signé l'acte de renonciation au trône, et tranquillement s'était remis aux mains de la révolution victorieuse, supportant avec dignité les humiliations et se préparant à la mort, déjà proche.

Dans les journées d'octobre, le pouvoir ne montra ni fierté, ni maîtrise de soi, ni sentiment de dignité personnelle. Le détenteur de ce pouvoir, Kerenski, dans sa hâte de fuir le danger et de sauver sa vie, n'esquissa même pas une résistance. Il s'enfuit à Pétrograd, loin de ces troupes qui pouvaient, ne fut-ce que pour quelques temps, écraser le bolchevisme, et, dans le seul intérêt de son salut, oublia les intérêts de la patrie. Ainsi périt dans la honte et la lâcheté la révolution commencée avec tant d'enthousiasme ; ainsi le verbiage révolutionnaire, à l'âme impuissante, couvrit de honte les dernières heures même de cette période qui, en mourant, aurait pu mourir avec honneur. L'histoire impitoyable, dans sa cynique véracité, n'a pas voulu donner à Kerenski la possibilité d'attacher son nom à quelques pages glorieuses. Et, sans laisser de nostalgiques regrets pour son héros, la première période de la révolution russe, la période des mots et des promesses, disparut dans l'éternité.

Comment le peuple accueillit-il le coup d'Etat ? Avec la joie de l'impatience, il est juste de le dire. Les classes cultivées comprenaient que c'était la dissolution de la patrie, que les bolcheviks n'hésiteraient pas à mettre en pratique leurs promesses les plus chimériques, et que dans les mains des fanatiques, des rêveurs et des bateleurs, la Russie deviendrait un jouet facile à briser. Mais dans les masses pressées du peuple, qui ignoraient l'amour de la patrie et la patrie elle-même, le coup d'Etat fut accueilli comme la panacée immédiate

de tous les maux. Puisque le pouvoir passait au peuple et que les bolcheviks déclaraient devoir satisfaire les besoins des masses, il fallait croire qu'il en serait ainsi. D'abord finirait la longue guerre maudite, et l'Allemagne qui, pendant ce temps, s'était emparée des Provinces Baltiques en menaçant la capitale, consentirait évidemment à la paix. On pourrait répudier les traités publics ou secrets, jeter par-dessus bord ces impérialistes, décorés du nom « d'alliés », qui ne voulaient pas donner la paix à la Russie, en la forçant à se battre contre sa volonté. Ces masses enténébrées ne comprenaient pas qu'en concluant la paix avec l'Allemagne, la Russie ne mettait fin à la guerre que nominalement, car en fait elle devenait l'alliée des Hohenzollern et des Habsbourg, réservoir d'où ceux-ci tireraient leurs produits alimentaires. Avec la fin de la guerre, la cherté de la vie diminuerait lentement et on aurait avec abondance, blé, viande, sucre, draps, chaussures. La bourgeoisie, créée pour la spéculation, détenait en cachette des stocks formidables de tout : désormais le pouvoir des Soviets la forcerait à rendre gorge au peuple. C'est ce qu'avaient affirmé les bolcheviks, et leurs auditeurs, sans connaissances aucune des questions économiques, ne pouvaient pas ne pas les croire. Ensuite toute la terre passerait au peuple : et c'est ce à quoi les soldats songeaient le plus. Ils recevaient de leurs villages de tristes nouvelles : depuis deux mois déjà avait commencé la reprise des terres des gros propriétaires, des couvents, de l'Etat. Cette opération était faite par les paysans et les soldats qui avaient déjà abandonné l'armée et étaient revenus dans leurs foyers. Aussi ceux qui demeuraient encore dans les rangs et par hasard n'avaient pas déserté risquaient de ne plus avoir de part et, à leur retour, il ne leur resterait qu'à prendre la terre de force, non plus aux gros propriétaires, mais

à des paysans leurs frères. Ces lettres les engagaient à quitter au plus vite l'arrière et à rentrer au village pour la reprise et le partage des terres. Elles leur avaient été promises toutes par les bolcheviks en vertu du droit d'une « socialisation » qui était pour eux une énigme. Mais ils comprenaient par là ce dont ils avaient besoin : recevoir les terres en toute propriété et sans payer. Le fait qu'on avait commencé à s'en emparer, qu'il en restait peu ou pas du tout pour eux, voilà ce qui excitait les paysans soldats, affaiblissait l'armée et la dissolvait. Aussi le coup d'Etat fut-il accueilli avec joie par tous ceux qui en attendaient un avantage matériel, par ceux qui, fatigués des paroles, avaient soif de réalisations, par ceux qui enfin souhaitaient l'établissement d'un régime nouveau, légalement consacré par un pouvoir quel qu'il fût.

Enfin les masses étaient curieuses comme le sont tous les ignorants, les enfants et les sauvages. Elles voulaient voir comment serait reconstruite la société, sur la base des principes d'un certain Zimmervald dont on leur avait tant parlé, ces derniers temps. Elles voulaient voir mettre en pratique les lois du Nouvel Evangile, de l'Internationale révélée (la troisième, s'entend), les socialisations et les nationalisations de toutes sortes dont on pouvait attendre de si grands biens ! Mais l'essentiel était que le peuple devenait le maître. Cela signifiait que terres, usines, magasins, maisons, mines, équipages étaient enlevés à la bourgeoisie et donnés en toute propriété aux Ivan, aux Pierre, aux Nicolas, nouveaux maîtres et nouveaux possesseurs. Telle était la mentalité de cette masse populaire primitive qui approuvait le coup d'Etat non pas au nom de théories ni en vertu d'instincts communistes latents, mais pour des raisons d'un tout autre caractère, purement matérielles. En détruisant l'ancien ordre de choses, le peuple

anéantissait *avant tout* les propriétaires, pour prendre leur place avec leur héritage.

Aussi lorsque dans les rues de la capitale et des villes de province passaient des automobiles, remplies de soldats armés, cela voulait dire que ces automobiles avaient de nouveaux possesseurs. La machine sans âme, qui, d'après le système marxiste, créait mécaniquement l'histoire, obéissait docilement à la volonté de ses nouveaux maîtres. Lorsque dans les équipages de la cour se prélassaient, à la place des courtisans, pharmaciens et sages-femmes, serruriers et sous-officiers, cela signifiait que non seulement le pouvoir, mais la propriété était passée en d'autres mains. Lorsque les soldats, se dispersant dans leurs foyers, emportaient avec eux fusils et mitrailleuses, cela prouvait que la propriété de l'Etat, s'émiettant par degrés, se transformait en propriétés privées, aux mains de nouveaux possesseurs individuels. Bref, le sens des événements de la Révolution russe se réduisait à l'établissement de la propriété privée, à l'introduction en Russie du droit privé d'après le droit romain. Lénine ne le comprit que plus tard... En attendant la « révolution sociale » approchait et la « dictature du prolétariat » naissait.

CHAPITRE XI

LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT.

Ainsi donc, au nom de la révolution sociale, afin d'introduire le peuple russe et l'humanité tout entière dans le paradis socialiste, les bolcheviks s'emparèrent du pouvoir. Il serait superflu dans ce livre d'examiner la question de savoir dans quelle mesure la révolution sociale répond aux conditions de la vie économique, car même pour un fanatique du marxisme il est évident, sans explications particulières, que l'Europe n'a pas encore créé ce capitalisme puissant qui, en tendant vers les limites de son développement, engendre son antithèse, entièrement achevée elle aussi. De quelle révolution sociale pouvait-on parler en Russie, où le capitalisme naissait à peine, où la vie à demi-féodale était en pleine vigueur, où il n'y avait ni prolétariat ni bourgeoisie ? Une seule force était réelle, la grosse propriété foncière. Mais ce qui caractérise le bolchevisme c'est que, tout en reconnaissant en paroles la théorie de Marx, il la repousse dans la vie et dans la réalité. La théorie de l'évolution des formes économiques et de la transformation de la plus-value était hostile à cet esprit de rébellion, à ces bonds dans le vide qui sont si spécifiques de la psychologie russe. Le monde entier, d'après Lénine, avait acquis par la catastrophe de la guerre la possibilité de réaliser la

transformation socialiste, ou tout au moins de la tenter avec quelque chance de succès. Ainsi, l'idée de Marx d'une révolution sociale comme résultat d'une *accumulation* de richesses injustement réparties, avait fait place à l'idée d'une révolution sociale naissant de la *dilapidation* des richesses et du dénuement général. Ne voyez-vous pas dans cette idée de Lénine un reste du communisme primitif, des doctrines et du programme de Thomas Müntzer et des « prophètes » de Zwickau ?

Puisqu'on admettait que la révolution sociale était possible, par conséquent permise et désirable, il restait peu de chose à faire : introduire en quantité suffisante dans l'organisme de la Russie épuisée par la guerre les microbes révolutionnaires destructeurs à la fois et constructeurs. C'est ce qui fut fait sous les yeux d'un gouvernement débile et incapable de résistance, avec l'approbation et le concours du Soviet. Et lorsque l'agitation et la propagande eurent atteint leur but, il restait à terminer l'œuvre commencée, en se servant du peuple, de ses rêves messianiques, de ses instincts séditieux et de sa profonde ignorance. Un coup d'Etat avait à son service des forces matérielles innombrables : c'était l'énorme masse des soldats.

Au cours des trois années de guerre, il s'était produit en Russie un phénomène d'une importance extraordinaire, observé d'ailleurs aussi dans les autres pays de l'Europe. Les paysans arrachés à la terre et forcés, sur le front, de s'adapter pendant trois ans à des conditions de vie tout à fait différentes des leurs, avaient contracté de nouvelles habitudes. Celle d'abord de manger du pain blanc et noir à leur faim, de consommer chaque jour de la viande, du sucre et autres produits qui jusqu'alors étaient autant d'objets de luxe, dont le misérable moujik russe n'avait même pas rêvé. De plus il se mit à porter des bottes, à se mieux vêtir,

à se raser, à se laver plus souvent. Mais surtout tout cela lui venait sans travail, sans rien produire à moins qu'on appelât travail les exercices et les combats. Un tel changement de vie ne pouvait pas ne pas amener de transformations profondes dans la psychologie du paysan russe, dans son esprit obscur mais porté à la méditation. Il prit encore d'autres habitudes : celle de s'exprimer à la manière des gens des villes, de fréquenter des gens de classes ou mieux de races différentes, et de tirer de tout cela la conclusion que sa vie antérieure avait été incomparablement plus misérable et plus pauvre que sa vie nouvelle. Peu à peu mourait en lui le moujik, et l'âme de la terre. Ce moujik transformé ne voulait plus désormais revenir à sa vie d'autrefois de pauvreté et de dur labeur. Il savait qu'en trois ans il y avait eu beaucoup de changements dans sa famille et dans son isba. Il désirait retourner dans son village à condition seulement d'y mener une existence différente et pour cela il lui était nécessaire de s'emparer de la terre du seigneur, de sa fabrique, de son bétail, de ses instruments agricoles. Tant qu'il savait qu'il ne réussirait pas à s'approprier tout cela, il ne quittait pas le front ; il préférait rester soldat, manger et boire, piller et fainéanter, car la guerre était en fait déjà terminée. Ainsi se formait une classe de soldats de métier, fainéants invétérés, et ce phénomène nous ramenait avec une exceptionnelle netteté aux siècles de Lucullus, de Pompée et de César, lorsque les légions exigeaient des terres ou refusaient de se laisser licencier pour continuer à toucher de l'Etat vivres et vêtements. J'affirme qu'en octobre 1917, il restait dans l'armée russe des soldats qui, pour diverses raisons, ne désiraient pas retourner chez eux. Ces soldats inondaient les villes, fainéantaient, et, ne prenant part à aucun travail, ne produisant rien, pesaient d'un poids

très lourd sur l'Etat qui les entretenait. Les paysans-soldats qui rêvaient de retourner au travail, s'étaient déjà dispersés dans leurs villages et après s'être emparés des terres des autres, commençaient leur vie de labeur. Ainsi, au moment du coup d'Etat d'Octobre, il y avait déjà en Russie toute une classe de gens qui, sans être prolétaires, étaient prêts à marcher la main dans la main avec les bolcheviks. Cette classe rappelait les prolétaires de la Rome antique et, comme dans la Rome antique, menaçait la Russie de grands bouleversements. Vous souvenez-vous des projets de loi de C. Gracchus sur la distribution des terres à la plèbe ? Quelle ressemblance frappante avec les projets russes, quelle coïncidence entre les deux psychologies et les deux civilisations !

Il n'y avait pas cependant encore en Russie de véritable prolétariat, car l'industrie naissait à peine et sur les deux millions et demi d'ouvriers de la grande industrie, un quart à peine étaient réellement des ouvriers : le reste venait à la ville pour un salaire saisonnier, au début de l'automne, et retournait au village à l'approche des travaux des champs. Il n'y avait donc pas par conséquent en Russie chez les ouvriers cette psychologie spécifique du prolétariat, avec ses habitudes de vie à la ville et de travail intensif, sa discipline et son respect pour la machine que le nourrit et qu'il ne faut par suite ni détériorer ni briser. Cependant pour réaliser une révolution sociale, un prolétariat était nécessaire, comme moteur de cette révolution, étant donné surtout que, d'après la doctrine de Marx tout à fait conforme à la doctrine rigide de Lénine, le premier moment de la révolution sociale est caractérisé par la prise du pouvoir et la dictature du prolétariat. Cela explique que les bolcheviks, faute d'un prolétariat, avec même contre eux un

nombre considérable d'ouvriers, ont été obligés de créer un prolétariat fictif, un succédané de prolétariat en comptant comme prolétaires les travailleurs des champs ou plus précisément les miséreux de villages, les masses de la petite bourgeoisie et tous ceux qui les acceptaient ou ne les combattaient pas. Encore une fois, les bolcheviks se rapprochaient des narodniks, et le marxisme occidental se dissolvait dans le socialisme russe. Voilà les forces avec lesquelles il s'agissait de réaliser la dictature du prolétariat. Si la réalisation matérielle en était infiniment difficile, presque impossible, si la dictature du prolétariat pouvait devenir, comme il fallait le prévoir, la dictature de quelques-uns avec à leur tête Lénine, il faut cependant remarquer que le terrain était bien préparé psychologiquement pour une dictature semblable. Peut-être cela explique-t-il que les peuples de l'Europe entière, la Russie comprise, s'efforcent avec une égale facilité de créer un régime social où la dictature du prolétariat apparaît comme une nécessité, au moins au début.

En effet, dès le début de la guerre, commença une révision complète de la valeur des forces matérielles et morales et de leurs rapports. Le gigantesque développement de l'industrie transformait la guerre en un choc des forces techniques des deux adversaires. Le courage personnel, l'endurance du soldat et le talent du chef jouaient un rôle important, mais le premier rôle appartenait à la technique : artillerie, gaz, fortifications, sapes, machines blindées, aéroplanes, etc. On avait besoin de main-d'œuvre pour produire la quantité maxima de matériel, et porter à l'ennemi un coup décisif. L'Allemagne, la première, comprit l'importance de l'ouvrier pour détruire comme pour créer. La discipline de fer du peuple allemand, l'activité méthodique du gouvernement avaient depuis longtemps

déjà fait naître un grand respect pour la technique et poussé celle-ci au plus haut degré de développement. La guerre permit à l'Allemagne de montrer toute sa force dans ce domaine et l'obligea d'avoir une grande masse d'ouvriers. Aussi dès les premiers jours le gouvernement, qui développait toujours sa production, ne pouvait pas ne pas ménager les ouvriers dont le travail lui assurait la victoire. Il envoyait au feu savants, écrivains, artistes, étudiants, avocats, médecins, il jetait sur le front des millions de paysans qu'il mobilisait sans tenir compte de leur situation de fortune et de famille : parmi eux il y avait parfois des hommes de faible constitution et souvent des gens âgés, qui avaient laissé chez eux une nombreuse famille. Ces paysans et les intellectuels des villes périssaient par centaines de mille par le feu, les maladies et les privations. La même chose avait lieu chez tous les belligérants. Mais le producteur de canons, de fusils, de munitions, d'automobiles, de machines, de chaussures, de vêtements, etc., celui-là on le ménageait. Les ouvriers de toutes les branches de l'industrie restaient à l'arrière sans risquer leur vie, et ne mouraient pas sur le front de maladies ou de blessures. Le travail manuel passait au premier rang ; l'ouvrier obtenait des privilèges dont étaient privés les gens d'autres professions. C'était une véritable dictature de la classe ouvrière, reconnue par l'Etat. Parmi toutes les catégories de travailleurs, le travailleur manuel seul était estimé à si haut prix que, par une nécessité d'Etat, il était mis hors des rangs des citoyens qui sacrifiaient leur vie.

L'Etat fit plus encore pour sauvegarder la vie des ouvriers. L'Allemagne, l'Autriche, la Russie, comme les autres pays, qui eurent recours aux cartes d'alimentation, divisèrent la population en deux catégories. La première recevait une quantité déterminée de pain, de

viande, de sucre, etc., elle comprenait tous les citoyens sauf les ouvriers. Ceux-ci formaient une seconde catégorie dotée de rations plus fortes, la dépense d'énergie d'un ouvrier étant plus grande que celle d'un non-ouvrier. De plus, les vêtements, les chaussures, le savon, etc., étaient de même, en Russie, donnés aux ouvriers en plus grande quantité. Aussi, pendant les quelques années de la guerre, l'ouvrier russe avait pris l'habitude de se considérer comme un être privilégié, et de placer sa classe au sommet de l'échelle sociale.

Un pays qui maintenait sous les armes de dix à douze millions de soldats était obligé d'avoir pendant la guerre une industrie puissante pour garder sa technique à la hauteur des besoins d'une pareille armée. Mais hélas ! en Russie une telle industrie n'existait pas, et celui qui avait commencé à la créer, le comte Witte, s'était heurté à bien des obstacles. La Russie entra en lutte avec l'Allemagne sans être aucunement préparée au point de vue technique : il fallut organiser au pied levé, transformer les chocolateries en ateliers de munitions, les tôleries en fonderies de canons. Il fut nécessaire de s'assurer de chaque usine, de chaque petit atelier, de satisfaire les demandes et les exigences, même les plus extrêmes, de la classe ouvrière. Les ouvriers le comprenaient fort bien et ils ne pouvaient pas ne pas chercher à profiter de cette situation exceptionnelle. Ils savaient que le jour où ils refuseraient de travailler, l'usine s'arrêterait, qu'on n'enverrait pas de munitions au front et que l'armée ne pourrait résister à l'ennemi. Ils savaient que le gouvernement, placé dans une situation sans issue, était dans l'impossibilité de s'opposer à leurs exigences et par conséquent les satisferait à n'importe quelles conditions. Ils pouvaient accroître leurs salaires, augmenter toujours davantage leurs rations. Et au moment où

Pétrograd souffrait du manque de produits alimentaires et manufacturés, les coopératives des ouvriers et celles des usines regorgeaient de marchandises, et les travailleurs manuels étaient incomparablement mieux nourris, mieux vêtus que les intellectuels et la bourgeoisie moyenne. La théorie de la dictature du prolétariat prenait une signification pratique : la classe ouvrière devenait maîtresse de la situation, et la nouvelle classe privilégiée. La psychologie de l'ouvrier russe devenait celle d'un aristocrate qui sent sa supériorité sur tous les autres quelles que soient leurs connaissances ou leur intelligence. Cet état de choses préparait le terrain pour les relations futures entre ouvriers et « l'intelliguentsia ».

Dans sa « *Nouvelle doctrine de l'Etat* », Manger affirme qu'au lendemain de la révolution sociale, lorsque commencera la dictature du prolétariat, ce dernier aura à lutter non seulement contre la bourgeoisie mais encore contre « l'intelliguentsia », qui, suivant les affirmations du savant marxiste, est son ennemi juré. (1) Il faudra anéantir, avec les millionnaires de l'argent, les millionnaires de la science « capitalistes de l'intelligence et des talents. » Le grossier raisonnement de ce marxiste conséquent était inutile, car la vie au cours de la guerre avait créé chez les ouvriers une

(1) C'est en ceci que marxisme et bolchevisme diffèrent de la doctrine des narodniks et des socialistes-révolutionnaires, leurs héritiers. Puisque pour ces derniers le paysan est l'incarnation de toutes les vertus sociales et socialistes, il faut l'éveiller à la pleine conscience de lui-même. C'est le rôle dévolu à « l'intelliguentsia ». Celle-ci forme donc un groupe politique à part que sa mission élève au-dessus des classes. Elle se doit au peuple dont le labeur et les souffrances lui ont permis d'acquérir sa culture. Elle est son guide et non son ennemi. L'œuvre de Lavrof est toute pénétrée de cette idée. (*Note du traducteur.*)

mentalité pleine de dédain pour la science et l'intelligence. Dans le domaine économique et politique savoir et talent avaient été sacrifiés à la force brutale physique. Protégé contre les calamités de la guerre, le prolétariat avait été élevé assez haut pour regarder avec mépris à ses pieds les autres classes de la société. Tout le savoir de « l'intelliguentsia », sa raison, ses traditions, tout ce qu'elle possédait et qui lui donnait le droit de jouer un rôle décisif dans l'Etat, tout cela passait au second plan devant ce fait : l'ouvrier était plus précieux et plus utile. Aussi lorsque les bolcheviks disaient aux ouvriers que leur classe était l'élue, la seule capable de sauver l'humanité et de reconstruire le vieux monde agonisant, ces affirmations n'étaient plus seulement pour l'ouvrier abstractions ou dogmes du domaine de la foi. Non, l'ouvrier qui exerçait une dictature de fait et imposait sa volonté à l'Etat, pensait qu'il restait seulement à rendre légale une situation de fait afin de confirmer la réalité de sa domination par une prise *formelle* du pouvoir. N'est-ce pas de même, à quelques détails près, la mentalité des ouvriers de France, d'Angleterre, d'Allemagne ? Que devait-elle être en Russie, où l'idée de la domination des classes faisait regarder la dictature, en général, comme un phénomène naturel ? La masse obscure, avec sa tendance incoercible à la rébellion, avait été jusque-là contenue par une discipline de fer ; mais libérée de toute sujétion, elle conçut la liberté comme le pouvoir de réaliser sa volonté propre et de lui soumettre ceux qui la veille étaient ses maîtres. L'ouvrier russe, toujours indiscipliné, devenu tout puissant depuis la guerre, se sentit tout à fait supérieur aux autres citoyens. Le bourgeois devait désormais lui obéir, car « les temps avaient changé ».

Ce qu'était un bourgeois, il l'ignorait. Le paysan rus-

se appelait « seigneurs » tous ceux qui ne travaillaient pas la terre, ne chaussaient pas de souliers de tille, parlaient la langue littéraire. L'ouvrier russe de même entendait sous le vocable de « bourgeois » tous ceux qui ne travaillaient pas de leurs mains et n'étaient pas ouvriers. Autrefois, les agitateurs narodniks s'efforçaient de distinguer « l'intelliguentsia » de la bourgeoisie, en la rangeant dans le camp socialiste. Les marxistes la traitaient autrement et la mettaient dans le camp de la petite bourgeoisie, comme servante de la grande. L'ouvrier russe restait hors de ces discussions qu'il ne comprenait pas. Mais avec sa mentalité de paysan de la ville, il jugeait « l'intelliguentsia » son ennemie, parce qu'elle parlait, pensait, s'habillait autrement que lui et surtout parce qu'elle ne se livrait à aucun travail manuel. Ce dernier seul était productif ; ce n'étaient pas seulement les agitateurs bolchevistes qui le disaient, mais le gouvernement lui-même l'avait confirmé par sa politique des trois dernières années de guerre. C'est avec cette haine irréductible pour les autres classes, avec ce sentiment de supériorité et d'orgueil que les ouvriers russes entrèrent dans la phase nouvelle de la Révolution. Ils étaient peu nombreux, un demi-million peut-être sur l'immense territoire de la Russie, parmi une population de 180 millions d'habitants. Mais leur force était énorme, car ils formaient un groupe social que la conscience de sa haute mission unissait en un bloc compact. Ce groupe avait la volonté, la cohésion intérieure. Il obéissait aveuglément à ses chefs. Mais surtout il était pénétré d'une religiosité élémentaire et primitive, de la foi au miracle que doit accomplir le prolétariat russe, destiné à allumer l'incendie universel et à anéantir le mal du vieux monde. Ignorants de l'Europe, de sa vie, de ses traditions, du sens de sa force créatrice, les ouvriers russes méprisaient

profondément cette Europe, embourbée dans le capitalisme, qu'il fallait « épurer » et « assainir ». Une fois de plus, la Russie se dressait contre l'Occident et dans l'immense force de répulsion qu'elle avait à l'égard de la civilisation, elle voulait trouver la puissance nécessaire pour subjuguer cette civilisation. La dictature du prolétariat russe n'était donc pas celle rêvée par Marx et ses disciples. Avec l'originalité de son histoire, de sa psychologie, de sa classe ouvrière, cette dictature ne pouvait et ne devait être que foncièrement russe. C'est en cela qu'était sa force et sa faiblesse. Les aspirations religieuses s'y mêlaient à un tempérament anarchiste. Messianisme et esprit de rébellion, tendances à la contemplation et à la destruction, dans leur mélange fantasque, ne promettaient aucun succès à la dictature du prolétariat. La composition même de ce dernier était fortuite et peu sûre. Il comprenait des ouvriers pleins de foi dans le royaume de la justice sociale, mais ceux-ci n'étaient qu'une poignée engloutie au milieu de paysans désireux de ne plus travailler, de soldats ne rêvant que pillage, d'épaves corrompues de grandes villes, de fripons discoureurs et de jongleurs d'idées. Et au sommet de la pyramide, dans l'auréole de son éclat, dans la splendeur de ses exploits futurs, trônait Lénine, héros et victime de la dictature prolétarienne, architecte du royaume de Dieu sur la terre, grand organisateur de la plus grande désorganisation que l'histoire de l'humanité ait jamais connue.

CHAPITRE XII

LA DÉSORGANISATION.

L'hiver avait déjà commencé avec son cortège de froids, de maladies, de privations. Le nouveau gouvernement devait se préoccuper avant tout des moyens de rétablir la vie désorganisée de fond en comble. C'était un problème plus que difficile, car la succession acquise par les bolcheviks était lourde. Kerenski et le Soviet avaient affirmé au peuple qu'ils avaient reçu du tsarisme un misérable héritage ; les bolcheviks affirmaient de même que l'héritage laissé par Kerenski et le Gouvernement Provisoire était abominable. De telles déclarations ne pouvaient avoir qu'un temps, car la patience du peuple a des bornes ; l'heure des échéances arrive, où un gouvernement doit laisser de côté toutes les justifications de sa faiblesse et de son manque de préparation. Si les bolcheviks avaient voulu entreprendre sur le champ de réaliser leurs promesses, ils auraient découvert à tous les yeux une incapacité plus grande que celle du Gouvernement Provisoire, et ils seraient tombés comme leurs prédécesseurs. Mais, en s'abandonnant au mouvement de l'émeute et en sachant l'utiliser jusqu'au bout, Lénine a montré plus de prévoyance que ne lui en supposaient ses ennemis. Tout d'abord, le chef du bolchevisme fit sienne cette idée juste qu'un pouvoir quelconque a besoin d'un cer-

tain délai pour se fortifier et acquérir de l'autorité. Combien de temps fallait-il pour cela aux bolcheviks ? Un temps indéterminé, car, raisonnait Lénine, la Russie commençait seulement une révolution sociale qui s'emparerait nécessairement de l'Europe entière. Une Russie socialiste ne peut vivre isolée, car elle ne peut rester une oasis : elle périrait submergée par les flots du capitalisme mondial. C'est pourquoi, après avoir conquis le pouvoir, le prolétariat de Russie doit aider le prolétariat d'Europe à faire au plus vite chez lui sa révolution, afin que l'humanité entière vive d'une vie identique. Ces raisonnements, conformes aux thèses du marxisme, étaient mis en avant, non pas pour affirmer telle ou telle vérité doctrinale, mais pour atteindre des buts pratiques : l'Europe, disait-on, suivra la Russie, et, si elle ne vient pas en aide à la révolution sociale russe, celle-ci risque de succomber. Ainsi, la responsabilité d'un échec possible de l'expérience russe était rejetée sur des conditions et des raisons *extérieures,* et les bolcheviks se mettaient d'avance hors de cause. Cette ligne de conduite prouvait qu'après s'être emparés du pouvoir, les bolcheviks sentaient l'immensité de la tâche qu'ils avaient assumée et la faiblesse de leurs forces.

En second lieu, et ceci est plus important que tout, les bolcheviks n'étaient pas de taille à réorganiser la vie économique, complètement bouleversée par la guerre et deux révolutions successives : aussi ne cherchèrent-ils pas à l'améliorer par des méthodes administratives. Ils comprenaient que toute tentative dans ce sens serait dès le début vouée à l'échec. Il fallait par conséquent recourir à des méthodes qui seraient l'opposé de l'organisation, aux méthodes de désorganisation. Dans tout processus de destruction, une sorte de système finit par se créer qui peut dans la suite se

transformer en un principe d'organisation : et cette idée d'émeutier avait déjà été comprise et prêchée par Bakounine.

En troisième lieu enfin les bolcheviks qui, mieux que personne connaissaient la mentalité du peuple, regardaient comme une nécessité de lui permettre d'assouvir jusqu'au bout sa haine et sa soif de destruction. Cela demanderait assez de temps, pour que le pouvoir nouveau dans cette période put se fortifier et prouver sa solidité par son existence même. Il n'aurait plus ensuite qu'à légitimer le fait accompli, à justifier même les choses les plus absurdes et, après avoir gagné de la sorte la confiance du peuple, à refaire la vie économique sur des principes socialistes.

Un gouvernement de bouleversement social pouvait-il raisonner autrement ? Après avoir débridé les instincts des masses, justifié d'avance tous les actes de celles-ci, et les avoir poussées aux pires excès, il était forcé de se traîner à la remorque des événements, et d'approuver machinalement tout ce que le peuple faisait. Or le peuple vivait une minute de joie comme il n'en avait jamais connue : il pouvait impunément et impitoyablement se venger de ses ennemis : il pouvait désormais faire entièrement montre de sa force souveraine ; il pouvait détruire, s'enrichir, ne plus travailler ; telle était justement la mentalité de ces gens à l'esprit obscur, haineux et incultes. La vengeance commença. Sur le front et dans les villes, on massacra les officiers par centaines : ils étaient les maîtres, les chefs, ils conduisaient les gens à la mort, ils punissaient souvent et tout en eux, l'aspect extérieur, leur façon de parler et d'agir, les avait séparés de la masse des soldats. Les officiers avaient défendu, et non pas en paroles seulement, le Gouvernement Provisoire, ils étaient par conséquent « des patriotes » c'est-à-dire des

ennemis du peuple, traîtres à ses intérêts. Tel était le changement qui, au cours de 130 ans, depuis la Révolution française, s'était produit à l'égard de l'idée de patriotisme et des patriotes. Certes, les moujiks en capotes ne savaient pas ce qu'était le patriotisme, mais les apôtres de l'internationalisme avaient tellement avili ce mot, que les soldats russes avaient fini par l'associer à ce qu'il y avait de plus criminel, de plus infâme. Aussi les patriotes devaient-ils être châtiés comme ennemis du peuple et « impérialistes » désireux de continuer la guerre. Point n'était besoin pour cela de jugement ni de justice régulière. Depuis les temps les plus lointains, la colère du peuple était regardée en Russie comme la manifestation élémentaire de la justice outragée, et aujourd'hui cette colère s'abattait sur les officiers. On les anéantissait, comme caste, en les égorgeant et en les noyant par milliers. Parfois les comités de soldats les jugeaient et prononçaient contre eux telle ou telle condamnation. Mais ces cas étaient isolés. Ordinairement on s'emparait d'eux par dizaines, on les plaçait près des fosses creusées à l'avance et on les fusillait. C'était encore pour eux le meilleur sort, car le plus souvent on les torturait, on les soumettait aux pires outrages et on « n'en finissait » que lorsqu'ils étaient à demi-morts. Cette vengeance fut effroyable, et pour la première fois « l'intelliguentsia » qui avait idéalisé le peuple, connut jusqu'à quel degré de cruauté peut atteindre le paysan obscur abandonné à lui-même, ce paysan qui paraissait si doux et si résigné.

Les marins surtout se distinguèrent par leur cruauté. Dans le déchaînement de leurs passions revivait, semble-t-il, le passé des corsaires ivres qui se divertissaient à torturer les prisonniers. Des dizaines d'officiers furent jetés à la mer et les matelots tiraient comme à la cible sur ceux qui surnageaient. D'autres furent coupés en

morceaux et la fantaisie des bourreaux s'ingéniait à tailler toutes sortes de dessins dans leurs chairs. A d'autres ils coupaient les bras, puis les jambes et leur mettaient une cigarette dans la bouche. Il y eut des cas de tortures si atroces que les spectateurs devinrent fous et que les bourreaux, une fois dégrisés, se suicidèrent. Après avoir torturé et massacré les officiers par centaines, les matelots plantaient sur le rivage, à l'endroit où ils les avaient jetés à la mer, des poteaux avec cette inscription : « Ecole de natation des officiers ». Le grand état-major fut liquidé de la même façon. Krylenko, le généralissime bolcheviste, vint au grand quartier remplacer le généralissime destitué : cet aspirant ordonna d'arrêter le général Doukhonine et ne fit rien pour le sauver. Doukhonine fut massacré par une foule de soldats déchaînés, qui outragèrent son cadavre en y fichant des baïonnettes, sans oublier la cigarette dans la bouche. Le front et l'arrière devint un abattoir d'officiers, où l'on tuait des gens parce qu'ils portaient un uniforme et étaient patriotes.

Pendant ce temps, dans les villes, on faisait la chasse aux policiers, aux fonctionnaires, aux juges, aux ingénieurs et on les massacrait. Souvent on règlait des comptes personnels et trop souvent des criminels de droit commun, échappés des prisons, sous couvert de bolchevisme, tuaient pour se venger du passé. Il suffisait de déclarer un homme patriote et contre-révolutionnaire pour qu'une foule de gens de rencontre le lynchât dans la rue sous les yeux de la garde rouge. Celle-ci s'était formée, dès avant l'insurrection, d'ouvriers et de soldats, contre la volonté du Gouvernement Provisoire. Mais assoiffée de vengeance et de haine contre la bourgeoisie, la garde-rouge, qui servait de police, regardait d'un œil favorable tous les traitements infligés aux patriotes. Le pouvoir et ses agents restaient spec-

tateurs impassibles, feignant de ne pas voir. Mais dans leur presse les bolcheviks trouvaient des justifications pour les assassins : le pouvoir soviétique ne s'était pas encore consolidé, il ne pouvait encore s'opposer à la marée montante. Et que dire encore des perquisitions incessantes auxquelles était soumise la bourgeoisie ?

Tandis qu'on exterminait les individus, on détruisait aussi les richesses matérielles créées par une civilisation séculaire. Il y avait en Russie une très haute culture, mais accessible à une infime minorité qui jouissait de ses bienfaits. La caste des propriétaires fonciers qui, durant des siècles, avait exploité le travail des serfs, avait entassé dans ses châteaux des campagnes des bibliothèques d'une rare valeur, des galeries de tableaux inestimables, des musées véritables de meubles rares, de porcelaines anciennes, etc. Ces « nids » de gentilshommes, exploiteurs et bourreaux des serfs, dont Tourguenief fut le peintre, possédaient en même temps le charme de la poésie populaire et le raffinement d'une haute culture décadente. Mais ils étaient haïs des paysans, car ils leur rappelaient le servage à peine aboli, dont beaucoup de vieillards encore vivants avaient éprouvé eux-mêmes les cruautés et les injustices. Quelle que fut parfois la cordialité des relations entre le propriétaire et les paysans, ces derniers, sans nourrir de haine *personnelle* contre lui, avaient horreur de sa maison, de son jardin, de son orangerie, témoins involontaires du passé, incarnation vivante des horreurs du servage disparu. Aussi, en enlevant sa terre au petit propriétaire, devenu presque un moujik, les paysans étaient seulement poussés par le sentiment toujours vivace en eux d'une haine inassouvie contre les seigneurs, leurs anciens maîtres. A la seule nouvelle du coup d'Etat, dans les villages, les paysans s'étaient mis aussitôt à tuer et à piller. Ils se partagèrent entre eux

les terres dont ils ne s'étaient pas encore emparés pendant les huit mois précédents. Ce partage fut fait sans aucun plan : chacun prenait ce qu'il voulait et ce qu'il pouvait. De là des inimitiés grandissantes entre eux, lorsqu'ils prétendaient au même lopin. Plus tard, dans la guerre civile, la lutte entre paysans compliqua davantage la situation. Une chose plus grave encore se produisit, ce fut la formation d'une classe de paysans sans terres, de ceux qui, revenus après le partage, ne trouvèrent plus rien.

Cette mainmise sur les terres, inévitable dans tout pays de paysans à la suite d'une révolution, s'accompagna en Russie de la destruction insensée du cheptel et du matériel agricole. On incendiait les châteaux et le feu dévorait bibliothèques précieuses, meubles, collections de tableaux, de bronzes, de porcelaines dont ils étaient remplis. Quelquefois les paysans emportaient chez eux ces richesses, mais le plus souvent ils détruisaient tout ce qui leur tombait sous la main. Les distilleries, les fabriques de beurre et autres établissements industriels, qui se trouvaient fréquemment sur les grands domaines, étaient de même pillés et dans la plupart des cas incendiés. Enfin le bétail de race, dont l'élevage s'était si heureusement développé en Russie pendant ces vingt dernières années, était partagé entre les paysans et emmené, ou, ce qui était pire, indistinctement abattu ou exterminé par haine contre le propriétaire. Au cours de la guerre la Russie avait perdu à peu près le tiers de son bétail à cornes et plus de la moitié de ses chevaux: aussi l'extermination des bœufs, des chevaux, des moutons était-elle une ruine pour l'Etat tout entier et non seulement pour les propriétaires isolés. Enfin les instruments agricoles étaient irrémédiablement détériorés. Ne sachant comment s'en servir, méfiant à l'égard des nouveautés, le paysan s'appropriait

rarement des machines qui ne lui étaient pas nécessaires. Le plus souvent il dévissait les écrous, arrachait des morceaux de fer et d'acier, et rendait la machine inutilisable quand il ne la mettait pas en pièces. Ainsi dans un pays de culture primitive, où les procédés modernes faisaient leur apparition dans les grands domaines seulement, on anéantissait tout le matériel agricole. C'est une année plus tard que la Russie paysanne sentit l'importance de son crime.

La situation fut pire dans les villes, les fabriques et les usines. Le coup d'Etat d'Octobre signifiait théoriquement que le peuple et le prolétariat étaient devenus possesseurs des moyens de production, c'est-à-dire des machines et des immeubles. Dans un pays où n'existaient ni sentiment national, ni idée de l'Etat, ni conception de l'intérêt général, ni compréhension de la richesse nationale, la conviction courante était que chaque usine, chaque fabrique désormais appartenait aux ouvriers, non pas à tous, mais à ceux-là seuls qui y travaillaient. Ce n'était pas l'Etat, mais eux, ouvriers, qui désormais devenaient les maîtres, disposant à leur guise, comme d'une propriété *personnelle,* de la propriété enlevée aux capitalistes. Comme il n'y avait point chez eux de psychologie prolétarienne, et qu'ils ne respectaient pas le travail mais le jugeaient une nécessité maudite, la destruction prit un caractère systèmatique. Ils chassèrent ingénieurs et contre-maîtres. Les entreprises furent dirigées par des comités d'usine choisis parmi les communistes et complétés par des agitateurs de parti. N'ayant aucune idée de la technique, cherchant à défendre seulement les conquêtes de la révolution, c'est-à-dire leurs nouveaux privilèges, les ouvriers en deux ou trois mois mirent les machines hors d'usage. Ils les détérioraient en ne les nettoyant pas et en ne les réparant pas. Ils gaspillèrent les der-

nières réserves de matières premières. Et ils restèrent sans rien. Les usines, regorgeant d'ouvriers qui n'étaient pas du métier, devinrent des rendez-vous de pillards qui emportaient tranquillement des pièces de machines et les vendaient au poids, pour vivre sans rien faire de l'argent ainsi gagné. La paresse obtint droit de cité, ce qui n'empêcha pas les salaires en deux mois de subir une hausse dans certaines usines de 250%, car les ouvriers avaient augmenté les tarifs à leur guise. Entre temps le rendement du travail baissait tous les jours. Il était déjà tombé au temps du Gouvernement Provisoire de 40 à 50 %. Les industriels qui s'étaient enrichis pendant la guerre, prévoyant des jours plus mauvais encore, avaient liquidé leurs affaires et transféré leur argent à l'étranger dans les banques de l'Europe. Ainsi les capitaux s'en allaient de Russie pendant que le travail des ouvriers devenait une parodie du travail. Outre la paresse, qui s'étalait dans toute son impudence et que sanctionnait le pouvoir, une autre raison empêchait les ouvriers de produire : le manque de matières premières. De plus chaque jour avaient lieu dans les usines des meetings ; chaque semaine deux ou trois jours se passaient hors de l'usine en manifestations à l'occasion des fêtes établies par le gouvernement. En outre, les unités de la garde-rouge étaient formées d'ouvriers qui continuaient à toucher leur salaire à l'usine sans y mettre les pieds. Dès février 1918 la productivité avait baissé de quatre fois et demi sur celle d'avant-guerre. Les usines et les fabriques, désertes, sans matières premières, avec des machines hors d'usage, continuaient à entretenir une armée d'ouvriers qui ne faisaient rien mais étaient grassement payés.

Une phrase échappée à Lénine : « Pille ce qui a été pillé » exprimait la mentalité du peuple à cette époque. Pour des dizaines de millions d'ignorants, les proprié-

taires fonciers, les industriels, les commerçants avaient accumulé de grandes fortunes en pillant le peuple. Maintenant celui-ci avait le droit de piller à son tour ceux qui l'avaient pillé, en leur prenant leurs biens de force. L'Etat, personnifié par le pouvoir nouveau, avait parfaitement conscience du danger d'une pareille mentalité et du mal que le peuple se faisait à lui-même. Mais il était impuissant à entreprendre quoi que ce fût pour arrêter la désorganisation. Le groupe des bolcheviks, porté si haut, jusqu'à la direction de l'Etat, était un misérable instrument entre les mains de cette foule, qu'ils avaient pendant de longs mois nourrie de leurs prêches de violence et de pillage, dans la haine de ceux qui n'étaient pas ouvriers. Non seulement ils n'avaient pas la force matérielle nécessaire pour mettre un terme à l'orgie de destruction, mais encore ils n'avaient pas de raison de se discréditer dans l'opinion de cette foule qui leur avait donné le pouvoir. Lénine attendait que les masses aient cuvé l'ivresse de leur force, de leur situation nouvelle, que le moment fût venu de les reprendre en mains et de les discipliner, une fois lassées de détruire, repues d'une anarchique liberté.

Il y avait deux autres problèmes dont la solution était capitale pour le pouvoir : d'abord finir la guerre à n'importe quel prix suivant la promesse donnée au peuple — ensuite allumer en Europe l'incendie de la révolution sociale. La cessation officielle de la guerre (de fait elle avait cessé depuis six mois) aurait certainement grandi l'autorité du pouvoir. Pour les paysans comme pour la majorité des ouvriers, Lénine et ses camarades demeuraient une énigme. Certes il est bon d'avoir enfin un gouvernement qui permet tout et ne s'oppose à rien ; mais est-ce un véritable gouvernement ? Il est venu on ne sait d'où, il comprend des gens de mauvaise réputation, il est trop faible, il cherche

trop à plaire au peuple, habitué à un pouvoir très dur, respectueux de la force et obéissant aux ordres impératifs. Si le nouveau gouvernement concluait la paix, il découvrirait par cela même sa force, en prouvant que l'Allemagne compte avec cette force ; par conséquent cela prouverait qu'il inspire un respect réel à l'Europe.

Cette peur de la guerre disparaîtrait qui remplissait le cœur des gens à l'esprit obscur. Ceux-ci, sans éprouver le sentiment de la patrie, apprenaient cependant avec angoisse que les Allemands étaient entrés dans les gouvernements de Petite-Russie, avaient occupé Kief la sainte et que de l'Ouest, de Riga, leurs détachements s'avançaient sur Pskof. C'était une terre russe, leur terre. Et dans leur esprit naissait la question : l'Allemand ne parviendra-t-il pas jusqu'à Saratof et Penza, n'enlèvera-t-il pas sa terre au moujik ? Il fallait donc achever la guerre à tout prix, d'autant plus que l'armée, entièrement décomposée, sans chefs, dirigée par les déchets des comités de soldats, ne songeait nullement à se battre. Elle fraternisait avec les Allemands, suivant les leçons des bolcheviks et ne pouvait nullement se transformer du jour au lendemain. Elle reculait ou mieux elle fuyait, anéantissant sur son passage villes et villages, pillant les dépôts de vivres encore existants, massacrant ou violentant les habitants. Une telle armée avait été nécessaire aux bolcheviks pour leur coup d'Etat, mais elle ne pouvait être qu'une menace pour les bolcheviks au pouvoir ; la fin de la guerre seule était capable de les débarrasser d'elle.

Mais la tâche essentielle du nouveau gouvernement était l'établissement du régime socialiste dans le monde entier. Que la Russie frappât le premier coup et les coups de tonnerre suivraient, les trônes s'écrouleraient, le capitalisme disparaîtrait. Hélas ! la triviale Europe, plongée dans la boue du péché, se taisait et ne songeait pas

immédiatement à suivre l'exemple des grands maîtres du socialisme oriental. Les traîtres vendus à la bourgeoisie, tous ces « social-patriotes » continuaient à mener la guerre et à penser autrement que Lénine. Les bolcheviks assuraient aux ouvriers russes que la révolution sociale avait déjà commencé en Occident, et ils en donnaient pour preuve des faits imaginaires ou des télégrammes fabriqués. De même, le premier Soviet, trois jours après la Révolution, faisait savoir à toute la Russie qu'il avait reçu un radio annonçant l'explosion simultanée de la révolution en Allemagne et en Autriche. De même les journaux bolchevistes affirmaient avoir appris par radio-télégrammes que l'incendie de la révolution sociale se déchaînait en France, en Angleterre, en Allemagne et que les travailleurs de l'Europe accouraient en rangs serrés au secours des prolétaires de Russie. C'était un mensonge destiné à ranimer les masses qui s'abandonnaient au pillage et à l'oisiveté, mensonge naïf, de gens peu sûrs de ne pas être chassés et mis en prison le lendemain.

Mais en attendant le gouvernement n'avait pour armes que le mensonge et les belles phrases. Il inventait des absurdités, il fabriquait de folles théories et ne voulait pas voir à dessein que les masses, en écoutant des histoires fantaisistes, accomplissaient leur œuvre de destruction et de désorganisation. Il fallait donner à la foule le temps de jouir tout son saoûl du sadisme de la destruction. Et au fracas des édifices croulants, à la lueur des incendies illuminant le sombre pays, aux gémissements de milliers de victimes égorgées, le gouvernement électrisait le peuple par des contes merveilleux sur le bouleversement mondial déjà commencé. La révolution sociale approche : Hosanna !

CHAPITRE XIII

LA PAIX ET LE GLAIVE

Mais au lieu de la révolution sociale, c'étaient les troupes allemandes qui avançaient. Elles avaient déjà occupé la Petite-Russie, la Pologne entière, la Lettonie, la Russie Blanche, le territoire du Don. L'une après l'autre, les villes tombaient, les forteresses que personne ne défendait se rendaient. Les débris de l'armée russe, comme des feuilles chassées par le vent, fuyaient devant l'ennemi implacable et méthodique. Le prolétariat d'Allemagne ne se révoltait pas encore, les ouvriers de France et d'Angleterre ne dressaient pas encore de barricades. Il fallait demander merci. L'histoire connaît beaucoup de cas où le vainqueur dicta la paix au vaincu, mais peut-être n'en connaît-elle pas où le vaincu ait été traité avec autant de mépris que les bolcheviks le furent par les Allemands. Le vainqueur traita les bolcheviks non pas en égaux, capables d'une discussion sérieuse, mais comme une bande d'escrocs, qui, avec l'appui du gouvernement allemand, avaient ruiné complètement la Russie. Aussi les Allemands ne voulaient-ils pas causer avec eux. Ils exigèrent une soumission complète et une signature du traité sans discussions ni protestations. Les diplomates et les généraux d'Allemagne jetaient des regards méprisants sur les nouveaux diplomates de la Russie

nouvelle et ne pouvaient pas comprendre de quel droit disputaient avec eux ces gens qui, quelques mois auparavant, avec l'approbation du gouvernement allemand, inondaient les camps des prisonniers russes de littérature révolutionnaire. D'ailleurs n'était-ce pas une impudence de la part de ceux-ci d'engager des controverses, lorsque devant la force et la victoire ils étaient sans armée, affamés, définitivement affaiblis, avec à leur tête des hommes tarés ?

C'est avec des sentiments bien différents que les bolcheviks parlaient au nom du peuple russe. Pareils à de jeunes premiers débutants qui montent par hasard sur la scène d'un grand théâtre, Trotski et ses acolytes se revêtaient d'une majesté théâtrale, calculaient chacun de leurs mots et de leurs gestes. N'était-ce pas pour la première fois que des représentants du prolétariat se rencontraient, sur le même pied, avec les représentants de l'impérialisme mondial ? Le monde entier contemplait avec émotion le spectacle, et l'histoire notait les moindres faits et gestes des accoucheurs de la révolution sociale ! Pour donner à leur délégation l'apparence d'une délégation de paysans, d'ouvriers et de soldats, ils lui adjoignirent un moujik quelconque, déniché par hasard dans un village, et ce diplomate ne comprenant goutte à ce qu'on disait, demeurait figé à sa place, comme un terme, et regardait autour de lui avec étonnement les beaux messieurs qui discutaient.

Pour représenter on ne sait qui se trouvait là aussi Mme Bitzenko, révolutionnaire de longue date, ignorant pourquoi elle était venue avec des inconnus chez d'autres inconnus. Mais les déclamations des bolcheviks touchaient peu les diplomates allemands, que fatiguaient et irritaient en même temps l'emphase mensongère, la véhémence débridée, la ruse puérile de leurs adversaires. Les bolcheviks exigeaient la paix de l'Al-

lemagne en la menaçant, en lui prédisant la révolution sociale sans savoir quelles frontières ils devaient fixer, ni quels principes économiques défendre. Mais il leur fallait avant tout démentir l'opinion largement répandue sur leur compte qu'ils étaient des agents allemands, et ils ne pouvaient mieux le faire que pendant les pourparlers de paix, où il leur était facile de faire éclater à tous les yeux leur indépendance et leur intransigeance. D'un autre côté, il fallait étaler devant l'humanité tout entière le spectacle de la force prolétarienne, qui ne s'incline à aucune condition devant les détrousseurs de l'impérialisme mondial. Enfin la capitulation honteuse devant l'Allemagne ne devait pas s'accomplir aussi rapidement : il fallait montrer à la Russie que les bolcheviks défendaient ses droits et sa dignité, ou mieux les droits et la dignité du prolétariat russe. Toutes ces raisons étaient plus que suffisantes pour que la délégation bolcheviste rompit les pourparlers et s'en allât en déclarant que la paix n'était pas conclue mais qu'il n'y aurait plus de guerre. Cette formule enfantine ne pouvait être prise au sérieux ni par l'Allemagne ni par aucun autre pays d'Europe. Mais elle était comprise par la Russie et répondait à la psychologie populaire. Elle signifiait que la Russie ne voulait plus, ne pouvait plus continuer la guerre, mais que par contre elle refusait une paix dont les conditions étaient si lourdes. Elle était la preuve du désir de paix des bolcheviks, une accusation contre l'Allemagne de vouloir continuer la guerre dans un but de conquête, et le témoignage devant le monde que les bolcheviks étaient non les serviteurs, mais les ennemis du capitalisme allemand.

Cependant la comédie ne pouvait durer longtemps et les Allemands le savaient mieux que personne. Aussitôt les pourparlers rompus, leurs troupes com

mencèrent une offensive et s'approchèrent de tous côtés du centre de la Russie. Le gouvernement soviétique avait conscience que l'Allemagne, protectrice des bolcheviks, n'aurait de condescendance à leur égard que jusqu'au moment où ils se seraient emparés du pouvoir et où la Russie aurait définitivement abandonné l'état de guerre. Mais après, en tant que gouvernement *établi* et solidement consolidé, ils ne pouvaient qu'être dangereux pour l'Allemagne. Une fois maîtres de l'Etat et de ses ressources, ces agitateurs professionnels déchaîneraient effectivement la révolution sociale en Europe et d'abord dans l'Allemagne voisine. Aussi les bolcheviks comprenaient fort bien l'attitude du gouverment de Berlin à leur égard : la comédie était jouée, il fallait signer la paix, sinon les Allemands les chasseraient et noieraient dans l'eau froide l'incendie de la révolution sociale. Pour donner à la comédie quelque grandeur, et cacher son impuissance, Lénine inventa une nouvelle formule qui sauvait les bolcheviks et ménageait leur amour-propre. Cette formule déclarait que le prolétariat de Russie concluait une paix provisoire, car, épuisé, il avait besoin d'un répit ; après avoir respiré et repris des forces, il romprait la trêve et recommencerait la lutte contre le capitalisme mondial. Aussi après s'être abrités derrière une belle formule et avoir débité un dernier boniment sur les planches du grand théâtre à la face du monde, les bolcheviks signèrent la paix de Brest-Litovsk, sans la lire, sans discuter, avec un geste de dédain pour ce chiffon de papier sans signification, qu'ils étaient décidés à ne point exécuter. C'est ainsi qu'à la veille de la banqueroute un viveur signe avec un sourire sardonique un billet qu'il ne paiera jamais ; stupide est l'usurier qui rêve de gagner la forte somme à cette combinaison ! Mais si on examine le sens profond de

la comédie du traité de Brest-Litovsk, on se trouve en présence d'un événement capital qui détermine la route et l'activité futures du bolchevisme. A Brest-Litovsk des joueurs aventureux jetaient les dés, en cherchant à faire croire aux autres que le jeu était sérieux, alors qu'il ne l'était pour aucun des deux partenaires. Avec un cynisme que la situation du moment suffit à expliquer, les diplomates et les généraux allemands ne menaient pas de négociations : ils forçaient des gens qu'ils traitaient de haut à exécuter leurs ordres. Et, avec un cynisme plus grand encore, les bolcheviks signaient, sans s'intéresser à ce qu'ils signaient, se refusant d'avance à tenir leurs engagements. Les Allemands savaient qu'on les trompait, les bolcheviks savaient qu'on les prenait pour des filous. Mais au milieu de ces mensonges, de tout ce faux pathétique et de ces basses déclamations qui accompagnaient les pourparlers, la force matérielle de l'Allemagne céda devant la morale élastique des bolcheviks. C'est eux qui furent les vainqueurs au moment de la signature du traité, en déclarant qu'ils ne l'exécuteraient pas. A cette déclaration si ouvertement cynique l'Allemagne répondit par le silence, sans essayer de résilier ce traité que répudiaient les bolcheviks. A ce moment on vit clairement que l'Allemagne était faible et qu'elle ne disposait pas des forces suffisantes pour forcer les bolcheviks à être d'honnêtes partenaires.

Le traité de Brest-Litovsk prouva tout d'abord que le bolchevisme avait un vigoureux esprit d'*offensive*. Qu'était ce répit dont parlait Lénine ? C'était seulement une courte trêve entre deux batailles. Guerrier et conquérant par sa nature, le bolchevisme pouvait cesser la lutte, mais *pour un temps* seulement, afin de respirer et de réparer ses forces. Son but était la conquête du monde entier, l'introduction partout de l'ordre socia-

liste : de là sa combattivité et sa force offensive. Entouré par ses ennemis, il feignait de capituler, mais il déclarait lui-même que cette capitulation était provisoire, et à ce moment même, malgré sa faiblesse et son épuisement, il refusait de tenir ses engagements. En tant que religion de justice sociale, que théorie de l'établissement de la dictature universelle du prolétariat, le bolchevisme avait besoin de néophytes, qu'il attirait dans son sein par la parole et par le glaive. Le pouvoir, c'est la domination, c'est le glaive. La dictature du prolétariat, c'est le glaive de la justice mis aux mains du prolétariat. Et le glaive en mains, le bolchevisme s'avançait dans le monde. S'il avait été seulement une doctrine sociale, comme le socialisme évolutionniste, il n'aurait pas eu besoin de conquêtes : il aurait attendu tranquillement que l'humanité eût atteint le degré de culture et de développement économique lui permettant de passer sans secousse au nouvel ordre de choses socialiste. La violence pour le socialisme évolutionniste ne sert qu'à donner forme à ce nouvel ordre, mais elle n'est pas dans la nature de son développement. Pour le bolchevisme au contraire la violence était une nécessité inhérente au socialisme. Il niait l'évolution et le déroulement successif du progrès social, car cette négation est justement le caractère le plus typique de la psychologie russe. Voilà pourquoi le bolchevisme est révolutionnaire non seulement dans ses moyens, mais dans son essence même, dans sa psychologie d'émeute foncièrement russe. Il ne pouvait exister qu'en pleine lutte, au milieu des obstacles à surmonter, dans des attaques incessantes. Mais comme doctrine de temps de paix et domination pacifique sur la société, il ne pouvait vivre. C'est sa combattivité, encore latente, que découvrit tout d'abord Brest-Litovsk.

Hélas ! ni l'Allemagne, ni l'Europe alliée de la Russie, ni beaucoup de gens en Russie même ne comprenaient pas qu'il y a dans le bolchevisme une religion passionnée de révolte contre la civilisation, qu'en lui vit l'esprit de lutte, et qu'il ne menace pas seulement en paroles. On le traita avec un mépris souverain comme une élucubration de fous et de charlatans, comme une intrigue allemande, et l'on prit les bolcheviks pour d'insignifiants démagogues, dont le pouvoir croulerait en deux ou trois semaines, ou en deux mois tout au plus. Avec la morgue d'une haine aveugle l'Europe jugea le traité de Brest-Litovsk une machination allemande sans voir et sans désirer comprendre que la puissante Allemagne d'alors avait capitulé devant les bolcheviks qui déclaraient ouvertement ne pas vouloir remplir les conditions du traité. Cette erreur fatale donne la clef des événements postérieurs qui, franchissant les frontières de la Russie, gagnèrent les pays limitrophes et éloignés. Le processus historique ne fut pas compris dans son immense ampleur. On n'étudia pas et on ne tint pas compte de la psychologie du peuple russe.

Pendant ce temps le moujik avait terminé la guerre sur tous les fronts pour la porter à l'intérieur du pays. Il guerroyait désormais contre tout ce qui était intellectuellement et matériellement au-dessus de lui. Son esprit d'anarchie et sa religiosité donnaient au peuple la force de mener une lutte offensive, sa haine et sa soif de vengeance transformaient cette lutte en une folie sanglante. Le gouvernement regardait et approuvait silencieusement cette anarchie et pour la justifier, pour l'adapter au peuple, il imaginait d'absurdes et ignorantes théories. Et il leur en ajouta une nouvelle au lendemain du traité de Brest-Litovsk. Le peuple voyait que sa situation matérielle ne s'était nullement améliorée depuis le coup d'Etat et le passage du pou-

voir aux mains des paysans et des ouvriers. C'est en son nom qu'on agissait, mais qu'y avait-il de changé ? Il fallait trouver un coupable, comme l'avait été auparavant le Gouvernement Provisoire par son refus de conclure la paix. Le pouvoir nouveau avait bien conclu cette paix, mais cependant le pain renchérissait atteignant 10-12 roubles la livre, jusqu'à ce qu'il disparût : il n'y avait plus ni tissus, ni sucre, ni beurre, ni viande, ni œufs. La cause de tout le mal était la continuation de la guerre avec l'Europe. Les bolcheviks, après avoir fermé journaux et revues et monopolisé la presse, cherchaient, en fournissant gratuitement la population de tracts de propagande, à la persuader que la continuation de la guerre avait une répercussion sur la Russie, car elle l'empêchait de rien recevoir de l'Occident. Comme c'étaient les impérialistes qui menaient la guerre, comme c'était le capital qui la voulait pour son seul intérêt, il était nécessaire de commencer la guerre contre les capitalistes du monde entier. Tout le monde était coupable, l'Europe entière, mais non la Russie et les bolcheviks. Le prolétariat de l'Europe, cependant, n'avait pas la force de s'insurger chez lui contre sa bourgeoisie. Il fallait donc lui porter secours pour lui permettre de s'emparer du pouvoir. Voilà pourquoi le peuple russe devait se résigner à la faim, en attendant que la révolution sociale éclatât en Europe. Mais l'Europe continuait à se taire, et la pensée des bolcheviks devenait de plus en plus catégorique : il fallait amener en Europe un bouleversement social par la force des armes, sans se demander si cela correspondait aux désirs du prolétariat européen. Celui-ci était peut-être embourgeoisé et ne comprenait pas le sens des événements : pouvait-on compter sur lui, lorsqu'il était question de justice sociale pour le monde entier ?

Il serait nécessaire de marquer avec quel esprit de suite le bolchevisme, en fortifiant son pouvoir, prenait un caractère de plus en plus guerrier, semblable en ceci au catholicisme et à l'islamisme au temps où ces religions se répandaient par la force des armes. Peut-être son succès s'explique-t-il par sa religiosité active et son mysticisme fondamental. Il n'était pas seulement une doctrine politico-sociale : il y avait en lui l'enthousiasme religieux du sauvage, qui fait disparaître son ancien dieu dès qu'il en trouve un nouveau. Ces ouvriers, jeunes et vieux, qui au chant de l'Internationale allaient mourir pour l'idée de la révolution sociale, ces paysans qui massacraient et se faisaient massacrer au nom de la justice sociale, tous étaient les héros de ce martyre dont l'âme russe est assoiffée. J'ai vu des gamins de dix-sept ou dix-huit ans d'une cruauté démesurée dans la fureur de leur passion socialiste : c'étaient des croyants, avides du martyre, tuant pour leur foi et se faisant tuer pour elle. Dans les rangs de la garde-rouge, plus tard de l'armée rouge, au début du régime bolcheviste, combattaient des milliers d'idéalistes dont l'âme était pénétrée d'une foi religieuse dans le communisme. L'impitoyable guerre civile faucha sur les champs de bataille cette fleur de la classe ouvrière. Un an plus tard, il n'y avait plus de tels soldats dans l'armée rouge, et la classe ouvrière était décimée dans ses meilleurs représentants. Mais tant que durèrent les premiers mois de liberté sans frein, la croyance en la victoire était entière et la force d'âme ne faiblissait pas. La paix de Brest-Litovsk assurait une trève à la lutte contre la bourgeoisie étrangère ; mais le moment était le plus favorable pour lutter contre les impérialistes et les bourgeois russes. Cette lutte prit toute son ampleur avec toutes ses atrocités.

A quoi bon les énumérer ? A quoi bon parler de ce

qui est plus ou moins connu de tous ? La commission extraordinaire pour la lutte contre la contre-révolution, le sabotage et la spéculation a couvert de honte le pouvoir des Soviets. Elle a fait revivre dans la mémoire des hommes la corruption de la Rome antique, la cruauté du Moyen-Age, le sadisme exaspéré de l'Inquisition. Les bourreaux par vocation et les assassins de profession ont souillé de boue et de sang le pouvoir qui avait le courage d'affirmer qu'il agissait au nom de l'humanité, en se déguisant sous de belles paroles. La terreur organisée est contraire à la mentalité du peuple russe, qui est enclin à la cruauté, aux pillages, aux massacres, mais par une explosion spontanée, dans l'ardeur de l'exaspération et de la vengeance. La terreur bolcheviste, elle, fut toujours *méthodique* et par là abominable : tournons cette page de l'histoire.

Une autre question doit nous intéresser : pourquoi au lieu de la paix promise la Russie a-t-elle obtenu le glaive? Pourquoi jusqu'à aujourd'hui nage-t-elle dans le sang ? Pourquoi la théorie du bonheur a-t-elle dans sa pratique donné les larmes et la mort ? Pourquoi enfin l'établissement d'un ordre nouveau n'a-t-il pas encore commencé alors que tant de choses qu'il fallait conserver ont été détruites ? Soyons-en persuadés, cela ne s'explique pas par les horreurs de la guerre civile, car la guerre civile n'est dans l'histoire de la révolution russe qu'un épisode et, peut-être, moins important qu'on ne le croit. Non, si au lieu de créer la Russie a continué à détruire terriblement, c'est que le peuple avait perdu la foi en lui-même, dans son œuvre, dans l'idéal qu'on lui prêchait. Or rien n'est plus funeste pour un peuple, comme pour les individus, que la désillusion de la foi. Et c'est cette désillusion que la Russie découvrit quelques mois après la Révolution. Elle vit que les héros de la révolution sociale

étaient des hommes comme les autres avec leurs grands défauts, leur déloyauté parfois et leurs mensonges. Elle se convainquit que le Royaume de Dieu sur la terre d'après la recette bolcheviste était un leurre, que la situation économique restait identique sous une forme différente, que les hommes aussi restaient identiques quelles que fussent les belles paroles sous lesquelles ils se déguisaient. Elle se convainquit enfin que tout pouvoir, quel que soit son nom, garde les mêmes méthodes uniques de gouvernement, et que par conséquent le monde reste inchangé, injuste comme auparavant, méchant, un monde de loups. Voilà les conclusions auxquelles le peuple arriva au travers des flots de crimes et de sang.

Mais aucune autre route, aucune autre théorie n'apparaissaient. Et, dans la conscience de son impuissance, le peuple, semblable à un faible enfant, se vengeait sur tout le monde : la bourgeoisie, le prolétariat, militaires et civils, prêtres et séculiers. Il accusait tout le monde et haïssait tout le monde. Il ne croyait plus ni aux révolutionnaires, ni aux contre-révolutionnaires, et ce qui était pire il ne croyait plus à lui-même ni en lui. Il s'était emparé des terres, des maisons, des usines, mais il avait le sentiment inconscient du mal créé par lui. Il sentait un lourd péché commis, mais le moment du repentir n'était pas encore arrivé, et cependant son âme éprouvait en son tréfonds, le repentir et le regret. Ainsi le moujik ivre fait du tapage, frappe et tue parfois, puis, son ivresse dissipée, se repent, et se déchire de remords, encore qu'intérieurement. Cette psychologie russe nous a été étalée par Dostoïevski et Tolstoï dans d'incomparables portraits littéraires.

Le peuple, dans le sentiment confus de sa faute, impute ses péchés et ses crimes, non seulement à lui-même, mais aussi aux classes supérieures. Il veut avec

juste raison rejeter le péché et la responsabilité sur d'autres aussi, et lorsque ceux-ci résistent, il se venge sur eux, sur leurs enfants, sur leur famille, et dans la rage de la vengeance il trouve un soulagement passager. Voilà ce qui donne, en Russie comme ailleurs, à la guerre civile son caractère de cruauté féroce et emplit le cœur des combattants de la soif de la vengeance. C'est la mentalité à saccades d'un peuple anarchiste mais méditatif, féroce mais religieux.

Après la révolution d'Octobre et la paix de Brest-Litovsk, aucune étoile ne s'alluma dans le ciel de la Russie pour lui montrer le chemin du bonheur. Non, les bolcheviks, en prêchant la justice sociale, n'avaient pas eu conscience que cette justice était pour le peuple une *religion* et que leur doctrine serait accueillie par les masses comme une religion. Ils jugeaient qu'ils donneraient aux ouvriers et aux moujiks une vie économique nouvelle, sans songer que l'homme du peuple en Russie se comporte à l'égard du bien et du mal avec un amour religieux et une haine religieuse : car son âme est un labyrinthe encore inexploré, un précipice profond, et un rocher dressé vers la lumière. Les bolcheviks ont levé le glaive : ils ont trouvé dans le peuple d'immenses forces pour la lutte et la destruction, mais ces forces ne pouvaient rester longtemps à leur disposition comme un instrument aveuglément docile. En six mois, le peuple devint déjà hostile aux communistes. Le moment approchait où l'esprit élémentaire de révolte, sans frein et sans pitié, perdait son exaltation et faiblissait. Il restait au pouvoir de mettre fin à la désorganisation, d'entreprendre la réfection de l'Etat, de discipliner la population. Il lui fallait forcer ses sujets au travail et à l'obéissance. Sinon, au milieu de l'anarchie stagnante, le pouvoir des bolcheviks pouvait tomber en décomposition comme dans un marais.

CHAPITRE XIV

L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

Mais, avant même que son ivresse fut dissipée, le peuple dut revenir de sa foi dans le fétiche, devant lequel on lui avait enseigné à se prosterner pendant dix mois : l'Assemblée Constituante. Il croyait en elle comme dans un miracle proche, qui donnerait pain, terres, le maximum des libertés, la fin de la guerre. Sur quoi était fondée cette foi ? Sur les affirmations de tous les partis en lutte pour le pouvoir. Les socialistes-révolutionnaires et les social-démocrates accusaient les K. D. du retard mis par le Gouvernement Provisoire à convoquer l'Assemblée Constituante par crainte du peuple. C'était la même accusation que portaient les bolcheviks contre les socialistes-révolutionnaires, le gouvernement et le Soviet. Chacun des adversaires affirmait que la Constituante seule réaliserait les vœux et les idées du peuple. Pour donner à la volonté de celle-ci la possibilité de s'exprimer entièrement, on élabora la loi électorale avec une hâte fâcheuse en une affaire aussi grave. En abaissant la limite d'âge des électeurs à 18 ans, en accordant le droit de vote à l'armée et aux illettrés, les auteurs de la loi savaient que les élections ne pouvaient pas ne pas avoir lieu dans la fraude et dans la violence. Mais ainsi le voulaient les circonstances : afin de satisfaire

aux exigences de tous les partis et de mettre fin aux attaques de tous ses adversaires, le gouvernement accepta une loi électorale qui condamnait à l'avance l'Assemblée Constituante à l'extrémisme.

Les élections elles-mêmes eurent lieu au moment où la campagne, informée avec un grand retard des nouvelles de la ville, croyait encore dans la toute puissance des socialistes-révolutionnaires et dans leur capacité de faire le bonheur de la Russie : aussi leur donna-t-elle une majorité écrasante. Si, dans les grandes villes et sur le front, les bolcheviks passèrent, leur propagande n'avait pas encore pénétré dans les campagnes. Mais les élections montrèrent combien il était facile d'abuser de la confiance de la masse illettrée : elle remettait des bulletins imprimés sans savoir les lire, sans connaître le nom de ceux pour qui elle votait ; elle donnait ses suffrages le plus souvent à des gens indésirables, persuadée que les bulletins contenaient d'autres noms qui lui plaisaient. Sur le front, le vote eut lieu à la militaire. Les compagnies au complet, sur le commandement des agitateurs des comités, jetaient dans les urnes les bulletins bolchevistes distribués aux soldats. Il en était de même dans les villes où très souvent, en outre, les soldats écartaient des urnes les bourgeois sous menace de coups ou de mort. Ainsi la loi électorale la plus libérale du monde aboutit à une corruption inconnue encore en Europe et à des violences inouïes.

Les élections à la Constituante eurent lieu lorsque le coup d'Etat était déjà un fait accompli. Les bolcheviks se trouvaient devant une question compliquée : Que faire d'une Assemblée Constituante réunie par eux-mêmes, dont la majorité leur était hostile ? Si le pouvoir bolcheviste s'inclinait devant la volonté du peuple, il était évident qu'il serait obligé de céder la place

à un autre pouvoir, soumis à la majorité de l'Assemblée populaire. Il restait une autre solution : chasser l'Assemblée qui, disaient-ils, les empêchait d'accomplir leur œuvre. Mais ce moyen facile avait besoin d'être justifié, car le peuple était convaincu que l'Assemblée Constituante seule sauverait la Russie de tous les malheurs. Les bolcheviks, d'ailleurs, l'avaient eux-mêmes trop souvent répété. Les raisons furent vite trouvées, car il suffisait seulement de tirer ses conséquences de la doctrine de la dictature du prolétariat, pour découvrir facilement le caractère bourgeois et anti-populaire de la Constituante. En effet, elle était composée de quelques K. D., de quelques mencheviks et d'une majorité écrasante de socialistes-révolutionnaires. Les bolcheviks y comptaient à peine 150 représentants, c'est-à-dire moins du cinquième des députés. L'Assemblée était donc bourgeoise et elle soutenait, avec ou sans réticences, le Gouvernement Provisoire et « social-traître ». Les bolcheviks expliquaient une telle composition de l'Assemblée comme un phénomène inévitable à une époque de régime bourgeois. Mais la révolution sociale avait porté au pouvoir le prolétariat et les paysans pauvres, aussi la Constituante bourgeoise n'avait-elle aucun droit à l'existence, car elle n'était que le vestige d'une époque désormais disparue et appartenant à l'histoire. Le peuple exprime ses désirs et réalise sa volonté au moyen des Soviets devenus bolchevistes. Ils suffisent. Quel est d'ailleurs le principe de la démocratie ? C'est le principe de la souveraineté de la majorité. Sous un régime bourgeois, c'est la meilleure de toutes les formes de gouvernement, évidemment. Mais sous un régime socialiste, à ses débuts, la souveraineté appartient au prolétariat, dont la dictature peut donner vie à l'ordre nouveau. La soumission à la dictature de la classe ouvrière est inévitable, la

majorité doit se soumettre à la minorité. C'est avec le temps seulement, après la consolidation de l'ordre socialiste, que la minorité actuelle deviendra une majorité.

Cette théorie nie une nouvelle fois l'évolution et les bases même du marxisme. Car celui-ci conçoit la dictature comme celle d'une majorité qui s'est emparée du pouvoir au moment de l'effondrement du monde bourgeois, lorsque le prolétariat est devenu plus puissant en nombre que toutes les autres classes. Dans la négation bolcheviste du marxisme nous retrouvons l'esprit russe de révolte, avec sa tendance à rejeter la majorité au profit de la minorité, avec sa conviction qu'une poignée d'hommes est capable de changer l'histoire et son développement successif, par la manifestation de la volonté de quelques individus isolés. Bref, c'est, formulée par Lénine, la pensée du révolutionnaire Netchaief, dont le célèbre procès fit une si forte impression sur Dostoïevski, peintre, on le sait, de la mentalité de Netchaief et de ses adeptes dans son immortel roman : *les Possédés.*

En repoussant la démocratie et ses principes, Lénine préparait le terrain pour la dissolution de la Constituante : elle était pour le bolchevisme d'une nécessité vitale. Mais en même temps, Lénine portait un coup à l'idée démocratique elle-même et accordait à toute minorité le droit de se soumettre la majorité. Ainsi le pouvoir le plus extrémiste créait des précédents dont pouvaient avec juste raison dans la suite se réclamer les réactionnaires. Aussi l'idée de l'autocratie du prolétariat redonnait force à une idée qui semblait morte à jamais, celle de l'autocratie tsariste. Ainsi encore le pouvoir divin du tsar faisait place au pouvoir divin du prolétariat, d'une classe élue. Le despotisme de l'ancien régime, que pendant plusieurs siècles on avait cherché à justifier en doctrine et dont en Russie Katkof

et Pobiedonostsef avaient été les théoriciens, était remplacé par un despotisme nouveau dont Lénine et Boukharine étaient à leur tour les théoriciens. Ainsi de la pourriture révolutionnaire russe naissaient des tendances peu différentes des tendances doctrinaires et politiques du temps de l'autocratie. La tyrannie renaissait, mais sous un autre nom. Qu'importait cette différence ?

On était déjà en janvier 1918 lorsque la Constituante se réunit au Palais de Tauride. Une année presque s'était écoulée depuis le temps où les masses de soldats et de civils avaient envahi ce palais et où le Gouvernement Provisoire leur avait annoncé le changement de régime. C'était alors le printemps de la Révolution — son automne commençait maintenant. Le Palais de Tauride lui-même offrait un spectacle de ruine et de désolation. Sans doute on l'avait remis en état, mais son riche mobilier avait été aux trois quarts brisé ou brûlé dans les poëles. Les étoffes avaient été arrachées des fauteuils et utilisées par les soldats, les parquets souillés. Hélas ! dans la tourmente d'une révolution périssent fatalement les œuvres d'art et les souvenirs du passé.

Les membres de l'Assemblée savaient qu'ils seraient dispersés. Ils en avaient été avertis par les journaux et les orateurs bolchevistes. C'était la conséquence logique de tous les événements et de la nature du bolchevisme. Le public entassé dans les couloirs et dans les tribunes le savait aussi, comme le savaient mieux que quiconque les sinistres matelots postés en sentinelles, comme tous le savaient à Pétrograd et dans les grandes villes de province.Les heures se succédaient et la séance ne s'ouvrait toujours pas : aux tourniquets d'entrée des matelots montaient la garde et ne laissaient pas pénétrer les députés dans la salle. C'était

un présage. Et c'était aussi un étrange spectacle de voir une foule agitée de députés obéir aux injonctions d'une dizaine de matelots. Enfin les tourniquets s'ouvrirent et, comme dans une fête foraine, les députés l'un après l'autre se hâtèrent vers la salle des séances décorée de drapeaux rouges et de tapis de couleur sombre : ce mélange de rouge et de noir, emblême de la Russie, symbole de son existence, était manifestement indestructible. Enfin tous les députés pénétrèrent dans la salle. Comme des enfants, ils se disputaient les places, chacun voulant s'asseoir plus à gauche pour apparaître le plus extrémiste ! Mais la séance ne commençait toujours pas et les heures passaient. Il fallait quelqu'un pour ouvrir les travaux de la Constituante, et ce quelqu'un était dans la pensée des bolcheviks, Sverdlof, président du Comité Central exécutif du Soviet, en sa qualité de « premier personnage » de l'Etat. Cependant Sverdlof ne paraissait pas, on ne savait pourquoi. Il faisait attendre l'Assemblée à la manière des ministres du tsar, avec le même mépris souverain de ceux-ci à l'égard de la Douma. Après un assez long conciliabule, les socialistes-révolutionnaires décidèrent que le plus âgé des membres de la Constituante la déclarerait ouverte. Un grand vieillard, à la barbe blanche, monta à la tribune. Il se tint immobile pendant quelques secondes, puis se redressa de toute sa taille et allait parler, lorsque juste à ce moment apparut derrière lui ce Sverdlof si longtemps attendu. Sans se presser, il enleva au vieillard les attributs de la présidence, écarta l'orateur dans un coin, et déclara la séance ouverte en proposant d'élire un Président. Les bolcheviks et les socialistes-révolutionnaires de gauche posèrent la candidature de Maria Spirodovna qui, dès cette époque, montrait des signes évidents de troubles cérébraux. Les socialistes-révolutionnaires et

les social-démocrates votèrent pour le leader de la majorité, Tchernof. Celui-ci fut élu.

Tchernof, un cahier à la main, la démarche glissante, sans regarder à droite ou à gauche, se dirigea vers la tribune, acclamé par ses partisans. Et, comme un homme qui, pour la première fois, trouve l'occasion de parler sans être interrompu, Tchernof commença un discours qui dura une heure et demie. Il ne se borna pas aux remerciements d'usage pour l'honneur qu'on lui avait fait, et à la promesse d'observer la plus entière impartialité. Non, il exposa en détail, dans son discours d'ouverture, le programme de son parti, comme l'exposent les agitateurs devant un groupe de jeunes gens qui les écoutent pour la première fois. Entraîné par sa propre éloquence, épris de ses propres paroles, Tchernof proposa dans des phrases grandiloquentes de réaliser immédiatement le programme agraire de son parti et d'autres points de ce programme, en émettant, au grand étonnement de beaucoup, au nom du parti socialiste-révolutionnaire, des opinions que ne partageaient point un nombre important de ses camarades. Il n'y avait là rien d'extraordinaire : il était difficile de douter que Tchernof, dans sa poursuite de la gloire et du pouvoir, ne cherchât pas à se montrer plus à gauche que les bolcheviks. Aussi dans le programme qu'il développait, en exigeant une paix immédiate, la socialisation des terres, la lutte contre la bourgeoisie, apparaissait un bolchevisme évident, mais exprimé d'une façon embarrassée, sans courage, sans logique jusqu'au bout. Par là Tchernof voulait prouver au pays tout entier que les socialistes- révolutionnaires ne le cédaient en rien aux bolcheviks, qu'eux aussi étaient partisans de la révolution sociale et qu'ils ne la craignaient pas, même s'ils n'employaient pas ce terme. L'Assemblée écoutait ce président verbeux

et ne croyait ni en lui, ni à ses promesses, ni à son pathétique assommant, ni à sa feinte véhémence. A l'imitation de Tchernof, à la manière du Soviet, de la conférence démocratique, du Comité de la République, des réunions des partis, l'Assemblée Constituante commença à se répandre en un flot de paroles.

Le bolchevik Sorokine d'abord, avec la simplicité d'un homme sans culture, expliqua dans un long discours que le sens du changement de régime et de toute la révolution sociale se ramenait à la réalisation des aspirations d'un petit groupe de gens, convaincus de la justesse de leurs idées, et prêts à ne reculer devant aucun moyen. Pour la dernière fois, en terre russe, Tseretelli prononça un discours. Il polémiqua avec les bolcheviks, les accusa de détruire les fondements du marxisme et de bafouer les principes démocratiques. Il les menaça de tous les maux et d'un dur châtiment que leur préparait l'histoire. Son discours enflammé était haché par les applaudissements de ses amis, les huées et les sifflets de ses ennemis. Ce fut le dernier discours de Tseretelli en Russie, car bientôt nous le verrons dans sa patrie, en Géorgie, dans un rôle nouveau avec des paroles nouvelles.

Cependant, dans les tribunes bondées, un public de marins, de soldats et de bolcheviks sifflait, huait, ou applaudissait, et Tchernof, d'un air sérieux, comme s'il avait eu la force à sa disposition, adressait des observations à ce public et s'efforçait de ne pas entendre les injures qu'on lui criait. Les bolcheviks postés à l'entrée de la salle ou dans la salle elle-même riaient aux éclats en voyant la non valeur complète de la Constituante qui, sans autorité et sans force, n'était que la parodie d'un organe législatif. Sur les gradins, derrière la tribune présidentielle, Lénine, à moitié allongé dans une pose nonchalante, écoutait en baillant les

mots vides de sens qui ne répondaient en rien à la réalité.

La nuit arrivait et l'Assemblée parlait toujours, ivre de ses propres paroles. Et en effet, depuis un mois et demi,depuis le changement de régime, ces gens qui se croyaient orateurs nés n'avaient pas parlé ! Enfin ils pouvaient à nouveau briller de toute leur éloquence. Aux portes de la salle se dressait la silhouette d'un matelot encore jeune, presque un enfant, les cheveux ébouriffés. Ce gamin ricanait malicieusement et regardait effrontément l'assemblée tout en consultant sans cesse sa montre. Ce matelot était le maître des destinées de la Constituante. Il sentait un pouvoir immense entre ses mains et il avait raison. C'était Jeliezniakof. Lentement il traversa toute la salle, monta lentement à la tribune du président, lui frappa avec condescendance sur l'épaule et, en baillant, lui dit qu'il était déjà tard, qu'il était temps d'aller dormir et par conséquent de se séparer. Cette apostrophe troubla Tchernof qui, au souvenir des exemples de l'histoire, se mit à bredouiller quelques paroles sur la violence et les droits de la Constituante. Mais le matelot Jeliezniakof baillait et voulait dormir. Il n'avait pas le temps d'écouter des discussions. Il donna l'ordre de lever la séance, sous la menace, en cas de refus, d'employer la force armée. Tchernof bredouilla encore sans qu'on pût l'entendre, et comme un troupeau effrayé par le bâton du berger, l'Assemblée Constituante se dispersa en toute hâte et se cacha pour éviter des arrestations.

Ainsi cette Assemblée, impuissante et abandonnée de tous, dont les membres avaient si souvent parlé de devoir et de sacrifice, cessa d'exister. Elle ne trouva en elle ni le courage de résister, ni la force de l'héroïsme. Elle s'enfuit lâchement pour se sauver, et avec elle une

nouvelle page de la Révolution russe disparut à jamais. Triste page de la faiblesse humaine ! Quelques mois plus tard, nous voyions des membres de la Constituante raconter par écrit ou oralement la violence exercée par les bolcheviks contre la représentation populaire. Mais jamais ils ne disaient avec quelle honteuse lâcheté ils s'étaient dispersés à la première sommation d'un matelot, d'un gamin ébourriffé. La Russie, une nouvelle fois, ne donna aucune preuve de courage, et cette fois encore les leaders du parti ne surent mourir qu'en paroles.

Dans la nuit qui suivit la dissolution de l'Assemblée, Th. Th. Kokochkine et A. I. Chingariof furent sauvagement assassinés dans l'hôpital où ils se trouvaient. C'étaient les meilleurs représentants de cette odieuse bourgeoisie : ils payaient de leur sang un crime commis on ne savait par qui.

Grâce à la dispersion de la Constituante, les bolcheviks se sentirent libres ; ils n'avaient plus désormais d'ennemis organisés ; ils avaient brisé et éparpillé sur la terre russe les groupements qui pouvaient être dangereux pour eux. Il ne restait qu'une force organisée en Russie : les bolcheviks. Les forces hostiles de l'avenir n'avaient pas de centre de ralliement, elles ne pouvaient sortir que des décombres, de l'anarchie : triste avenir pour le pays ! Il n'y avait ni armée, ni institutions, ni volonté populaire, ni même hommes capables de commencer la lutte : ils avaient fui de tous côtés. Et à travers la Russie le bolchevik, allait triomphant, enivré de sa force, de sa victoire, détruisant tout ce qui lui était étranger et hostile. Dès lors on pouvait conclure la paix à n'importe quelle condition, faire la guerre à n'importe qui, ruiner de fond en comble le pays, tuer les gens, car il n'y avait même plus de tribunaux, ni de responsabilités pour les crimes. Tout

avait été rejeté aux archives, et c'était une hypocrisie de la part des bolcheviks d'affirmer que le sabotage de « l'intelliguentsia » les empêchait de rétablir l'Etat. Où et comment cette « intelliguentsia » aurait-elle pu travailler, et avec quelle utilité sous un régime qui prêchait la désorganisation, qui avait ruiné la civilisation et ramené la Russie vers l'époque révolue de la barbarie érigée en loi ?

Les bolcheviks s'emparaient des gens dans la rue et les assassinaient. Ils pillaient les biens de la nation et des particuliers, interdisaient toute réunion, fermaient tous les journaux et toutes les revues non bolchevistes, transformaient la justice en une mauvaise imitation, une parodie de justice. L'individu, en tant qu'individu, soumis au droit, avait cessé d'exister. La grossière organisation du collectivisme avait anéanti la personnalité. Mais la pratique de l'anarchie donnait à des individus isolés un pouvoir illimité sur les collectivistes. Telle est l'essence du bolchevisme, tel est son contenu réel. Si les fonctionnaires, les officiers échappés à la mort, « l'intelliguentsia » tout entière refusaient de passer au service des bolcheviks, pouvait-il en être autrement ? Ce sabotage et ce refus, hélas ! enlevèrent au nouveau pouvoir la possibilité de créer une organisation politique régulière, et plongèrent la Russie dans un abîme de détresse et de désorganisation définitives, mais il ne pouvait en être autrement. Pour établir leur état sur de nouvelles bases, il fallait aux bolcheviks les cadres nécessaires. Puisque ceux-ci leur manquaient, il leur manquait par conséquent les moyens positifs de réaliser le programme de leur révolution. Il leur était impossible pour une œuvre *nouvelle* d'avoir recours aux hommes *du passé*, aux anciens groupes sociaux, qui ne pouvaient que leur nuire. Mais leur coup d'Etat n'avait été accompli que pour donner

le branle à la Révolution. Et les bolcheviks au début n'en avaient même pas le soupçon.

La dissolution de l'Assemblée Constituante décrétée, après coup, par le Conseil des Commissaires du Peuple, fut le signal d'une guerre civile ininterrompue. Les éléments qui avaient défendu sincèrement la représentation populaire, en tant qu'idée, et ceux qui l'avaient repoussée, s'en faisaient une arme pour lutter contre les bolcheviks. « L'Assemblée Constituante » fut un mot d'ordre autour duquel se ralliaient des éléments divers pour une défense sincère ou feinte. Ce n'est pas dans l'Assemblée dissoute qu'était le centre de gravité du mouvement, car elle était composée à moitié de bolcheviks déguisés ou avérés, et elle inspirait peu de confiance. Mais en la chassant les bolcheviks avaient nié la nécessité même de son existence, comme institution bourgeoise, en d'autres termes ils avaient nié les organes représentatifs, base de tout état démocratique en général. Voilà pourquoi la lutte contre les bolcheviks se transforma rapidement en une lutte pour le suffrage universel en général, pour les droits de la majorité, pour la représentation nationale et à cette lutte prirent part même des hommes d'extrême-droite, qui empruntaient pour leurs desseins propres un mot d'ordre opportun.

Mais le peuple, où était-il pendant qu'on chassait l'Assemblée Constituante ? Il restait parfaitement indifférent. Il achevait de s'emparer des terres des gros propriétaires, des couvents, de l'Etat ; il s'enrichissait ou tombait dans la misère, il mourait de faim ou se rassasiait à loisir, mais il avait en dégoût la politique. Il avait fait sa politique à lui : il avait pris la terre, pillé et brûlé les exploitations, tué des millions de gens détestés. Il n'avait besoin que d'une chose : qu'on lui reconnût en toute propriété les biens acquis pendant cet-

te année, qu'on légitimât le fait accompli. Et puisque des bolcheviks le promettaient, ils pouvaient rester au pouvoir, une Assemblée Constituante n'était pas nécessaire. L'anarchie, qui commençait à se cristalliser, avait soif d'ordre, mais d'un ordre assurant tous les droits, tous les bénéfices acquis en sa faveur. Peu importait au peuple ignorant *qui* serait le maître, *quelle* serait la forme de gouvernement. Une seule chose était essentielle : la reconnaissance du fait et sa ratification légale dans toute son ampleur. C'est ainsi que le terrain se préparait pour un bonapartisme foncièrement russe, le terrain favorable pour ce tsar paysan qui ratifierait le bouleversement économique et donnerait ainsi satisfaction au peuple. Quant à la politique, elle était aussi étrangère à ce dernier qu'au début de la révolution. De l'émeute et de l'anarchie, le paysan avait tiré tout ce qu'il avait pu, et malheur au pouvoir qui voudrait lui arracher son gain !

CHAPITRE XV

L'INTERNATIONALISME VERBAL.

Ainsi la dissolution de l'Assemblée Constituante mit en branle les forces centrifuges en leur donnant la possibilité de se manifester dans toute leur ampleur. Les vexations insensées contre le peuple, qui avaient été la base de la politique d'avant la révolution, avaient fait naître, sur les confins russes, un profond mécontentement non seulement contre le gouvernement mais encore contre la Russie elle-même. Dès les premiers mois de la Révolution, les allogènes avaient exprimé leur désir de se séparer de la Russie. Mais, étant donnée la situation, les Esthoniens, les Lettons, les Géorgiens n'insistèrent pas pour le réaliser. La mode était à l'Internationale. Aussi leurs représentants, au nom de l'Internationale, parlaient les uns d'autonomie, les autres de fédéralisme, mais toujours dans le cadre d'une Russie unitaire. Le Soviet proclamait comme principe le droit des nationalités à décider de leur sort, mais comme il ne savait donner aucun contenu à cette formule ambiguë, les allogènes lui donnaient le sens qui leur plaisait. La guerre civile leur ouvrit de nouveaux horizons. Suivant un plan, déjà ancien, dessiné par l'Allemagne, on tailla dans la chair de la Russie une série d'Etats indépendants ou soumis à l'Allemagne. La propagande énergique poursuivie par l'Allemagne et l'Au-

triche sur les confins russes, eut pour résultat de renforcer les tendances séparatistes. Enfin l'Allemagne tenta l'expérience ukrainienne. Quelques dizaines d'agitateurs venus d'Autriche créèrent une parodie d'Etat, entièrement dans la main de Berlin.

En chassant la Constituante, les bolcheviks placèrent les peuples de Russie devant le dilemme : ou rester attachés à la Russie ou s'en séparer. La ruine et la faiblesse de l'Etat, la tyrannie du nouveau pouvoir et l'anarchie qui menaçait de durer longtemps forceraient ces peuples, dans les limites de leurs frontières géographiques, à essayer d'échapper à la ruine tous les jours grandissante de la patrie commune. Sans doute, l'idée de l'Internationale (la troisième, bien entendu) les empêchait de franchir ce pas, car c'est dans la fraternité des peuples, dans la suppression des frontières, dans la révolution démocratique générale qu'ils croyaient réaliser leur autonomie : ainsi l'affirmaient du moins leurs représentants au Soviet de Pétrograd. Les socialistes modérés, comme Tchkeidze, proclamaient qu'ils désiraient une Russie unitaire, ou tous les peuples entreraient en gardant leur personnalité. Bref, ils étaient partisans d'une Russie fédéraliste.

Mais, depuis, le tableau avait considérablement changé. Les bolcheviks, maîtres du pays, avaient démoli tous les fétiches de la démocratie, et imposaient leur pouvoir, pouvoir d'une minorité, à la Russie et à ses confins. La fraternité universelle et l'abolition totale des frontières, dans le cadre d'une fédération socialiste européenne, dont parlaient les rêveurs du premier Soviet, étaient désormais conçues dans le cadre du régime bolcheviste étendu à toute l'Europe. Fallait-il sacrifier à cette belle idée les intérêts vitaux des peuples ? Soumettre le national à l'international ? La question se posait sur le terrain pratique. Les théories et les mots

perdaient leur sens. Cependant la différence entre la Russie et les confins était considérable dans tous les domaines : ethnique, intellectuel, religieux, économique. Et il était évident qu'en voulant échapper à la ruine et à l'anarchie, les allogènes ne pouvaient pas rester à l'intérieur de l'état bolcheviste. Poussés par l'instinct de conservation, les peuples agissent non pas au nom de principes mais d'après des réalités. Aussi cet internationalisme qui avait si souvent inspiré les paroles et les actes des représentants des petites nationalités en Russie disparaissait pour faire place chez eux, quand ils étaient dans leur pays, au sentiment national. Sans aucun doute la séparation des allogènes d'avec la Russie fut inspirée par un vigoureux sentiment national. Il est triste cependant que ce sentiment fut raisonnable et juste pour la Géorgie, la Lettonie, l'Esthonie, la Lithuanie, et qu'on le refusât à la Russie comme une manifestation d'impéralisme. Au Soviet de Pétrograd, Tseretelli était partisan du renversement de Milioukof, qui rappelait la nécessité de veiller sur les intérêts de la Russie. A Pétrograd encore, Tseretelli insistait pour qu'on laissât pénétrer en Russie un des fondateurs de la troisième Internationale, le bolchevik Suisse Grimm, dont il se porta garant et dans lequel à la fin on démasqua un espion allemand. Mais, en Géorgie, Tseretelli, avec l'aide de Tchkeidze, fonda un état national, et désormais, il mena, non plus au nom de l'Internationale, mais pour la gloire de son peuple, une politique bourgeoise, recherchant le soutien des gouvernements impérialistes de France et d'Angleterre, qu'il avait tant détestés pendant son séjour au Soviet de Pétrograd. Chez lui, en Géorgie, Tseretelli lutta contre les bolcheviks, et avec l'énergie d'un homme d'Etat, il eut recours aux mesures de répression contre les démolisseurs de son état à lui. Je ne veux pas dire par là que

la conduite de Tseretelli et des autres représentants des confins ait été hypocritement à double face, non. Mais ces gens oubliaient que même à l'intérieur des frontières de l'Internationale les nations existent avec toute la diversité de leurs intérêts, le caractère propre de leur histoire et de leur culture. La théorie parut absolument inapplicable à la Géorgie, l'Esthonie, l'Azerbeïdjan, l'Ukraine, le Don, le Kouban, le Terek et la Sibérie. Chez eux tous ces internationalistes d'autrefois luttèrent contre les bolcheviks précisément parce que ceux-ci voulaient substituer l'international au national. Mais alors comment la théorie pouvait-elle paraître nécessaire lorsqu'on l'appliquait à la Russie composée de tous ces états ? Ce qui ne convient pas au tout ne doit pas convenir aux parties et réciproquement.

Quoi qu'il en soit les allogènes, obéissant à l'instinct de conservation, commencèrent à se séparer de la Russie. Tous, ils jugèrent les bolcheviks indésirables, et la révolution sociale funeste à n'importe quel organisme populaire. Si cette thèse était juste en elle-même, son utilité apparut encore plus vitale par ce fait que la guerre mondiale durait, mais déjà sous une forme un peu différente ? L'abandon de la guerre par la Russie privait l'Entente d'un immense appui et pouvait rapidement ranger la Russie aux côtés de l'Allemagne. Par conséquent, l'Entente devait chercher des alliés dans sa lutte contre l'Allemagne et les bolcheviks : elle les trouva précisément chez les allogènes hostiles au bolchevisme. Cerner celui-ci de toutes parts était une nécessité d'un caractère purement militaire et la reconnaissance des nouveaux états répondait aux plans *militaires* des puissances de l'Entente. Mais au lieu d'écraser les bolcheviks par la force des armes (et c'était d'une extrême facilité jusqu'au milieu de 1918), l'En-

tente eut recours au blocus passif, à l'isolement de la Russie, condamnant ainsi le pays à la famine et aux épidémies qui emportèrent dans la tombe des millions de victimes.

La question de la reconnaissance des nouveaux états était remise à la décision de la conférence future de la paix. Mais en fait tous ces états existaient comme unités indépendantes. L'Allemagne les reconnaissait, les protégeait contre les bolcheviks ou contre l'Entente. Et lorsque les troupes allemandes, sous la pression de l'ennemi, abandonnèrent leur territoire, la France et l'Angleterre se chargèrent de la protection de la Géorgie, de l'Esthonie, de l'Azerbeïdjan, etc., sanctionnant ainsi leur indépendance de fait. Les protecteurs se succédaient, mais les Etats demeuraient. Ainsi la carte géographique qu'avaient dressée les dépeceurs allemands de la Russie, fut, par un caprice de l'histoire, adoptée par les alliés de la Russie, l'Angleterre, la France et les autres puissances. Je me borne à ces courtes réflexions, qui dépassent le cadre de mon sujet. Je reviens donc aux allogènes sauvés de la destruction bolcheviste. En se séparant de la Russie centrale, ils échappaient à son sort. Mais, en se séparant, ils ressentirent peu à peu des besoins d'un genre différent. On aurait cru que ces peuples, gouvernés par des socialistes ou des ultra-radicaux bourgeois, ne pouvaient pas mener une politique de conquêtes et de rapine. Cette conjecture était erronée. L'internationalisme verbal, bon pour la Russie, ne l'était plus pour les nouveaux Etats. Nous avons pu voir comment, depuis le premier jour de son existence indépendante, la Finlande commença une politique d'expansion territoriale en émettant des prétentions sur des régions peuplées par des Russes. La Géorgie, l'Esthonie firent de même, sans parler de la Pologne qui rêvait de ses frontières his-

toriques. Le principe du plébiscite, qui paraissait sacré, fut dans la réalité repoussé et, dans leurs convoitises, tous les états furent atteints de la folie des grandeurs. Toutes ces prétentions tendaient à arracher des provinces à la Russie, à s'enrichir au compte d'un pays en décrépitude. Les nouveaux états, en croyant la Russie morte pour toujours, oubliaient qu'ils s'étaient fondés sous le prétexte de lutter contre le bolchevisme, et la lutte qu'ils engageaient était au fond dirigée contre la Russie elle-même, pour la démembrer. Ils oubliaient que leur indépendance était éphémère et dépendait du caprice des puissances protectrices. Ainsi l'internationalisme verbal se transformait en un nationalisme agissant, et les théories étaient rejetées par la pratique. Dans quelle situation se trouvaient dès lors les bolcheviks ?

Tout d'abord, ils restaient confinés dans les limites de la seule Russie, puisqu'ils n'avaient pas pu allumer l'incendie mondial de la révolution sociale. En second lieu ils tenaient le pouvoir. Il s'agissait d'appliquer les formules au réel. Car il fallait vivre dans la réalité du pays et des hommes. Le prolétaire schématique de Lénine avait, certes, vaincu le bourgeois schématique, mais après la victoire, le prolétaire devait manger, boire, produire des richesses nationales etc. Aucun pouvoir, pas même celui des théoriciens et des fanatiques, ne peut exister hors des conditions du moment. Or, ces conditions étaient lamentables et ne pouvaient satisfaire même des bolcheviks. Certes la paix était conclue ; le pouvoir se trouvait en fait aux mains d'une oligarchie ; le peuple s'était emparé des biens des classes dirigeantes. Mais après ? La Russie mourait de faim, du manque de toute marchandise, encerclée de toutes parts par des ennemis nombreux et puissants. En attendant, le prolétariat mondial « se préparait » toujours à la révolution sociale, et les prolétaires des

anciennes provinces limitrophes partageaient entre eux la terre russe. La Géorgie dépouillait la Russie de son manganèse et de son naphte : toute l'industrie des bords de la Volga et les transports sur le fleuve avaient cessé. L'Azerbeïdjan privait la Russie de naphte et des denrées coloniales de Perse. Le Don et le Kouban, où se formaient les armées volontaires et la cavalerie cosaque, barraient le chemin de la Mer Noire. L'accès de celle-ci était fermé aussi par l'Ukraine dont la population, entièrement épuisée par la succession des gouvernements, tombait au pouvoir d'aventuriers. C'étaient tantôt Skoropadski, tantôt Petlioura, tantôt des atamans ou des chefs de bandes, accablant la population d'impôts de toutes sortes et imprimant sans fin du papier monnaie. Aussi la Russie ne pouvait tirer du Sud ni pétrole, ni charbon, ni froment, ni sucre ; elle ne pouvait entretenir son industrie et se trouvait condamnée à la famine.

Au Nord et à l'Ouest, le danger n'était pas moindre. L'Esthonie et la Lettonie refoulaient la Russie de la Mer Baltique, l'empêchant de recevoir des marchandises de l'Ouest, tandis que la Pologne, s'insérant comme un coin entre la Russie et l'Allemagne, fermait la route du paradis bolcheviste aux marchandises allemandes. La Russie était ramenée aux frontières et aux conditions économiques de la Moscovie du XVe siècle, au début de sa lutte trois fois séculaire pour l'accès vers la mer. Les bolcheviks se trouvaient devant l'inéluctable nécessité de changer radicalement leur politique. Agir au nom de l'Internationale, parler des problèmes du socialisme mondial, lorsque la patrie de la révolution sociale était encerclée de toutes parts, aurait été une hypocrisie et une sottise. La question se posait dans toute son ampleur : comment la Russie devait-elle agir vis-à vis d'Etats qui, par le fait seul de leur

existence, mettaient la Russie dans l'impossibilité de vivre ? Pouvait-on se contenter de belles phrases, devait-on continuer à faire appel aux prolétaires d'Europe lorsque la Russie mourait, faute de produits alimentaires et manufacturés, de matières premières même, et que la faim et les épidémies fauchaient des millions de victimes ? Enfin, les bolcheviks, agitateurs de profession, se demandaient par quels mots d'ordre ils pourraient ranimer l'ardeur du peuple épuisé, affaibli, désormais incrédule. Ces mots d'ordre existaient, mais il était difficile d'en abuser longtemps. Le principal était: la lutte contre la réaction. Je ne m'arrêterai pas à décrire la guerre civile qui se poursuivit pendant près de trois ans. Il faudrait avoir des documents, décrire les faits les plus insignifiants, parler des événements au jour le jour. Ce sera l'œuvre de l'historien, capable, lorsque le temps aura apporté son pardon, de trouver en lui l'apaisement nécessaire à la recherche du passé. Moi qui ai pris part à la guerre civile, qui ai enterré des amis et haï mes ennemis d'une haine agissante, je ne puis décrire la Russie divisée en deux camps et la patrie noyée dans le sang fraternel. La vengeance, l'extermination, la déchéance morale, la disparition de la civilisation, tels sont les fruits de la guerre civile, quels qu'en soient les mobiles. « Révolution » et « contre-révolution » ont une psychologie identique et par conséquent des résultats identiques : le retour au point de départ. Le bolchevisme en lutte avec la contre-révolution anéantissait son ennemi par le fer et par le feu pour ramener le despotisme. La contre-révolution, en luttant contre son ennemi, l'anéantit pour restaurer de même le despotisme : telle est la destinée de tous les bouleversements, de toutes les guerres civiles. Les bolcheviks assuraient le peuple que les officiers, les propriétaires, les intellectuels voulaient leur arracher la

terre, les libertés conquises pour rétablir l'ancien régime et le tsar. Ils lui disaient que là où se trouvaient justement les contre-révolutionnaires il y avait en abondance blé, sucre, charbon, tissus, etc. dont le besoin oppressait la Russie. Il suffisait d'abattre la réaction pour que tout fût en quantité suffisante et pour que le nouveau régime donnât prospérité au pays. Dans les premiers temps on croyait à leurs paroles, on s'enrôlait sous leurs drapeaux, et aux premiers rangs de l'armée révolutionnaire combattaient et mouraient des gens convaincus, des idéalistes et des fanatiques. Tous périrent ; la fleur du prolétariat naissant disparut et il faudra beaucoup de temps pour que de vrais prolétaires renaissent en Russie.

Il en était exactement de même dans le camp adverse. Les généraux Alexeïef et Kornilof avaient créé une armée de volontaires déterminés à se sacrifier pour le salut de la patrie perdue par les bolcheviks. De tous côtés, en risquant leur vie à chaque pas, les volontaires gagnaient le Kouban. Ils étaient en tout quelques milliers, sans armes, à demi nus, à demi morts de faim. Ils se battaient, ils remportaient des victoires, s'augmentaient de nouvelles recrues : déjà ils avaient conquis la moitié de la Russie. Mais les meilleurs, presque tous, étaient tombés dans les combats, au premier rang, en donnant l'exemple aux autres et l'armée, déjà grossie en nombre, mais alourdie de tous côtés par les maraudeurs et les aventuriers, complétée par des paysans mobilisés sans aucun désir de se battre, s'affaiblissait et se démoralisait. Elle pillait, brûlait, commettait des violences et se désagrégeait. Les deux armées, la rouge et la blanche, n'étaient qu'un ramassis de soldats débridés. Les chefs donnaient des mots d'ordre et essayaient de sauver, les uns la révolution sociale, les autres la Russie. Mais ils n'avaient derrière eux que

des masses désorganisées, des mercenaires et des pillards. Les masses étaient poussées en avant par la force d'inertie et battaient l'adversaire qui ne se battait pas, ou reculaient de même par force d'inertie, abandonnant leur matériel de guerre, et sauvant seulement ce qui leur appartenait en propre. Les succès étaient intermittents. Tantôt les bolcheviks l'emportaient et semblaient se consolider sur le territoire de toute la Russie. Deux mois après ils cédaient la place à un nouveau pouvoir, et s'enfuyaient en détruisant villes et villages, en fusillant les populations innocentes. Par degrés la Russie tombait dans le dénuement, mourait de maladies, perdait l'habitude du travail et grossissait la catégorie des mercenaires de profession. La furieuse lutte entre fanatiques faisait place à une guerre de pillages, pour le gain. La soif de la vengeance s'étanchait, il y avait moins d'atrocités, mais la corruption grandissait et l'immoralité des deux partis devenait de plus en plus repoussante. Dans l'incendie de la guerre civile avaient péri les forces non seulement matérielles mais aussi morales d'un grand pays.

L'émeute était devenue un but par elle-même ; le pillage, le mobile des actions. Voilà le fruit de la prolongation de la lutte. Il n'y avait plus de révolution ni de contre-révolution. Il ne restait que l'habitude des voleries et du meurtre, des déprédations et des prévarications. Les armées n'obéissaient plus à leurs chefs qui, pour garder leur influence, devaient sinon approuver du moins permettre le pillage. Ce n'était pas là l'effet du hasard. Le matériel humain était le même des deux côtés. Aujourd'hui un soldat était volontaire, une semaine après il se faisait garde-rouge pour revenir une semaine après parmi les volontaires. Peu lui importait de savoir où et contre qui il se battait, pourvu qu'il pût faire du butin. Il ne supportait aucune

discipline, haïssait également tous les chefs : l'instinct seul de l'anarchie vivait en lui.

Mais pendant que la guerre fraticide durait, que les richesses nationales, la civilisation et les hommes périssaient, les allogènes, formés en Etats indépendants, grandissaient en force et cherchaient à arracher le plus possible à la Russie. Ils réclamaient à leur ancienne patrie des réparations pour les dommages subis au cours de la guerre et s'appropriaient ses biens. Ils mettaient la main sur des lambeaux de territoire ou sur des régions importantes, sans rencontrer de résistance, puis priaient l'Angleterre et la France de reconnaître leur droit de propriété de fait. En se fortifiant, ils regardaient avec joie la guerre civile affaiblir de plus en plus la Russie et par cela même les consolider eux-mêmes. Ils refusaient de prendre part à la lutte, quoiqu'on leur eût montré que, si les bolcheviks écrasaient la contre-révolution, ils entreprendraient la conquête de la Lettonie, de la Géorgie, de l'Esthonie, de la Lithuanie, etc. Ils refusaient aussi d'aider les bolcheviks. Ceux-ci cherchaient en vain à les convaincre que les volontaires, partisans d'un état unitaire, s'efforceraient d'anéantir coûte que coûte l'indépendance des anciennes provinces russes. Non, ils désiraient rester neutres, ils désiraient que la Russie perdit tout son sang dans cette lutte sanglante ; ainsi elle serait privée pour longtemps de toute force pour réunir ses provinces dispersées. Ils ne souhaitaient en Russie aucun gouvernement, blanc ou rouge, capable d'être fort et de donner l'unité au pays. Ainsi l'internationalisme verbal avait fait place à un nationalisme de gens pratiques et adroits, pour qui la mort du voisin signifiait la réalisation d'un héritage important. Il leur semblait que la Russie agonisait déjà, que dans le brouillard sanglant de la guerre civile elle avait perdu non seulement la raison, mais

encore l'instinct de la conservation. En était-il ainsi ? Les mots d'ordre de la guerre civile avaient-ils gardé leur force ? L'instinct de la conservation était-il à jamais éteint chez le peuple ? Enfin si, après plus de trois ans de guerre civile, la morale avait baissé, si les mœurs étaient devenues brutales, la raison ne s'était-elle pas affermie, et le peuple n'avait-il pas appris quelque chose ? Dans les masses amorphes, privées de tout sentiment national et de toute idée de l'Etat, de nouveaux sentiments et de nouvelles idées n'avaient-elles pas germé ?

Les jeunes diplomates des Etats nouveaux n'ont évidemment pas cherché à résoudre ces questions. A la façon des diplomates des vieilles nations et du vieux temps, les internationalistes en paroles ne comptaient qu'avec les gouvernements : Quant aux peuples, ils n'y songeaient même pas.

CHAPITRE XVI

POUSSIÈRE D'HOMMES.

En se séparant de la Russie, les allogènes l'avaient enfermé dans un cercle sans issue. Elle était privée de toute possibilité de relations économiques avec l'Europe et dans l'absence totale de matières premières et de produits, avec son industrie détruite, elle était réduite à une existence primitive. Ce que l'on pouvait prévoir dès le début de la révolution, sans risquer de se tromper, était arrivé : la lutte entre la campagne et la ville. Affamée, sale, déguenillée, la ville mourait faute de vivres et ses préoccupations n'avaient qu'un but, se procurer des denrées alimentaires. Dès le début de 1918 donc, dans les capitales et les grandes villes de province, on ne trouvait ni blé, ni sucre, ni viande de cheval, ni œufs, ni beurre. Dans l'automne de 1918, la famine fit déjà des milliers de victimes. Au début de 1919, la population des villes se nourrissait *au hasard,* oubliant le goût du pain et de la viande. Chaque jour la situation empirait. Les bolcheviks persuadaient au peuple qu'il fallait conquérir le Don et la Petite-Russie et qu'alors chacun aurait de tout. Mais l'Ukraine deux fois conquise n'allégea pas les difficultés de la situation : des provinces du Sud n'arrivaient que de rares produits et en quantité insignifiante, car les transports étaient désorganisés et, ce qui était

plus grave, les paysans ne vendaient pas leur blé. Déjà dès le début de 1918, le pouvoir avait dû recourir à la force pour s'approvisionner : des détachements de réquisition avec de l'artillerie et parfois des aéroplanes se répandirent à travers le pays en s'emparant du blé des paysans. Les campagnes, très bien armées, fortes de leur union dans une haine commune de la ville, opposaient la force à la force, et les combats prenaient un caractère féroce, car c'étaient des affamés qui se battaient contre des gens rassasiés, des désespérés contre des égoïstes les condamnant à la famine. Si au début les bolcheviks affirmaient que c'étaient les accapareurs parmi les paysans qui refusaient du blé, cette assertion fut vite controuvée, car les moujiks pauvres eux aussi n'avaient aucun désir de vendre du blé aux villes.

Alors Lénine, cet inventeur de formules, en créa une nouvelle : le pouvoir des Soviets devait s'appuyer sur les paysans fortunés, sur cette petite bourgeoisie, hostile au communisme et aux bolcheviks. Mais la formule ne donnait pas de pain, ne rassasiait pas les villes. Le paysan n'avait pas besoin de mots d'ordre, mais de marchandises. Pendant les premiers mois de la révolution, les moujiks acceptaient de l'argent en échange de leurs produits. Puis ils se firent payer par toutes sortes d'objets, et bientôt la campagne s'emplit de pianos, de tapis, de meubles, de tableaux : la ville établissait le système des échanges. Mais ce moyen s'épuisa, tandis que l'argent perdait de plus en plus sa valeur. Tous les mois des milliards de roubles-papier étaient émis par les Soviets, par le gouvernement de l'Armée volontaire, par celui du Don, ceux d'Ukraine, celui de Sibérie. Un gouvernement ne reconnaissait pas l'argent de l'autre, et ce déluge de billets, reconnus ou non, se grossissait encore des billets faux, émis par des

gens entreprenants, ou par Petlioura, qui avait volé les clichés photographiques et ne possèdait ni territoire, ni armée, ni pouvoir, mais seulement ces clichés, une typographie, des couleurs et du papier. Tous ces papiers dépréciés, valant à peine le centième, le cinq centième, le millième de leur valeur nominale, n'étaient d'aucune utilité pour les paysans. Chacun d'eux en possédait quelques kilos dont la moitié étaient faux ou annulés par quelque pouvoir. Mais la campagne manquait de tissus, de cuirs, de fers, de savon, de thé, de sucre. Elle n'avait ni clous pour réparer une charrette ou une herse, ni ficelles pour attacher le collier des chevaux, ni fil à coudre. Ce qu'elle exigeait de la ville c'étaient des produits manufacturés, et si elle n'en recevait pas elle refusait son blé. Elle offrait des marchandises pour d'autres marchandises et non pour du papier. Elle produisait et exigeait que la ville produisit aussi. Il était impossible de convaincre le moujik que si les usines et les fabriques ne travaillaient pas c'était par manque de charbon, de coton et de fer.

Il y avait d'autres raisons de ce chômage, plus visibles et plus compréhensibles pour les paysans. Ils savaient que la ville s'occupait de politique, mais ne voulait pas travailler, que sans rien faire les ouvriers touchaient de gros salaires, devenant ainsi des pensionnés de l'Etat. Aussi, convaincus qu'on ne pouvait rien obtenir de la ville, ils réduisirent la surface ensemencée. Le paysan n'ensemençait qu'une déciatine ou deux, dont la récolte devait suffire à sa nourriture jusqu'à l'année suivante. Le reste de sa terre demeurait en friche et se couvrait d'herbes. Dans beaucoup de gouvernements, traversés par les armées rouges et blanches, les cultures avaient été réduites de 65 à 70 %, car toujours les soldats enlevaient la récolte et les gouvernements réquisitionnaient le blé, quelquefois sur

pied. Dans sa haine profonde contre la ville, le paysan préférait enfouir son grain ou le brûler, plutôt que le céder. Ainsi la lutte entre la ville et la campagne devenait de plus en plus farouche et détruisait la base même de la vie russe : l'agriculture. Le bolchevisme, officiellement rebaptisé communisme, fut compris par le peuple comme une doctrine permettant de ne rien faire à la ville désireuse de vivre sur le dos de la campagne. Aussi la multitude immense qui haïssait la ville, son ennemie de longue date, se mit à détruire tout ce qui lui était étranger par sa vie ou ses idées.

La campagne sentait seulement une chose, qui était vraie : depuis les temps les plus reculés, elle avait été l'esclave de la ville. C'est de là, du lointain Pétrograd d'abord, de Moscou ensuite qu'arrivaient les ordres ; c'est là-bas qu'on élaborait les lois et qu'on décidait d'elle par décret. Ces décisions dans la plupart des cas prouvaient que les habitants de la ville ne connaissaient pas la campagne, ne tenaient nul compte de ses besoins et ne voyaient dans le moujik qu'un contribuable. De la ville arrivaient les représentants du pouvoir, en uniforme, couverts de décorations. Ils ordonnaient, criaient, jetaient en prison, et parfois frappaient. Ils parlaient une langue à part, et avaient souvent l'injure à la bouche. Mais ils étaient inaccessibles, lointains dans leur splendeur, ils ne savaient et ne voulaient pas comprendre le peuple. Qu'y avait-il de changé ? Presque rien. L'officier de police, le chef de district, le gouverneur avaient cédé la place à des gens simplement vêtus, portant quelquefois des bottes et des blouses. Ils s'adressaient au moujik en l'appelant « camarade ». Dans de longs et obscurs discours, ces gens des villes couvraient de louanges le nouveau régime, mais ils exigeaient la livraion immédiate du blé, du gruau, du beurre, etc. Et ils traduisaient leurs paroles en actes, enlevaient

par la force des armes tout ce qu'ils voulaient, sans donner lecture d'aucun papier officiel, agissant à leur guise. Ils étaient jeunes, sales, mais parlaient comme les autorités d'autrefois. Ils exigeaient, ordonnaient, menaçaient. Ils ne se contentaient plus de frapper, ils fusillaient sans merci. Autrefois, il y avait au moins une sorte de jugement, et avant d'enlever au moujik sa vache ou son samovar, on lui lisait quelque chose et on le dépouillait « d'après la loi ». Maintenant un gamin arrivait de la ville suivi d'une vingtaine de ses semblables, aussi jeunes et aussi déguenillés, mais bien armés : ils s'intitulaient communistes. Ils affirmaient que le communisme, c'était le pouvoir des ouvriers et des paysans. Mais il était faux que ce pouvoir fut paysan et la preuve en était dans la lutte de ces gens contre la campagne, leurs injures à l'adresse de la bourgeoisie des villages, leurs actes de violence. Que ce pouvoir put être celui des ouvriers, c'était possible. Mais toujours le paysan avait méprisé l'ouvrier. L'industrie commençante n'avait pas encore donné naissance en Russie à un prolétariat particulier et les ouvriers n'étaient que des saisonniers de fortune. Ils venaient de leurs villages parce qu'ils ne savaient pas ou ne voulaient pas travailler la terre ; c'étaient des faibles qui avaient fui leur milieu natal, le seul cher au moujik. En abandonnant les travaux de leurs pères pour un avenir inconnu, pour une autre vie incompréhensible, ils ne pouvaient inspirer de respect à la campagne où un conservatisme indestructible s'unit à l'amour de la terre, de son odeur, de son étendue. Aussi les hommes, qui maintenant règnent en maîtres au nom des ouvriers, sont des propres à rien : ils ont quitté pour les villes la *vraie* vie, le travail simple, mais honnête, qui fut celui de dizaines de générations. Et les propres à rien, incapables de rester à la terre,

dictent leur volonté à la campagne, en y introduisant leur régime à eux, les lois créées par eux !

La ville, c'est une création de l'Occident et de la civilisation occidentale. La ville, centre de la pensée et des affaires, a toujours été inaccessible à la mentalité des moujiks. Maintenant ceux-ci s'opposaient de nouveau à elle et à tout pouvoir qui venait d'elle. Les bolcheviks à leur tour, produit typique de la ville, étaient hostiles à la campagne et haïs d'elle. Les paysans savaient qu'ils étaient, eux, la majorité, qu'ils avaient la force, et que, s'ils le voulaient, ils feraient mourir la ville de faim. Cette vérité était plus forte à leurs yeux que toutes les affirmations des communistes, se déclarant les amis des paysans, désireux d'instaurer un ordre nouveau sans contester leur droit de propriété sur la terre dont ils s'étaient emparés. Les bolcheviks renonçaient à leur programme et s'accommodaient de la réalité bourgeoise. Malgré eux, ils avaient créé la propriété privée et s'y résignaient pour rallier autour d'eux les moujiks. Ce qu'ils ne comprenaient pas, c'est que la ville et la campagne n'étaient pas seulement ennemies dans leurs rapports matériels, mais que la psychologie des paysans, leurs conceptions étaient différentes de celles de la ville. Le paysan méprisait celle-ci, n'avait aucune foi en elle et par suite refusait de l'aider.

Des gouvernements de toute espèce surgissaient et disparaissaient. Dans le Sud, en Ukraine, Petlioura remplaçait Skoropadski, les bolcheviks remplaçaient Petlioura, les volontaires les bolcheviks, les bolcheviks à leur tour les volontaires. Puis, c'étaient les Ukrainiens qui chassaient les bolcheviks, pour être chassés de nouveau par eux. Mais aucun pouvoir ne jouissait de la confiance et personne ne voulait lui obéir. Par la force des choses, et quel qu'il fut, le pouvoir qui ap-

paraissait devait demander du pain à la campagne sans rien lui donner en échange. Le moujik finissait par croire qu'on voulait se servir de lui pour le tromper ensuite. Il savait que la ville ne travaillait pas et se corrompait de plus en plus, mais qu'elle voulait règner en maîtresse et lui imposer son autorité. Cela lui paraissait une impudence de la part de ces gens des villes dont il refusait de reconnaître le pouvoir. Oui, il avait besoin d'ordre, il rêvait du temps où il aurait le droit de travailler tranquillement sans craindre les incursions des voleurs de blé. Il voulait que la terre lui fut assurée par une loi, sanctionnant sa main mise sur elle. Mais tous les gouvernement successifs étaient impuissants et ne lui apportaient aucune aide. Aucun ne lui donnait de produits manufacturés. Aucun ne pouvait rétablir l'ordre. Aucun ne voulait, ne pouvait ou ne savait sanctionner sa main-mise sur la terre. Les bolcheviks, en tant que communistes, redoutaient le mot de « propriété ». Les volontaires se retranchaient derrière la décision future de l'Assemblée Constituante qui se réunirait quelque jour dans un lointain avenir. Skoropadski était l'exécuteur des volontés des gros propriétaires. Petlioura ne faisait que promettre et imprimer de la fausse monnaie. Le peuple ne croyait en personne. Il voulait un régime *pour lui*, mais il repoussait le pouvoir des villes et leur droit au pouvoir. Cet esprit de rébellion, qui vit dans tout moujik, trouvait un élément favorable dans chacun des événements se succédant avec une fantastique rapidité, dont le résultat était de renforcer la méfiance innée de la campagne pour la ville et son pouvoir. Au fond des âmes ébranlées restait une lueur d'espoir dans la venue d'un gouvernement tout près du moujik. Cet espoir, cette foi dans le miracle prochain était mise à profit par des bandits dans le genre de Makno. En se proclamant chef des

paysans, en promettant à ceux-ci de réaliser leurs désirs, des aventuriers en foule formaient des détachements, tombaient sur les villes voisines, les mettaient à sac et les incendiaient.

Mais il n'y avait toujours pas de gouvernement. L'Etat paysan ne s'organisait pas, mais la masse des moujiks arrachée à sa tranquillité, et remplie d'une haine frénétique contre les villes, anéantissait celles-ci pour se venger de ses espérances trompées, de ses rêves violés. La moitié de la Russie déjà était en proie à l'anarchie dans laquelle tout pouvoir se dissolvait, perdait sa force et disparaissait rapidement. Peut-être le pouvoir bolcheviste était-il haï plus que tout autre : celui qui lui succédait était immanquablement accueilli avec joie, comme un libérateur. Mais deux ou trois semaines passaient et déjà le peuple maudissait le dernier venu, et en attendait avec impatience un autre, quel qu'il fût, pourvu qu'il fût nouveau. L'anarchie ignore la stabilité, l'esprit de révolte est contraire à la fixité. Voilà pourquoi il arrive un moment où le pouvoir apparait en vainqueur, mais en vainqueur raisonnable, sanctionnant la révolution dans tous ses excès. Telle était la conception d'un pouvoir paysan et telle était la raison du succès des chefs des bandes paysannes, détruisant les villes et satisfaisant les aspirations du moujik vers un pouvoir anarchique. Une masse énorme de gens, l'épaisse poussière humaine qui emplit la Russie, s'agite encore et il faudrait être bien audacieux pour prédire la fin du bouleversement qui rappelle par tant de côtés les troubles du début du 17e siècle, les insurrections de Razine et de Pougatchof. Maintenant comme alors le centre s'affaiblissait, les forces centrifuges se révèlaient dans toute leur ampleur, et la psychologie paysanne, toute d'anarchie et de mépris du pouvoir, restait la même.

Mais ce serait une grosse erreur de penser que, malgré cette identité, le peuple n'a pas changé depuis ces trois siécles. Si l'on considère seulement les trois dernières années depuis la Révolution, on constate des transformations énormes, et un immense mouvement en avant déjà accompli. L'instinct du peuple et les forces élémentaires de son âme vivent dans l'émeute sauvage, les atrocités, la destruction. Mais de même qu'après le déchaînement des éléments surgissent dans la nature des montagnes, des îles, des lacs, de même dans le déchaînement des éléments russes apparaissent degrés par degrés des traits nouveaux inconnus auparavant dans le peuple. Esclave et primitif, il a connu la liberté, sans limite et sans frein sans doute, mais une liberté dont il ne se laissera plus frustrer. Le villes et leurs habitants ont pendant ce temps donné de nombreuses leçons au paysan, en élevant son niveau intellectuel. L'habitude de mieux se vêtir, de mieux se nourrir, de se laver plus souvent, que la guerre lui avait donnée, s'est renforcée grâce au bien-être accru. Après avoir pris à la ville argent et objets, il commence à s'en servir et acquiert ainsi des habitudes d'ordre, de propreté régulière, de discipline. Egoïste et propriétaire par nature, il conserve toujours tout jalousement. Le résultat peut-être le plus important de la Révolution, outre l'extension de la propriété privée, sera ce fait que le paysan s'est affiné extérieurement en apprenant à user du savon, à mieux s'habiller, etc. Or le progrès matériel engendre des besoins intellectuels, car la moindre nouveauté, la moindre amélioration matérielle développe les goûts et crée des habitudes d'esprit. Le fauteuil que le paysan a emporté du château du propriétaire donnera à son nouveau possesseur, par le fait qu'il en use, de nouveaux besoins et de nouveaux goûts.

De plus la propagande intensive, menée pendant deux

ans et demi à la campagne, a appris au moujik le respect de lui-même. Le flot pressé des tracts de propagande charriait sans doute trop de choses étranges et incompréhensibles pour lui. Il ne comprenait pas ce qu'étaient « le socialisme » et «l'internationalisme », « le capitalisme », « l'impérialisme », « la lutte des classes », «la dictature du prolétariat » tout ce pourquoi on en appelait à lui. Mais de toute cette littérature sans bornes il retirait deux conclusions, parfaitement justes. D'abord tous les gens de la ville, quel que fût leur parti, se tournaient vers lui, parlementaient avec lui, et essayaient de le convaincre. Par conséquent, il avait la force et on ne pouvait rien faire sans lui. C'est ce que déclaraient d'ailleurs ouvertement les socialistes-révolutionnaires qui cherchaient à le flatter. De plus, son respect pour lui-même, sa confiance en sa force étaient confirmés par les faits, puisque la ville ne pouvait vivre sans la campagne et mourait de faim si celle-ci refusait de la ravitailler. Puisqu'il en était ainsi, une deuxième conclusion s'imposait : le temps avait disparu à jamais où on pouvait l'injurier lui, le moujik, le battre et le frapper au visage. L'ancien seigneur, l'ancien fonctionnaire, l'ancien officier, comme le passé tout entier, n'existaient plus. Personne ne pouvait plus le frapper, l'injurier. C'étaient des « temps nouveaux », un régime nouveau. Enfin sa liberté sans bornes, son anarchie, ses destructions faisaient naître chez le moujik la foi en lui-même, dans sa force, dans son égalité avec quiconque. Le peuple jouait avec sa liberté comme un enfant avec un jouet nouveau qu'il casse. Mais, comme l'enfant aussi, il ne donnera pas ce jouet à un autre, il défendra son droit à en jouir et à le briser. Aussi les gouvernements qui songeaient à le lui enlever ont péri comme tous ceux qui songeront à restreindre sa liberté. Désormais, après avoir goûté de

la liberté et s'être pénétré de son esprit, il luttera contre les communistes et les généraux d'autrefois qui s'efforcent d'étouffer une liberté si longtemps attendue et si mal exercée. Cette liberté promet au peuple la souveraineté sur la ville, elle lui donne la possibilité d'une existence nouvelle, aussi aucun pouvoir ne pourra-t-il lui enlever les droits acquis. La lutte entre la ville et la campagne, entre la civilisation européenne des villes et la vie primitive des villages russes aboutit à la ruine de la civilisation des villes et à la domination de la campagne.

Un autre sentiment aussi était sur le point de naître, imprécis encore et inconscient. Pendant deux années et demie de guerre et trois années de révolution, une nation se formait de ce qui n'était qu'une population. Les troupes allemandes, maîtresses des provinces russes de l'Ouest et du Sud, étaient étrangères par leur religion, leur langue, leurs habitudes. En Petite-Russie, elles s'étaient heurtées à la résistance d'abord passive des habitants. Mais, quelques semaines après, cette résistance avait pris le caractère d'un soulèvement lorsque le peuple, sans organisation, sans plan, sans chefs, tombait sur les détachements de ces intrus et les anéantissait. Le sentiment national s'éveillait avec l'idée de la patrie. Auparavant patrie n'était qu'un mot vide de sens, et dès le début de la révolution, être « patriote » était une tare qui condamnait à mort. Mais ces mêmes agitateurs qui avaient inspiré la haine de la patrie étaient contraints par la force des événements de reconnaître cette patrie et de dire que le peuple n'avait acquis une patrie qu'après la révolution. Les moujiks n'en avaient pas auparavant, car le régime tsariste enlevait aux Russes tout amour pour la terre natale. Mais grâce à la Révolution, la patrie était devenue démocratique, pleine d'affection pour ses fils.

Voilà pourquoi il fallait la défendre avec la révolution. Si cette dernière restait une abstraction, la patrie, elle, était conçue comme la terre enlevée aux gros propriétaires, aux monastères, au Trésor, suivant les explications des agitateurs : et cela était tout près de l'esprit du paysan, accessible et surtout tangible. Certes le peuple ne voulait pas défendre sa patrie, mais *sa terre*. Il était prêt à la protéger les armes à la main contre tout ravisseur. Et c'est ce qu'il faisait. Ensuite éclata la révolution d'octobre. Les bolcheviks, en répandant à profusion leur littérature, parlaient dans leurs brochures, leurs journaux, leurs tracts, des problèmes qui se posaient devant le prolétariat, de l'essence de l'Internationale et d'autres choses incompréhensibles. Mais au bout d'un an, ils furent convaincus qu'ils ne pouvaient pas nourrir le peuple d'abstractions, et, comme le premier Soviet, ils durent recourir au mot : « patrie ». Ils donnaient à ce mot un sens particulier. Ils affirmaient que désormais la Russie était une vraie patrie pour les classes pauvres de la population, car elle réalisait leur volonté et défendait les intérêts non seulement du prolétariat mondial, mais aussi du prolétariat russe. Ils durent avoir une politique qui ne fut plus au nom de l'Internationale et du salut du prolétariat mondial: non, ils durent parler des problèmes de la Russie des paysans et des ouvriers russes, des intérêts russes. En bons psychologues, ils cherchaient à prendre les cœurs, en s'adaptant à la mentalité nouvelle du peuple.

Au bout de six mois, les communistes, dans leur lutte contre les volontaires, repétaient que ceux-ci étaient un instrument dans les mains de l'Angleterre et de la France, que le monde entier était contre la Russie, qu'il fallait défendre la patrie socialiste et communiste. Au nom des intérêts et de l'idéal du prolé-

tariat, ils reconnaissaient la patrie et en prêchaient l'idée avec l'ardeur qui les caractérise. L'esprit de la nation, l'idée nationale commençait à s'éveiller chez les paysans. C'était encore l'instinct de la conservation naturel à tous les peuples. Mais ce qui était important, c'était que la patrie, comme fait, comme conclusion tirée des événements des dernières années, existait déjà au fond des esprits et des cœurs et que l'incendie, dévorant la Russie, forgeait une nation. La poussière humaine, tourbillonnant à travers la Russie, commençait à s'abattre et à s'agglomérer. Et au milieu des houles de l'anarchie, le peuple, tout en détruisant la patrie, commençait à comprendre celle-ci et à l'aimer. La crise était proche. La psychologie des gens et des événements se transformait.

CHAPITRE XVII

LE NATIONALISME INTERNATIONAL.

Lorsque la psychologie du peuple commença à se modifier et que les idées de patrie germèrent dans l'esprit de la foule dispersée, le bolchevisme subit une transformation profonde, suivant les conditions du moment. La majorité des paysans avaient abandonné le communisme, car après s'être emparés des terres et s'être fixés sur elles, ils avaient réalisé leur rêve, et le pouvoir des Soviets ne pouvait sanctionner cette mainmise comme contraire aux principes du socialisme. Les bolcheviks comptaient avec elle, mais ils ne voulaient pas agir contre leur programme. Aussi la campagne n'avait aucune confiance en eux et, de plus, leur était hostile à cause de leurs tentatives pour s'emparer des récoltes. Le prolétariat des villes avait disparu : il était mort de faim ou dans les combats, ou s'était dispersé dans les villages pour y trouver du travail et échapper à la famine. Tout ce que le pouvoir parvenait à se procurer par la violence ou la ruse allait à l'armée et voilà pourquoi on s'y enrôlait par crainte de la famine. Ces recrues se soumettaient mal à la discipline, elles ne voulaient pas se battre ; leur seul but était d'obtenir un morceau de pain, une pincée de sel, et de sucre. L'armée attirait encore tous les déclassés, que la guerre d'abord, puis la révolution avaient désemparés et

transformés en soldats de métier prêts à servir n'importe quel pouvoir pour un salaire. C'est ainsi que se forma l'armée rouge, toujours de plus en plus nombreuse, mais sans cohésion, sans combattivité, ni discipline.

Les bolcheviks s'apercevaient que le temps de la désorganisation était passé et qu'il fallait rétablir l'ordre. Leur despotisme faisait d'eux des centralisateurs. Ils firent disparaître les comités de fabriques et d'usines. Ils introduisirent la journée de dix heures et fixèrent les ouvriers à l'usine en ressuscitant le servage. Ils abolirent de même les comités de soldats. Ils prirent à leur service les officiers de l'ancienne armée, qui furent forcés de passer aux communistes pour toucher une ration et ne pas être rangés parmi les contre-révolutionnaires, fusillés sans pitié. On vit apparaître de nouveaux officiers, sortis des écoles militaires bolchevistes et des basses classes. C'étaient des serviteurs passionnés du nouveau régime, cruels et plus brutaux à l'égard des soldats que ne l'avaient été les officiers du tsar. Aussi la masse de soldats les haïssait et donnait son affection aux officiers de l'ancien régime qui, servant malgré eux, ne montraient aucun excès de zèle. En dehors des officiers sortis des écoles bolchevistes, officiers et soldats servaient le pouvoir sans le respecter ni l'aimer et rêvaient du jour où il tomberait.

Les innombrables fonctionnaires qui remplissaient les bureaux soviétiques nourrissaient à peu près les mêmes sentiments à son égard. A l'exception des communistes et de ceux qui devaient leur carrière administrative au bolchevisme, la bureaucratie tout entière méprisait le gouvernement et le régime lui-même ; elle ne travaillait que pour toucher une ration et vivre. L'unique appui peut-être du régime était la bourgeoisie nouvelle, enrichie dans les marchés avec l'Etat et la spéculation, de

plus en plus en honneur. Ainsi en 1920 le bolchevisme n'avait pour lui aucune classe de la population : il était une forme vide et ne se maintenait que grâce à une armée toute prête à le trahir à son tour. Le pays était gouverné par une poignée d'hommes, par un parti insignifiant. Une oligarchie régnait en Russie, tout comme avant la révolution, lorsqu'une autre oligarchie disposait du peuple et lui dictait sa volonté.

Si le Sud de la Russie et la Sibérie étaient en proie à une atroce guerre civile et à une anarchie toujours furieuse, la grande Russie ignorait ces maux : depuis deux ans et demi, le peuple avait été soumis au seul pouvoir d'une minorité hautaine et incapable. Affamé et sans travail, il passait peu à peu de l'état de rébellion ouverte à un état d'apathie contemplative. C'était le cas de l' « intelliguentsia » qui avait survécu, des basses classes de la population des villes, des paysans aussi. Personne ne rêvait plus d'une lutte active contre le bolchevisme. Chacun espérait en un miracle soudain qui le sauverait de la mort et de la famine. Cet état moral est caractéristique de l'esprit russe de révolte sans frein, de son anarchie prête à se résigner par lassitude à l'esclavage et à la mort. Mais cette lassitude était passagère, elle était capable à n'importe quel moment de faire place à son contraire et les bolcheviks le savaient bien. Dès juin 1919, nous pouvons voir comment leur gouvernement, se rendant compte de son manque absolu d'autorité et conscient de sa rupture avec le peuple, cherche fiévreusement une formule nouvelle capable de redonner vie à la masse inerte et anarchique. En démagogues connaisseurs de la mentalité du peuple et capables d'exciter les instincts de celui-ci, les communistes décident de mettre à profit le sentiment national qui s'éveille. Tout en continuant à discourir sur le prolétariat mondial et les problèmes de la révolution

sociale européenne, ils se mettent à appeler le peuple au patriotisme, pour réaliser le programme qu'ils attaquaient eux-mêmes peu auparavant comme impérialiste. Le gouvernement soviétique entreprend une grande guerre pour l'unification de la Russie et la reprise des provinces qui s'en sont séparées. La combattivité du bolchevisme retrouve de nouveau sa vigueur, mais grâce à d'autres formules. Après avoir perdu l'espoir d'allumer l'incendie de la révolution sociale mondiale, le bolchevisme devait se limiter au territoire de la Russie, mais à condition que la guerre durât. Car sans elle, il n'avait ni caractère religieux ardent, ni force combattive, rien qui le séparât des autres utopies sociales. Son salut était dans la lutte, et c'est pour cette lutte que Lénine sacrifia l'idéologie, les vieilles formules et se transforma en chef d'un impérialisme d'un nouveau genre.

Lénine, en sa qualité d'esprit schématique et de despote, est l'homme de la pensée concentrée, de l'action et de la volonté concentrées. Il conçoit l'Etat comme une société centralisée soumise à un pouvoir qui nivèle tout. C'est l'idée du collectivisme, contraire à la philosophie de l'individualisme, de la liberté de chacun et de tous. Ce despotisme niveleur, qui est au fond du collectivisme, est arrivé à sa perfection entière dans la pratique du communisme sous les bolcheviks. Toutes les affirmations sur l'autonomie des nationalités, sur le droit des peuples à une vie séparée et indépendante, n'étaient qu'un mensonge, car elles ne répondaient pas à la nature du communisme niveleur. Aussi après avoir dissous les conseils municipaux et les zemstvos, après avoir doté les Soviets d'un pouvoir en apparence illimité, le gouvernement dirigea en fait le pays à coups de décrets et d'ordonnances, en s'efforçant d'enlever toute autorité aux organes locaux. Ces décrets restaient

souvent lettre morte, car le pouvoir central manquait des forces nécessaires pour en surveiller l'exécution. Mais les circonstances seules en étaient cause, et l'essai d'une centralisation brutale reste le frappant témoignage de la pratique du pouvoir bolcheviste.

Ce dernier par conséquent ne pouvait admettre l'indépendance des petits Etats. Il voyait dans leur absorption le moyen non seulement de réaliser le communisme, mais encore et surtout de revivifier son esprit combattif et de gagner à nouveau les sympathies du peuple. L'armée, commandée à cette époque par d'anciens généraux et officiers du tsar (il y en avait des centaines), regardait les bolcheviks comme des traîtres, coupables de la ruine de la patrie. Et ces officiers ne pouvaient se disculper, ni devant les autres ni devant leur propre conscience, d'être passés au service des traîtres seulement par famine. Car la même misère était le lot de centaines d'autres qui parvenaient à gagner l'armée volontaire ou mouraient en héros pour avoir refusé de servir le nouveau pouvoir. Il leur fallait une véritable justification, acceptable pour eux-mêmes et capable d'apaiser leur conscience. Cette justification, les bolcheviks la leur donnèrent : ils connaissaient l'état d'âme de l'armée, ils savaient parfaitement que tous les contre-révolutionnaires avaient pour devise : l'unification de la Russie contre ceux qui avaient démembré la patrie et l'avaient acculée à l'infamie, à la misère, à la faim. Alors, les bolcheviks, oubliant tout ce qu'ils avaient dit depuis deux ans, ne restant fidèles à la troisième Internationale que pour leurs amis d'Occident, se mirent à convaincre l'armée et le peuple qu'il fallait unifier la Russie et pour cela lutter contre les ennemis encerclant le pays de toutes parts.

Les officiers, qui savaient la profonde hypocrisie du pouvoir, faisaient semblant de le croire, par désir de

se trouver une justification. Le pouvoir à son tour qui savait la haine profonde des officiers à son égard, faisait semblant d'avoir confiance en des gens qui restaient les ennemis les plus acharnés du communisme et étaient prêts, au premier moment favorable, à le renverser. Ces centaines d'officiers et ces dizaines de généraux de l'ancien Etat-Major, brillants officiers de la Garde disparue et aides de camp du tsar, obéissaient donc à Trotski. Pour eux, il était avant tout un juif abhorré, un de ces parias, qu'ils traitaient autrefois avec tant de mépris et pouvaient tuer impunément. Pour eux, il était le corrupteur et le destructeur de la Russie ; ils l'accusaient, en sa qualité de juif, de tous les crimes même imaginaires ; ils le rendaient responsable de ce qui était beaucoup plus l'œuvre de Lénine, de Boukharine et consorts. Mais ce Juif aux lèvres épaisses, au grand nez crochu, leur épargnait de cuisants remords. Les chefs de l'armée rouge cherchaient hypocritement à se persuader que Trotski créerait une Russie indivisible et conduirait l'armée à la victoire sur l'ennemi extérieur. Ils affirmaient que seuls les bolcheviks rétabliraient la patrie et qu'après leur « transformation » ils se mettraient à réaliser un programme national. En se leurrant ainsi eux-mêmes et en apaisant leur conscience ,ils restaient au service des bolcheviks et se berçaient de la pensée qu'ils servaient non pas les bolcheviks, mais la patrie. Ils remirent en vigueur l'ancienne discipline, malgré leur manque de conviction, et le pouvoir bolcheviste approuva cette discipline en voyant qu'elle créait l'armée, rejetée par eux comme principe. Ainsi la tyrannie du collectivisme au cours de la révolution trouvait des défenseurs parmi les officiers. Deux partis étaient en présence : l'un ne croyait pas à l'autre, l'un trompait l'autre, tous deux cherchaient à tranquilliser leur conscience et à se trouver

des justifications. Le pouvoir rouge et l'armée blanche, monarchiste et réactionnaire, faisaient une œuvre commune. Le rouge et le blanc s'étaient confondus et il était impossible de les distinguer.

Mais la nouvelle devise du bolchevisme venait à un moment favorable et satisfaisait les instincts du peuple. Au milieu d'une pleine anarchie, dans la fumée des incendies, au travers des vapeurs sanglantes, le peuple subissait une révolution dans sa psychologie même. Il voyait déjà clairement que la patrie périssait, et qu'un pouvoir incapable conduisait à la ruine le pays que les siècles avaient créé avec tant de labeur ! En lui germait une conscience nationale, mais le sentiment national avait toujours vécu en lui et l'avait guidé dès les premiers jours de son histoire. N'était-ce pas le peuple qui avait créé cette ambiance psychologique d'où étaient nés Ivan le Terrible, Pierre le Grand, Bakounine, les Aksakof, Kirievski, Tolstoï, Herzen, Dostoïevski, Lavrof, Vladimir Soloviof, Tchernichevski ? C'est dans le peuple que la poésie et la musique, l'architecture et la peinture avaient puisé leurs forces, forces de répulsion contre l'Occident, forces de foi dans le miracle qu'accomplissait la Rusie pour sauver l'Occident décrépit, mourant de ses péchés et des crimes de la civilisation. Maintenant les étrangers, l'Europe, l'Occident, peu importait le nom, marchaient contre la Russie et voulaient l'abattre. Et de nouveau, comme au temps d'Ivan III et d'Alexandre Ier, s'éveilla le sentiment national élémentaire, qui est l'instinct de la conservation et sauve parfois les peuples aux moments critiques de leur histoire. J'ai pu voir moi-même l'accueil joyeux que faisaient aux bolcheviks détestés les paysans, convaincus qu'ils étaient « nos soldats », allant battre les Roumains et leur reprendre la Bessarabie. J'ai vu l'enthousiasme du peuple acclamant les pillards

à leur entrée à Odessa après le départ des Français et des Grecs. Le soldat étranger était désormais un ennemi : il symbolisait l'oppression de la Russie et son démembrement.

Il ne peut d'ailleurs exister de pouvoir qui ne suive pas le peuple. L'autocratie, même pendant ses dix dernières années, en pleine agonie, tirait toujours sa force des racines, déjà desséchées, qu'elle avait autrefois poussées dans les couches profondes du peuple. Elle défendait, dans le mir, une création populaire, elle proclamait la religion et l'église comme bases de l'existence, mais elle n'a pas su tirer profit de ces principes, elle a faussé des idées justes et a succombé. De même les bolcheviks, après avoir désorganisé le pays, sous la poussée des forces élémentaires du peuple, ont été obligés, sous la même poussée, de réorganiser l'Etat et de recommencer ainsi l'œuvre historique du peuple russe. Ils avaient déformé les idées qui vivaient en lui, ils avaient voulu introduire le régime communiste parce que, disaient-ils, il était le plus près de lui, tout comme le tsarisme avait été convaincu que le mir, ce communisme d'une société patriarcale, était particulier à la Russie. Avec un cynisme de démagogues, ces mécréants, en lutte contre la religion, se mirent à protéger l'Eglise : à sa tête, ils placèrent des prêtres leurs fidèles, affirmant que le christianisme est dans son essence une forme particulière du communisme. Enfin, revenant à ce dont je viens de parler, les bolcheviks ont voulu utiliser le sentiment national naissant, pour revivifier l'esprit combattif de leur doctrine et servir leur activité pratique. Tyrans et oligarques, les autocrates rouges n'étaient que les esclaves des masses élémentaires, les exécuteurs de leurs obscures aspirations : ils les suivaient pour les diriger, car ils en devinaient les instincts naissants.

La lutte contre la Pologne, contre la Finlande, l'Esthonie, la Géorgie, était impérialiste dans le plein sens du mot, car elle avait pour but la conquête de ces pays et leur soumission au pouvoir des bolcheviks. Ces guerres satisfaisaient les instincts du peuple, qui ne pouvait consentir au démembrement de la Russie, à son encerclement par des ennemis, à son rejet loin de la mer, à son retour à l'état du XVe siècle. C'était un sentiment inconscient certes, mais réel. Aussi en 1920 on a pu voir comment, au début de la lutte contre la Finlande, la Géorgie, la Pologne, les bolcheviks, laissant de côté toute phraséologie, proclamèrent des mots d'ordre impérialistes. Ils jetaient leur armée sur la Pologne, en déclarant qu'ils ne permettraient pas aux Polonais de s'emparer des terres de l'ancien royaume de Pologne d'avant 1772, car ces terres sont russes et ne peuvent appartenir qu'à la Russie. Une force irrésistible les poussait vers la Transcaucasie afin de pénétrer en Perse et de se fixer en Asie, but de toute la politique russe pendant le siècle dernier. Ils n'admettaient pas les prétentions de la Finlande sur la Carélie et à la première occasion ils engagèrent la lutte pour cette province. Après avoir occupé la Russie du Sud, ils se mirent tout de suite à former une armée contre la Roumanie qui s'était emparée de la Bessarabie. Ils regardaient avec alarme se constituer l'Esthonie, attendant le moment favorable pour tomber sur elle et l'engloutir. Ainsi, après avoir proclamé le démembrement de la Russie comme un principe de haute justice à l'égard des nationalités désireuses d'une vie indépendante, ils rejetèrent ce principe, lorsqu'ils devinrent un pouvoir organisateur, et reprirent le chemin suivi par la Russie pendant quatre siècles. Ils avaient beau être démagogues, ils ont dû s'incliner devant la volonté de l'histoire. En se leurrant eux-mêmes et les autres, en prêchant hypo-

critement ce pourquoi ils avaient renversé le Gouvernement Provisoire, les communistes, malgré eux au fond, faisaient œuvre russe et, sans le vouloir, redressaient l'état démoli par eux, en le faisant *unitaire* et *centralisé*.

L'Europe en avait-elle conscience et comprenait-elle le sens de ces guerres entreprises par les bolcheviks ? Hélas ! cette fois encore tout le danger de guerre universelle que présentait le bolchevisme n'a pas été saisi. L'Europe supposait que la guerre civile allumée par les bolcheviks avait pour but d'assurer leur existence et de vaincre la contre-révolution. Mais cette guerre terminée, les bolcheviks devaient la porter au-delà des frontières de la Russie. Et c'est ce qui arriva. L'Europe ne soutint pas Lénine, le prolétariat européen se montra plus cultivé et plus conservateur que ne l'avaient cru les communistes. La route de l'Occident était coupée et les bolcheviks furent dans l'obligation de tourner leur combattivité vers l'Orient où ils trouvaient un terrain préparé. La paix de Versailles en effet et les traités séparés, en particulier celui de Neuilly, avaient divisé le Sud de l'Europe orientale et l'Asie en une série d'états, formés contre tout principe de justice nationale. De petits pays, rangés aux côtés de l'Entente pendant la guerre, avaient acquis au dépens des vaincus d'énormes territoires qui n'avaient avec eux aucun lien ethnique, intellectuel ou économique. La Roumanie, la Serbie et la Grèce étaient devenus de grands Etats, mais artificiels et faibles. Dans leurs provinces nouvellement annexées commença dès le premier jour un mouvement contre les conquérants, mouvement de caractère nationaliste, mais que la situation internationale empêchait de prendre des formes nationales. Alors, en Bessarabie, en Dobroudja, en Macédoine, en Thrace, en Slovenie, en Croatie, naquit un mouvement commu-

niste. Bourgeois et prolétaires, habitants des villes et des campagnes, par désespoir et par haine à l'égard de leurs oppresseurs, se joignaient aux communistes dans l'espoir que le bolchevisme effacerait les frontières établies par la Conférence de Versailles et donnerait aux peuples la possibilité de réaliser leurs aspirations nationales. Une majorité écrasante d'entre eux était ennemie du communisme et tremblait à la pensée d'être soumise à un régime de Soviets. Mais acculée au désespoir, elle voyait dans le bolchevisme le dernier moyen d'échapper aux oppresseurs. Ainsi, par une amère ironie, du sort, le communisme international fut regardé comme le soutien des mouvements nationaux. Le mouvement que l'on observe actuellement dans les provinces énumérées plus haut est entièrement national. Mais il donne au bolchevisme russe une force offensive énorme. L'Europe victorieuse n'a pas calculé le danger international du communisme russe qui puise habilement sa force dans le mécontement des peuples de l'Europe vaincue.

Il tire une force semblable sinon plus grande de l'Asie, asservie par l'Europe. L'Europe dans sa marche en avant vers l'Orient, à la recherche des marchés et des colonies, ne pouvait pas ne pas mettre sous le joug les peuples de l'Asie, en faisant d'eux peu à peu ses sujets ou ses esclaves. La lutte pour la domination en Turquie et en Perse, pour l'hégémonie en Chine, pour la conquête de l'Afghanistan, ainsi que la domination de l'Angleterre sur l'Inde, éveillait chez les peuples subjugués toute la force du patriotisme asiatique primitif, et tout l'esprit guerrier de l'Islam. La lutte pour l'héritage turc, l'abaissement du khalife et la chute de la première puissance mahométane ont bouleversé l'Asie. Ses peuples, étrangers à la culture européenne, se dressèrent contre celle-ci. Entre temps les bolcheviks me-

naient une lutte opiniâtre contre l'Angleterre, la France, l'Italie, le Japon, pour défendre les petits peuples et les libérer. Ceux-ci consacraient des dizaines de millions de roubles à leur propagande en Asie, afin de soulever les opprimés contre les oppresseurs. Les peuples de l'Asie, voyant leur esclavage grandir, se mirent à rêver de l'arrivée prochaine des bolcheviks, leurs libérateurs. Ainsi, en très peu de temps, les bolcheviks, après avoir gaspillé leurs forces et perdu tout espoir dans l'avènement rapide de la révolution sociale en Europe, trouvèrent en Asie un terrain favorable au développement et à la réalisation de leurs idées, et sur lequel ils pouvaient frapper au point le plus vulnérable les puissances européennes. C'est seulement après s'être heurtée aux communistes sur les frontières de Perse que l'Europe comprit le danger : le bolchevisme ne se renfermait pas sur le territoire de la Russie, il était vivace, puisque combattif ; né de la guerre, il ne pouvait vivre que dans la guerre et par conséquent s'efforçait de trouver partout des chances de succès, en Europe, en Asie, en Afrique. Il visait à une action internationale et ce n'était pas seulement en théorie. Mais comme sa réalisation pratique était prématurée, il morcela en quelque sorte son internationalisme et le transforma en un assemblage de nationalismes internationaux séparés, mais unis entre eux comme les chaînons d'une chaîne. Il faisait miroiter aux yeux des opprimés le rêve de l'affranchissement et de la renaissance nationale. Ce rêve ranimait les nationalités sous le joug et faisait naître la lutte de l'Orient contre l'Occident, de l'Islam contre le Christianisme, de la civilisation stagnante contre la civilisation du mouvement et de la volonté. La lutte des classes, fondement du marxisme, cessait d'être mise en pratique. Ce n'étaient plus les *classes,* mais les *peuples* qui étaient appelés à combattre l'Angleterre et la

France ; la corde sensible n'était plus la *lutte des classes,* mais la *lutte nationale ;* l'antagonisme *économique* cédait la place à l'antagonisme purement *politique.* A l'internationalisme rigide et implacable se substituait un nationalisme aussi rigide et aussi implacable.

Ainsi dans sa politique aussi bien intérieure qu'internationale, le bolchevisme, trois ans après son entrée dans l'histoire, s'était transformé jusqu'à devenir méconnaissable. Les bolcheviks, parvenus au pouvoir et mis ainsi dans l'obligation absolue de gouverner le pays, commencèrent, d'abord à leur insu, puis consciemment, à réaliser la volonté populaire, comme ils l'avaient fait en permettant les meurtres, les pillages, les violences. Ce n'était pas un spectacle sans étrangeté de voir le gouvernement bolchevik jouer le rôle d'un pouvoir rigoureux, punissant de mort ceux-là même qui auparavant jouissaient du droit de trahir la patrie, trahison obligatoire pour chaque prolétaire, pour chaque soldat. Il était étrange encore de voir la patrie méprisée et le patriotisme mille fois maudit renaître de l'oubli, et des armées nombreuses mener loin de la patrie des guerres impérialistes. De même il était étrange de voir la décentralisation autrefois tant prêchée se transformer en une centralisation atrocement brutale, et la domination de la classe ouvrière se transformer en celle d'une oligarchie qui introduisait la journée de 10 et de 12 heures, chassait les comités d'usine, soumettait le travail à la discipline la plus rigide, etc. Peu importait que l'armée fut désorganisée, que le peuple ne travaillât pas, que les ordres du pouvoir ne fussent pas exécutés ! L'essentiel n'était pas là. C'était que le bolchevisme s'était transformé d'une doctrine internationale en une réalité d'action nationaliste. Pour ne pas périr, il tirait désormais son esprit combattif non seulement du dedans, mais aussi du dehors : d'un nationalisme

grossier et farouche, presque semblable au nationalisme de l'ancienne Russie. Le bolchevisme, comme le tsarisme, menait une politique nationale, en s'adaptant aux instincts élémentaires des masses, sans savoir, malgré ses efforts, transformer son nationalisme en une œuvre nationale. Une fois de plus, le rouge et le blanc se mêlaient dans une indissoluble union.

CHAPITRE XVIII

L'EXPANSION.

Puisqu'une conscience nationale s'est éveillée chez le peuple russe et que les bolcheviks l'exploitent pour des buts impérialistes, la question se pose de savoir quelle est la force dans l'âme populaire du sentiment impérialiste. Car lui répondre, c'est en même temps répondre à ces deux autres questions : où la Russie sera-t-elle conduite par son impérialisme actuel et quelle est la véritable nature de l'homme russe ? Dans ce dernier chapitre de mon livre, je voudrais caractériser brièvement non seulement le passé de la Russie mais aussi son avenir, ainsi que la psychologie de son histoire. Je sais combien ce problème est difficile, aussi me bornerai-je à quelques principes qui pourront être développés ailleurs.

L'histoire de la Russie est l'histoire d'une expansion spontanée du peuple, de sa tendance irrésistible à se répandre vers l'Est, le Sud, l'Ouest et le Nord. Depuis les temps les plus reculés, le peuple russe se déplaçait dans toutes les directions, et aucun pouvoir n'était capable de s'opposer à ce mouvement. Au contraire, les gouvernements étaient dans l'obligation de compter avec cette expansion et de la suivre, en réalisant et en sanctionnant la volonté du peuple. Celui-ci marcha vers le Nord et submergea les tribus finno-lithuaniennes,

en agissant de son propre mouvement et en forçant le pouvoir à le suivre. Telle fut la marche des habitants de Novgorod et de Pskof, puis plus tard de Moscou. Il se déplaça vers l'Ouest, s'emparant des rivages de la mer Baltique, s'assimilant les tribus lithuaniennes, et le pouvoir le suivait toujours. Il tendit vers le Sud, poussa ses bourgades sur les confins du pays, et le pouvoir, ici encore, devait suivre ce mouvement spontané. Vers l'Est, il passa l'Oural et soumit les sauvages peuplades sibériennes, traînant toujours à sa remorque le pouvoir. A aucun moment de l'histoire russe, aucun gouvernement ne mena une politique personnelle indépendante d'agrandissement. Au contraire, chacun d'eux cherchait à fixer la Russie dans ses limites d'alors, mais, poussé par le peuple, il marchait à sa suite dans son mouvement irrésistible. C'est à l'époque d'Ivan III seulement que le pouvoir commence délibérément une politique de stabilisation sur les terres où le peuple s'est fixé, et d'expansion jusqu'aux frontières naturelles de la Russie, non plus en subissant une lourde nécessité, mais en réalisant un programme arrêté. Pierre le Grand et Catherine II ont donné à ce programme son expression la plus claire, et ils ont mis la dernière main à l'œuvre commencée depuis des siècles par le peuple lui-même.

Mais ce ne sont ni l'esprit de conquête, ni un impérialisme naturel qui ont amené cette expansion. Elle a sa raison dans la nature anarchique de l'homme russe, dans sa tendance à s'étendre en largeur, à étaler ses pensées et ses actes, dans sa résistance à toute entrave intérieure et extérieure. La nature russe ignore le repliement sur soi-même, la précision sévère des contours et, pour le comprendre, il faut connaître le paysage russe, sans couleurs éclatantes, dont le charme réside dans les

lignes grises qui se perdent dans un lointain indistinct. La Russie ne connaît pas et n'aime pas la netteté sculpturale, caractère de l'Europe ensoleillée. C'est pourquoi la Russie n'a jamais eu et n'aura jamais de grands sculpteurs. La peinture seule lui est proche, la peinture des demi-teintes, des contours gris mélancoliques, du mystère et de l'inachevé. De même en musique, la nature russe est contraire aux harmonies occidentales. Ce sont les discordances qu'il lui faut, l'incohérence sensible des sons d'où il résulte une plénitude d'impressions, inconnue de l'Occident. La littérature russe de même est discordante, mais profonde et passionnée. La Russie n'a pas connu de *maîtres du verbe,* de stylistes (à l'exception de Pouchkine, de Tourguenief, de Gogol), de chefs d'écoles littéraires. Les plus grands écrivains russes, comme Tolstoï et Dosteïevski, ont quelquefois commis des fautes contre la grammaire, mais ils ont remué l'humanité par leur génie discordant et la profondeur de leurs pensées. L'art russe tout entier a ignoré la précision du dessin des maîtres de l'Occident, car ceux-ci, raffinés par la civilisation et vivant de la vie intellectuelle des villes, variaient les formes, perfectionnaient les modèles, étant donné qu'ils avaient devant les yeux un monde dont l'art même était parachevé, et, par conséquent, surtout intellectuel, artificiel. L'art russe au contraire vivait de la vie du peuple, il puisait ses thèmes dans le folklore, il n'avait pas besoin d'artifices, d'intellectualité ; il était paysan, indépendant du caractère artificiel des villes. L'étendue sans limites de la Russie donnait à l'art la même expansion, une amplitude de sentiments, que ne resserraient pas les conditions de la civilisation européenne. Il en fut et il en est de même pour toutes les autres manifestations de la vie russe. Considérez par exemple les villes, si différentes des villes d'Occident. En Angleterre, en Al-

lemagne, en France, en Italie, la ville s'élève en hauteur, elle semble s'arracher à la terre trop limitée, entasse étages sur étages, se ramasse sur elle-même et s'enferme dans des limites resserrées. La ville russe, elle, s'étale, croît en largeur, s'entoure de maisons de campagne isolées, clôt de jardins ses maisonnettes. Elle reste un village, un grand village certes, et parfois doté du confort moderne, mais un village tout de même. C'est pourquoi jamais la Russie n'a aimé Pétersbourg, ville européenne, avec ses palais orgueilleux, majestueux et haut dressés, avec le dessin tiré au cordeau de ses rues. Moscou était plus près de son cœur et plus compréhensible pour elle, Moscou largement étendue, avec ses églises basses où l'on se sent chez soi. Le gothique élancé est étranger à la Russie qui a besoin de formes larges et inachevées.

De même dans sa vie intellectuelle, dans sa philosophie surtout, la Russie a été invariablement le pays de l'expansion, dont le modèle est Vladimir Soloviof, le plus grand et le plus original des philosophes russes. Le rationalisme, artificiellement implanté en Russie, s'est fondu rapidement dans les éléments de la nature russe et a pris un caractère spécifique. La métaphysique, les idées d'ordre irrationnel ont toujours dominé et subjugué jusqu'à ces derniers temps la pensée philosophique russe. Les écoles sociologiques de l'Occident nées des théories philosophiques, en s'implantant en Russie, furent très rapidement pénétrées par l'esprit d'expansion du peuple. C'est ce qui arriva au fourriérisme, comme au marxisme ensuite, comme aussi à la doctrine de Zimmerwald. La nature russe, toute puissante en action, brisait les théories qui lui étaient étrangères et les adaptait à elle.

Il en était de même en politique. Le peuple se répandait dans toutes les directions ; il subjuguait des ter-

ritoires et des civilisations supérieures à la sienne, mais il ne se les assimilait pas, il continuait à se répandre et à suivre son chemin. C'était l'instinct tout puissant d'une volonté incoercible, sans le frein d'une discipline intérieure. Après avoir conquis le quart du globe, englouti des dizaines de peuples et de civilisations, la Russie, jusqu'à ses derniers temps, ne s'était pas encore fixée et n'avait pas encore eu de centre. En se répandant dans tous les sens, elle a dépensé ses forces, les a dispersées sur ses confins et a affaibli son patrimoine : la grande Russie. A l'époque des grands troubles déjà, au commencement du 17e siècle, la Russie, qui s'élargissait toujours, faillit périr pour avoir usé toutes ses forces dans les provinces limitrophes et s'être trouvé dépourvue d'un centre vigoureux. Le même phénomène apparut dès le début de la Révolution de 1917, lorsque le centre fût trop faible pour s'opposer aux forces de dissociation. L'expansion avait donné de mauvais résultats, mais elle était naturelle au peuple, à l'esprit de sa culture. Cet esprit est négateur de toute intensivité dans tous les domaines. En agriculture la Russie est extensive, elle cultive la terre en s'efforçant d'élargir la superficie des labours et non à améliorer son exploitation. L'industrie n'a aucun caractère intensif, pas plus que la pensée, l'art, la vie courante. Toute la culture de la Russie est extensive et nie la tension du travail et de la volonté, la discipline de l'esprit et de la pensée. Le peuple produit vite, mais mal ; s'il travaille bien, il se lasse de la monotonie du travail qu'il se met à haïr. Puisqu'il regarde la discipline dans le travail comme une contrainte, il lui oppose une résistance passive, préférant soit un travail de fortune, soit le travail routinier de l'agriculture extensive. Anarchiste et contemplatif, le paysan ne se croit nullement responsable de ses insuccès : non, il remet son sort et celui de la

moisson prochaine entre les mains de la Providence et prend philosophiquement son parti des malheurs, des maladies, de la faim et de la mort. Et dans cette mentalité primitive, il arrive trop souvent que la véritable religiosité passe au second plan, pour faire place à une indifférence de révolté, à une apathie d'anarchiste lassé qu'on peut facilement prendre pour une manifestation de la religiosité.

Cette conscience anarchique, cette nature extensive, cette absence de discipline ont fait naître et fortifié la conviction que les forces de la Russie sont inépuisables, que ses voies historiques sont très particulières, qu'elle a pour mission de redonner vie à l'Occident, et de le sauver de la ruine morale, causée par une civilisation tout extérieure, au caractère achevé dans ses formes et dans son fond, par tout ce qui éloigne la Russie de l'Occident. La Russie privée de ce caractère fini et ne le recherchant pas, intellectuellement et matériellement extensive, regardait son état non pas comme l'effet du hasard ou le malheur d'un pays arriéré, mais comme le plus grand des bonheurs, comme une faveur particulière de la Suprême Providence. La philosophie et la sociologie fondaient en doctrine cette conception, et les hommes politiques l'exploitaient dans des buts pratiques. Ainsi au moment de la révolution sociale réalisée par les bolcheviks, ceux-ci, à l'exemple de leurs prédécesseurs, entreprirent de justifier ce malheur en le présentant comme l'œuvre la plus méritoire du peuple. Mais l'esprit d'expansion, l'instinct d'extension, en l'absence de tout penchant pour l'intensivité, ces mêmes bolcheviks ont voulu les faire servir à des buts impérialistes. Ils cherchèrent à diriger le sentiment national naissant sur une voie qui n'est qu'en apparence celle suivie par le peuple pendant des siècles. L'idée des bolcheviks se réalisera-t-elle ? La Russie est-elle au tournant de son

histoire, prête à devenir une puissance impérialiste ? La masse paysanne anarchique et contemplative est-elle désormais mûre pour une *politique* de violence, qui jusqu'ici lui était étrangère ? J'insiste sur ce mot *politique,* car, si dans la fureur de sa vengeance, le peuple a souvent fait le mal et commis des violences, c'est par une explosion spontanée et passagère. Mais le mal et la violence comme *méthode,* comme politique, comme système lui sont inconnus. Il n'a pas en lui la discipline nécessaire pour faire le mal systématiquement.

Mais on peut exploiter pour le mal cet esprit d'expansion qui vit dans le peuple. Celui-ci, après s'être pendant des siècles répandu de tous côtés, en se voyant rejeté loin des mers, se remettra spontanément en marche vers l'Ouest et le Sud et jettera bas les faibles ennemis qu'il rencontrera sur sa route. Le mouvement actuel des masses dont tirent profit les bolcheviks, leur poussée vers l'Asie et vers l'Ouest, sont une manifestation naturelle de cet esprit d'expansion toujours vivace. Et c'est seulement après avoir atteint les limites naturelles de son expansion que le peuple commencera à se cristalliser en une nation douée d'une conscience nationale et du sentiment de l'Etat. Voilà pourquoi l'offensive menée par les bolcheviks contre l'Europe et l'Asie a sa cause dans un impérialisme gouvernemental et non dans un impérialisme populaire. Mais le peuple se met en marche inconsciemment et son mouvement n'en est que plus puissant. Ce sentiment national en germe n'est pas encore formé, mais il ne disparaîtra pas ; dans quelques années il prendra une forme dont le contenu sera la lutte de la Russie pour son rétablissement. Et dès lors, le gouvernement, quel qu'il soit, sera obligé de marcher à la suite du peuple, non plus machinalement, mais pour réaliser un programme national.

Lorsqu'il sera fixé sur sa terre *à lui,* jouira de la liberté *pour lui-même,* et développera ses succès économiques *à lui,* le peuple russe, degrés par degrés, échappera à sa tendance vers une expansion extérieure, et se renfermant dans sa vie nationale, se délivrera de son instinct de révolte universelle. On a beaucoup abusé chez nous de l'expression « les conquêtes de la révotion », en lui donnant des sens bien différents. Ces conquêtes cependant sont réelles et indestructibles, et parmi elles la première et la plus importante est la transformation de la psychologie populaire : de révoltée et de collectiviste, d'expansive et d'extensive, elle devient individualiste et étroitement intensive. La grande révolte à laquelle, dans le domaine de la pensée, se rattachent les noms de Kirievski, Herzen, Tschernichevski, Bakounine, Tolstoï, la grande révolte à laquelle est lié, dans le domaine de la réalisation, le nom de Lénine, touche désormais à son terme. Les événements actuels en Russie sont la dernière page du livre du passé. Cette « intelliguentsia » qui éveillait le peuple, qui l'idéalisait et voulut transformer la révolte latente en une action révolutionnaire et sociale, a terminé son œuvre après s'être convaincu de son entière ignorance du peuple. Cette « intelliguentsia » a péri sous l'étreinte fatale du peuple déifié par elle : une nouvelle va naître, positive et vigoureuse ; elle sera le cerveau et les nerfs du peuple, elle répondra ainsi aux exigences du moment. Le romantisme a vécu ; il a disparu au milieu des incendies et des violences, des pillages et des meurtres, dans la répartition des richesses matérielles et l'anéantissement de la culture intellectuelle. On voit surgir aussi une nouvelle bourgeoisie, âpre et cruelle ; elle comprend les paysans qui ont appris à posséder et cette bourgeoisie des villes qui, sous les bolcheviks, a su, en spéculant, en réquisitionnant le bien d'autrui, acquérir des

fortunes et les conserver. Cette bourgeoisie, sans talents, sans goût, sans traditions, est forte du hasard de sa prospérité, et ce hasard elle ne le laissera pas échapper et s'efforcera de le transformer en une réalité durable. Ainsi au sortir de la tourmente révolutionnaire, à travers le feu du socialisme verbal et de la dictature d'une oligarchie, la Russie entrera dans l'histoire comme nation bourgeoise. La vie économique patriarcale, le genre de vie patriarcal sont morts. Le temps est venu des formes achevées.

Pour résumer ce que j'ai dit, je me bornerai à répéter brièvement les idées générales qui m'ont guidé dans ce livre.

Les voies de la Russie ont été obscures et quelquefois terribles. Mais dans les secousses de la révolution se forge une Russie nouvelle, avec laquelle doit compter l'Europe habituée à prévoir les événements. Je parle de la Russie nouvelle qui vivra comme Etat doué d'un sentiment national. Le bolchevisme s'épuise, il lance des formules qui sont étrangères à son esprit, il cherche à se sauver, en conservant sa combattivité qui s'éteint. Son œuvre est terminée : il a déchaîné jusqu'au bout la vengeance du peuple, il a détruit de fond en comble le passé, et maintenant il meurt, car il ne répond plus aux instincts du peuple, malgré son effort pour s'y adapter. Il a poussé jusqu'à son terme logique l'absurdité de l'utopie sociale et il meurt de cette absurdité. Disparaîtra-t-il dans le sang ou dans le silence, d'une manière imperceptible pour ceux qui l'entourent, peu importe. Sera-ce dans quelques mois ou dans quelques années, peu importe encore, quoique toute semaine nouvelle de domination communiste aggrave encore davantage la ruine de l'Etat ? Un autre pouvoir prendra la place du bolchevisme, quel sera-t-il ? Nous connaissons la genèse, le développement et la

mort des révolutions et nous savons que, lorsque s'arrête le balancier d'une révolution, le tic tac de l'horloge de la réaction se fait entendre pendant quelque temps. L'antithèse remplace la thèse. Nous pensons que la Russie traversera elle aussi une courte période de réaction : telle est la fatalité historique. Et cette réaction écrasera beaucoup d'entre nous, en cherchant à faire tourner brusquement vers la droite la roue de l'histoire. Même pour sanctionner l'état de choses créé par la Révolution, il sera nécessaire de rétablir l'ordre en coupant court à l'anarchie, et partout où on rétablit l'ordre, les excès du pouvoir sont inévitables. La France le sait mieux que tout autre pays, car son expérience est grande des révolutions. Mais une fois le temps nécessaire passé, la Russie se stabilisera et avec des idées nouvelles, une façon de penser nouvelle, elle commencera à créer son histoire. La Révolution a détruit le mir et anéanti la grosse propriété foncière : il ne peut y avoir de retour vers le passé, sinon le chaos se prolongerait encore trop longtemps. Le peuple se fixe sur la terre, devenue sa *propriété* personnelle : voilà le résultat capital de la Révolution. Mais la culture de la terre individuelle, l'activité individuelle, font naître peu à peu une psychologie individualiste. Il n'y aura plus désormais de tendance à l'extension, d'instinct d'expansion : cet instinct fera place peu à peu au désir de conserver et d'améliorer ce qui appartient en propre. En d'autres termes, à la culture extensive se substituera la culture intensive, matérielle et intellectuelle. Dans cet effort pour améliorer tout ce qui appartient en propre, des formes précises se créent, l'indéterminé disparaît, et une discipline de travail naît avec la discipline de l'esprit et de la volonté. La Russie arrêtera sa marche irrésistible dans tous les sens, coulera sa vie matérielle dans des moules aux contours arrêtés, elle commencera

à polir ses idées et ses sentiments. Le bolchevisme, en tant que phénomène *organique,* étape du dévelopement de la Russie, a accéléré ce processus.

Beaucoup de choses périront par suite de ce changement de psychologie du peuple. Après avoir commencé à nous resserrer dans des formes limitées, nous ne verrons plus de ces génies représentatifs de l'instinct russe d'expansion, dans le genre de Tolstoï. Une fois entré dans la voie d'un dévelopement harmonique, le peuple ne fera plus entendre de discordances enchanteresses. Dans ce mouvement de transformation disparaîtront, l'une après l'autre, la littérature russe tout entière pénétrée de l'esprit de protestation et de révolte, la musique russe, les villes silencieuses et les jardins. Mais que faire ? C'était inéluctable. Les fondements même de la pensée, la foi dans le miracle que la Russie doit accomplir pour sauver le monde du péché et du crime, disparaîtront, et à leur place viendront les idées de l'Europe positive et mesurée. Cette force immense de répulsion qui entraînait la Russie, l'instinct qui l'éloignait de l'Occident s'évanouiront avec la pratique de l'individualisme moral et matériel. Avec un retard de quelques siècles la Russie entrera dans la voie qu'a suivie et que suit l'Europe. Et si, en retour, elle perd sa poésie puissante, mais anarchique, sa philosophie et sa psychologie révoltées, c'est le sort inévitable d'un pays qui commence à vivre de la culture européenne.

Certes les secousses ont été effrayantes de cette révolution où tant de gens ont tout perdu, jusqu'à la vie. C'est une chose terrible qu'un grand pays soit ruiné et ramené à l'état sauvage. Mais n'oublions pas que cette révolution, en fin de compte, transformera totalement la Russie et fera couler dans ses veines un sang nouveau et vigoureux. La Russie cessera de s'écarter de l'Occident, car elle s'est éloignée de l'Orient. Le mir

et le communisme, l'anarchie fragmentaire d'une société primitive et l'anarchie centralisée d'une société utopique ont déjà péri sous les décombres de la Russie de l'Orient, démolie.

Dans le développement de la culture européenne le bolchevisme aura joué également un rôle important.

La grande révolution française avait proclamé en son temps les principes de liberté, d'égalité et de fraternité. La France ne sut pas les réaliser et les légua aux générations futures. C'est au nom de leur réalisation que les peuples d'Europe ont vécu et lutté pendant plus d'un siècle. Les Etats ont prospéré qui pratiquaient loyalement les devises de la grande révolution. Ceux qui les répudiaient se sont effondrés.

Le bolchevisme, en profitant du mécontentement spontané des masses, a formulé les idées prêchées sous des formes différentes au cours de deux mille cinq cents ans.

Mais, après avoir déformé ces idées, après s'être déshonoré dans le sang et les crimes, le bolchevisme lègue à l'humanité des formules que suivent instinctivement les masses affamées et exasperées.

Par cela même, une tâche immense incombe aux hommes politiques responsables et aux gouvernements. Ils doivent agir loyalement et résolument pour apaiser par voie législative les conflits sociaux et réaliser l'égalité sociale. Les pays, dont les dirigeants refuseront d'entrer dans cette voie, sont voués à de furieuses luttes intestines et à l'anarchie, car pour vaincre les utopies et les démagogues, il est nécessaire d'arracher aux fanatiques et aux démagogues l'arme dont ils se servent: le mécontentement des masses. Or, ce mécontentement ne peut être apaisé que par de larges réformes sociales. C'est dans ce cas seulement que la lutte

contre le bolchevisme se terminera par la victoire sur les bolcheviks.

Voilà la leçon que doit tirer l'Europe de l'expérience russe.

Imprimerie française H. MATHON, Wiesbaden (Allemagne occupée)

INDEX DES NOMS PROPRES

Aksakof 33, 84, 231.
Alexeief 112, 208.
Avksentief 101, 140.

Bakounine 33, 35, 118, 137, 165, 246.
Bitzenko 176.
Bontch-Brouievitch 130.
Boukharine 128.
Bukanan 55.

Chingariof 196.
Choulguine 65.
Clemenceau 51, 77.

Dan 99, 111.
Danilevski 33.
Dzerjinski 133.
Dzevaltovski 136.
Dostoïevski 185, 190, 231.
Doukhonine 167.
Dybenko 132, 146.

Engels 33.

Fourier 89, 137.

Gotz 101.
Gourko 64.
Goutchkof 43.
Grimm 202.

Hertzenstein 34.
Herzen 33, 96, 118, 231, 246.

Jeliezniakof 195.

Kamenef-Rosenfeld 129.
Katkof 84, 190.
Kautski 33.
Kerenski 74-81, 108-115, 143-147.
Kirievski 34, 84, 231, 246.
Kokochkine 85, 196.
Kollontaï 129.
Komiakof 84.
Kornilof 111-113, 208.
Krasnof 146.
Krassine 130.
Krivochéine 43.
Kropotkine 135.
Krylenko 129, 135, 167.

Lavrof 33, 35, 89, 118, 231.
Lénine 53, 88, 98, 120-124, 228, 246.
Liber 100.

Lindé 106.
Loujenovski 101.
Lounatcharski 131.
Lowel 59.
Lvof (Vladimir) 112.

Makno 218.
Martof 98, 99.
Marx 33, 35, 137, 152.
Michel Alexandrovitch 66, 67.
Mikhaïlovski 33, 89.
Milioukof 43, 54, 67, 75-77, 85, 106.
Minor 101.

Netchaïef 190.
Nicolas II 42-47, 66.
Nicolas Nicolaïevitch 45-47.

Ouritski 133.

Paléologue 56.
Peters 133.
Petlioura 214, 217.
Philonenko 112.
Plekhanof 87, 91, 98, 111.
Pobiedonotsef 43, 84, 191.
Pougatchof 132, 219.
Pourichkievitch 85.
Protopopof 42, 64.
Proudhon 89.

Radek-Sobelsohn 132.
Raditchef 94.
Raspoutine 45-47, 53, 56.
Razine 219.
Rodzianko 64.

Savinkof 101, 112.
Schreider 143.
Skobelef 71, 74, 79.
Skoropadski 217.
Soloviof 231, 242.
Sorokine 194.
Spiridovna Maria 101, 192.
Stankevitch 33.
Stieklof 132.
Stolypine 34, 43.
Stoutchka 133.
Sturmer 54.
Sverdlof 131, 192.

Tchkeïdze 74, 79, 103, 201.
Tchenkelli 103.
Tchernichevski 137, 231.
Tchernof 53, 100, 193.
Tchitcherine 33.
Thomas Albert 76.
Tolstoï 59, 90, 231, 246, 299.
Trotski 53, 112, 124-127, 230.
Tseretelli 82, 102, 194, 202.

Vinaver 85.
Volodarski 133.

Witte 43, 158.

Zinovief-Apfelbaum 128.

TABLE DES MATIÈRES

a — Introduction de M. Raoul Labry V
b — Préface de l'auteur pour l'édition française XXVII
c — Préface de l'édition russe XXIX
CHAPITRE I — Au tournant 33
— II — Sur deux fronts 49
— III — Emeute ou révolution 62
— IV — La Russie se met à palabrer 73
— V — Le clinquant des partis 83
— VI — La réalité des hommes 94
— VII — Le jeu politique 105
— VIII — Les bolcheviks : Lénine, Trotski 117
— IX — Les bolcheviks : Dii minores 128
— X — Le coup d'Etat 139
— XI — La dictature du prolétariat 152
— XII — La désorganisation..... 163
— XIII — La paix et le glaive 175
— XIV — L'Assemblée Constituante 187
— XV — L'Internationalisme verbal 200
— XVI — Poussière d'hommes 212
— XVII — Le nationalisme international.... 225
— XVIII — L'expansion 239

PAYOT & Cie. 106, BOULEVARD SAINT-GERMAIN. PARIS-VIe

JOSEPH-BARTHÉLEMY
PROFESSEUR-ADJOINT A LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS
DÉPUTÉ DU GERS

Le Gouvernement de la France

Tableau des Institutions politiques, administratives et judiciaires de la France contemporaine

Un vol. in-16 . . . . . **5** fr.

GERMAIN MARTIN
CORRESPONDANT DE L'INSTITUT
PROFESSEUR A LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Les Problèmes du Crédit en France

Un vol. in-16 . . . . . **5** fr.

CHARLES RIST
PROFESSEUR A LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

Les Finances de Guerre de l'Allemagne

(Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences Morales et Politiques)

Un vol. in-8 . . . . . **15** fr.

GEORGES BONNET
COMMISSAIRE-ADJOINT DU GOUVERNEMENT AU CONSEIL D'ÉTAT
En collaboration avec ROGER AUBOIN

Les Finances de la France

Un vol. in-16 . . . . . **7** fr. **50**

R. CARNOT

L'Étatisme Industriel

Un vol. in-16 . . . . . **5** fr.

BOUND BY
HM